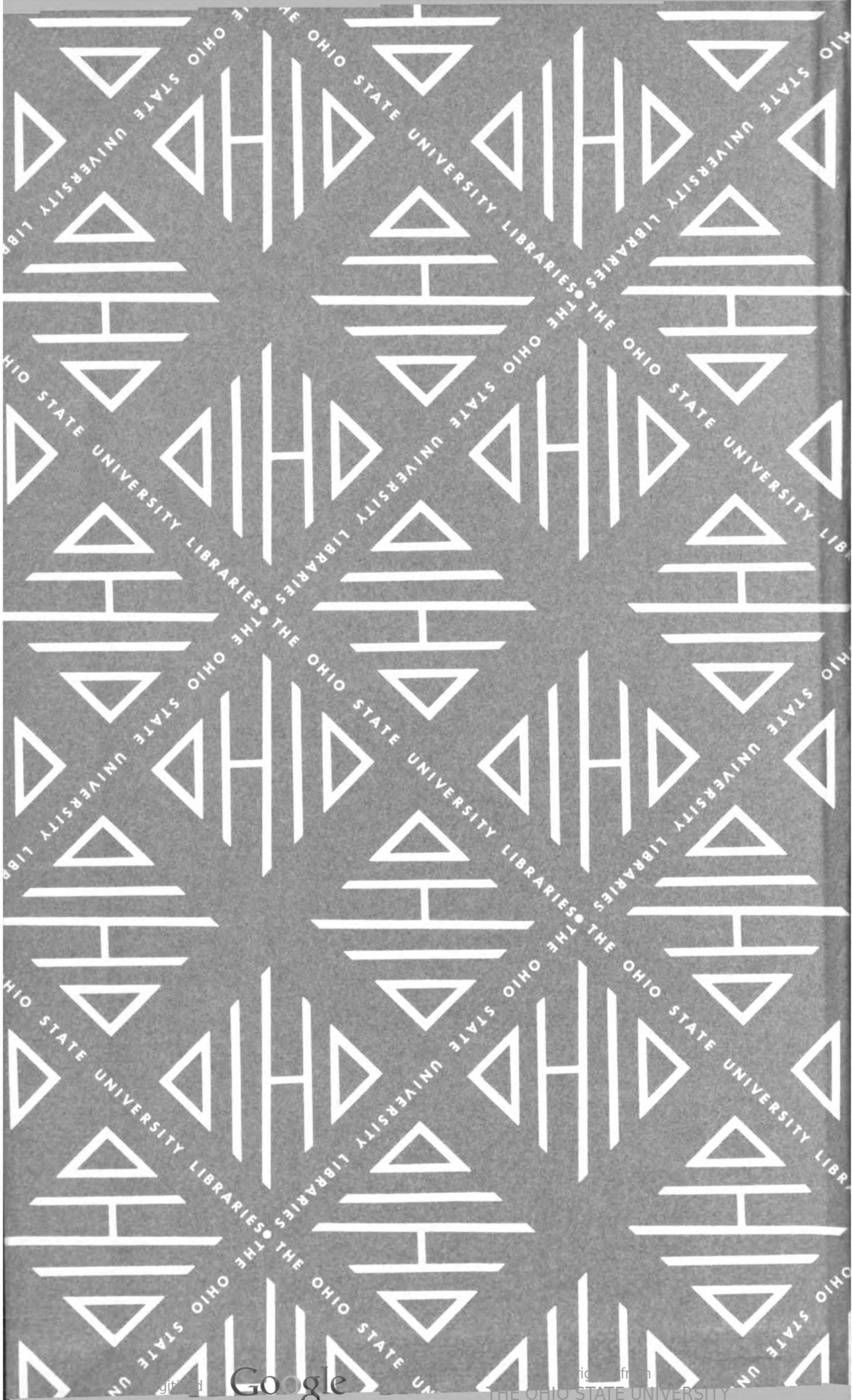
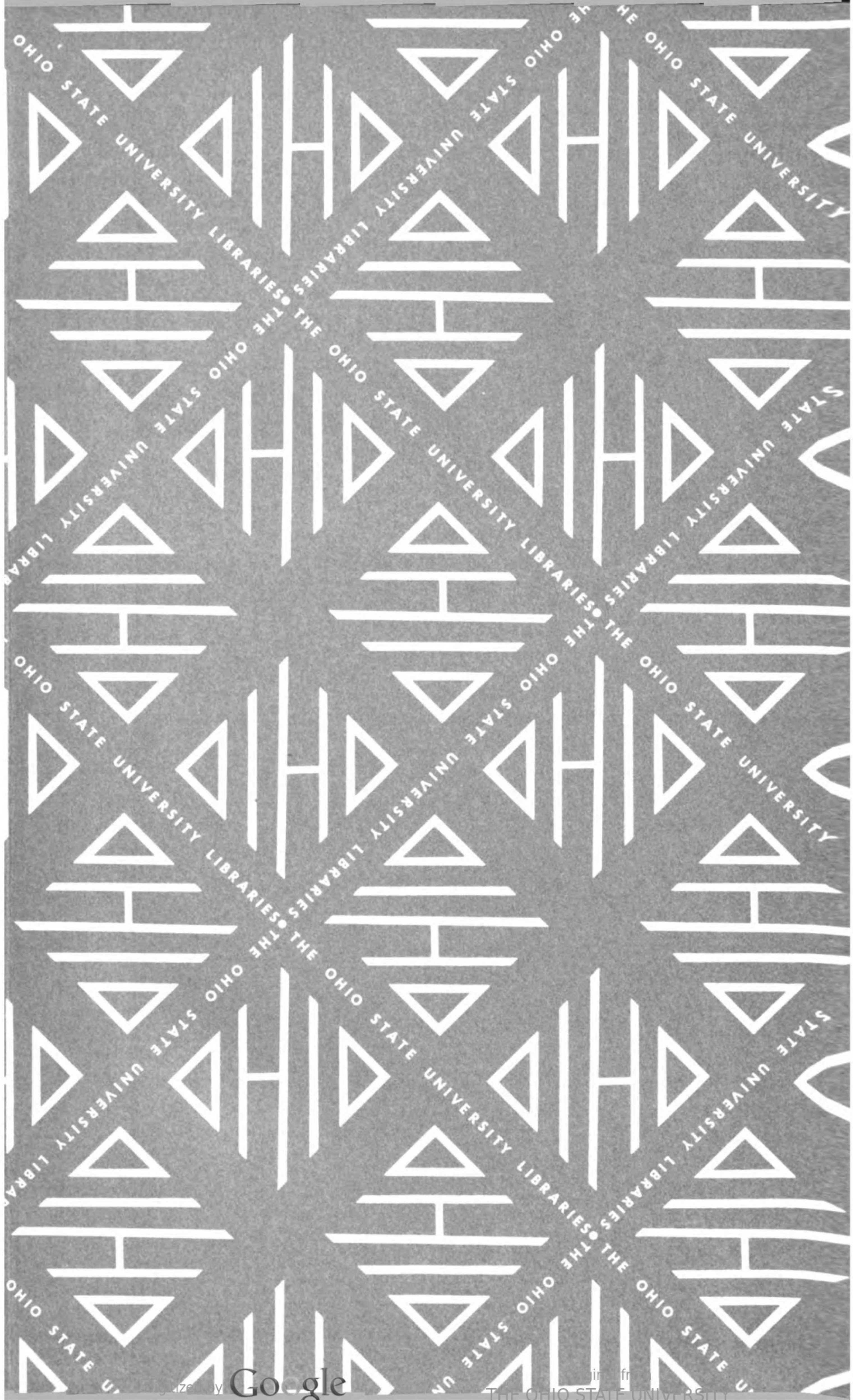
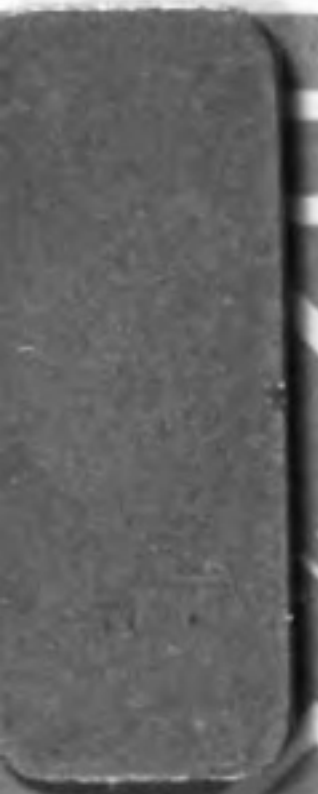
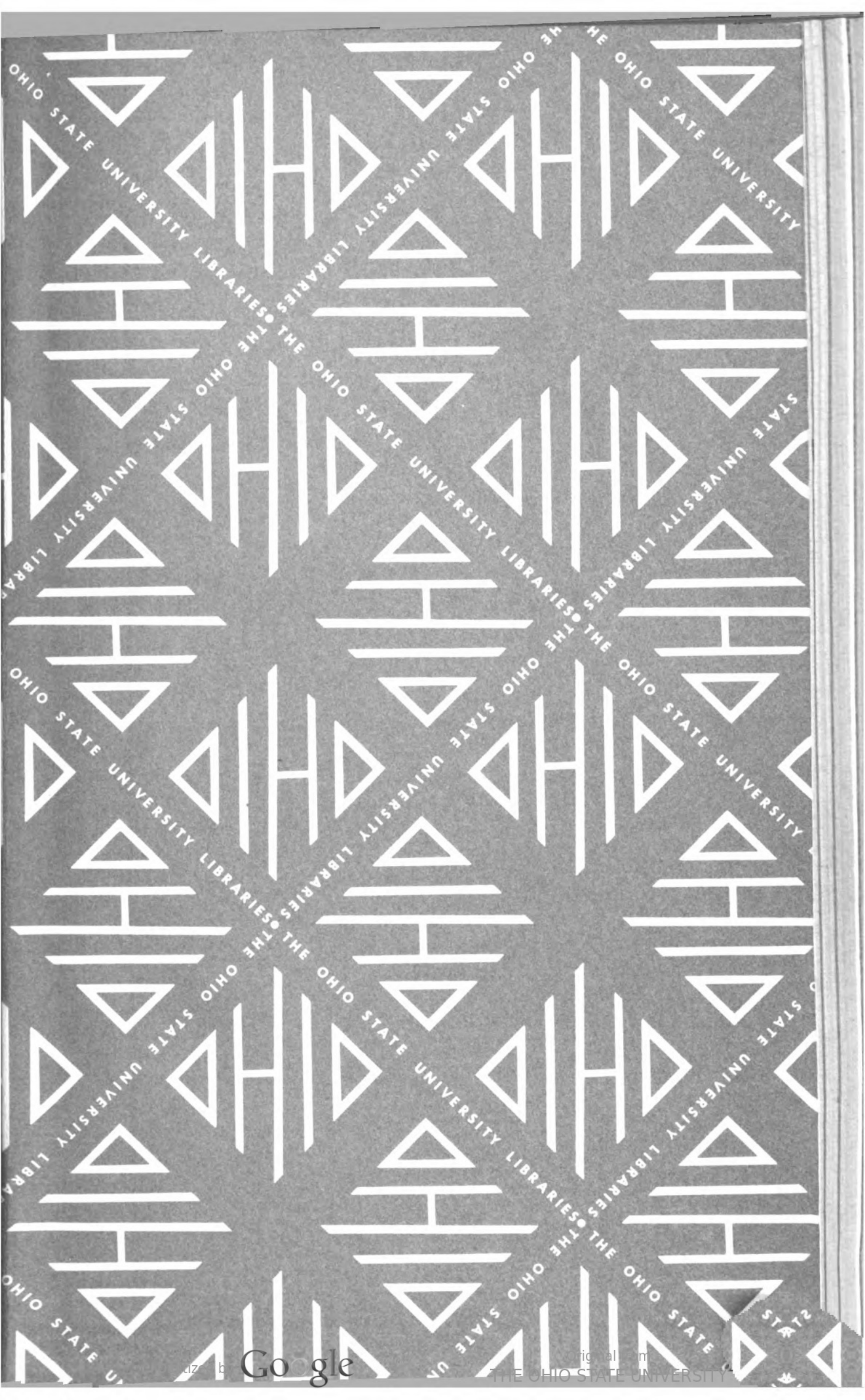










L. J. J.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

DEUXIÈME SÉRIE. — TOME DEUXIÈME
(LXXVIII^e TOME DE LA COLLECTION)



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1922

DC 611
M221 R5
V 78

REVUE

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU MAINE

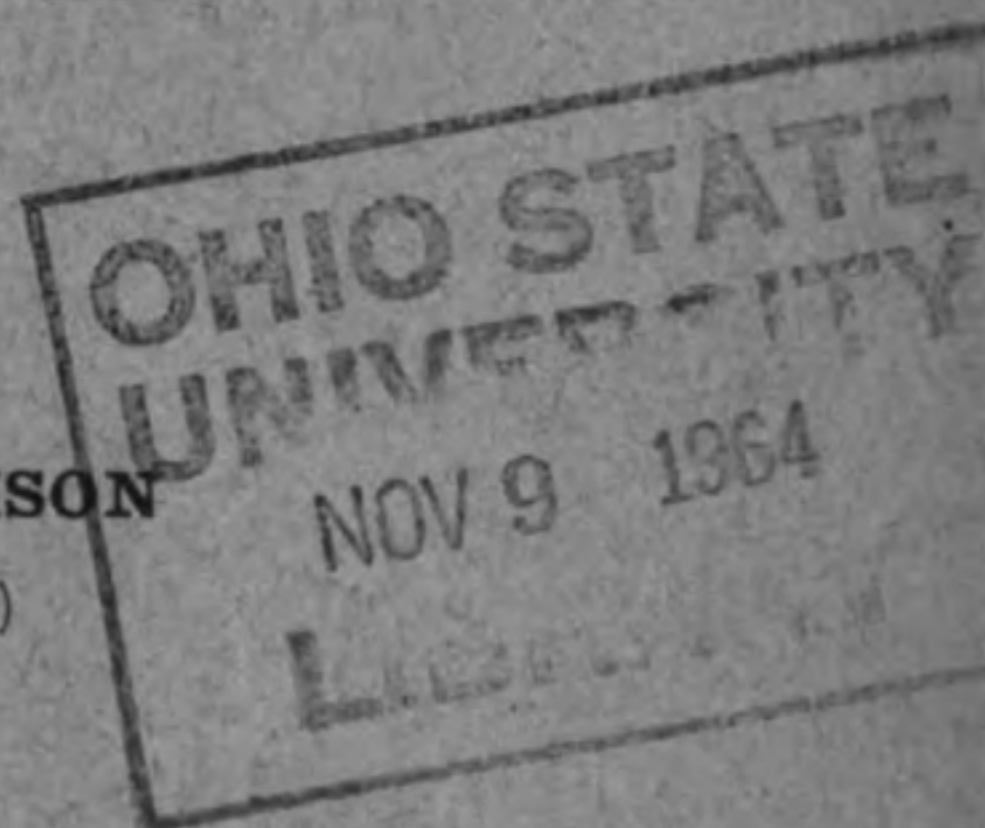
(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE

TOME II. — PREMIÈRE LIVRAISON

(LXXVIII^e TOME DE LA COLLECTION)

Janvier, Février, Mars 1922



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER

12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1922

5

SOMMAIRE

DE LA

PREMIÈRE LIVRAISON DU TOME II

	PAGES.
1 ^o <i>Liste des Membres de la Société.</i>	3
2 ^o <i>Extraits des Registres paroissiaux de Saint-Martin de Sablé, publiés par M. VIELLE.</i>	17
3 ^o <i>La Vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution, par M. l'abbé GIRAULT</i>	27
4 ^o <i>Chronique : Nouvelles historiques et archéologiques.</i>	48

LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINÉ

Membres du Bureau.

MM. Robert TRIGER, C. ✠ Président (1).

Marquis de BEAUCHESNE, }
Raoul de LINIÈRE, ✠ } Vice-Présidents.

Edouard de LORIÈRE, Secrétaire général.

Abbé GIRARD, Secrétaire de la 1^{re} Section.

Xavier GASNOS, Secrétaire de la 3^e Section.

Albert LEROUX, Trésorier.

Membres Fondateurs.

MM. De BEAUCHESNE (marquis), lauréat du Concours général, maire de Souvigné-sur-Sarthe, château de la Roche Talbot, par Sablé (Sarthe), et 8, avenue Marceau, Paris, VIII^e.

Des CARS (duc), château de Sourches, à Saint-Symphorien (Sarthe).

De LINIÈRE (Raoul), ✠, rue de Tascher, 23, au Mans, et château du Maurier, par Foulletourte (Sarthe).

De LA ROCHEFOUCAULD, duc de Doudeauville, ✠, maire de Bonnétable, conseiller général, château de Bonnétable (Sarthe).

TRIGER (Robert), C. ✠, inspecteur général de la Société française d'archéologie, rue de l'Ancien-Evêché, 5, au Mans.

(1) Les médailles des guerres de 1870-71 et de 1914-1918, les croix de guerre et les décorations académiques étant très nombreuses, n'ont pu être indiquées sur cette liste de peur d'oublis inévitables. — Légion d'honneur ✠; décorations étrangères ✠.

Membres Titulaires.

S. E. le Cardinal DUBOIS, ✱, ✕, archevêque de Paris.

S. G. M^{gr} CHAROST, ✱, archevêque de Rennes.

S. G. M^{gr} GRETE, ✕, évêque du Mans.

S. G. M^{gr} MÉLISSON, évêque de Blois.

S. G. M^{gr} de DURFORT, évêque de Poitiers.

MM. de BÉTHUNE (baron), ✕, professeur à l'Université de Louvain (Belgique).

BILSON (John), vice-président de l'Institut royal archéologique de la Grande Bretagne, architecte à Hessle, Yorkshire (Angleterre).

GENTIL (Ambroise), président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, rue de Flore, 86, au Mans.

De GRANDMAISON (Louis), président honoraire de la Société archéologique de Touraine, ancienne rue de l'Archevêché, 43, à Tours.

JULLIAN (Camille), ✱, membre de l'Institut, rue du Luxembourg, 30, Paris, VI^e.

LAURAIN (Ernest), président de la Commission historique et archéologique de la Mayenne (Laval).

LECESNE (Henri), président de la Société Dunoise, à Châteaudun (Eure-et-Loir).

LEFÈVRE-PONTALIS (Eugène), ✱, directeur de la Société Française d'Archéologie, professeur à l'Ecole nationale des Chartes, rue de Phalsbourg, 13, Paris, XVII^e.

Le VAYER (Paul), ✱, ✕, conservateur honoraire de la Bibliothèque de la Ville de Paris, à la Porte-d'Orne, à Ballon (Sarthe).

POTTIER (chanoine), président de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

TOURNOUER (Henri), ✕, président de la Société historique et archéologique de l'Orne, château de Saint-Hilaire-des-Noyers, par Nocé (Orne), et boulevard Raspail, 5, Paris, VII^e.

- M^{me} D'AILLIÈRES (Fernand), château d'Aillières, par Mamers (Sarthe) et rue Bayard, 16, Paris, VIII^e.
- M^{me} D'ANGÉLY-SÉRILLAC (comtesse), château de Sérillac, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).
- M. AUBURTIN (Albert), ✱, président honoraire du Tribunal, place Girard, 8, au Mans.
- M. AUBURTIN (Georges), place Girard, 8, au Mans.
- M^{me} BACHELIER (René), rue Sainte-Croix, 2, au Mans.
- M. De BASTARD-D'ESTANG (comte), ✱, ancien président de la Société, château de Dobert, par Avoise (Sarthe).
- M. BÉALET (Henri), rue de la Mariette, 1, au Mans.
- M^{lle} De BEAUMONT, rue de Flore, 20, au Mans.
- M^{me} De BEAUREPOS (comtesse), rue de Fougères, 31, à Rennes, et château de Cerisay, par Fresnay (Sarthe).
- MM. BEILLARD (Albert), conseiller municipal, rue de la Motte, 13, au Mans.
- BEILLARD (Frédéric), rue de Quatre-Roues, 21, au Mans.
- BELIN (abbé), curé de Coulaines, par Le Mans.
- BELLEVILLE (Charles), ✱, Villa Rocca, Paramé (Ille-et-Vilaine).
- BIDON (Léopold), rue de Courthardy, 20, au Mans.
- BLANC (Maurice), juge au tribunal de commerce, quai de l'Amiral-Lalande, 30, au Mans.
- M^{lle} BLANCHARD (Simone), rue Victor-Hugo, 42, au Mans.
- MM. BLÉTRY (René), rue Chanzy, 13, au Mans, et château de la Freslonnière, à Souigné-sous-Ballon (Sarthe).
- BLOUÈRE (Raphaël), ancien magistrat, à Ecommoy (Sarthe).
- BODIN (Edouard), ✱, avenue Léon-Bollée, 54, au Mans.
- M^{me} BONY (Henri), rue de la Barre, 31, Alençon.
- M. BORDEAUX (Albert), ✱, rue de Flore, 23, au Mans.
- M^{me} BOUCHET, château de la Boisardière, à Bazoges (Sarthe).
- MM. BOUDET (chanoine), vicaire général honoraire, avenue Léon-Bollée, 158, au Mans.
- De LA BOUILLERIE (baron), ancien vice-président de la Société, château de la Bouillerie, à Crosnières (Sarthe).
- BOULARD (Félix), à Bourg-le-Roi (Sarthe).
- BOULAY DE LA MEURTHE (comte), ancien président de la

Société d'histoire contemporaine, rue de Villersexel, 7,
Paris, VII^e.

MM. BOUTON (André), notaire à Mamers (Sarthe).

BRACONNOT (abbé), vicaire à la Cathédrale, place Saint-Michel, 2, au Mans.

BRANCHU (Georges), rue Saint-Charles, 11, au Mans.

M^{me} De BREUIL (comtesse), château de Pescheseul, par Parcé (Sarthe).

M^{me} BERTRAND DE BROUSSILLON (comtesse), rue de Tascher, 15, au Mans.

M^{me} De BROC (marquise), ✱, château des Perrais, à Parigné-le-Pôlin (Sarthe), et 43, faubourg Saint-Honoré, Paris, VIII^e.

MM. BRUNEAU (chanoine), rue de Prémartine, 15, au Mans.

CALENDINI (abbé Paul), curé-doyen de Ballon (Sarthe).

CALENDINI (abbé Louis), curé-doyen de Changé-lès-Le Mans.

CANDÉ (docteur), ✱, au Lude (Sarthe).

De CARINI (prince), avenue Emile-Augier, 50, Paris, XVI^e.

CARTEREAU (Emile), agent voyer à Montfort-le-Rotrou (Sarthe).

CELIER (comte), ✱, avocat, ancien secrétaire de la Société, boulevard des Invalides, 40, Paris, VII^e.

CHARDON (Charles), à Marolles-les-Braults (Sarthe), et chemin de Sinault, au Mans.

CHARDON (Charles), ✱, avocat, rue de Villersexel, 6, Paris, VII^e.

CHAPPE D'AUTEROCHE (baron François), quai d'Orsay, 11, Paris, VII^e.

De CHARENCEY (vicomte), à Nauvay, par Moncé-en-Saosnois (Sarthe), et avenue Marceau, 6, Paris, VIII^e.

CHAROY (Maurice), notaire, rue Gougeard, 10, au Mans.

De CHAUVIGNY (René), château de Chauvigny, par Savigné-sur-Braye (Loir-et-Cher), et rue Saint-Dominique, 32, Paris, VII^e.

M^{me} CHESNEL (Yvonne), à Sainte-Suzanne (Mayenne), et rue Julien-Bodereau, 62, au Mans.

MM. CLOUET (baron), château du Grand Logis, à Mayenne.
CORDONNIER-DÉTRIE (Paul), à Buffard, à Guécélard (Sarthe).

- M^{me} CORNU (Henri), rue Montauban, 4, au Mans.
De COURCIVAL (marquise), rue de Bellechasse, 46, Paris, VII^e, et château de Courcival (Sarthe).
- M. De COURDOUX (André), rue Albert-Maignan, 10, au Mans, et château de la Bretonnière, par Domfront (Sarthe).
- M^{me} De COURTILLOLES, château de Courtilloles (Sarthe), par Alençon.
- M^{lle} DAGUES DE LA HELLERIE, rue Jeanne-d'Arc, 11, au Mans.
- MM. DAMOISEAU (Paul), géomètre-expert, rue Gougeard, 7, au Mans.
DAVID (abbé), curé de Vallon-sur-Gée (Sarthe).
DEBAINS (colonel), O. ✱, rue de la Mariette, 34, au Mans.
DELAUNAY (docteur), rue Chanzy, 36, au Mans.
DENIS (abbé), chanoine honoraire de Bourges, rue d'Hauteville, 10, au Mans.
DENIS DU PATY, rue de Flore, 97, au Mans.
- M^{gr} DESHAYES, vicaire général honoraire, rue Saint-Vincent, 21, au Mans.
DESVIGNES (chanoine), curé-doyen de La Suze (Sarthe).
DIDION (chanoine), curé-doyen de Fresnay (Sarthe).
- M^{me} DROUIN, rue des Chalets, 32, au Mans.
- MM. DULAU, Soho Square, 3, Londres.
DURAND (Georges), ✱, secrétaire général de l'Automobile club, rue de Fleurus, 1, au Mans.
DUVAL (Ambroise), à Sillé-le-Guillaume (Sarthe).
ECHIVARD (Albert), peintre-verrier, rue de la Mariette, 3, et rue Saint-Charles, 6, au Mans.
EDELIN (Paul), vice-président du tribunal, rue Emile-Barrier, 17, au Mans.
ENAULT (Gabriel), imprimeur à Mamers (Sarthe).
- M^{me} D'ERCEVILLE (comtesse Bernard), rue de Tascher, 21, au Mans.
- MM. De l'ESTOILE (commandant), ✱, rue Dubignon, 25, au Mans, et château de Corbohay, à Conflans (Sarthe).
EYNAUD (Pierre), rue du Président-Loubet, 46, à Cherbourg (Manche).

- M. FLEURY (Gabriel), place de la République, à Mamers (Sarthe).
- M^{me} FOUCHARD (Marcel), place de la Préfecture, 12, au Mans.
- MM. FOUCHARD (André), rue Chanzy, 25, au Mans.
- FOUCHÉ (Ernest), député et conseiller général, rue de la Pompe, 85, Paris, XVI^e.
- FOURNIER (Jacques), avocat, rue Prémartine, 19, au Mans.
- FRANÇOIS (Pierre), architecte, rue de la Mariette, 4, au Mans.
- De FRESNAY (marquis), château de Montcorbeau, par Ambrières (Mayenne).
- GALPIN (Gaston), député, château de Fontaine, par Fresnay (Sarthe), et rue de la Boétie, 61, Paris, VIII^e.
- GASNOS (Xavier), rue de l'Herberie, 1, au Mans.
- GASSELIN (lieutenant-colonel), O, ✱, rue de Paris, 13, au Mans, et château de Courtangis, par Lamnay (Sarthe).
- De GASTINES (comte Charles), château de la Denisière, par Coulans (Sarthe).
- De GASTINES (vicomte Emmanuel), ✱, rue Julien-Bodereau, 101, au Mans.
- De GASTINES (vicomte Jean), ancien élève de l'Ecole des Chartes, avenue d'Eylau, 19, Paris, XVI^e.
- GAULIER (Robert), sculpteur, rue de Flore, 112, au Mans.
- M^{me} GAZEAU (Arthur), rue de l'Herberie, 27, au Mans.
- MM. GIRARD (abbé), professeur au Grand Séminaire, avenue Léon-Bollée, 158, au Mans.
- GIRAUD (Pierre), à Parcé (Sarthe).
- GIRAUD (abbé), docteur ès-lettres, aumônier du Prytanée militaire, à La Flèche (Sarthe).
- GIRAULT (abbé), aumônier de l'Asile Bonnière, rue de Flore, 106, au Mans.
- GOUGAUD (docteur), ✱, avenue Léon-Bollée, 36, au Mans.
- GOUPIL (Albert), imprimeur, quai Jehan-Fouquet, 2, Laval, (Mayenne).
- GOUVRION (Emile), rue Volney, 21, à Mayenne (Mayenne).

- M^{re} GRAFFIN**, ✱, professeur à l'Institut Catholique, rue d'Assas, -47, Paris, VI^e.
GRAFFIN (Xavier), rue Albert-Maignan, 6, au Mans.
Des GRAVIERS (Albert), notaire honoraire, rue du Four, 46, Paris, VI^e.
GRIFFATON (Julien), rue Béclard, 14, Angers.
GROSSE-DUPERON, ancien magistrat à Mayenne.
GUERRIER (M.), et Madame, née Fouqué, rue du Père-Mer-senne, 10, au Mans.
GUILLOREAU (R^{me} P. dom), abbé des Bénédictins de Sainte-Madeleine, à Chiari, Brescia (Italie).
GUILLOREAU (René), conseiller municipal, avenue Léon-Bollée, 247, au Mans.
GUILLLOTIN (Victor), rue Prémartine, 57, au Mans.
M^{me} HARDOUIN DU PARC, château de Chemouteau, par Maupré-voir (Vienne), et rue Pierre-Belon, 43, au Mans.
MM. HÉBERT (Georges), avoué, rue de Paris, 21, au Mans.
D'HÉROUVILLE (abbé), rue Desportes, 1, au Mans.
HEURTEBIZE (R. P. dom) secrétaire honoraire de la Société, à Solesmes, par Sablé (Sarthe).
JANVIER (Anatole), industriel au Val-de-l'Huisne, à Pont-lieue, Le Mans.
JEANDEL (docteur), rue Chappe, 9, au Mans.
JOUIN (docteur), ✱, cité Trévise, 11 bis, Paris, IX^e, et aux Tilleuls, à Bourg-le-Roi (Sarthe).
De JUIGNÉ (marquis), ✱. député, château de Juigné (Sarthe), et faubourg Saint-Honoré, 137, Paris, VIII^e.
De LA BARRE DE NANTEUIL (vicomte), château de Moiré, par Fresnay-sur-Sarthe (Sarthe).
M^{me} De LA BARRE DE NANTEUIL (baronne), château de la Chevalerie-Hauteclair, par Alençon (Orne).
MM. LABICHE (colonel), ✱ O, rue des Fontaines, 80, au Mans.
De LA CROIX (abbé), à Saint-Aldric, rue des Fontaines, 69, au Mans.
De LA CROIX (Auguste), rue Turbigo, 16, Paris, II^e.
LAIGNEAU (Marcel), directeur de la Société Générale, boulevard René-Levasseur, 8, au Mans.

- MM. LAINÉ (Marcel), avenue Thiers, 63, au Mans.
LAJUS (Jean), président du Tribunal, boulevard Négrier, 36, au Mans.
LA MACHE (Charles), avocat, maire du Tronchet, château du Tronchet, par Assé-le-Riboul (Sarthe), et rue Baudin, 6, Paris, IX^e.
LAMBERT DU CHENAY (Marcel), au Chesnay, à Torcé (Sarthe), et rue du Cirque, 12, au Mans.
LANDEVOISIN (baron), château des Places, à Daon (Mayenne).
LANGERON, instituteur, à Vion (Sarthe).
LAPIERRE (William), rue de la Motte, 21, au Mans.
De LA SELLE (comte), château de la Barbée, par Bazouges (Sarthe).
M^{lle} LATOUCHE (Marguerite), rue des Arènes, 4, au Mans.
MM. De LA TOUANNE (vicomte), rue Gougéard, 12, au Mans.
LATRON (docteur), rue du Bourg-d'Anguy, 33, au Mans.
LE BRUN (Marcel), rue des Arènes, 21, au Mans.
LECOINTRE (Georges), château de l'Ile, par Alençon (Orne).
M^{me} LECOMTE, rue Victor-Hugo, 14, au Mans.
MM. LE FAUCHEUX (Louis), rue Berthelot, 27, au Mans.
LEFEBVRE (chanoine), vicaire général honoraire, place du Château, 4 bis, au Mans.
LEGOUÉ (abbé), curé de Maresché, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).
LEGROS (abbé), curé d'Arçonnay, par Alençon (Orne).
L'ELEU (André), avocat, rue Berthelot, 31, au Mans.
LEMERCIER (abbé), curé de Saint-Lazare, au Mans.
LE MORE (comte), château de la Fougeraie, à Saint-Paterne (Indre-et-Loire).
LENOBLE (Albert), avenue Rapp, 12, Paris, VII^e.
LE PARC (chanoine), boulevard Négrier, 24, au Mans.
LERET D'AUBIGNY (baron), député et conseiller général, château de Rivesarthe, par Malicorne (Sarthe), et rue de Bellechasse, 51, Paris, VII^e.
LERET D'AUBIGNY (baron Lucien), château de Boisdoublot, par Torcé (Sarthe).

MM. LEROUX (abbé), professeur au Grand Séminaire, avenue Léon-Bollée, 158, au Mans.

LEROUX (Albert), rue du Tertre-Saint-Laurent, 1, au Mans.

LEROUX (Gaston), rue Dumas, 1, au Mans.

LEROUX (Joseph), architecte, rue Berthelot, 25, au Mans.

De LESTAPIS (colonel), ✱, château d'Amenon, à Saint-Germain-d'Arcé (Sarthe), et rue François-I^{er}, Paris, VII^e.

LETOURNEUX (Emmanuel), rue de la Paix, 21, au Mans.

LETOURNEUX (Georges), conseiller municipal, rue Gambetta, 187, au Mans.

De LONIERE (Edouard), maire d'Asnières, château de Moulin-Vieux, par Avoise (Sarthe).

M^{mes} LOUVEL, rue Denfert-Rochereau, 113, au Mans.

MAIGNAN (Albert), rue La Bruyère, 1, Paris, IX^e, et à Saint-Prix (Seine-et-Oise).

De MAILLEBOIS (marquise), château de Bougeance, à Saint-Pavace, près Le Mans.

MM. MAILLET (Joseph), directeur de la Banque de France en retraite, rue de Tascher, 13, au Mans.

MALLET (Dominique), ancien élève de l'Ecole Normale supérieure, villa Poirier, 9, Paris, XV^e, et à Ribarbeau, à Beaufay (Sarthe).

MASCAREL (docteur), rue Chanzy, 24, au Mans, et maire de Brûlon (Sarthe).

MAUDUIT (Roger), docteur en droit, licencié en philosophie, place du Panthéon, 5 bis, Paris, V^e.

MAUTOUCHET (Albert), trésorier honoraire de la Société, rue Rébecca, 1, au Mans.

De MAZENOD (capitaine), ✱, rue de Flore, 5, au Mans.

MÉLISSON (Emile), rue Jankowski, 17, au Mans.

MENJOT D'ELBENNE (vicomte), ✱, secrétaire d'ambassade, château de Couléon, par la Chapelle-Saint-Rémy (Sarthe).

MEUNIER DU HOUSOY (comte Georges), château de la Blanchardière, à Sargé, par Le Mans, et 5, rue Beaujon, Paris, VIII^e.

M^{gr} MIGNON, protonotaire apostolique, vicaire général, place du Château, 21, au Mans.

MM. MOISY (J), rue Rodier, 46, Paris, IX^e.

De MONHOUDOU (vicomte), ✱, rue de Flore, 92, au Mans.

MONNOYER (Charles), imprimeur, place des Jacobins, 12, au Mans.

De MONTÉCLERC (marquis), château de Montéclerc, par Evron (Mayenne).

De MONTESSON (marquis), rue Pierre-Belon, 11, au Mans, et château de Maquillé, par Louplande (Sarthe).

De MONTESSON (vicomte), ✱, rue Sainte-Croix, 8, au Mans.

MORANÇAIS (Henri), rue Sainte-Croix, 28, au Mans.

MORANCÉ (Charles), artiste-peintre, rue Saint André, 13, au Mans.

MORTAGNE (général), ✱, O. rue Victor-Hugo, 56, au Mans.

MULOCHÉAU (chanoine), directeur du collège Sainte-Croix, Grande-Rue, 6, au Mans.

De MURAT DE L'ESTANG (comte), conseiller d'arrondissement, château de Vadré, à Courcelles (Sarthe).

NEULAT (colonel), ✱, O., rue de Flore, 24, au Mans.

De NICOLAY (comte), ✱, château de Montfort-le-Rotrou (Sarthe).

NIVERT (Henri), notaire honoraire, rue Victor-Hugo, 46, au Mans.

De NOAILLES (vicomte), ancien capitaine au 8^e bataillon de chasseurs, château de Saint-Aubin-de-Locquenay, par Fresnay (Sarthe), et rue de l'Université, 43, Paris, VII^e.

NOUTON (colonel), ✱, O. rue de l'Etoile, 19, au Mans.

ORY (Joseph), ✱, rue Sainte-Croix, 16, au Mans.

OUDIETTE (docteur), rue de la Mariette, 7, au Mans.

PAGEOT (général), ✱, O. ✱, commandant les subdivisions de la Sarthe et d'Eure-et-Loir, rue Saint André, 2, Le Mans, et château de Cherbon, par le Lude (Sarthe).

PAIGNARD (Léopold), ancien conseiller général, maire de Savigné-l'Évêque (Sarthe).

PALLU DU BELLAY (Joseph), ✱, rue Saint-Denis, 10, à Poitiers (Vienne), et château de la Boissière, à Noyant (Maine-et-Loire).

PARKER (J.), 27, Broad Street, Oxford (Angleterre).

MM. PASSE (Maurice), à Evron (Mayenne), et rue Rosa-Bonheur, 2, Paris, XV^e.

PATARD (abbé), bibliothécaire honoraire de la Société, curé de Villaines-sous-Malicorne (Sarthe).

PLAISSANT (docteur), ✱, rue de Bel-Air, 46, au Mans.

POIX (docteur) ✱, boulevard Raspail, 84, Paris.

POTEL (Raoul), inspecteur des forêts, avenue Léon Bollée, 41, au Mans.

M^{me} DE LA POTERIE, rue de Tascher, 17, au Mans.

MM. POTTIER (abbé), à Saint-Aldric, rue des Fontaines, 69, au Mans.

QUERUAU-LAMÉRIE (E.), rue des Arènes, 6 bis, à Angers (Maine-et-Loire).

RECOING (Gabriel), ✱, château de la Houltière, à Aigné, par la Milesse (Sarthe).

RENARD (Adolphe), conseiller municipal, président du Comité de l'Union des grandes Associations françaises, rue des Fontaines, 122, au Mans.

RENARD (Pierre), rue du Père-Mersenne, 4, au Mans.

RENAUDIN (R^{me} P. dom.), ancien abbé des Bénédictins de Clervaux, rue de Lausanne, 1, Fribourg (Suisse).

RENOU, à la Vieille Abbaye de Champagne, à Tennie (Sarthe).

RÉVEILLANT (André), rue Gambetta, 7, au Mans.

RIALLAND (Georges), directeur du Comptoir d'Escompte de la Sarthe, rue Saint-Dominique, 13, au Mans.

DE ROMANET (vicomte), château des Guillels, par Mortagne (Orne).

ROMET (Adrien), rue du 33^e-Mobiles, 1, au Mans.

ROMET (Paul), conseiller général, rue du Mans, 54, Alençon, et château de Saint-Denis-sur-Sarthon (Orne).

RONDEAU DU NOYER (Marc), rue du Saint-Gothard, 6, Paris, XIV^e.

M^{me} RONCIN (Marcel), rue de la Barillerie, 7, au Mans.

M. ROQUET (Henri), à Laigné, par Saint-Gervais-en-Belin (Sarthe).

M^{me} DE SAINT-EXUPÉRY (vicomtesse), rue Montoise, 89, au Mans.

M. DE SAINT-PIERRE (Armand), rue de Flore, 84, au Mans.

- M^{mes} DE SAINTE PREUVE (baronne , rue de Bretagne, 3, Alençon (Orne).
- DE SAINT-RÉMY, rue de Tascher, 25, au Mans.
- MM. SAVARE (colonel), ✱, O. ✙, château de la Ménarderie, par Beaumont-sur-Sarthe (Sarthe).
- DE SEMALLÉ (comte), ✱, secrétaire d'ambassade, château de Frebourg, par Mamers (Sarthe), et 16 bis, avenue Bosquet, Paris, VII^e.
- SÉNART (Emile), ✱, O. ✙, C., membre de l'Institut, conseiller général, château de la Pelice, par La Ferté-Bernard (Sarthe), et 18, rue François, I^{er} Paris, VIII^e.
- SERGENT (abbé), curé de Vouvray-sur-Loir (Sarthe).
- M^{lle} SEYERT (Germaine), rue Pierre-Belon, 5, au Mans (Sarthe).
- MM. SINGHER (Gustave), directeur d'assurances, président de l'automobile club, rue Chanzy, 37, au Mans.
- DE SOUANCÉ (comte), château de Mondoucet, par Souancé (Eure-et-Loir).
- STÉCHERT (G.-E.), rue de Rennes, 76, Paris, VI^e.
- SURMONT (Armand), ✙. C., rue Robert-Garnier, 15, au Mans.
- TABOUET, à La Palisse (Allier).
- DE TALHOUET (marquis) ✱, ✙, C., maire du Lude, château du Lude (Sarthe), et 2, avenue Bosquet, Paris, VII^e.
- THORÉ (Stéphane), ingénieur des Chemins de fer de l'Etat en retraite, rue Montauban, 9, au Mans.
- THURILLET (Lucien), ingénieur civil, rue des Noyers, 8, au Mans.
- TISON (Henri), Ker-Alice, Saint-Briac (Ille-et-Vilaine).
- TOUBLET (abbé), à Saint-Aldric, rue des Fontaines, 69, au Mans.
- TOUCHARD (Léon), ✱., O. rue Puvis-de-Chavannes, 12, Paris, XIX^e, et M^{me}, née Dobremer.
- M^{me} DE LA TRIBONNIÈRE, rue Albert-Maignan, 36, au Mans.
- MM. TUAL (Henri), ✱, président de l'Association du 33^e-Mobiles, château de la Futaye, près Le Mans.
- URSEAU (chanoine), correspondant du Ministère, rue du Parvis-Saint-Maurice, 4, Angers.

- MM. UZUREAU (abbé), directeur de l'*Anjou historique*, faubourg Saint-Michel, 103, Angers (Maine-et-Loire).
DE VAISSIÈRE (Georges), château de Vassé, par Sillé-le-Guillaume (Sarthe).
VALLÉE (Eugène), rue des Bergers, 6, Paris, XV^e.
M^{mes} DE VAUBLANC, rue du 33^e-Mobiles, 2, au Mans.
DE VAUGUYON, avenue Léon-Bollée, 52, au Mans.
MM. VAVASSEUR (abbé), curé-doyen de Pontvallain (Sarthe).
VAVASSEUR (abbé), curé de Crannes - en - Champagne (Sarthe).
DE VERCLY (Xavier), ancien inspecteur des forêts, rue Victor-Hugo 32, au Mans.
VERDIER (Paul), rue Mozart, 9, Paris, XVI^e, et château de la Coussaye, par Bressuire (Deux-Sèvres).
M^{me} VÉREL, avenue Léon-Bollée, 21, au Mans.
MM. VÉRITÉ (Pierre), architecte des monuments historiques, rue des Bas-Fossés, 15, au Mans.
VÉTILLART, procureur de la République, rue Prémartine, 31, au Mans.
M^{me} VÉTILLART (Joseph), à Château-Lavallière (Indre-et-Loire).
MM. DE VÉZINS (marquis), ✱, château de Malicorne (Sarthe).
VICAIRE (Georges), directeur du *Bulletin des Bibliophiles*, rue Scheffer, 51, Paris, XVI^e.
VIELLE (Ludovic), à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).
DE VIENNAY (comte), château de Saint-Christophe-du-Jambet, par Ségrie (Sarthe).
VINCENT (docteur), rue Sainte Croix, 45, au Mans.
VINCENT (Louis), rue de l'Evêché, 9 ter, au Mans.
VOISIN, aux Aulneaux, par La Fresnaye (Sarthe).
WILLIOT, industriel, château de Sablé (Sarthe).
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SARTHE, au Mans.
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ORNE, à Alençon.
BIBLIOTHÈQUE de la ville d'Alençon.
— d'Angers.
— de Laval.
— du Mans.
— du Cercle de l'Union, au Mans.

**BIBLIOTHÈQUE du Grand Séminaire, avenue Léon-Bollée, 158,
au Mans.**

— **de l'Institution Saint-Louis, rue
Auvray, au Mans.**

— **de l'Institution Notre-Dame, à la
Flèche Sarthe).**

— **du Prytanée militaire, à La Flèche.
(Sarthe).**



EXTRAIT DES REGISTRES PAROISSIAUX

DE

SAINT-MARTIN DE SABLÉ

Le registre des naissances, mariages et sépultures de la paroisse de Saint Martin de Sablé, dont je présente ici l'analyse, est un petit volume recouvert de parchemin, déposé à la mairie de Sablé, comme tous les registres de nos églises antérieurs à la Révolution. Il présente cette particularité que les actes de naissances et de mariages y sont enregistrés dans un sens, et ceux de décès dans un autre. Il faut donc retourner le registre pour y lire ces derniers qui se terminent au milieu du volume.

Le curé François Vyault, qui le commença en 1612, y apparaît comme un homme d'ordre, sachant compter et enregistrant scrupuleusement les dépenses de son « presbitaire » et des propriétés curiales. Il semble fier d'y relater la fécondité de sa sœur « utérine et unique », et gémit du triste caractère, des fougades de son vicaire sacriste.

Son neveu et successeur François Houdouin nous donne d'intéressants articles sur les principaux personnages de son temps.

Tous les deux appartenaient à cette famille Caille l'une des plus importantes de notre ville aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, et qui lui donna plusieurs baillis et lieutenant particuliers.

Sanson Caille, curé de Saint Martin de Sablé en 1588, qui résigna sa cure le 3 mars 1612 à son neveu François Vyault, avait été d'abord notaire royal et avocat à Sablé. Il ne semble pas avoir été marié avant d'entrer dans les ordres. Son père, M^r René Caille, sieur de Villenette, lieutenant particulier de Sablé, avait épousé Jeanne Boullard, fille de Guillaume Boullard, bailli de Sablé, et de Jeanne Thiberge. Deux autres fils naquirent de cette union : 1^o François Caille, lieutenant particulier de Sablé, époux de Renée Nepveu, fille d'Eustache Nepveu, juge de Sablé, et de

Marie Le Devin, et M^e Jehan Caille, licentié en droit, prêtre doyen de Saint-Pierre-la-Cour au Mans, chapelain du Gué-de-Maulny, qui mourut âgé de 83 ans le 16 octobre 1647.

François Caille et Renée Nepveu eurent une fille nommée Anne, qui épousa en premières noces M^e Jehan Vyault, sieur de la Barbotière, avocat et commissaire général des guerres pour les princes de l'Union catholique.

De ce mariage naquit en 1587 François Vyault, bachelier en droit, qui fut d'abord vicaire de Notre-Dame de Sablé, puis curé de Saint-Martin de cette ville, de 1612 à 1653.

Sa mère épousa en secondes noces Pierre Loyseau, sieur de la Chauvinière, et eût de cette union une fille, Jeanne Françoisse, qui épousa en premières noces M^e Denys Hardouin, dont le fils François, né le 24 août 1626, devint lui-même curé de Saint-Martin en 1653 par suite de la résignation faite en sa faveur par son oncle François Vyault. Il administra ladite paroisse pendant trente ans. Ces trois curés d'une même famille occupèrent donc la charge curiale de l'église Saint-Martin de Sablé pendant près d'un siècle, de 1588 à 1683.

Le registre commence ainsi :

Jésus, Maria.

Livre contenant les noms des mariez en la paroisse de Saint-Martin de Sablé depuis le 21 juin 1612 au saint jour feste du Saint Sacrement.

Je, François Vyault, prêtre bachelier en droitz, ay pris possession de ladite cure de Saint-Martin par résignation qui m'en a été faicte [par] M^e Sanson Caille, prêtre bachelier en droit canon, chappelain des chappelles de Saint-Jehan du cimetière, Bannette et Bouard, et curé d'icelle cure le 3 mars 1612, expédiée en cour de Rome le 30 mars audit an. Ladite signature vue par M. l'official du Mans le 17 juin 1612, ladite résignation rendue soubz la cour royale du Maine par M^e Guillaume Ory, et la prise de possession soubz la même cour royale par M^e François Godelier ledit 21 juin 1612. — Vyault.

1615. — Le dimanche 27 septembre 1615, Monseigneur du

Mans (1) a consacré la chapelle des Arcis (2), moy présent et portant les saintes huiles.

1623. — En cette année 1623, j'ay fait couvrir une partie de la Loge-Amet (3), de tuilles et lattes, où j'en ay employé deux milliers et y ai fait faire un four tout neuf, à pain, qui m'a cousté 24 #, et au presbytère (4) ay fait faire une estable à porcs qui m'a cousté 30 #.

1625. — Le 15 septembre 1625, sur les 4 à 5 heures du soir, ma sœur a accouché d'une fille, laquelle a esté baptizée par nous curé sans les cérémonies de l'église, par la deffense de l'entrée en l'Isle (5). Elle décéda le 17 dudit mois et ensepulturée dans nostre église, par nous certifié.

1626. — Honorable homme Pierre Peltier, sieur de Loyselière, de la paroisse de Nuillé sur-Ouisne, avec permission, a epousé honorable fille Renée Ory, ma cousine germaine, de cette paroisse et à Gastines en présence du sieur curé dudit, par nous curé le 4 juin 1626.

1626. — Le 24 août 1626 entre une heure et deux heures du matin, ma sœur a accouché d'un fils que j'ay tenu sur les fondz baptismaux, et le même jour l'ay nommé François, marraine Marthe Ory, ma germaine. (Ajouté d'une écriture plus récente sur le registre : Lequel François a succédé au parrain).

1628. — Le cinquième jour de mars 1628, sur les midy, ma sœur a accouché d'une fille qui a été baptizée et nommée Jehanne le cinq du même mois, parrain honorable M^e Guillaume Ory, avocat, mon oncle, marraine Jehanne Houdouin sa tante.

1628. — Le 11 septembre 1628, j'ai fait un ban à l'oraison du soir, de Jehan Siboulle, serviteur domestique de Monseigneur le Mareschal, et de Perrine Mahoi, duquel et de l'heure j'ay baillé attestation.

1629. — Le 21 d'octobre, sur les 4 à 5 heures du matin, ma sœur a accouché d'un fils qui a esté baptizé le mesme jour; parrain honorable M^e Julien Gaigeard, sieur de la Réauté, recepveur

(1) Mgr Charles de Beaumanoir de Lavardin.

(2) Commune de Grez-en-Bouère.

(3) Propriété sise à Sablé, route de Laval.

(4) Maison Derré, 2, rue Saint-Martin.

(5) En raison de la contagion.

des traictes, marraine honorable femme Jehanne Caille ma tante, qui l'ont nommé Julien.

1630. — Nota. — En cet an 1630, à la fin de mars et au commencement d'avril, on a fait descendre la croix et partie de la plomberie du clocher de Saint-Martin, et au lieu de raser ladite plomberie contre le bois dudit clocher autant qu'il y avoit, par le commandement de trois ou quatre habitants, particulièrement de M^e François Gohory, advocat fiscal, on en a retranché vingt piedz de la hauteur tans en bois et dans ladite croix, et de cent livres de plomb descendu on y en a seulement employé 44 livres.

1631. — Noble Pierre Thyon, sieur des Touches (1), juge ordinaire et général, bailli de ceste ville, a épouzé honorable fille Marthe Ory, ma cousine germaine, tous deux de ceste paroisse, par nous curé le 22 février 1631.

1631. — Le 22 du mois de mai 1631, ma sœur a accouché d'une fille nommée Françoise, le lendemain baptisée sur les fonds, a esté parrain noble Pierre Thion, bailli de Sablé, marraine Françoise Le Devin.

En cette année 1631, j'ai fait faire le pignon d'abas du Pont de Vaiges, de quatre portes neufves, et plusieurs cloisons : le tout m'a cousté 30 #.

En cette même année, le froment a vallu 4 # le b. (boisseau), et le seigle 3 # 6^s à Pasques : et huit jours après le froment a vallu 50 s. le boisseau, et le seigle 40 s.

1632. — Aujourd'huy 1 febvrier 1632, Vénérable et discret M^e Olivier Guillier, curé de Vages et doyen de Sablé, par commission de Monseigneur du Mans (2), a bénist et planté la croix au devant de la porte du logis dict « les Trois Roys » au fauxbourg de Saint-Nicolas de ceste ville, où Messieurs les Curez et Ecclésiastiques, Monseigneur de Boisdaphin, Messieurs de la Justice et habitans ont assisté processionnellement. Et le 7 dudit mois, aussi processionnellement, nous curez et ecclésiastiques, assistez comme dessus, y avons porté le Saint-Sacrement, chanté

(1) Naquit à Sablé. Fils de Pierre Thion, sieur de la Groye, de Hastempié et des Touches, et de Christophlette de Ragaune, dame de la Groye : il épousa en secondes noces Yvonne Ragot, de la ville d'Angers, dont il n'eut pas d'enfants.

(2) Monseigneur Charles de Beaumanoir de Lavardin.

la sainte Messe et introduit les Religieuses du Tiers-Ordre du Séraphique P. Saint François.

1632. — La nuict d'entre le 3 et 4 de febvrier 1632, nostre église a été volée de deux rideaux rayés cramoisy, de 10 nappes et de 3 serviettes. Et du tout nos habitans n'en ont fait de poursuites.

En cet an, le jour de la Saint-Pierre, nostre grosse cloche a esté cassée par la faute de M^e Julien Courtays, nostre sacriste. Le 11 août, elle a été fondue par Louis Lamy et Julian Louable, fondeurs d'Angers. Elle pèze 850 #, et le 23 aoust a esté beniste par nous curé, Monseigneur de Boisdauphin, parrain, et demoiselle Juliane Du Guesclin, marraine, M^e René Piau, procureur.

1632. — Ma sœur a accouché d'une fille sur les onze heures du matin, le 29 octobre 1632. Elle a esté baptisée par moy en l'église Nostre-Dame le 1^{er} novembre; parrain, vénérable et discret M^e Charles Thion, pbr, bachelier en théologie, curé dudit Notre-Dame, marraine, damoiselle Renée Gaigcard, femme de Henry de l'Eglise, escuyer, et elle a esté nommée Renée.

1633. — En cet an, j'ay fait planter dans les vignes de ma cure 5 milles de plant de charottes du temps, et 4 milles de chenelvis dans le petit clos.

Grande inondation d'eaux arrivées en trois heures, le dernier de juin aux grandes portes.

Après un acte de mariage, le curé de Saint-Martin ajoute : Ce dernier mariage a mis M^e Julian Courtays pour la troisième fois en fougade, et n'a pas voulu chanter depuis le jour des Trespassez, quoique je l'eusse payé jusqu'à ce jour et jusqu'au jour de Saint-Etienne.

1634. — En cet an 1634, j'ay fait planter 2 mille et demy de plantes chenelvis dans le petit clos. Et ay donné à nostre eglise une cher pour prescher qui m'a cousté 15 # et la nourriture de vingt journées de tailleurs pour racommoder les ornements noirs.

1634. — Ma sœur est accouchée d'un garçon sur les minuit d'entre le 29 et 30 juillet 1634, lequel a été baptisé le lendemain par-vénérable et discret M^e Charles Thion, bachelier en théologie, curé de Notre Dame : parrain noble Urban Le Pelletier, procureur fiscal, marraine honorable femme Radegonde Joueil, femme

de M^e Simon Le Maistre, qui l'ont nommé Urban. Il est décédé le 23 octobre 1636.

En cette même année on a fait blanchir nostre église et peindre les autels, une fenestre pour le Saint-Sacrement et plusieurs images. M^e Gabriel Ragot, procureur, qui y a vacqué diligemment.

En cet an 1634, vers le commencement de décembre, j'ay fait relever, relatter et recouvrir ma cuisine de lattes et couvrir à neuf nostre pressoir et garde-robe de tuiles plattes, ledit pressoir n'estant comme auparavant que de jour et genusses. Le tout m'a cousté des lattes, cloux, tuiles, chartiers et couverture 80 #, que j'ay donné de bon cœur affin que l'on prie Dieu pour moy.

1635. — Ce jourd'hui 22 avril 1635, ledit M^e Julian Courtays a pris pour la quatrième fois la fougue, et n'a voulu chanter, quoique je lui ay toujours donné comme au passé et sans subiet, pour un. . . . qu'il a trouvé sur moy.

1636. — Ma sœur a accouché d'une fille le jeudi 17 de janvier, sur les huit heures du matin 1636. Laquelle a esté baptizée le 25 dudit mois et an : parrain noble Michel Bignon, sieur de la Tessière, marraine honneste fille Françoise Thibault, nièce du père, et l'ont nommée Michelle. Elle est décédée le 11 juin 1638.

J'ay fait relever le pressoir des vins : ce qui m'a cousté tant pour le bois, clôtures, que pour les façons, plus de 12 #.

1636. — En cet an 1636, on a cuilly quantité de grains de toutes sortes, des fruits et des vins en abondance, par la grâce de nostre bon Dieu.

1637. — Ma sœur a accouché d'un fils sur les minuit d'entre le 13 et 14 de mars 1637, et fut baptizé par M^e Blaise Trippier, sacriste de Nostre-Dame, le 17 dudit mois ; parrain honorable Pierre Gaigeard, sieur de la Réauté, avocat audit Sablé et receveur des Traictes, marraine damoiselle Renée Courtin, femme de noble Urban Le Pelletier, sieur de la Richeraie, procureur principal audit Sablé, et a été nommé Denis.

1637. — Le 2 septembre 1637, Monseigneur Claude de Rueil, évesque d'Angers, a consacré l'église des Révérends Pères Jésuites de La Flèche, dédiée en l'honneur de Dieu, de la Sainte Vierge et de Saint Louis : j'étois présent.

En cette année 1637, M^{rs} Sylvain, pbr, et Barthélemy du Puy,

pbr, prieurs de Saint-Nicolas-lez-Sablé l'un après l'autre, et tous deux decédez, ont donné à la ville de Sablé 3.000 #, desquels les fabriques des deux églizes ont eu 900 # à départir à chacune 450 #, l'hôpital 900 # et la ville.

1638. — Ma sœur a accouché sur les quatre heures après-midy, le dernier jour de mars 1638, d'une fille laquelle a été baptisée le 3 d'avril audit an, parrain honorable M^e Eustache Chauveau, sieur de Loron, avocat, marraine honneste femme Jehanne Plantoy, germaine de l'enfant, qui l'ont nommée Anne. Elle est décédée le 11 febvrier 1639, et le lendemain ensepulturée en mon église.

1638. — Le 2 de juillet 1638, la confrérie du Sacré Rosaire a esté instituée en l'église Notre-Dame où plusieurs paroissiens ont assisté.

1638. — Le 5 de septembre 1638, la Reyne a accouché d'un Dauphin, et pour ce, nous avons chanté le Te Deum le 14 dudit mois en nostre église de Saint-Martin, où Messieurs de la Justice et le peuple ont assisté.

1639. — Le 22 aoust 1639, j'ai béni la cloche des religieuses de ceste ville où Monseigneur de Boisdauphin a esté parrain et la dame du Parc marraine, et a nom Magdeleine (1).

1644. — Le 5 mai 1644, jour de l'Ascension, il a commencé à geler, et ce temps a duré jusqu'à la feste de la Pentecôte : les vignes en ont grandement paty et tous les bleds ; par la grâce de Dieu les dix jours suivants ont esté grandement chautz. Dieu nous donne ses grâces et veille par sa bonté sur les biens de la terre.

1645. — Monseigneur Emery Marc de la Ferté, trez digne evesque du Mans, est venu faire sa visitte en ceste ville où il est arrivé le sabmedy au soir 29 d'apvril 1645, et le lendemain 30 sommes allez processionnellement au devant de luy, et est venu en l'église de Notre-Dame où il a célébré la sainte messe et presché, et depuis, tous les jours de la sepmaine donné la confirmation à plus de dix mille personnes tant du Diocèse que d'Aniou, et la

(1) Cette bénédiction eut lieu le jour même du mariage de la marraine de la cloche, Julienne Du Guesclin, qui épousa Messire Nicolas..., sieur du Parc, conseiller du Roy en son parlement de Bretagne et de Saint-Malo.

tonsure à 26 escoliers desquels il y eu 17 de ceste ville, visité les ecclésiastiques de quinze paroisses, et presché derechef, fait élection aux religieuses recues à l'habit, et enfin tesmoigné son saint zèle. Dieu le conserve.

1645. — En ceste année, j'ay fait mettre deux grandes semelles et 4 griveaux et le füst de dessus au pressoir du presbytère, le tout m'a cousté plus de 30 #.

1645. — Cette année a été extrêmement sèche et ay perdu plusieurs bestiaux.

En cette année, j'ay fait refaire toute la grange du pressoir de vins, tant de chevrons que de murailles qui m'a cousté plus de 120 #, outre la perte que j'ay fait de bestiaux de plus de 100 # et le fust du pressoir cassé qu'il fault remettre pour le second.

1646. — Le 28 d'octobre 1646, Monseigneur du Mans (1) a fait M^e Ciron prêtre en l'église des Religieuses, en vertu d'un bref *extra tempora*, et au mesme lieu fait deux religieuses professes.

1651. — Led. Courtays depuis la Trinité d'hiver a continué ses insolances, et le 1^{er} Janvier, jour de l'an 1651, a fait beaucoup de vacarmes contre moy, pris la boiste pour la Fabrice, crié après moy dans les hales et partout mesdit de moy.

Il a refusé d'aller confesser Rebours malade, le 5 janvier 1651.

1651. — Le 15 janvier 1651, les eaux ont commencé a croistre et ont duré plus de huit jours et les inondations en ont esté si grandes qu'elles ont au presbytère de Saint-Martin couvert de trois pieds de haut le iardin d'abas, et la cour de mesme, ont esté jusqu'au hault de l'autel de Nostre-Dame, emporté touz les grandz pontz et les petitz, miné une partie de l'Escu de France (2) aux faubourgs Saint-Nicolas et apporté beaucoup d'autres misères.

Le vendredi 15 septembre 1651, sur les 3 heures de l'après midy, le feu a pris dans le lieu des Loges (3) du presbytère de Notre-Dame, lesquelles Loges ont esté consumées par le feu, et François Thion second fils de M^e le bailli M^e Pierre Thion et de Marthe Ory ma germaine, âgé de 9 ans, a esté bruslé dans le dit-lieu des Loges, dont il est mort le mesme iour.

(1) Mgr Emery Marc de la Ferté.

(2) Dont les bâtiments actuellement sont rue Gilles-Ménage.

(3) Se trouvait en l'emplacement actuel de la rue Saint-Joseph.

1651. — Led. Courtays a fini ceste année comme il l'avait commencée à me maltraiter. Dieu luy pardonne et à moy aussi.

1652. — Honneste homme Denis Houdouin, sieur de Vaiges, veuf, mon beau-frère, a espouzé honneste fille Marie de Beurepère de ceste paroisse avec dispense de deux bans, et permission d'espouzer en charesme de M^r Le Meusnier, grand vicaire de Monseigneur du Mans, par le dit Courtays, le 9 Mars 1652.

Ici se terminent les notes intercalées dans la partie du registre contenant les naissances et mariages. Sur le même registre, en commençant par la fin, se trouvent les décès, et les notes suivantes :

1615. — Au mois de febvrier 1615 est décédé noble et discret M^e Urban de Guydon (1) pbr très docte et digne curé de Nostre Dame, et ensepulturé audit lieu.

1615. — Vénérable et discret M^e Sanson Caille, pbre, bachelier en droit canon, mon oncle et bienfaiteur, chapelain de Saint-Jehan, Bannette et Bouard, est décédé le 11 juin 1615, et le lendemain ensepulturé dans ladite église Saint-Martin, par discret M^e Nicolas Chaloin, sieur de Saint-Mâlo et prieur de la Cropte. A sa sépulture ont assisté 12 curez et 10 prêtres.

1616. — En ce moys d'aoust est décédé Révérend Père en Dieu messire Jehan de Bourges, très docte et très digne abbé du Peray où il a esté ensepulturé.

1619. — Honorable femme Charlotte Caille, ma tante, femme d'honorable homme M^e Simon Le Maistre, est décédée en mal d'enfant, le 16 mars 1619, et le lendemain ensepulturée en l'église Nostre Dame de laquelle elle était paroissienne.

1620. — Le 11 novembre fut ensepulturé Jacques Boullier, âgé de 105 ans.

1621. — A la fin de l'an dernier, décéda Monseigneur l'Evêque d'Angers, Guillaume Fouquet de la Varenne, luy a succédé Monseigneur Myron auparavant evesque dudit Angers.

(1) Urban de Guidon, Dr en droit canon, abbé commendataire du Perray-Neuf. Il était, du côté des femmes, de la noble famille des Boisjordan. *Ménage, Histoire de Sablé*, 2^e partie, p. 194.

1621. — En ceste année 1621, le 22 janvier, est décédé Notre Saint Père le Pape Paul V et luy a succédé Grégoire 15.

1623. — Noble et discret M^e Claude de la Lugerie, prêtre, naguère curé de Notre-Dame, est décédé sur les minuit du 15 juin feste du Saint-Sacrement 1623, et ensepulturé à ladite église le lendemain par M. le prieur d'Avessé, et à sa sépulture ont assisté 14 curés, 3 religieux de Saint-Benoît et 24 prêtres.

1623. — En ce moys de juin est décédé Notre Tréz Saint Père le Pape Grégoire 15 et luy a succédé Urbain 8.

1624. — Honorable femme Jehanne Richer, dame de (Mamtroccey ?), ma tante, est décédée en la ville du Mans le 6 de mars 1624.

1625. — En ceste année 1625, plusieurs personnes des deux paroisses sont mortes de contagion et grand nombre d'enfants de petite vérolle.

1625. — Vénérable et discret M^e Louis Landry, naguère curé de Saint-Denis-d'Aniou, est décédé le 28 juillet 1625, auquel a succédé M^e Pierre Rousseau ; vénérable et discret M^e Louis Touillon pbre, sieur de Sainte Catherine, régent au collège, est décédé le même jour.

1625. — Vénérable et discret M^e Pierre Tuffier, pbre, sieur de Villedieu, principal du collège, est décédé le 19 aoust 1625, et le lendemain ensepulturé dans ladite église Notre-Dame, auquel a succédé M^e Louis Ferré.

1626. — Contagion. — Une pauvre femme, veuve de Pierre Soury, fut ensepulturée au bout de nostre petit cimetière par permission de MM. de Nostre-Dame, à cause de la contagion qui est au faubourg Saint-Nicolas où l'on ne passe point.

1628. — Mathurin Guibotin a eu la teste emportée d'un volant de canon dans le chasteau de Sablé, en le chargeant pour la reddition de La Rochelle : led. Guibotin mary de Marie Thezé, et cela est arrivé le 1^{er} de novembre 1628, et le lendemain ensepulturé par nous curé.

L. VIELLE.

(A suivre).

LA VIE D'HÉROISME ET D'AVENTURE

PENDANT LA RÉVOLUTION

Pour le Roi (*).

A elle seule la réouverture des églises ne pouvait calmer la chouannerie qui était un mouvement politique autant que religieux. Sans doute le paysan de l'ouest tient d'abord à son culte et à ses prêtres (1), mais il reste fidèle au principe de la royauté, comme à l'unique soutien de la religion (2). Hoche se montrait donc le plus avisé des négociateurs quand, pour incliner doucement les réfractaires vers la République, il conseillait de gagner d'abord la confiance des chefs et des prêtres, auxquels le peuple obéissait. La maladresse des Représentants civils compromit son œuvre. En effet, sur la simple apparence d'un complot tramé par Cormatin, en dépit de la foi jurée, ils lançaient dans tout l'ouest, en mai 1795, l'ordre d'arrêter immédiatement les chefs chouans,

(*) Voir t. I, 1920-21, pages 120 et 201.

(1) Arch. de la Sarthe, L. 77, fo 17, Tableau politique du département de la Sarthe, août 1795 : « Les opinions religieuses ne sont point du ressort de l'esprit public, cependant on ne peut se dissimuler qu'elles ne soient la cause de presque tous les troubles qui agitent le département. »

(2) Le 5 avril 1795 le capitaine chouan Bourbon écrit aux habitants de Poillé : « Il est temps de se battre pour le soutien de la religion.., mais vous savez que cette religion ne peut être florissante qu'il n'y ait un souverain. Vous n'ignorez pas les calamités qui nous accablent depuis la République. C'est pourquoi nous devons sacrifier jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour rétablir la royauté. » (Savary, *Guerre des Vendéens et des Chouans*, IV, p. 475). — Voir Duchemin-Descepeaux, *Lettres sur la Chouannerie*, II « les Chouans accueillirent avec indignation et désespoir cette nouvelle inattendue (de la pacification). Ils rougissaient de honte à l'idée qu'on prétendait les soumettre à la République... ».

jusqu'au grade de capitaine, et de dissiper toutes réunions suspectes (1).

Dans la Mayenne, les chefs réussirent à se cacher (2), mais au Mans, sept furent surpris dans la nuit du 27 au 28 mai par le nouveau commandant de la place, le général Brouville. C'étaient « La Rétrie, Saint-Imier, Valence, Lambert, Ch.-Louis Lefebvre, Chamaillart et Delonlay ».

La rapidité du coup, sans rassurer l'Administration centrale qui craignait des représailles (3), jeta l'alarme parmi les chouans de la ville. Ils ne comprenaient pas pourquoi on arrêtait des hommes qui depuis deux mois donnaient à la République des gages de soumission et de zèle.

Mieux que tout autre, Louis Moulé de la Raitrie avait servi la cause de la paix, dans ce district du Mans, difficile à atteindre parce que la Chouannerie n'y était pas comme ailleurs organisée sous la direction d'un chef divisionnaire, mais abandonnée aux caprices de petits chefs turbulents et entêtés. Tandis que les royalistes manceaux accueillaient avec froideur les deux officiers du Bas-Maine, Pierre Boulay dit Saint Louis, capitaine de Joué-en-Charnie, et Gautier dit Valence, « envoyés par Cormatin pour engager les chouans de la Sarthe à cesser les hostilités », Moulé de la Raitrie interposait l'autorité que lui donnaient son nom ses services et ses malheurs, et de son propre mouvement, le 21 mars, introduisait les délégués chouans près des membres du district. Il les fit « accepter avec plaisir l'accolade fraternelle la cocarde et le panache tricolore, et donner leur parole d'honneur d'employer tous les moyens pour convaincre leurs camarades à se réunir à l'armée républicaine. » Sous sa signature d'ancien lieutenant-colonel de la gendarmerie royale, il envoyait le surlen-

(1) Savary, *Guerre des Vendéens et des Chouans*. V. p. 95 et suiv. — *Affiches du Mans*, du 25 prairial — III. Arch. de la Sarthe. L. 283, arrêté de Brue et Guerneur.

(2) Abbé Gauguain, *Histoire de la Révolution dans la Mayenne : la Chouannerie*, I, p. 200.

(3) Arch. de la S. L. 156, f° 75, lettre de l'Administration à Aubert Dubayet, 9 prairial (28 mai) : « Nous avons appris par la voix publique que les mesures prescrites par votre lettre avaient été mises à exécution cette nuit... Nous avons tout lieu de craindre que les Chouans ne se servent de cette occasion pour renouveler leurs assassinats et leurs pillages avec plus d'atrocité que jamais... Envoyez-nous le plus de force qu'il vous sera possible. »

demain à tous les chouans une noble circulaire, contresignée par l'autorité républicaine (1). « Cessez donc toute hostilité, je vous en conjure, leur disait-il, et vous allez en recueillir les fruits sur le champ. »

Les Chouans écoutèrent ses sages conseils et, comme l'avaient fait déjà ceux de La Flèche (2), les officiers du district du Mans vinrent peu à peu donner leur adhésion aux déclarations de Charette. Les premiers furent Louis Lambert de la Vannerie, fils de l'avocat manceau bien connu, Pierre Le Roux, Joseph Maigret et surtout Pierre Hulot, l'intrépide capitaine des Chouans d'Allonnes que suivaient aussitôt les chefs de La Bazoge, de Brûlon et de Lavardin (3), et peu après, des personnalités retentissantes telles que Saintonnier, Lepine dit Chamaillard, Ory dit Verdun, Ch.-Louis Lefebvre. Aussi, heureuse de ses services, l'administration priait la Raitrie de se rendre aux négociations de la Mabilais où il fut des 22 officiers qui seuls sur les 125 présents signèrent le 19 avril les clauses du traité. Le 27 il rejoignait à Pontron les chefs des districts du Mans, de La Flèche, de Sablé (4), etc., réunis autour de Scépeaux.

A la mission diplomatique de Moulé, les Chouans d'Allonnes avaient voulu qu'on associât l'un des leurs, Louis Lambert de la Vannerie. Ce n'était point alors le terrible « chef des coupe-

(1) Arch. de la S. L. 528, f° 8 et suiv. ; L. 539. — A. Angot, *Dictionnaire... de la Mayenne*. III, p. 144. — Gaugain, *op. cit.* passim. — Queruau-Lamérie : *Les Chouans de la Basse-Mayenne*, p. 348. — Lieutenant de maréchaussée à Château-Gontier avant 1789, Moulé de la Raitrie devint en 1791 lieutenant-colonel de gendarmerie à Laval. Il suivit l'armée vendéenne, avec son fils âgé de 15 ans qui devait être pris et condamné à mort le 1^{er} juin 1794. Lui-même dut venir se cacher au Mans, d'où, le 23 mars 1795, il pouvait écrire aux chouans manceaux : « Depuis la Révolution j'ai toujours eu des poignards élevés sur ma tête, j'ai perdu à la tête des Chouans un fils, mon unique espérance ; j'ai manqué plusieurs fois d'être la victime moi-même, ma famille est éparse, ma fortune perdue, je ne suis dans votre cité que pour me soustraire à quelques assassins qui m'enviaient ma frêle existence, lorsque j'ai reparu sur l'horizon ; croyez-vous qu'avec une manière de penser aussi prononcée et de pareils motifs de vengeance, je voulusse vous tromper?... »

(2) Arch. de la S. L. 528, f° 8. — Le 18 ventôse (8 mars) Ch.-Auguste Tempérance, Verdun, Gautier et Alexandre, chefs chouans de la partie méridionale du Maine font leur soumission devant le district de La Flèche.

(3) Le 26 mars, se soumettent Daumaine dit Monaco, capitaine de La Bazoge, Dubois dit la Rose chef de Lavardin, François Allard dit la France, de Vaiges et Daulumier dit Moreau, de Brûlon.

(4) Arch. de la S. L. 52, séance du 14 floréal (3 mai).

jarets » qui dans quelques mois terrorisera la ville du Mans, mais un honnête homme de 27 ans qui des premiers avait conseillé une prompte soumission. Pour son honneur il prit part aux négociations de Rennes et signa les principaux documents de la pacification.

En leur absence il fallait surtout disposer à la paix les Manceaux qui n'y semblaient guère préparés. L'agent national du district constatait avec mélancolie, le 6 avril, qu'on aurait besoin « de la présence d'un Représentant pour rétablir l'esprit public qui s'éloigne chaque jour du républicanisme. » (1) Depuis deux jours l'arrivée mystérieuse d'un nommé Geslin n'était guère faite pour le rassurer, quoique cet étranger se qualifiât « général de chouans envoyé du Congrès de Rennes pour prendre des mesures de pacification en ce qui concerne le district du Mans. » En vain, les administrateurs avaient-ils exigé ses lettres de commission, il s'était borné à leur montrer un passeport du général Humbert, et ne voulait traiter qu'avec l'autorité militaire. Son compagnon « le comte de L'Hermite » ne rassurait pas plus les autorités, car l'un et l'autre, avec des paroles de paix, montraient un zèle équivoque à faire libérer les chouans, à prodiguer les assignats, à s'entourer de jeunes gens et ce n'était bientôt plus un mystère qu'ils profitaient de leur séjour pour organiser une forte cavalerie, recruter partout des soldats, et « débaucher la troupe ». Leur présence devient vite un scandale, d'ailleurs assez court, puisque le 29 avril Messieurs de Geslin et de L'Hermite, en passant à Saint-Denis-d'Orques, devaient être assassinés par le cantonnement républicain (2).

Ce fâcheux incident n'aidait guère à calmer les esprits. Aussi « pour porter des paroles de paix » était-il prudent de donner une escorte de cent soldats aux délégués du Conseil ? L'Administration centrale était mieux avisée quand, après avoir libéré en masse les

(1) Arch. de la S. L. 550, f° 118.

(2) Arch. de la S. L. 113, séance du 10 floréal III, — 548, f° 76, Lettre des Administrateurs à Dubois-Dubais, 19 germ. III (8 avril). — Savary, *op. cit.*, IV, p. 490 et suiv. — Duchemin-Descepeaux, *Lettres sur la Chouannerie*, II, p. 302. — Le 6 avril Geslin et l'Hermite arrivaient au Mans, le 19 ils signaient la paix de la Mabilais, près Rennes, le 29 ils étaient à Saint-Denis-d'Orques : on voit qu'ils ne manquaient pas d'activité, à moins qu'on n'ait mis leur signature sur l'acte de la Mabilais quoi qu'ils ne fussent pas présents...

prévenus chouans le 24 mars, elle prenait en mai pour auxiliaires les meneurs les plus compromis qu'elle envoyait à ses dépens (1) de commune en commune pour les plus difficiles négociations, tels Hulot dans le canton de La Suze, Chamaillard à Chassillé, Ch-Louis Lefebvre à Vallon, etc. On vit donc les révoltés d'hier s'appeler avec honneur « commissaires pacificateurs », sans abandonner toutefois leurs titres royalistes. Ils gardaient leur autorité et leurs soldats, traitaient d'égal à égal avec les officiers républicains et usaient de représailles. Leur influence seule arrivait à triompher de l'obstination des mécontents qui ne voulaient rien entendre aux pourparlers de la paix. Aussi le maire du Mans, Négrier de la Crochardière, a-t-il soin de réclamer le concours d'Hulot et de Chamaillard pour s'aventurer au milieu de la bande indomptée de Lefebvre en son repaire d'Etival-lès-Le Mans ; grâce à eux « la majorité des chouans semble entendre raison ». Il ne réussirait pas non plus à Vallon et à Souigné s'il n'était accompagné de « Charles-Louis », c'est-à-dire de Lefebvre qui ordonne à ses soldats « de quitter leurs rubans blancs et leur cocarde, de ne plus porter les armes que quand le capitaine le dirait (2). »

Ces ouvriers de la paix et de l'union qui depuis un mois donnent des preuves de leur loyauté et de leur courage, on les traite subitement en ennemis sans autre motif qu'ils sont chefs de parti et qu'il faut appliquer au Mans un ordre maladroit donné en Bretagne. Le 28 mai, le général Brouville les fait donc interner à la maison d'arrêt de l'Evêché, d'où par crainte d'une évasion facile il les transfère le 26 juin aux Ursulines. Mais ni la prison n'est plus solide ni le gardien plus vigilant : n'a-t-on pas vu plus d'un prisonnier sortir tranquillement en plein jour comme un simple visiteur ou la nuit descendre par les fenêtres en utilisant ses draps comme cordage ? Soucieuse de sa responsabilité, l'administration exige le 2 juillet l'éloignement immédiat des chefs chouans et

(1) Arch. de la S. L. 528. — L'Administration donne à Moulé la Raitrie 1500 # pour son voyage à Rennes, 200 # à Hulot, Le Roux et Maigret « pour prêcher la paix dans les communes du district », à Pocheton maître d'hôtel du *Grand Dauphin* 399 # pour la pension de Gautier et de Saint-Louis, et d'une façon générale s'engage à payer toutes les dépenses futures de la pacification. (Séance du 6 germinal, 26 mars 1795.)

(2) Arch. de la S. L. 528, 548, 290. (Dossier Moisy.)

donne plein pouvoir à Bardou-Boisquetin, l'un de ses membres, pour faire exécuter les ordres trop différés de Dubayet qui le 27 mai avait assigné aux prévenus les solides prisons d'Alençon et de Chartres (1). A la dernière heure elle ajoute à la liste des proscrits trois obscurs personnages du Belinois, Jacques-Marie Corbin, propriétaire de la Beaussonnière, et Palmé tailleur d'habits à Moncé-en-Belin, avec René Paissac d'Ecommoy. Une dernière sommation le 5 juillet décide Brouville à expédier le surlendemain, les dix prisonniers sur Alençon (2).

Le 17 juillet ils sont tous les dix dans les prisons de Chartres d'où ils réclament fièrement aux Administrateurs d'Eure-et-Loir « le traitement attaché au grade qu'ils occupaient dans l'armée des Chouans » (3). Pour réponse on les transfère à la prison d'Etat de Ham, dans la Somme où, loin de leurs complices, ils solliciteront en vain une liberté que l'Administration du Mans s'ingéniera le 19 août à leur refuser (4).

* *

Furieux de l'injuste arrestation de leurs officiers, énervés par les tracasseries des militaires, les chouans manceaux ont vite fait de rompre une trêve inutile : on les voit donc de nouveau se grouper, s'armer et combiner leurs vengeances, par exemple au château de Vandœuvre en Fay, où le commandant Lamothe vient le 3 juin disperser 300 paysans (5). Hulot reparait à Allonnes et les chouans de La Bazoge font le mot, par dessus la rivière, à ceux de Savigné-l'Evêque. Puis l'affaire de Quiberon échauffe les têtes et des émissaires s'en vont autour du Mans propager les plus audacieuses nouvelles. Le 28 juillet un déserteur ne vient-il

(1) Arch. de la S. L. 113, f° 78 et suiv. — L. 134.

(2) *Affiches du Mans*, 25 messidor III. « Le 19 (7 juillet) au matin les chefs des chouans de nos contrées... sont partis d'ici sous une escorte de volontaires pour Alençon, d'où ils doivent être transférés à Chartres pour y demeurer détenus jusqu'à ce que la paix soit entièrement rétablie. On ne dit pas qu'on ait trouvé dans leurs papiers de correspondance avec Cormatin... »

(3) Arch. Nat. A F n. 270 cité par Chassin « *Les Pacifications de l'Ouest* », I 527.

(4) Arch. de la S. L. 134 : Lettre confiée à Cornilleau député pour le Comité de Sécurité générale, 2 fructidor (19 août.)

(5) Arch. de la S. L. 335, dossiers Avice et Poisson.

pas jeter l'alarme dans le bourg de La Bazoge en assurant que 600 Anglais sont à Montbizot « pour assaillir la nuit prochaine les patauds de La Bazoge avec deux pièces de canon » (1). Aussi quand le Conseil de Scépeaux, pour venger l'arrestation systématique des officiers royalistes, décide le 22 juillet la reprise générale des armes, les chouans du Mans sont déjà en pleine agitation.

On ne peut nier qu'en cet été de 1795 la Sarthe est restée royaliste. D'après les rapports officiels, partout existe « un levain de contre-révolution », « tout retourne vers l'ancien ordre », « l'esprit de royalisme et de fanatisme » agite aussi bien Saint-Calais et La Ferté-Bernard que les districts de La Flèche de Sablé et de Sillé totalement au pouvoir des chouans, mais, ce qui est pire, il est « extraordinairement mauvais » au Mans et dans la banlieue, devenus le quartier-général des insurgés (2). Sur un mot d'ordre (3), voilà qu'on arbore à l'Assomption le drapeau blanc, aux murs du château de Viré par exemple, et qu'on répand le manifeste de Charette et la déclaration du nouveau roi Louis XVIII (4). Ces « placards incendiaires », comme les appelle l'Administration, finissent en chansons et dans les auberges aussi bien que sous le manteau de la cheminée, dans les rues et aux champs, le manceau répète avec un malin plaisir :

Sous le despotisme des rois
Qui jadis opprimaient la France,
L'homme méconnaissait ses droits,
Possédait tout en abondance.
On est plus heureux à présent,
D'être libre chacun se pique.
On n'a plus de pain ni d'argent.
Vive la République.

} bis

Sans crainte d'être suspecté
Et sans un ordre exquis du prince,
On pouvait avec sûreté
Aller de province en province.
Aujourd'hui chaque section
Faute d'une carte civique
Vous met en arrestation.
Vive la République.

} bis

..

..

(1) Arch. de la S. L. 134, 292, dossier de Louis Dehorme (alias de Horgues) marchand de fil au Mans.

(2) Arch. de la S. L. 134, rapports au Comité de salut public, en thermidor et fructidor.

(3) Arrêté promulgué le 5 août au château de Bourmont en Anjou, par le Conseil de l'armée de Scépeaux.

(4) Arch. de la S. L. 134, rapports des 2, 16 et 27 fructidor. — 306, « Déclaration du Roi » juillet 1795 et « Adresse aux Français », placard envoyé par le district de La Ferté-Bernard à l'Administration départementale : « Peuple français, achève d'ouvrir les yeux... Tu avais un Roi et tu avais un père, tu as une république et tu as des tyrans... »

Sous les tyrans impérieux
L'artisan était dans l'aisance,
Et jamais l'homme industriel
Ne pouvait craindre l'indigence.
Le peuple à la fin s'éveillant
A brisé le joug tyrannique;
Il meurt de faim en travaillant. } *bis*
Vive la République.

Les rois portaient avec fierté
Leur front couvert d'un diadème.
Ils croyaient que la majesté
Convenait à ce pouvoir suprême.
Nos nouveaux rois en cheveux plats
Ont un costume plus civique,
Et le bonnet de nos forçats } *bis*
Coiffe la République.

..

..

Autrefois l'aveugle mortel
Au ciel adressait son hommage
Et l'on voyait de l'Eternel
Partout la consolante image.
Un chêne a remplacé ce Dieu,
Puis par une sainte pratique
On nous fait crier en tout lieu : } *bis*
Vive la République.

Vous qui réglez sur vos sujets
Par des bienfaits, par la clémence,
Et qui voulez dans vos projets
Rendre le bonheur à la France,
Au plus tôt accourez chez nous !
Vous verrez que chacun se pique
De dire tout haut avec vous, } *bis*
Bonsoir la République! (1).

Pour le roi, les Chouans réorganisent leur armée, quelque peu disloquée par les premiers essais de pacification. Il leur faut d'abord de l'argent : ils vont donc en demander aux acheteurs de biens nationaux et c'est l'occasion de scènes pittoresques où l'embaras des victimes fait oublier la violence des justiciers qui, avouons-le, ont parfois figure de vulgaires voleurs. En voici un exemple : un soir de juillet 1795, le fermier du Petit Pâtis à Aigné, Julien Chappée, s'entend appeler par son voisin Louis Peschard. Sans défiance il se lève, ouvre la porte et reçoit en plein visage, du vendéen Louis Bousseau qu'accompagne Jacques Babin domestique à l'Antonnière, cette brutale sommation. « Ton papier et ton argent ». — « Voilà ma bourse ». — « Non, compte ton argent ». Chappée à grande peine compte 50 livres et espère bien en être quitte. « Compte encore ». — « Voici ». — « Compte encore ». Chappée dut ainsi compter 450 # et y ajouter 20 pièces de 6 #, une de 3 # et tous ses assignats. Et pour comble d'infortune il reçut les menaces de Babin furieux de n'avoir pas trouvé d'or (2)!

(1) Arch. de la S. L. 380, dossier Jumeau.

(2) Arch. de la S. L. 292, dossier Peschard — Ce Jacques Babin, originaire de La Quinte, sera en 1798, sous le nom de Place-Nette, la terreur du canton de Lavardin.

C'est qu'il ne faisait pas bon résister aux sommations des Chouans ; on risquait sa vie comme il arriva au nouveau propriétaire de l'Epau, qui le 29 juillet lisait avec stupeur sur les murs de la vieille église désaffectée l'ordre d'évacuer immédiatement sous peine de mort et d'incendie (1). Il faillit aussi en coûter à René Pissot, maître des postes de La Bazoge, pour avoir négligé de conduire au hameau de Maule le cheval qui lui était demandé ; les chouans se contentèrent de venir eux-mêmes choisir sa plus belle monture d'une valeur de 1.000 écus (2).

Les Chefs royalistes qui n'ont jamais licencié leurs troupes ont sous la main des soldats aguerris, disciplinés, heureux généralement de reprendre les armes. Un billet transmis par voie hiérarchique et, s'il est besoin, avec menace, les convoque donc à rejoindre leur légion. Malheur à ceux qui pour cela traversent imprudemment la ville où les patrouilles militaires arrêtent les suspects. Deux garçons de Saint-Pavace, les frères Julien et René Garreau, domestiques à Vallon, furent ainsi le 8 juin arrêtés par les grenadiers qui tirèrent de leurs poches, comme pièces accusatrices, cocardes et rubans blancs avec un ordre d'avoir à rejoindre la légion de Dubois (3).

Des hommes, ils les auront encore en exploitant la colère des jeunes gens de première réquisition qu'en dépit des promesses la récente loi du 10 thermidor (28 juillet) rappelle aux armées. S'il faut, en effet, quitter famille et chaumière, la plupart des mécontents préfèrent encore se joindre aux Chouans pour rester dans le pays et avec les camarades ; les plus pacifiques suivront tôt ou tard le mouvement royaliste, plutôt que de partir à la frontière. Au besoin, quelques chouans d'aventure viendront arracher à sa maison le jeune paysan, trop madré pour se décider seul, et qui aura beau jeu pour soutenir devant les tribunaux son innocence et son malheur. Dans la nuit du 15 juin, trente chouans ne vinrent-ils pas surprendre au lit Jean Avice, de la Mulotière à Rouillon, et Louis Poisson, du Laurier à Pruillé-le-Chétif, et les emmener « de force » à l'échauffourée de Vandœuvre ? La vocation

(1) Arch. de la S. L. 113, p. 112.

(2) Arch. de la S. L. 195.

(3) Arch. de la S. L. 289, dossiers Abot et Garreau.

poussa vite à ces deux réfractaires qui ne s'en retournèrent que le lendemain matin, pas assez vite pour ne pas être surpris sur la route par les soldats de Lamothe. La Commission militaire acceptera leur « excuse » et se contentera, le 15 octobre, de les condamner aux fers dans quelque port, où ils iront en février 1796 (1).

Les chouans font de nouvelles recrues dans la catégorie trop suspecte des déserteurs qui ont désormais, croient-ils, intérêt à combattre la République pour ne plus retourner aux armées et à la guerre. Chaque jour, des déserteurs passent au Mans et vont se cacher là où le désordre ambiant fera oublier leur incartade. Ils ne sont pas toujours prudents ou parfois prennent plaisir à braver l'opinion, tel ce Jean Bois dit Forêt, qui, sur une simple réprimande, quitte le 16^e régiment de dragons à Orléans, ose emporter, « sans permission, son manteau fourni par la République », et de passage à Coulaines, le 11 juillet, cherche à débaucher deux soldats. Il crie à qui veut l'entendre qu'il emm... la République et les patauds, et fera bien payer les rentes aux acheteurs de biens nationaux (2). » Les royalistes se serviront des déserteurs pour leur service d'espionnage, et aucun agent de liaison ne leur sera plus utile, dans la banlieue du Mans, que Lefèvre, soldat du 44^e régiment d'infanterie, qui vient alors monter une boutique de maréchal et un café à Maule en Saint-Saturnin, « pour servir d'intermédiaire entre les bandes chouannes de Rouillon et celles de Savigné (3) ».

D'ailleurs, tous les chouans s'emploient au recrutement de l'« armée royale et catholique » ; dans toutes les classes de la société il y a des « embaucheurs » ou « propagandistes » zélés, dont la mission est aussi périlleuse que difficile, car ils doivent se défier des hypocrites qui feignent la désertion pour découvrir les secrets royalistes et ne pas oublier qu'ils jouent sans cesse avec la prison et même la mort. Un jeune ménage du Mans le saura bientôt : pour avoir donné « à cinq bons républicains » le moyen de passer aux chouans, François Barbier sera condamné

(1) Arch. de la S., L. 335 et 76.

(2) Arch. de la S., L. 338.

(3) Arch. de la S., L. 134, 208, 216, 292, 302.

à mort, et Marie Guinoiseau sa femme, qui s'est offert de les conduire, sera déportée (1).

Grâce à Dieu, tous les embaucheurs ne sont pas aussi malheureux, et, pour gagner des soldats au Roi, aucune famille mancelle n'est plus zélée que la famille Gaignot.

Leur maison, déjà si compromise au point de vue religieux, devient par surcroît un foyer intense de royalisme et comme l'officine de la contre-révolution mancelle. Dans les salles hautes se réunissent, complotent et s'encouragent les chefs de parti ; là se lisent et se gardent les lettres, les documents et les secrets de la chouannerie locale ; à côté des « bons prêtres » qui réconcilient les insermentés, on y voit les « embaucheurs » initier aux « mystères chouaniques », enrôler par la formule sacramentelle « c'est pour ton roi », et distribuer des « feuilles de route » pour gagner sûrement quelque repaire de chouans (2). Les habitués de la maison sont surtout des ecclésiastiques : d'Herbelin que les Comités révolutionnaires ont cherché en vain chez son compatriote le curé de Montfort (3), et qui va et vient tranquillement chez les Gaignot, où personne ne le soupçonne, Hersant, Jumeau et Jacques Bigot, curé de la Bazoge, le plus influent de tous.

C'est pour nous une figure nouvelle et non des moins énigmatiques que ce Jacques Bigot, à l'esprit fin et cultivé, mais d'un jugement moins sûr et d'un caractère trop sensible aux caprices et aux avantages des événements. Il flatte sans pudeur la jeune

(1) Arch. de la S., L. 335.

(2) Arch. de la S., L. 77, f° 10. — Voici la feuille de route surprise chez les Gaignot : « Eviter Sillé-le-Guillaume, prendre en deçà de Parennes, suivre le bois pour prendre Saint-Georges, saluer M. Burin à Coffrard, prendre Saint-Gemmes-le-Robert, aller au château de la Cour, trouver de la part de la dame de Cordouan le fermier Patry. » L'Administration centrale ordonne le 2 septembre 1795 d'arrêter les individus mentionnés sur ce papier. M. Burin dont il est question, est le frère de Jacques Burin, curé de Saint-Martin-de-Connée, fusillé le 17 octobre 1794.

(3) Charles-Julien Delogé, natif de Saint-Calais-du-Désert, curé de Montfort, le-Rotrou. (Voir Froger : *La paroisse de Montfort-le-Rotrou*, dans la *Revue hist. et arch. du Maine* 1913, p. 275 et suiv.). Le 11 avril 1794, le Comité de surveillance de La Ferté-Bernard écrit à l'agent national du district du Mans, que la femme Georget paraît correspondre avec Delogé, curé de Montfort, « Comme ce Delogé n'est pas, à notre idée, très républicain, Herbelin pourrait bien être logé chez lui... » (Arch. de la S., L. 550, f° 18.)

démocratie qui pourrait le porter aux plus hautes charges, à l'épiscopat de la Sarthe peut-être, et par dépit d'illusions déçues ou d'amitiés inutiles retourne bruyamment à cette vieille politique qui identifie avec la France le trône et l'autel. Républicain enthousiaste, il excite les jeunes citoyens de la Bazoge à voler aux frontières, le 5 août 1792, comme trois ans plus tard, redevenu fougueux royaliste, il les fera désertir et enrôler dans la chouannerie. Assez populaire pour être nommé officier public dans sa commune le 4 novembre 1792 et faire assister la municipalité aux offices de Pâques 1793, tout puissant lorsqu'il se prête aux exigences des lois nouvelles, il perd son prestige officiel et la protection des terroristes, quand par un sursaut de fierté et de conscience il entend rester fidèle aux lois ecclésiastiques. Ainsi le 9 mai, le Conseil municipal le réprimande d'avoir exigé pour une sépulture et un mariage un certificat de baptême et le force à lire en chaire que désormais la loi interdit pareille formalité. Bientôt il lui cherche chicane dans une affaire de pain bénit, et pour lui laisser son presbytère l'oblige le 22 novembre à en élever le bail de 30 # à 204 #. L'opposition locale va détacher Bigot de la Révolution et lui rendre le respect de son état : aussi ne livrera-t-il point ses lettres de prêtrise en 1794, malgré le scandaleux exemple de tous ses voisins, et grâce à l'influence de son ami Hersant, il fera une absolue rétractation, le 30 mars 1795, en présence des abbés Lamarre Hersant et Gaignot.

Désormais il sera l'homme des chouans. Dans la chaire où naguère il lisait avec feu les journaux révolutionnaires, il proclame maintenant sa rétractation ; humilié de ses serments et d'« avoir communiqué avec l'évêque intrus », il se soumet à la pénitence canonique imposée par M. Paillé et « en attendant que ses dispenses soient arrivées de Rome » s'abstient de célébrer. Il recherche la société des prêtres réfractaires et va chanter, avec eux, le 17 avril 1795, la reprise du culte à Neuville, où « les chouans font chorus, répétant à grands cris lors de la procession, leurs chansons ordinaires : Vive le Roi ! A bas la République ! » C'est par une messe très solennelle que le dimanche 24 mai il reprend possession de son église, réconciliée la veille par un délégué du vicaire général.

Les enragés de La Bazoge lui reprochent sa « désertion » et surtout l'influence qu'il garde sur ses paroissiens. Ils ne peuvent supporter que le commandant de la garde nationale ose fréquenter encore le presbytère, et qu'un « pur » comme l'aubergiste Gaine, l'ennemi des chouans, continue de chanter au lutrin et de faire la veillée chez le curé, qui pourtant lui joue de vilains tours. Un soir de carême, le 18 mars, attardé malgré lui dans la cuisine du presbytère, Gaine voit une bande de chouans entrer, se rafraîchir et parler amicalement avec le curé. Il songe à un guet-apens et vite se cache dans la charmille..., mais le dessein des chouans était moins tragique, ils allaient par le fond du jardin requérir le joueur de violon, Julien Guitton, pour donner une joyeuse aubade, le soir, tandis qu'ils abattraient l'arbre de la liberté ! On ne pouvait alors prévoir les graves désordres qui se termineraient par l'assassinat de l'aubergiste Julien Lucas. Un mois plus tard Gaine boudait encore son curé quand Lefèvre de Maule l'emmena au presbytère : « Eh bien ! Gaine, dit le curé avec un bon sourire, vous m'en voulez ?... » — « Je ne vous en veux que parce que l'on m'a dit que vous voulez me faire assassiner. »

Certes, Bigot n'avait pas l'âme si noire, mais ses ennemis avaient intérêt à exploiter ses imprudences de langage et de conduite, qui bientôt devaient le mener à la prison. Il disait trop haut que « la république était à c... », et que « le seul parti à prendre était de se faire chouan » ; il ne se cachait pas d'envoyer son neveu dans les fermes, pour décider les habitants qu'il amenait alors lui-même chez Gaignot, où il se faisait une fête de les enrôler et de recevoir leur serment.

♦♦

Un coup de théâtre allait paralyser cet embauchage enragé... Minuit venait de sonner aux Halles, ce 1^{er} septembre 1795, que les Gaignot festoyaient encore ! Dans la cuisine les femmes se chauffaient, au premier étage « dans une chambre sur le devant » plusieurs hommes devisaient à l'aise, quand un coup de crosse ébranla subitement la porte. Il fallut ouvrir à cinq militaires qu'accompagnaient deux charpentiers, prêts à crocheter, et sur-

tout deux chasseurs de la 14^e dont la présence expliquait assez le mystère de cette illégale perquisition nocturne. Jean Chevrole et Antoine Légué étaient deux espions attitrés (1) du général Brouville, auquel ils venaient de porter le certificat d'enrôlement (2) et les 25 # de gage reçus chez les Gaignot après une trop facile profession de foi royaliste. L'officier eut donc ordre d'arrêter pour embauchage tous ceux qu'il trouverait dans la maison.

Au corps de garde les prévenus déclinent leurs noms : les quatre hommes s'appellent Pierre Gaignot fils, Anaclet Jumeau, Charles d'Herbelin, et Raimond, et les cinq femmes sont avec la femme Gaignot et ses deux filles Jacqueline et Agathe, la femme Georget de la Ferté Bernard et Anne Pivron de Chantenay sœur du prêtre réfractaire. Voici des gens de connaissance!

Brouville fait immédiatement requérir le juge de paix Vallée qui va apposer les scellés chez les Gaignot, tandis que l'adjutant Rodriguez en présence du poste fouille les prévenus et tire de leurs poches (3) crucifix, lettres, imprimés, surtout deux pièces

(1) Jean Chevrole venait d'être détenu aux Ursulines pour indiscipline (Arch. de la S. L. 580, f^o 182). — Heureux de son succès chez les Gaignot, il se rend le lendemain avec deux autres chasseurs habillés en chouans, chez un modeste bordager du Petit-Saint-Georges, Jacques Cruchet, auquel il réclame la route du château de Sourches à Saint-Symphorien. Cruchet qui ne sait pas écrire fait rédiger l'itinéraire par un domestique, originaire de la Champagne, et sur les instances des trois soldats donne généreusement 25 # pour les frais du voyage. On leur promet une récompense!.. Elle vient le surlendemain : Cruchet est arrêté comme prévenu d'enrôlement pour les chouans. (Arch. de la S., p. 289).

(2) Voici ce certificat : « Nous, propagandiste pour les militaires, pour la cause de Dieu et du Roi, certifions que le uommé Jean † a prêté entre nos mains le serment de fidélité à l'armée catholique royale dites des Chouans pour le rétablissement du trône et de l'autel. Au Mans, division de . . le 20 août l'an de grâce 1795, premier du règne de Louis XVIII. — Fidélité, propagandiste ».

On remarquera que : 1^o) la formule d'enrôlement spécifiait bien le rôle politique et religieux de la chouannerie, le rétablissement du trône et de l'autel; 2^o) les noms propres de famille n'étaient pas inscrits, mais par prudence cachés sous des signes conventionnels, des points disposés en croix, en triangle; 3^o) le propagandiste ou recruteur portait un nom de guerre.

(3) Voici en détails les objets saisis : 1^o) Une feuille imprimée de quatre pages intitulée « détestation de l'intrusion dans les ordres et dans le ministère. Abjuration du schisme et rétractation des serments prêtés par Augustin-Pierre Legoué, vicaire intrus de Saint-Christophe-du-Jambet. (Legoué ne cessa de désavouer la rétractation qui circulait sous son nom, et le 8 février 1796 suppliait l'Administration de découvrir les auteurs de ce libellé apocryphe (Arch. de la S., L. 376); — 2^o) Un billet de Moulé de la Raitrie « représentant le

accablantes qui sont des certificats d'enrôlement : c'en est assez pour faire incarcérer le 2 septembre toute la bande sous prétexte d' « embauchage chouanique ».

Le même jour on arrêtait le curé de La Bazoge.

..

Cette copieuse arrestation permit à la police d'intercepter à la poste du Mans une correspondance fort curieuse adressée de Paris à d'Herbelin et à Jumeau par deux prêtres manceaux cachés sous les pseudonymes de « la Forterie » et de « Courtin ».

La Forterie, c'était Julien Ch. Pivron, de Chantenay, prêtre fort intrigant, d'une trentaine d'années. Le 2 mai 1795, il avait déclaré au district du Mans son intention d'habiter la ville, et le 30 mai s'était soumis aux formalités cultuelles requises par la loi de prairial. Ce n'était pas pour longtemps, car il vint bientôt loger à Paris, rue saint-Germain, à l'hôtel de *la Maison de France*, où Hersant le rejoignit sous le nom de « Courtin ». — Tous les deux, nous l'avons dit, menèrent une politique d'intransigeance religieuse opposée au libéralisme du vicaire général Paillé, mais, grâce à leurs relations, ils s'employèrent plus utilement à favoriser les ordinations de quelques lévites manceaux.

C'est ainsi que le 3 septembre 1795 Pivron chargeait d'Herbelin d'annoncer au « Grand Voyant », c'est-à-dire à M. Paillé, les quatre ordinations que « MM. Le Blanc et Saint-Papoul » feraient à Paris, les 13, 19, 21 et 27 septembre, et Hersant indiquait à ses chers amis Jumeau et Gaignot les formalités canoniques à remplir et les mesures de prudence à observer. Les séminaristes du Mans et de la banlieue, plus faciles à prévenir, devaient prendre part à la première ordination, les retardataires à celle du 19, munis d'un dimissoire collectif et de certificats personnels que viserait l'abbé Pivron, assuré de pleins pouvoirs pour représenter à l'ordination l'autorité diocésaine. Gaignot et Jumeau prendraient la diligence jusqu'à

Commandant général des chouans du département de la Sarthe », priant tous les chefs et soldats chouans de laisser passer Louis Poirier, fermier de la Guetterie-en-Vaiges, qui lui amène au Mans deux sacs de froment provenant de ses biens. 20 mai 1795 ; — 3°) Lettre de M. de Perrochel, de Grandchamp, à la citoyenne Gagneau ; — 4°) Une chanson au sujet de la mort de Louis XVI sur l'air de : « *Comment goûter quelque repos ?* »

Chartres ou emprunteraient à M. Vasseur pour venir à Nogent deux chevaux qu'un ami chartrain se chargerait de ramener au Mans. Peu importe la dépense : « passez jours et nuits pour ne pas manquer votre coup ; si nous épuisons nos fonds, nous nous réunirons pour les réparer ». A l'adresse de la Forterie « diligence restante », ils auront soin de confier à la voiture qui arrive à Paris le vendredi 11 un paquet contenant « 4 soutanes, 2 pour nous et 2 pour vous, 2 surplis pour nous et pour vous 2 amicts aubes et cordons ; on vous fournira le reste ici ». Il était bien entendu qu'ils devaient faire viser leurs passeports pour ne pas être arrêtés aux barrières, et ne pas négliger ce petit conseil : « Mettez toujours vos passeports à part, afin de pouvoir les montrer sans faire voir vos autres papiers. » — Arrivés donc à Paris le 11 septembre, nos deux lévites passeront dans une prière ardente la journée du samedi ; puis Jumeau aura sa « première audience » de M. de Saint Papoul, c'est-à-dire le diaconat, le dimanche 13, et « sa quittance », c'est-à-dire la prêtrise, le samedi 19, alors que Gaignot recevra le sous-diaconat et le diaconat les 13 et 19 et sa « troisième et dernière séance (la prêtrise) le lundi 21, jour de grande fête à Rome (S. Mathieu) » (1).

Nos deux séminaristes ne reçurent ni lettres ni ordinations, puisqu'ils étaient en prison, et Pivron dépisté fut saisi et conduit à la maison d'arrêt du Plessis, où « sa santé délabrée ne pourra jamais se contenter des trois quarterons de pain qu'on lui donne ». Plus heureux, Hersant réussit à rentrer au Mans où sa présence est signalée le 24 septembre.

..

L'arrestation de la bande Gaignot avait paru aux Administrateurs un assez brillant exploit pour avertir dès le lendemain le Représentant : « Des enrôleurs pour les chouans viennent d'être arrêtés, un prêtre est l'agent de la contre-révolution, des femmes sont ses complices, les pièces de conviction sont entre nos mains. Nous allons faire transférer provisoirement à Alençon ces lâches ennemis de la Révolution » (2).

(1) Arch. de la S., L. 289.

(2) Arch. de la S., L. 134.

L'Administration pouvait se presser, car en ville il n'était bruit que de l'audacieuse évasion du chouan Griffaton, survenue le 28 août, et nul doute que le brigand aiderait ses amis à sortir de prison. — Philippe Griffaton, menuisier de Ségrie et chouan de premier ordre, avait été compromis dans les sanglantes affaires de La Bazoge, le 18 mars dernier. Ecroué le 27 août à l'Evêché, il s'en était évadé le lendemain sur les trois heures de l'après-midi en sautant les murs (1).

Sortir n'est-il pas l'universel souci des prisonniers qui savent la prison peu solide?.. Ainsi quatre-vingt détenus de la Maison de justice, las des lenteurs de l'instruction judiciaire, avaient comploté de reprendre leur liberté dans la nuit du 7 au 8 septembre, et dans ce but percé les murailles en maints endroits. Une indiscretion fit échouer le projet, et l'Administration qui n'avait pas plus confiance dans la sévérité du jury que dans la solidité des prisons décida le 10 d'envoyer à Chartres vingt-quatre des plus dangereux prisonniers, qu'elle annonçait aimablement aux autorités d'Eure-et-Loir comme « une vraie cargaison de prévenus de vols et d'assassinats, chefs de chouans, embaucheurs et complices d'embauchage, saints prêtres condamnés au bannissement » (2). Les ecclésiastiques étaient Bigot, Gaignot, d'Herbelin, Jumeau, Legeay et Malard.

Le samedi 12 septembre, les prisonniers quittent la ville dans des charrettes dont l'une à quatre chevaux est conduite par Meiche, fermier de Saint-Georges à raison de 50 # par jour (3); le 13 ils sont à Connerré, le 14 à la Ferté-Bernard d'où ils partent le lendemain sous la surveillance du cantonnement de cette localité, le 2^e bataillon de la 85 1/2 brigade de Valenciennes. Le 15, ils arrivent à Nogent-le-Rotrou où la discipline se détend pour tous. Soldats et prisonniers se promènent à l'aise par la ville et fraternisent dans les auberges. Le lendemain matin, le bataillon de la Ferté-Bernard, encore tout échauffé, s'en retourne en désordre et, près de Céton, cherche à forcer la grille du château de Beauvais, « pour y boire encore et allumer leurs pipes »,

(1) Arch. de la S., L. 289.

(2) Arch. de la S., L. 77, f^o 13. — 134 (23 et 28 fructidor).

(3) Arch. de la S., L. 82, f^o 45.

disent les terribles volontaires de dix-sept ans ! Mais la grille ne cède pas et dans leur colère ils tirent des coups de fusil dans les fenêtres du château (1) Par contre, les prêtres captifs ont profité d'un peu de répit pour « réconcilier » l'un de leurs compagnons l'abbé Beaudoire curé de Champtocé-en-Anjou (2), et, après cette cérémonie qui marque leur étape de Nogent d'une précieuse consolation, ils ont repris le 16 la route de l'exil... qu'ils ne devaient pas tous achever. En effet, à la Loupe, on enferma au château les vingt-quatre prisonniers avec pour seul gardien le greffier de la municipalité qui n'eut aucun scrupule de favoriser les visites. En ce pays royaliste (3), il ne manqua pas d'âmes compatissantes pour conseiller aux détenus de s'évader, et vingt d'entre eux furent prompts à suivre le conseil.

L'administration de la Sarthe vit avec stupeur dans cette facile évasion un dangereux corollaire de la récente libération des chouans manceaux internés au Ham. Nul doute, à son avis, que le parti royaliste ait machiné ces deux succès qui favorisent si bien ses projets. Au Ham il avait trouvé un complice dans le gardien du château, un misérable Guyonneau « fruit très impur des amours d'un ci-devant avec une chercheuse de pain », longtemps marmiton et valet au Mans ; à la Loupe, il aura facilement acheté les gardiens. Et c'est ainsi que l'opposition retrouve ses chefs et va pouvoir s'étendre de la Province à Paris où l'on sent venir l'orage (4). Déjà Moulé de la Raitrie a fixé son séjour dans la capitale, rue Coquereau, tandis que la plupart de ses amis ont regagné la Sarthe où ils sont fêtés (5).

★
★

Comme par enchantement, Hersant apportait alors de Paris le

(1) Arch. de la S., L. 310.

(2) Reg. des Rétractations. — Arch. de la S., L. 290. — Jean-François Beaudoire, né en 1753, à Chennebrun dans l'Eure, vicaire de Mure, près Angers, curé constitutionnel de Champtocé. En 1794, il abdique ses fonctions sacerdotales et vient à Sablé occuper le poste de « préposé à la boucherie militaire ». Con vaincu de correspondre avec les Chouans, il est écroué le 23 juin 1795 aux Ursulines du Mans.

(3) Dans un bulletin de police de 1799, Fouché dit que le département de l'Eure est un foyer de royalisme, surtout du côté de Verneil et de la Loupe. (Aulard : *Etat de la France en l'an VIII et en l'an IX*, p. 55-56.)

(4) Allusion à l'émeute royaliste de Vendémiaire (5 octobre 1795).

(5) Arch. de la S., L. 134, folios 37, 45.

mot d'ordre de l'Agence royale. Prévenue la police est sur pied : à Paris le Comité de sûreté générale annonce son départ, l'administration de la Sarthe, le 24 septembre, réveille la vigilance du procureur-syndic de Château-du Loir dans la crainte que l'entrepreneur ecclésiastique ne regagne cette contrée, et le 27 tout le monde sait qu'il est caché au Mans (1).

Mais où se cache-t-il ? — Parfois chez Gaignot dont les femmes sont toujours aux Ursulines, malgré leurs réclamations. En vain le 1^{er} octobre Jacqueline Pancheron a-t-elle demandé la liberté provisoire pour elle et pour ses deux filles, et à deux reprises imploré une réponse favorable, sans quoi le 11 elles devront quitter la maison d'arrêt pour subir à la maison de justice le sort des condamnées. « L'absence d'un chasseur est le prétexte dont on se sert pour prolonger leur détention ». Et par surcroît de malheur, elles n'ont plus pour soutien la présence de leurs amies, les femmes Georget et Pivron, qui ont obtenu la liberté, l'une pour soigner ses vieux parents, l'autre en considération des sept petits enfants qui la réclament à la Ferté-Bernard.

Que n'ont-elles plus d'audace ou plus de chance pour sauter les murs et courir devant les gendarmes ! Quelqu'un qui s'y connaît, c'est leur ami Jumeau. — A la Loupe, il a été des vingt qui se sont évadés, mais il est le seul, au moins parmi les ecclésiastiques, qui ait échappé aux recherches. Tandis que d'Herbelin, Bigot, Gaignot et les autres gagnent sans résignation la prison des Carmélites à Chartres, Jumeau revient effrontément au Mans chez une brave femme de Pontlieue, que n'ignore pas non plus Hersant.

En janvier 1796 il s'avise subitement d'aller à Paris et par de complaisants intermédiaires obtient le 25, sous le déguisement de sculpteur, un passeport qu'il fait viser à Bellême le 12 février, et le 14 à Chartres où il prend son ami Gaignot récemment libéré, qui voyagera sous le nom de « Pierre Divaret horloger à Nogent le Républicain ». On devine sans doute qu'ils vont chercher leur revanche du contre temps de septembre et prendre part à de nouvelles ordinations.

(1) Arch. de la S., L. 134, f. 40.

Le 25 février ils sont à Paris et présentent leurs papiers à la mairie du X^e arrondissement ; puis trois jours leur suffisent pour recevoir, Jumeau le diaconat et la prêtrise, Gaignot le sous-diaconat et le diaconat (1). C'est alors que, remplis d'honneur et de vaillance, ils regagnent leurs pays par Mamers où les attend le 4 mars l'hospitalité d'une veuve Clément. Mais cette fois la chance les trahit : le Commissaire Guittier, averti de leur présence et de leur ministère, vient le 6 mars les arrêter. Une rapide enquête confirme facilement que ces deux étrangers ont de faux passeports, que Jumeau, loin d'être sculpteur, fut traduit « sinon comme prêtre au moins comme abbé il y a deux ans devant le tribunal criminel du Mans », et que Pierre Divaret est tout simplement « Gaisneau fils d'un boulanger du Mans ». Le juge de Mamers les renvoie donc le 31 mars à l'accusateur public qui a déjà leurs dossiers, et la gendarmerie ramène Jumeau, peut-être aussi Gaignot, à la Visitation (2).

*
* *

En apprenant dans la prison de Chartres le non-lieu rendu en faveur du sieur Raymond et des femmes Georget et Pivron ses complices, d'Herbelin crut d'abord mériter la même faveur. Il s'en ouvrit le 25 septembre au juge de paix du Mans et offrit de retourner dans la Sarthe pour y être jugé, malgré le sectarisme du président Isambart. Comme il ne recevait pas de réponse, il prit le 11 octobre une plume fortement acérée pour se défendre à coups

(1) Il n'y a pas de doute que Jumeau ait reçu le 28 février 1796 la prêtrise, car ses notes de l'évêché en font mention, — ni que Gaignot ait pris part à l'ordination, car le dossier L. 289 indique qu'ils ont voyagé ensemble de Paris à Mamers et ensemble ont été arrêtés à Mamers. — Mais quel ordre a reçu Gaignot ? simple tonsuré à son départ du Mans, en septembre 1795, il n'a pu recevoir que le sous-diaconat et peut-être aussi le diaconat. Il semble avoir été ordonné prêtre en septembre 1796, comme l'indique une lettre du 8 mai 1797 où l'abbé Hersant parle à l'abbé Lecomte de « l'abbé Gaignot ordonné prêtre il y a huit mois ». Le vicaire général envoie aussitôt à l'abbé Gaignot « toute l'extension des pouvoirs ». (V. Extrait des lettres saisies chez les nommés Gaignot, Poisson et Fleury. — Le Mans, an 7, p. 63-64.) — A l'ordination de septembre 1796 assistèrent les deux lévites manceaux Joubert et Charles Vannier, de Saint-Mars-sous-Ballon, dont le départ du Mans pour Paris est signalé le 14 septembre. (L. 134 f^o 49.)

(2) Arch. de la S. L. 289, dossier Jumeau. — L. 229, Lettre du Commissaire Guittier au Commissaire central. — Gabriel Fleury : La ville et le district de Mamers durant la Révolution, t. 3, p. 84-85.

de lois, montrant qu'il était au courant des nouveautés de la législation. Pourquoi, dit-il, le garder en prison ? Pour affaire de serment ? Mais il a fait en temps voulu les déclarations exigées et d'ailleurs le 9 thermidor a supprimé les décrets contre les insermentés. Serait-ce pas mesure de sûreté ? La loi toute récente du 4 vendémiaire (26 septembre) annule les arrestations de ce genre et la nouvelle Constitution de l'an III défend d'arrêter désormais sans mandat aucun citoyen et de le détenir sans jugement. Et comme pour écarter tout prétexte, voilà que survient à temps ce décret du 17 vendémiaire (9 octobre) qui déclare que « tous les détenus contre lesquels il n'existe aucun fait bien caractérisé seront mis en liberté. » Du coup son élargissement s'impose (1).

Un arrêté du département d'Eure-et-Loir libère donc au début de 1796 les ecclésiastiques manceaux et les mets sous la surveillance de la municipalité de Chartres. Alors Gaignot, nous l'avons dit, gagne Paris, tandis que Bigot et d'Herbelin acceptent en ville une hospitalité discrète que la police, après trois mois, ignore encore. Au Mans, les initiés connaissent la retraite de Bigot et lui écrivent à l'adresse d' « Agathe, poste restante ». « Concertez-vous donc avec le directeur des postes, insinue le Commissaire central du Mans à son collègue de Chartres ; dites-lui de donner les lettres à jour et heures fixes et faites filer celui qui les emportera ». En fait, Bigot et d'Herbelin demeuraient chez des parents d'émigrés et une mince cloison les séparait mal de la chambre où dormait sans remords « un chef de la force armée » (2).

Ch. GIRAULT.

(A suivre).

(1) Arch. de la S., L. 289.

(2) Arch. de la S., L. 171, correspondance adressée au Commissaire central du Mans, par son collègue d'Eure-et-Loir, prairial IV.

CHRONIQUE

Au moment où s'imprime cette chronique, la Société organise pour le lundi 10 avril, à 1 h. 1/2, sa première réunion périodique de 1922. Le programme comporte une conférence de M. Lapierre sur *Dante*, et la réception du portrait du président, œuvre de M. Charles Morancé.

S. G. M^{gr} l'Evêque du Mans nous a fait l'honneur de nous signaler, au mois de janvier, la découverte dans les nouvelles dépendances de l'Evêché (ancien Grabatoire) d'une pierre avec inscription gravée en creux, portant la date de 1133.

Cette pierre, de 0^m28 de hauteur sur 0^m23 de largeur, présente à sa partie supérieure le monogramme du Christ, de 0^m07 de hauteur ; au milieu la date de 1133, de même hauteur, et dans le bas, en chiffres romains de 0^m04 seulement de hauteur, la date MC, qui confirme la précédente.

Trouvée dans la partie inférieure des jardins, non loin de l'emplacement de l'ancienne église de Gourdain où avait été découvert en 1878 le curieux tombeau de la Recluse Ermecia XI^e-XII^e siècle), — aujourd'hui au musée archéologique — cette pierre nous semble provenir de l'ancien cimetière ou de l'ancienne église de Gourdain, dont le chevet s'appuyait au mur romain.

La maison n° 10 de la rue Saint-Pavin-la-Cité, dans le Vieux-Mans, où se voit une jolie porte de tourelle d'escalier en style flamboyant de la fin du xv^e siècle, vient d'être achetée par M. Chabert qui se propose de la conserver avec un soin dont il convient de le féliciter.

Nous espérons, grâce à son obligeante promesse, pouvoir donner bientôt quelques notes sur cette intéressante maison.

R. T.

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE
TOME II. — DEUXIÈME LIVRAISON
(LXXVIII^e TOME DE LA COLLECTION)

Avril, Mai, Juin 1922



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1922

SOMMAIRE

DE LA

DEUXIÈME LIVRAISON DU TOME II

PAGES.

- 1^o *La date de la course d'Ambroise de Loré sur la foire Saint-Michel à Caen en 1431; Complots français à Argentan et à Sées*, par M. Robert TRIGER. . . . 49
- 2^o *Extrait des Registres paroissiaux de Saint-Martin de Sablé (Suite)*, publié par M. L. VIELLE. . . . 57
- 3^o *La Vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution (Fin)*, par M. l'abbé Ch. GIRAULT 65
- 4^o *Chronique* : Réunion du 10 avril 1922 ; réception du portrait du Président, œuvre de M. Charles Morancé, allocutions de MM. de Linière et Morancé, poésie de M. A. Renard, etc. Conférence de M. Lapierre, *Dante, sa vie et son œuvre*. — Admissions de nouveaux membres et nécrologie. — Une recluse à Fresnay, au xv^e siècle. — Publications récentes de MM. Jean de la Monneraye, René Gauchet et chanoine Sifflet 94
-

LA DATE

DE

LA COURSE D'AMBROISE DE LORÉ

SUR LA FOIRE SAINT-MICHEL A CAEN, EN 1431

COMLOTS FRANÇAIS A ARGENTAN ET A SÉEZ

Il y a quarante-quatre ans déjà — en 1878 — nous donnions à cette revue un premier article de début, intitulé « *Un coup de main d'Ambroise de Loré en Basse-Normandie, en 1431* » (1).

Le sujet, en lui-même, était attrayant et quelque peu romantique.

C'était le récit, d'après la *Chronique de Charles VII* par Jean Chartier, d'une de ces « courses » audacieuses dont les soldats du xv^e siècle, et en particulier notre vaillant capitaine manceau, Ambroise de Loré, l'un des compagnons d'armes de Jeanne d'Arc, nous ont laissé de si étonnants exemples. A l'intérêt militaire, au résultat très productif de l'expédition, s'ajoutait même, par une exception rare à l'époque, un épisode chevaleresque qui donnait un caractère encore plus français à ce « raid de cavalerie » digne de nos plus brillants officiers des temps modernes.

A la fin du mois de septembre, Ambroise de Loré, alors capitaine de Saint-Cénery, était parti à l'improviste des rives de la Sarthe à la tête de sept cents hommes, que commandaient sous ses ordres deux intrépides lieutenants, Pierre Ferrebourg, capitaine de Bonsmoulins, et Pierre Jaillet.

(1) Revue historique et archéologique du Maine, tome III (1878), p. 279, et à part, Mamers. Fleury et Dangin, in-8 de 29 p. avec plan.

Sous la conduite de guides sûrs, « par les vallées et païs couverts », il avait trouvé moyen de traverser, sans être signalé, toute la Basse-Normandie hérissée de forteresses anglaises ; de passer l'Orne à gué à trois lieues au-dessous de Caen ; de tomber comme la foudre sur la grande foire de Saint Michel, qui se tenait aux portes de la ville, sous les murs de l'abbaye Saint-Etienne, et avant même que la garnison anglaise ait pu organiser la résistance, de faire une rafle fantastique de prisonniers et de marchandises.

Puis, après avoir repassé l'Orne, « à une croix près du gué, raconte Jean Chartier, de Loré avait fait arrêter toute sa compagnie avec les prisonniers, et avait fait crier à son de trompe, de par le Roy de France et le duc d'Alençon, que tout homme d'armes qui avait prisonnier prêtre ou homme d'église, le renvoyât et délivrât franchement ; que tous vieux hommes, jeunes enfants et pauvres laboureurs, qui n'étaient pas de prise, fussent pareillement renvoyés, et que tous ceux qui auraient quelque chose à dire à l'encontre vinssent le lui dire au pied de la croix, pour ce pouvoir au cas ainsi qu'il appartiendrait » (1).

Un autre historien assure même qu'à ce moment Ferrebourg ayant amené à son chef une jeune fille, « qui était un miracle de beauté », Ambroise de Loré, en vrai chevalier, s'empressa de donner à la belle prisonnière une escorte sûre et de la faire reconduire à Falaise, chez ses parents !

Au dire de Jean Chartier, huit ou neuf cents prisonniers eussent été ainsi délivrés ; cinq cents seraient parvenus à s'échapper, et il en serait resté encore près de trois mille de bonne prise, qu'Ambroise de Loré eût ramenés avec lui jusque dans le Maine.

Ces chiffres, sans doute, sont très exagérés. La généreuse conduite du capitaine de Saint-Cénery et le prodigieux succès de son expédition — qui fait songer à la prise de la smala d'Abd-el-Kader — n'en restent pas moins incontestables.

Reconstitué avec de nombreux détails topographiques et historiques, sous une forme littéraire qui trahissait peut-être encore

(1) Jean Chartier, « Chronique de Charles VII, » édit. Vallet de Viriville, 1858, I. p. 150-153.

une imagination de vingt ans, le récit que nous avons publié en 1878 avait été accueilli avec une très encourageante faveur. Il a même eu l'honneur de n'être pas oublié. En 1887, « un arrière-neveu de Jeanne d'Arc » s'en autorisait pour faire relever, dans une cérémonie solennelle, la vieille croix du gué de Percoville, où nous avions cru pouvoir placer le passage d'Ambroise de Loré (1), et l'année dernière encore, à l'occasion de la foire Saint Michel de 1921, un journal de Caen reproduisait, bien à notre insu, un résumé de cet article déjà si vieux (2).

On excusera donc aujourd'hui l'auteur de ne pas l'oublier lui-même, et de ne pas attendre davantage pour fixer un point de chronologie qu'il n'avait pu établir définitivement en 1878.

A cette époque, en effet, la date de la course d'Ambroise de Loré demeurait indécise. Parmi les chroniqueurs contemporains et les historiens modernes, nos meilleurs maîtres, les uns la plaçaient en septembre 1431 ; les autres en septembre 1432. La première de ces dates nous ayant paru plus conforme à l'ensemble des événements, nous l'avons adoptée, mais sans prétendre l'imposer, faute de document décisif.

Or, ce document décisif, cette preuve exigée par l'érudition, nous les avons trouvés depuis dans une lettre de rémission d'autant plus importante, qu'en mettant nominativement en scène « un notable bourgeois et marchand » de Caen, fait prisonnier à la foire Saint Michel, elle confirme à la fois le fait même de la course et la date de 1431.

Par contre, ce « notable bourgeois et marchand », trop riche pour son malheur, ne profita en rien de la générosité plus ou moins désintéressée d'Ambroise de Loré. Prisonnier de Ferrebourg personnellement, il fut ramené dans la forteresse de Bonsmoulins (3), rançonné à deux mille salus d'or (4), et contraint de

(1) « Croix commémorative : Scène touchante qui se passa près de la vieille croix de Percoville... », Caen, Delesques, 1887, in-8 de 16 pages.

(2) *La Croix du Calvados*, 23 septembre 1921.

(3) Bonsmoulins, canton de Moulins-la-Marche, arr. de Mortagne (Orne).

(4) Vers cette époque (en 1434), le salut d'or équivaut à 28 sols 4 deniers tournois en monnaie de France et pèse environ 4 gr. 1276. Frappé pendant qu'Henri VI était maître d'une partie de la France, il tirait son nom de ce que la salutation angélique y était représentée.

faire appel, à défaut de famille, au dévouement d'un ami pour tâcher de réunir la « finance » nécessaire à sa délivrance.

Donnée à Paris, *le pénultième jour du mois de décembre 1432*, la lettre de rémission est accordée à cet ami, Guillaume du Val, de Harfleur, qui, comme nous le verrons, avait fini par se mettre dans un mauvais cas vis-à-vis de l'autorité anglaise.

En voici le début essentiel ;

« Henry, par la grâce de Dieu Roy de France et d'Angleterre, savoir faisons à tous présens et advenir, Nous avoir reçu humble supplicacion de Guillaume du Val, aagié de xl ans ou environ, natif de la ville de Harrefleu et à présent retrait et demourant en la ville d'Argenthen, contenant comme lui et ses prédécesseurs, par le moien de marchandise, aient eu leur vie, estat et susten-tacion. Et à ceste occasion, ait ycelui suppliant eu et encore ait congnoissance d'un notable bourgeois et marchand de nostre dite ville de Caen, nommé Pierre Edouard, lequel marchand, *le jour Saint Michiel ot un an, qui estait jour de foire séant près et hors ladite ville de Caen, fut pris par nos ennemis et adversaires qui pour lors firent une course sur ladite foire*, et mené prisonnier en la forteresse de Bonsmoulins.

« Auquel lieu ycelui Pierre Edouard a esté rançonné et mis à la somme de deux mil saluz d'or, droiz et despens, deux draps d'argent et plusieurs menues parties. Lequel Edouard, considérant qu'il n'avait pas enfant de son corps yssant, ne personne qui de sadite finance se voulût entremettre, pour les dangers de la guerre qui lors estaient et encore sont entre ladite ville de Caen et ledit lieu de Bonsmoulins; aiant confiance audit suppliant, dont il avait assez cognoissance parce que plusieurs fois ils avaient fait et fait fait de marchandise ensemble, lui fist savoir qu'il voulût penser de son fait et délivrance, et pour ce faire lui envoya sauf conduit de nos ditz adversaires. (1) »

Ce texte est bien net. Du rapprochement de la date qu'il assigne à la course sur la foire Saint-Michel — l'année précédente — avec la date de la lettre de rémission — 30 décembre 1432 — il paraît

(1) Archives nationales, JJ. 175, fol. 54.

résulter désormais sans discussion que l'extraordinaire expédition d'Ambroise de Loré eut bien lieu en septembre 1431.

Le document n'en apprend pas plus long sur le sort de l'infortuné « bourgeois et marchand » Pierre-Edouard, qui pût bien rester dans les basses-fosses de Bonsmoulins jusqu'à la reprise de cette place par les Anglais en 1433; mais il donne sur les aventures postérieures de son confrère « en marchandise » Guillaume du Val, quelques détails intéressants au double point de vue des mœurs et de l'histoire politique du pays.

En homme prudent, tout d'abord, Guillaume du Val avait tenu à joindre au sauf-conduit français qui lui avait été envoyé de Bonsmoulins un « congié » anglais du sire de Willughby, lieutenant du roi d'Angleterre en Normandie. Sa conscience ainsi à l'aise à l'égard des deux partis, il s'était mis loyalement à la recherche de la « finance » réclamée par son ami.

Au cours de ses démarches à Argentan, il ne sût pas se défendre, malheureusement pour lui, de quelques relations compromettantes aux yeux anglais : relations avec des gens de Bonsmoulins qui lui demandent « de se tirer à eux, au cas où ils viendraient devant ladite ville d'Argenthen » ; relations avec deux religieux Jacobins de cette ville, Frère Guillaume Payan et Frère Jehan Laisné, qui un jour, lui offrent « sa part d'un pot de vin », et un autre « lui font faire bonne chière de bœuf, mouton ou autre viande », en compagnie aussi d'un compagnon de la garnison française de Bonsmoulins, tant bien que mal déguisé.

Ces religieux Jacobins, aux invitations si séduisantes, sont, en effet, de dangereux conspirateurs. Partisans dévoués de la cause française, ils sont, comme leur éloquent confrère de Chartres Pierre Sarrazin, si bons patriotes « qu'après la feste Saint Michiel dernier passée (29 septembre 1432) », il tenteront, avec d'autres complices « de traire et livrer [aux Français] ladite ville et chastel d'Argentan, et que pour ce fait, ils seront prins et arrestés prisonniers ».

Bien que Guillaume du Val, à l'exemple d'autres habitants, « se fut rendu sur les murs, armé et habillé, quand en la ville fut crié « Alarme ! trayson ! » il fut, lui aussi, arrêté et jeté dans les prisons d'Argentan à la suite de l'échec de la conjuration.

Les Anglais lui reprochèrent au moins de n'avoir pas dénoncé ses amis les Jacobins et les gens de Bonsmoulins qu'il avait rencontrés avec eux. Pour lui faire avouer ce qu'il savait, ou ce qu'il ne savait pas, « ils le gehechèrent en telle manière qu'ils lui démirent un bras et une jambe, par quoy il est en voie que jamais ne se puist aider de membre ».

En considération de tant d'infortune, « de sa grant misère et povreté de corps », le roi d'Angleterre finit par accorder à Guillaume du Val la lettre de rémission du 30 décembre 1432.

Que devinrent, eux, les deux dominicains Fr. Guillaume Payan et Fr. Jehan Laisné ? Le complot patriotique, auquel ils avaient activement participé, avait-il été provoqué par la garnison française de Bonsmoulins ou de quelque autre place voisine ? Avait-il été encouragé par la sanglante défaite que venaient d'infliger peu de temps auparavant, dans un combat épique, près de Rasnes, trente Français de Saint-Cénery à trente Anglais d'Argentan (1), ou par l'apparition récente (août 1432) du duc d'Alençon devant Laigle (2) ? Nous ne saurions le dire, car, jusqu'ici, nous ne connaissons ce complot que par la mention ci-dessus, et nous devons laisser à nos confrères de l'Orne le soin d'en approfondir les détails.

Nous ajouterons seulement, qu'en avril 1432, Argentan avait pour capitaine « Messire Jehan de Montagu, chevalier, bastard de Salisbury », avec une garnison de dix lances à cheval, dix lances à pied et soixante archers (3); que cette garnison fut augmentée, en septembre, de plusieurs lances et vingt-deux archers « de creue »; que dans les derniers mois de 1432 enfin, les affaires allaient assez mal pour les Anglais autour d'Argentan. Non-seulement les Français avaient réoccupé le château d'O l'année précédente, mais dès le 1^{er} octobre, Alençon même se sentait sérieusement menacé (4).

Il faudra qu'à la date du 6 novembre, Robert de Willughby, lieutenant du roi d'Angleterre en Normandie et capitaine général

(1) Jean Chartier, *Chronique de Charles VII*, p. 147. D'après Odolant-Dernar « *Histoire d'Alençon* », II, 46, le combat de Rasnes aurait eu lieu à la fin de septembre 1432.

(2) Bibl. nationale, Fs. Fr. 26056, n° 1890.

(3) Bibl. nationale, Fs. Fr. 26055, n° 1704 et 1790.

(4) Bibl. nationale, Fs. Fr. 26056, n° 1918.

de six cents lances à cheval, arrive de sa personne à Argentan (1), et ce n'est qu'à partir du mois suivant que les Anglais pourront commencer à dégager cette ville en reprenant le château d'O (décembre 1432).

Bien plus, au mois de janvier 1433, ils auront encore, aux environs d'Argentan, une chaude alerte. Les Français parviendront à réoccuper « l'église et forteresse de Mgr Saint-Gervais de Sées », et il semble que ce succès ait été également préparé par un complot, qui, cette fois, réussit. Aux termes de la capitulation consentie deux mois plus tard aux habitants de Séez, la ville eût été « baillée et livrée aux ennemis et adversaires du Roy d'Angleterre cautuleusement, par aucuns traîtres ».

En tout cas, les Français réoccupèrent si solidement ce fort Saint-Gervais de Sées, qui renfermait la cathédrale, le palais épiscopal et le cloître des chanoines, que l'événement causera une vive émotion au gouvernement anglais et paraît avoir été le motif déterminant de la grande campagne du comte d'Arundel en 1433-1434.

Dès le 18 février 1433 (n. st.), en effet, à la suite de renseignements recueillis par les espions que Willughby avait envoyés à Séez et à Alençon, des lettres du duc de Bedford datées de Rouen, établiront Arundel « son lieutenant sur le fait de la guerre au duchié de Normandie », et « pour la singulière confiance qu'il a en sa vaillance, loyauté et grande diligence », lui prescriront « de se traire aussitôt, avec la bonne et grande puissance qu'il a sous luy, au dit lieu de Sées et en la marche prochaine à l'environ, pour recouvrer ladite ville de Sées, en faire vider les adversaires et aussy des autres places par eux occupées. »

Arundel, certes, ne perdra pas de temps. Le 1^{er} mars, il sera déjà devant Séez, dont il commencera le siège et d'où il expédiera, par l'intermédiaire du vicomte de Falaise, d'importantes instructions aux baillis de Caen et du Cotentin, au capitaine de Coutances, aux lieutenants de Caen, de Vire, d'Avranches, de Tombelaine, au vicomte de Vire.

Le 10 mars, après une dizaine de jours de siège, il sera maître

(1) Arch. nationales, K. 63, n° 1912.

de la ville, et en vertu des pouvoirs exceptionnels qui lui sont attribués, il accordera « au chapitre, gens d'église, bourgeois, manans et habitans, une capitulation, que le Roi d'Angleterre ratifiera lui-même par lettres datées de Paris, le 22 mai 1433 » (1).

Moins heureux que celui de Séez, le nouveau complot que nous signalons aujourd'hui à Argentan, en octobre 1432, a cependant un double intérêt historique. Contrairement à certaines assertions jadis trop généralisées, il témoigne, au moins chez les Dominicains du couvent d'Argentan, de sentiments tout aussi français que chez les religieux des autres Ordres (2). Il contribue surtout à prouver avec les nombreux faits analogues (3), l'attachement des populations normandes à la cause nationale, attachement qui se manifestera d'ailleurs, les années suivantes, par de véritables insurrections populaires.

Robert TRIGER.

(1) Ces dates et ces faits sont exclusivement établis d'après des documents inédits des Archives et de la Bibliothèque Nationales (lettres de rémission et quittances), que nous nous réservons de faire connaître un jour plus complètement.

(2) V : Siméon Luce. « Jeanne d'Arc à Domrémy », et R. P. Chapotin. « La guerre de Cent-Ans et les Dominicains, Paris, Lecoq 1890. — Le couvent des Jacobins ou Dominicains d'Argentan avait été fondé en 1290 par un généreux bourgeois de la ville. C'était l'une des principales maisons de l'Ordre en Normandie et un chapitre provincial y avait été tenu en 1409. Au XVII^e siècle, l'un de ses religieux, Marin Prouverre, écrira une « Histoire ecclésiastique du diocèse de Sais », dont le manuscrit est aujourd'hui aux archives de l'Orne.

(3) A Argentan même, une tentative de ce genre, pour livrer la ville au duc d'Alençon, est signalée en octobre 1428, dans un document anglais publié par Stevenson. « Letters and Papers during the reign of Henri VI », II, p. 85.

EXTRAIT DES REGISTRES PAROISSIAUX

DE

SAINT-MARTIN DE SABLÉ

(Suite).

1629. — Hault et puissant seigneur messire Urban de Laval, seigneur de Boisdaphin, capitaine de cent hommes d'armes des Ordonnances du Roy, conseiller en ses conseils d'Estat et privé, et en sa cour de parlement, chevalier de ses ordres, marquis de Sablé, premier mareschal de France, épouz veuf de haulte et puissante dame Magdelaine de Montécler, décédée à Paris le 11 de may 1612 (le corps de laquelle fut amené en ceste ville, le 31 may 1612 et le lendemain par plusieurs ecclésiastiques et religieux conduit au Perray-Neuf), est décédé au chasteau de ceste ville, nous présent, le 27 mars 1629 à une heure après midy. Son corps a esté porté à Notre-Dame le 29. Et le 10 d'apvril son cœur a esté porté à Bellebranche tous les religieux présents, six curés et trente prêtres. Et le 21 de juin leurs corps ont esté portez au couvent de la Salle en Précigné.

1631. — Honorable Françoise Caille, femme d'honorable Robert Buscher, ma tante, est décédée à Morannes le 23 may et le lendemain ensepulturée par M. le curé de Chemiré en l'église de Morannes, en cet an 1631.

1631. — Illustrissimus et Reverendissimus Père en Dieu Gilles de Souvré (1), très digne evesque d'Auxerre, abbé de Saint-Kalais et des deux Saint-Fleurent, thrésaurier de la Sainte-Chapelle, conseiller du Roy en ses conseils, est décédé à Paris de contagion le 6 octobre 1631.

(1) Gilles de Souvré, frère de Madame de Sablé. Victor Cousin date sa mort au 19 septembre. Il avoit d'abord été évêque de Comminges puis transféré à Auxerre.

1632. — Honorable Pierre Pellier, sieur de Loysillière, mary d'honorable Renée Ory, ma cousine germaine, est décédé le 28 septembre et le lendemain ensepulturée en l'église Notre-Dame, devant le crucifix soubz nostre grande tombe, plusieurs curez et religieux présens, en cet an 1632.

1633. — Passai au Mans pour nostre synode pendant la moitié du mois dernier (may 1633).

1633. — Honorable femme Renée Caille, femme d'honorable M^e Guillaume Ory avocat, ma tante, est décédée et ensepulturée par vénérable et discret M^e Charles Thion, curé de Notre-Dame, en nostre chapelle de Bannette en ladite église le 26 décembre 1633.

1635. — Honorable Robert Buscher, veuf d'honorable Françoise Caille ma tante, est décédé subitement à Morannes le 31 may 1635 et le 1^{er} juin ensepulturé par le s^r curé dudit lieu en son église. C'estoit mon bon amy et bienfaiteur.

1636. — Honorable Simon Le Maistre, veuf de honneste femme Charlotte Caille ma tante, de la paroisse de Nostre-Dame, est décédé le 18 décembre et ensepulturé le lendemain en ladite eglise par le sieur curé d'icelle, en cet an 1636.

1637. — Vénérable et discret M^e Nicolas Chaloine, prêtre, autrefois curé de Notre-Dame, prieur de la Cropte, chappelain de Sainte-Catherine de l'Eglise du Mans et de Saint-Mâlo au chateau de Sablé, est décédé le 14 may et le lendemain ensepulturé enladite église Notre-Dame par le sieur curé d'icelle, plusieurs curez, ecclésiastiques presents, ledit an 1637.

1637. -- Illustrissime et Reverendissime Charles de Beaumanoir, très digne evesque du Mans, est décédé d'une rétention d'urine le 21 de novembre 1637 à mon grand regret et de tous les gens de bien. Auquel a succédé Illustrissime et Reverendissime Emery Marc de la Ferté.

1639. — Honorable Céline Vyault ma tante, veuve d'honorable M^e Jehan Thiberge, demurant à Saint-Denis-d'Anjou, est décédée et ensepulturée par nous curé le 3 octobre 1639.

1639. — M^e Julian Courtays, mon sacriste n'a voulu m'assister pour donner l'extrême-onction à un autre malade.

Honneste homme Julian, seigneur des Mazures, mary de Jehanne Reimande est décédé le 18 de novembre et le lendemain

ensepulturé par nous curé en nostre petit cimetière, en cet an 1639. Depuis un an il s'estoit converty de la religion prétendue réformée à nostre sainte religion en laquelle il a vescu et est mort saintement. *Sacris oleis receptis*.

1640. — Du registre des sépultures de Saint-Pierre de Précigné : Le mardy cinquième jour de juin mil six cent quarante, décéda sur les huit heures du soir hault et puissant seigneur messire Philippe-Emmanuel de Laval, marquis de Sablé et seigneur de Boisdauphin, aagé de quarante huit ans ou environ, et mourut au chasteau de Boisdauphin d'une apoplexie et ne fut mallade que troys heures. Et le lendemain au soir, son corps fut porté aux Cordeliers de la Sale, les entrailles furent enterrées à Saint-Pierre, soubz le banc de Boisdauphin devant le cœur, et le cœur dudit seigneur fut porté en l'église de Nostre-Dame de Sablé.

1640. — Hault et puissant seigneur messire Philippe-Emmanuel de Laval, chevalier et marquis de Sablé, seigneur de Boisdauphin, etc, et mary de haulte et puissante dame Magdeleine de Souvré, est décédé subitement au Boisdauphin le 5 de juin 1640. Son corps a esté porté le 6 au couvent des P. Franciscains de la Salle de Précigné, et son cœur a esté apporté par nous curez de Sablé, de Courtilliers et de Boessay, avec plusieurs ecclésiastiques, de nuit, en l'eglise Notre Dame de Sablé, le 19 de juin 1640.

1640. — Henri de l'Eglise, escuier, alleman de nation, antien serviteur de la maison de Monseigneur le mareschal de Boisdauphin, mary de demoiselle Renée Gaigeard ma proche parente, est décédé au chasteau de cette ville le 23 de septembre et le lendemain ensepulturé en nostre église par le sieur curé de Nostre-Dame, plusieurs curez, ecclésiastiques et religieux de Bellebranche et du Perray présents, en cet an 1640 (1).

(1) HENRI KERKER. — C'était un gentilhomme allemand qui s'appelait autrement Henri de l'Eglise, car le mot de Kerker est un mot allemand qui signifie église. Il fut amené à Sablé par le maréchal de Boisdauphin auprès duquel il avait servi longtemps dans les armées et avec réputation. Il épousa à Sablé Renée Gageart, fille de Julien Gageart et de Jeanne Gohory, de laquelle il eut deux filles. Après sa mort, sa veuve se remaria à Séraphin Riballier, docteur en médecine, veuf en premières nocces de Marie Le Maistre et en deuxièmes de Catherine Perdrier. J'apprends du registre des naturalités de la Chambre des comptes de Paris qu'il étoit de Wistbourg en Franconie, et qu'il fut naturalisé

1641. — Honorable femme Anne Caille, âgée de 75 ans, veuve d'honorable hôte M^e Jehan Vyault, licencié en droit, avocat à Sablé, décédé et ensepulturé à Rochefort-en-Anjou le 27 juillet 1591, père et mère de M^e François Vyault, pbr. curé de Saint-Martin de Sablé. Ladite Caille, maintenant femme d'honorable Pierre Loiseau sieur de la Chauvinière est décédée le 22 juillet et le lendemain ensepulturée en ladite eglise de Saint-Martin par le sieur curé de Notre-Dame dudit Sablé, plusieurs eures et ecclésiastiques présents en cet an 1644.

1641. — Honorable femme Christoflette Ragane, veuve d'honorable homme François Thion, sieur de la Groye, père et mère de messire François Thyon, doyen de Saint-Laud d'Angers, Charles Thyon curé de Nostre-Dame, Christophe Thyon curé de Bouchemaine près Angers et de Pierre Thyon baillif de Sablé, mary de Marthe Ory, ma cousine germaine, est décédée à la Hartempie, paroisse de Juigné, le 22 novembre et ensepulturée en l'eglise de Notre-Dame par vénérable et discret M^e Antoine Thyon, curé dudit Juigné, le 24 dudit mois, plusieurs curez et ecclésiastiques présents en cet an 1641.

(Les deux curés de Nostre-Dame et de Saint-Martin de Sablé, cousins issus de germains perdirent leurs mères, ainsi qu'on le voit, la même année à quatre mois de distance.

1642. — Messire Gabriel du Guesclin, sieur de....., mary de demoiselle Renée Nepveu, ma proche parente, est décédé le 1^{er} décembre et ensepulturé en nostre église par vénérable et discret M^e Charles Thyon, bachelier en théologie, curé de Nostre-Dame le 3 du mois en ceste année 1642, plusieurs curez, ecclésiastiques et religieux présents.

1642. — En cette année et mois est mort M. le cardinal Richelieu, duquel toutes les histoires parleront.

1643. — Arrivée du cœur de la reyne mère du Roy Marie de Médicis, reyne de France et de Navarre, lequel a esté pris au col-

français au mois de juillet 1623. Il est appelé dans les lettres Henri de l'Eglise et non pas Henri d'Eglise ni Henri Kerker. Elles sont au feuillet 23 du registre des naturalités commençant en 1635 et finissant en 1640 : il y est qualifié gentilhomme. Ménage, *Hist. de Sablé*, 2^e partie, p. 175. V. sur la pénétration allemande, l'important ouvrage de M. J. Mathorez, *Les Étrangers en France sous l'ancien régime*, Paris, Champion, tome II.

lège royal des Révérends Pères Jésuites avec celui de deffunct roy Henri le Grand, 4^e du nom.

1643. — Louis le Juste victorieux et conquérant, 13^e du nom, Roy de France et de Navarre, est décédé à Saint-Germain-en-Laye le 14 may, iour de l'Ascension 1643, auquel iour 14 may 1610 son père Henri le Grand fut tué. Louis XIV âgé de 4 ans 9 mois lequel iour luy a succédé. Dieu le veuille bénir, et donner bonne et heureuse vie.

1644. — Ledit iour 16 juin M^e Julien Courtays s'est montré plus sage qu'auparavant et après une absence de six jours.

1644. — Hault et puissante dame Anne-Marie de Riants, épouse de hault et puissant seigneur Urban de Laval (1), chevalier, seigneur marquis de Sablé et du Boisdauphin, est décédée à Paris le 6 novembre, pour laquelle nous avons faict service solennel en nostre église le 12 novembre et en l'église Notre-Dame le 14, plusieurs curez et ecclésiastiques présents en cet an 1644. Auquels services ont aussy assisté plusieurs religieux de Bellebranche et du Perray. Et le 16 novembre les religieux de Solesmes ont faict service solennel en ladite église de Notre-Dame.

1646. — Honorable femme Jehanne Caille ma tante, femme d'honorable Balthazar Larcher, sieur de la Romanière, est décédée le 24 de may et le lendemain ensepulturée en l'église de Notre-Dame par vénérable et discret M^e Xristophe Perdrix, curé de Gastines, en cet an 1646.

1646. — Hault et puissant seigneur Messire Gilles (2), marquis

(1) Urbain II, fils aîné de Philippe-Emmanuel et de Madeleine Souvré.

(2) Victor Cousin dans son ouvrage sur *Madame de Sablé* l'appelle Guy. « Le beau et brave » d'abord appelé chevalier de Boisdauphin puis marquis de Sablé, un des amis particuliers de Condé. — Victor Cousin dans ce même ouvrage donne quatre enfants à Philippe-Emmanuel et à Madeleine de Souvré Marie de Laval religieuse à Saint-Amant-de-Rouen, Henry évesque de la Rochelle, Urbain qui continua la lignée et Guy. Or, d'après les registres de l'église Notre-Dame de Sablé, il y en eut six. L'aîné Urbain naquit à Paris le 16 octobre 1618 et fut baptisé à Sablé le samedi 12 octobre 1619 par le curé Claude de la Luzerne : parrain le maréchal, marraine Catherine de Neufville épouse de Ch. de Souvré, marquis de Courtenvaux. — Le deuxième Henry-Marie qui devint évêque de la Rochelle, naquit le samedi 11 janvier et fut ondoyé le même jour ; le 2 mars 1620 eurent lieu à Notre-Dame de Sablé le supplément des cérémonies du baptême, administré par Guillaume de la Varenne, évêque d'Angers, la reine Marie de Medicis présente fut sa marraine, le maré-

de Laval, chevalier, maréchal de camp des armées du Roy au siège de Dunckerque, mary de haulte et puissante dame Anne Séguin (1) a été blessé au siège de Dunckerque le 1^{er} octobre, de laquelle blessure il est mort le 18 dudit mois et an 1646. Nous en avons fait les services en l'église Notre-Dame les 3 et 5 de novembre audit an, au dernier desquels ont assisté plusieurs curez, ecclésiastiques et religieux de Bellebranche et du Peray, et en nostre église nous avons chanté un trentain et fait service solennel le 19 dudit mois, en lequel M. Hauréau de l'Oratoire d'Angers a fait une oraison funèbre, plusieurs présents.

1647. — Vénérable et discret M^e Jehan Caille, licentié en droitz, prêtre doyen et chanoine de l'église royale et collégiale de Saint-Pierre-de-la-Cour, et chappelain du Gué-de-Maulny au Mans, est décédé audit lieu le 16 octobre et le 18 ensepuluré en ladite église de Saint-Pierre en cet an 1647. Il étoit mon oncle maternel et âgé de 85 ans.

1648. — Illustrissime et Révérendissime Emeric Marc de La Ferté, très digne Evesque du Mans, est décédé le 30 et dernier jour d'avril, au très grand regret des prêtres, audit jour et an 1648 : auquel a succédé Illustrissime et révérendissime seigneur Philibert-Emmanuel de Lavardin.

1649. — Illustrissime et Révérendissime Claude de Rueil, très âgé evesque d'Angers, est décédé audit lieu le 20 janvier 1649.

chal de Boisdauphin, son grand-père fut parrain. (L'évêque de la Rochelle mourut en 1693). — Le 3^e Gilles et non Guy naquit le 6 janvier 1622 fut baptisé le 23 août de cette même année par Pierre de Santere, aulmonier du maréchal, en l'église Saint Pierre de Précigné, parrain son oncle Gilles de Souvré évêque de Comminges, marraine haulte et puissante dame Françoise de Montboucher dame dudit lieu et de Xaintevy. — Le 4^e Jacques né le 3 février 1628 fut baptisé en l'église Notre-Dame de Sablé par le curé de cette paroisse J. de Boisjordan le 23 février même année, parrain Messire Jacques de Souvré, marraine *Armande-Marie fille audit seigneur marquis*. — La 5^e Françoise baptisée par M^e Charles Thion curé de Notre-Dame de Sablé le jeudi 25 janvier 1635 eut pour parrain et marraine Pierre Gaillard et René Houdebert fille « pauvres enfants choisis pour cest effect » porte l'acte de baptême, et pour qui, ne sachant signer, signèrent à l'acte honorable Hillaire Forestier, maistre d'hôtel du seigneur de Boisdauphin, noble Jehan le Varliot de la Verchère lieutenant ordinaire au siège dudit Sablé, et chevalier Pierre de Lorme receveur du marquisat. — 6^e Armande-Marie, dont l'acte de baptême ne figure pas à Sablé, mais qui fut marraine de son frère Jacques en 1628, il est à présumer que c'est elle qui fut religieuse à Saint-Amand de Rouen, ainsi que dit Victor Cousin ne l'appelant que Marie.

(1) Fille du chancelier Segulier et non Séguin comme il est dit ici.

1649. — Honorable Pierre Loyseau, sieur de la Chauvinière, âgé de 98 ans, veuf d'honorable Anne Caille ma mère, est décédé le 6 d'avril et le lendemain ensepulturé en mon église par le sieur Thion, curé de Nostre-Dame, plusieurs curez et ecclésiastiques me amis presents en cet an 1649.

1650. — Vénérable et discret M^e Jacques Mesnier, bachelier en théologie, curé de Notre-Dame du Pré au Mans, âgé de 77 ans mon parent et grand amy, est décédé le 22 aoust et le lendemain ensepulturé en son église en cet an 1650.

1651. — Les sépultures se firent dans le petit cimetière à cause que les grandes eaux ont emporté tous les grands ponts du côté de l'Isle. Cela dura du 15 juin 1650 jusqu'en avril 1651.

1652. — Honorable femme Françoise Loyseau, ma sœur utérine et unique, femme et honorable Denys Houdouin, sieur de Vaiges, est décédée en la paroisse Notre-Dame le 9 janvier et ensepulturée, le lendemain, par le discret M^e Thion curé de Notre-Dame en mon église, plusieurs curez et ecclésiastiques présents en cet an 1652.

1652. — Jehanne Rabeau, fille âgée de 55 ans qui m'a servy et deffuncts mon beau-père et ma mère plus de 26 ans, après une longueur de deux ans et demy de maladie, est décédée vers le 14 de mars et ensepulturée dans mon église en cest an 1652. Elle a fondé un anniversaire le jour de son obit pour lequel elle a laissé à la fabrice 3 # de rentes. La sépulture a été faicte par le discret sieur Thion, curé de Notre-Dame, plusieurs ecclésiastiques présents.

1652. — Honorable femme Catherine Le Jeune, femme de noble René Grudé, sieur de la Chesnaye, commissaire de la marine, est décédée le 14 de septembre et le lendemain ensepulturée en mon église par nous curé, plusieurs ecclésiastiques présents, en cest an 1652. Lesquels ont donné le Tabernacle où repose le Saint Sacrement sur le grand autel et un ornement de taffetas rouge à fleurs. A son service ont assisté plusieurs curez religieux et ecclésiastiques.

Le dernier décès enregistré par le curé François Vyault est celui d'une femme Fourrier, née Renée Bellangeard, à la date

du 16 avril 1653. Ce fut en cette année qu'il résigna sa cure de Saint-Martin à son neveu François Houdouin qui n'étoit pas encore prêtre.

Le curé François Vyault administra l'église Saint-Martin pendant 41 ans, et mourut à Sablé le 19 d'aoust 1668 à l'âge de 81 ans. Il étoit alors chapelain de la Roche-Talbot en Souvigné(1). Il fut ensepulturé dans son église de Saint-Martin par son bon ami le curé de Boessay, M^e Estienne Briodan.

(A suivre).

L. VIELLE.

(1) Due à Macé d'Anjou, en 1344, la fondation de la chapelle de la Roche-Talbot étoit double, en ce sens que cette chapelle, dite plus tard chapelle Sainte-Marguerite de Vauvert, étoit fondée à la fois en l'église de Souvigné et au château de la Roche-Talbot. Ceci explique pourquoi on trouve parfois, à la même date, deux chapelains de la Roche-Talbot. — Marquis de Beauchesne, *Le Château de la Roche-Talbot et ses seigneurs*, p. 30, 225.

LA VIE D'HÉROISME ET D'AVENTURE

Pendant la Révolution.

(Suite et fin).

Comment on sauve la République

Comme l'oiseau revient à son nid, nos incorrigibles ecclésiastiques, subitement dispersés, vont peu à peu rentrer au pays et se réunir de nouveau dans la maison des Gaignot, toujours hospitalière à la foi et au courage.

Pour les recevoir, l'héroïque famille est au complet, car Jacqueline Pancheron et ses deux filles ont été enfin libérées. Aux Gaignot, il convient même d'associer désormais leurs successeurs et locataires, les Rémond, qui pour avoir imité leur charité et leur audace ont partagé les mêmes épreuves. Ils sont toujours prêts à soutenir les réfractaires, tel ce Janvresse auquel ils envoient dans sa prison de Chartres les 50 # utiles à son entretien (1), toujours ingénieux à favoriser le culte clandestin, comme les baptêmes et les mariages où ils servent de témoins, et, si le Tribunal n'ose pas les maintenir en prison, c'est « pour ne pas nuire à leur commerce » de boulangers et ne pas faire crier le peuple.

Le premier, semble-t-il, Hersant vient au début de l'hiver 1795 frapper à la porte de la *Pareille* et louer au second étage, sur la cour, « un appartement garni et indépendant », qu'il connaît bien pour l'avoir habité au début de l'année. Bientôt arrivent l'abbé Bigot et probablement le fils de la maison, Pierre, dont nous ignorons si l'aventure de Mamers eut pour lui des conséquences tragiques. Moins heureux Jumeau est en prison : il y restera toute

(1) Archives de la Sarthe, L. 380 (dossier Jumeau).

l'année 1796, attendant la scie magique qui va le délivrer. Le 9 avril 1797 il accourt chez les Gaignot et raconte le tour qu'il a joué aux Républicains. De Mamers on l'avait donc interné à l'Hospice de la Visitation « dans une cellule fort exigüe et bien cadenassée » qu'il dût partager avec Nicolas Guyon, vicaire de Ruillé-sur-Loir. Un matin prisonnier, le jour de sa libération, leur remit une scie et une corde... Certes aucun « poisson d'avril » ne pouvait leur être plus utile ! Huit jours durant ils travaillent à faire dans la cloison en bois un trou par où ils pourront pénétrer dans la chambre voisine, et au soir du 9 avril, tandis que le concierge Jean Cadoust souffrait au lit d'une forte fièvre et que sa femme bavardait dans la cour avec le poste, ils attachent vite la corde longtemps dissimulée à la fenêtre de la chambre et descendent dans la cour déserte. Mais en gens polis et soucieux de l'honneur d'autrui, ils avaient eu soin de laisser sur une table une lettre explicative (1).

On dut rire dans la maison des Gaignot d'où la vaillance chassait ordinairement la mélancolie, et chacun de raconter à l'heureux revenant les succès et les espérances du mouvement royaliste, en pleine lutte électorale. Déjà Bigot, avide d'air et de liberté, avait promis à la République, dans une lettre datée du 2 mars 1797, la soumission qui devait réparer son passé (2) et était rentré crânement à La Bazoge où les sympathies lui restaient acquises. Soucieux d'exercer ses droits de citoyen il avait, pour voter, signé à la mairie le 10 avril la promesse de fidélité aux lois et à la Constitution de l'an III, comme le fera un peu plus tard à La Bazoge aussi son voisin de Saint-Jean-d'Assé, l'abbé Sébastien Anjubault. Mais à juger de la renaissance générale du culte, on peut croire sans témérité que Bigot voulait surtout reprendre son ministère brutalement interrompu, et qu'à l'exemple de ses confrères il n'eut aucun scrupule à faire le 13 mai la déclaration exigée par la loi de police du 7 vendémiaire IV pour l'exercice des cultes (3). Est-ce qu'à l'appel des âmes lasses de persécution ne

(1) Archives de la Sarthe. L. 289 (dossier Jumeau).

(2) Archives de la Sarthe. L. 377, lettres de Bigot à l'Administration Centrale (10 février et 2 mars 1797).

(3) Registres de la Bazoge.

répondaient pas de tous côtés les prêtres fidèles, sortis de leur retraite ou rentrés de l'exil ?

Pour endiguer un apostolat parfois trop bruyant, l'évêque du Mans renvoyait dans la Sarthe en mai 1797 l'ancien archidiacre de Montfort l'abbé Charles Duperrier-Dumourier qui arrivait avec le titre d' « administrateur apostolique ». Actif, autoritaire et malin, le vicaire général devient vite une personnalité redoutable qui absorbe les autres pouvoirs, et qui, tout en sauvant les apparences, cherche à gouverner seul et à sa manière. Il se pose de suite en réformateur, inflexible sur les principes et assez dur pour les défaillances.

S'il veut connaître le diocèse, il a moins de confiance dans la simplicité de son collègue « le bonhomme Lecomte, » que dans le savoir faire de ses créatures. De l'abbé Hersant par exemple il fait son ami le plus intime, le confient de ses démêlés administratifs et le négociateur de ses projets ; mais en revanche il le charge d'enquêtes délicates, de rapports secrets sur les mœurs et le ministère des ecclésiastiques, fussent-ils des amis comme Bigot et d'Herbelin. Administrateur prudent et esprit positif, il ne veut pas de « racontars », mais beaucoup d'exactitude dans les « traits caractéristiques et les détails, » « des traits qui fixent d'une manière décidée ». Tel aussi un chef qui a peur de l'indépendance de ses soldats, il envoie Hersant aux directeurs de missions, par exemple au curé de Saint-Jean-de-la-Motte, pour leur dire de rester coûte que coûte à leur poste.

Le Conseil épiscopal ignore ce degré d'intimité et le vicaire-général a bien garde de le révéler. A Hersant qu'il appelle toujours par son nom de guerre il proteste maintes fois : « Soyez sûr, ma très chère et très aimable Carotte, que ni M. Le Comte, ni M. Le Tessier, ni qui que ce soit ne peuvent parler sciemment des relations que nous avons ensemble... Ils ne peuvent connaître le degré d'intimité qui est entre nous, aussi ai-je été le premier à vous faire sentir la nécessité d'être fort discret à cet égard. »

L'abbé Duperrier aimait sans doute chez Hersant le zèle hardi et finaud qui se jouait des commissaires et des espions. Aussi, ayant appris l'existence d'une cache où les patauds avaient réuni des objets cultuels, il lui confie qu' « avec un peu de ruse, avec de

l'argent, il serait bien plus sûr d'enlever sans bruit tout ce qui appartient à l'Eglise » que d'attendre de la paix une restitution problématique. « Ce serait un coup d'or » pour lequel « il n'aurait pas regret de sacrifier quelques louis pour récompenser une demi-douzaine d'honnêtes gens qui enlèveraient ce trésor ». Néanmoins il sait modérer les emballements instinctifs du succès et rappeler la prudence à cet Hersant qui a peut-être une foi trop grande dans son habileté légendaire et dans sa bonne fortune. « Il faut, lui écrit-il, savoir garder un juste milieu et surtout se défier des indiscrets. » Il recommande surtout un secret, « le principal secret », aussi « ne vous exposez pas trop et ne perdez pas de vue la fameuse cache qui doit vous mettre à l'abri des inquisiteurs. » Grâce à elle en effet, Hersant disparaissait toujours avec bonheur et conservait sans péril une correspondance utile mais dangereuse (1).

Cependant le secret n'était pas si bien gardé que les Patriotes, habitués d'ailleurs à ce genre de stratagème, n'en fussent avertis. Mais de nombreuses et minutieuses enquêtes chez les Gaignot n'avaient pas encore pu la découvrir, et Hersant continuait en 1797 comme les années précédentes à dire la messe, à dispenser les sacrements, à parcourir la banlieue comme la ville, présent partout et toujours invisible, se déroband sans cesse à la police qui croyait enfin le tenir... Mais la police, devenue le principal rouage administratif, allait bientôt avoir le dernier mot !

*
* *

Par une réaction normale, le succès trop bruyant de la Chouannerie devait renouveler la persécution révolutionnaire, tout comme le soulèvement vendéen avait provoqué la Terreur. La Révolution eut peur du Royalisme, redevenu assez fort pour faire rapporter le 24 août 1797 les lois anticléricales, et elle se sauva par le Coup d'Etat du 18 fructidor (4 septembre 1797), qui aurait ramené la politique aux pires heures de 1793 si elle avait eu partout

(1) Extrait des lettres saisies chez les nommés Gagnot, place des Halles, Poisson, place de la Réunion, au Mans, et Fleury, de Mamers, publiées par ordre de l'Administration centrale du département de la Sarthe. Imprimerie Monnoyer, an 7. — (Voir : Bibliothèque du Mans, Maine : 323).

la complicité des fonctionnaires. Le 19 fructidor, une loi de colère ordonnait aux émigrés rentrés de s'exiler à nouveau sous peine de mort et menaçait gravement leurs partisans. Le clergé, solidaire des émigrés, dut, pour continuer son culte, ajouter à tous ses serments antérieurs celui de haine à la royauté et à l'anarchie.

Dans la Sarthe, beaucoup de prêtres qui avaient profité de la période d'accalmie pour reprendre le culte public, l'abandonnent plutôt que de faire le nouveau serment, condamné par le vicaire général Duperrier, tels Aumont à Vaas, Lebouc à Mayet, Pillon à Saint-Mars-sous-Ballon, Lamarre à Mareil, etc. Au Mans et dans la banlieue, les réfractaires sujets à la déportation quittent précipitamment leur retraite trop connue : Hersant par exemple abandonne la maison des Gaignot et n'y vient plus qu'une ou deux fois la semaine, d'Herbelin quitte la Mayenne et vient se cacher au Mans, Gaignot et Jumeau qui ne sont pourtant pas sujets à la loi disparaissent un instant, Bigot erre dans la campagne, partout ce sont des prêtres fugitifs et traqués. Les plus calmes sont les ecclésiastiques infirmes ou âgés que la loi dispense de l'exil, l'Administration de la réclusion, et qui continuent « à se promener insolemment dans les rues du Mans » où leur air d'audace effraie, paraît-il, les patriotes. Les uns et les autres trouvent encore le moyen d'exercer leur ministère et de tenir des registres de catholicité, ce qui les soumet à la loi du 19 fructidor.

Avec une haine de renégat, le Commissaire Maguin les indique au zèle féroce de ses deux satellites les Commissaires de police Bergue et Ducy. Aux reclus « faites, dit-il, défense expresse de sortir de chez eux ; quant aux réfractaires, tâchez donc de découvrir leur repaire et de savoir l'heure de leurs cérémonies. Alors je vous autorise d'avance à faire des visites domiciliaires et si vous trouvez des déportables ou sujets à la détention en flagrant délit, arrêtez-les et menez-les à la Visitation (1). »

Certes Maguin pouvait s'autoriser de la loi du 3 brumaire IV (25 octobre 1795) qui à elle seule commande la seconde Terreur. Depuis deux ans, on avait par elle assez surveillé, poursuivi et

(1) Archives de la Sarthe. — L. 174, lettre de Maguin, 27 floréal VI (16 mai 1798).

exilé les prêtres ! Le 29 novembre 1797, trois ecclésiastiques encore partaient pour Rochefort, Lebouc de Verneil, Bellot de Ruaudin et Pillon de Saint-Mars-sous-Ballon ; le 7 mai 1798 y arrivaient Pichard et Leroy qui sous peu avec deux cents autres exilés partaient pour la Guyanne sur le vaisseau « *La Médée* ». Mais pour rafraîchir la mémoire et le zèle des fonctionnaires, une nouvelle loi, le 18 messidor VI (6 juillet 1798), vient reprendre les dispositions du 3 brumaire et donner une impulsion violente aux visites domiciliaires, qui dans le cours de l'été 1798 vont jeter un trouble si profond dans le monde ecclésiastique et dévot.

La première victime, parmi nos amis, fut d'Herbelin. Par la correspondance de l'abbé Duperrier, on sait que la conduite du curé de Melleray n'était pas exempte de reproches et que l'abbé Hersant fut chargé de lui porter les paternelles remontrances de l'autorité. En résulta-t-il entre les deux amis un léger froissement, ou n'est-ce que le fait du hasard et des événements ? Toujours est-il que d'Herbelin semble avoir abandonné la maison des Gaignot pour aller se cacher tantôt chez l'aubergiste Simon Cabaret, tantôt chez madame de Bellemare, rue du Puits-de-Quatre-Roues, surtout chez un fonctionnaire, Blin, greffier du juge de paix. Il a conté l'aventure qui lui était arrivée rue du Bourg-d'Anguy où il demeurait avec l'abbé Dupuy, curé d'Evailé : « Hier à 9 heures et demie comme j'étais chez Cabaret, j'ai eu la visite des deux Commissaires de police Duci et Bergue, mais ils ne m'ont point vu, ils ont fait une visite de deux minutes, ont reçu des sottises de madame Cabaret... Cette nuit ils ont eux-mêmes été surpris écoutant aux portes et arrêtés par la garde. Sans doute c'étaient de mauvais citoyens qui ont osé porter une main sacrilège sur deux oints de la nation... Notre pauvre bonhomme baron d'Evailé n'a point dormi toute la nuit de l'impulsion de cet événement » (1).

Les deux agents piteusement coffrés eurent-ils meilleur sommeil ? Ils gardèrent du moins bile et rancune et par un sérieux espionnage trouvèrent bientôt l'heure de se venger sur les introuvables ecclésiastiques. En effet le 11 août 1798, d'Herbelin entra, sous le déguisement d'un chasseur, chez Louise Leblay, veuve

(1) Extrait des lettres... p. 47.

Luzu, où bien des fois déjà il avait célébré la messe. La pieuse sexagénaire qui se faisait jadis un honneur de recevoir les prêtres assermentés et de procurer aux voisins, par petit groupe légal de dix personnes, les consolations religieuses, ne crut pas pouvoir, malgré le 18 fructidor, lui refuser l'hospitalité, car « pour elle la raison de charité primait la loi » (1).

Précisément ce jour-là l'Administration décidait une fouille générale dans 65 maisons suspectes de la ville du Mans (2). Dès le lendemain, dimanche 12 août, les Commissaires, tels des serpents venimeux, se répandaient dans les ruelles populeuses, montaient dans les mansardes misérables, forçaient échoppes, cabarets, hangars où se cachent de préférence, dans la misère et la gêne, le clergé et le culte proscrits, sans dédaigner toutefois la demeure bourgeoise ou la boutique bien achalandée. Ils vont près des Jacobins chez les filles Poisson, qui dans un coffre, à double fond dissimulent calice, ornements et linge d'église; chez le notaire Bigot protecteur avéré des chouans; dans le quartier de la Cathédrale ils passent de longues heures à visiter l'abbé Trotté rue des Chanoines, les dames Lambert, d'Arlanges, de Bordigné rue des Chapelains, et ils n'ont garde d'oublier la Bobet des Pans de Gorron qui pendant toute la Révolution cacha Duperrier, Savarre, Montanger et combien d'autres. Mais aux deux fins limiers Bergue et Ducy est échu le quartier des Halles. De grand matin, ce dimanche 12 août, ils frappent donc à la porte de la veuve Luzu, rue de la Paille : la bonne vieille ne perd pas la tête et les accueille aimablement, elle les amuse assez de temps pour permettre à d'Herbelin, caché dans une chambre du premier étage sur la cour, de sauter par la fenêtre sur le toit d'un hangar et d'aller se blottir derrière les barriques du voisin le tonnelier Jousse. Mais il a fait trop de bruit, les Commissaires ont entendu et vont le chercher tout penaud derrière les fûts (3).

(1) Sur les Rôles de 1776, il y a rue de la Paille : n° 2270 la maison des demoiselles Marie et Jeanne Lecomte, dont nous parlerons tout à l'heure, et au coin de la rue du Bourg-d'Anguy au n° 2274 la boutique du menuisier Luzu.

(2) Archives de la Sarthe. L. 300.

(3) Archives de la Sarthe, L. 300. — L'Administration fit arrêter comme ré-céleur de prêtres Jousse (L. 77 f° 78) et la veuve Luzu qui en décembre est encore inscrite sur le registre d'écrou des Ursulines. (Fonds municipal, 1496).

Mis en veine, Bergue et Ducy arrêtent chez les demoiselles Lecomte le tout infirme curé de Sillé-le-Philippe, pour leur apprendre qu'« elles auraient dû se montrer citoyennes et préférer le salut de la patrie aux affections les plus douces en repoussant leur frère (Joseph-Jean-Baptiste) devenu l'ennemi de son pays » (1). Et triomphalement ils amènent les deux ecclésiastiques à l'Evêché : les visites domiciliaires débutent bien ! Aussi le 15 août l'Administration centrale l'annonce au Ministre de la police comme un grand succès (2), que viendra compléter le lendemain l'arrestation du curé du Tronchet, Gasselin du Verger, trouvé comme une pauvre loque dans un tonneau à la Dodinière en Coulans (3). Elle est surtout fière d'avoir mis la main sur Charles d'Herbelin, qu'elle recommande à la surveillance du geôlier, car « il est très lesté et a joué divers tours de son métier » (4) ; aussi pour plus de sûreté, elle le fait vite transférer dans la maison de Justice où le concierge le confond injustement avec les condamnés et use envers lui de la plus arbitraire sévérité. Plus juste, le Commissaire près le département se souvient des relations cordiales qu'il a eues à Ambrières avec l'ancien curé de Melleray et s'efforce de le sauver. Charles d'Herbelin sensible aux procédés de Guédon Dubourg le supplie d'adoucir tout au moins sa captivité et affirme que depuis le 18 fructidor il s'est caché sans jamais exercer son ministère (5). D'ailleurs il n'endurera pas longtemps les brimades du concierge, car le 20 août le Tribunal règle son sort d'une façon inexorable en le traduisant devant la Commission militaire de Tours comme émigré surpris en France (6). C'était jouer sa tête !...

* *

On pense bien qu'il n'était bruit dans la ville du Mans que des perquisitions policières et des pénibles scènes qui en résultaient.

(1) Archives de la Sarthe, L. 300, 380.

(2) Archives de la Sarthe, L. 130 (28 thermidor VI) :

(3) Archives de la Sarthe, L. 173, lettre du Commissaire central (29 thermidor VI).

(4) Archives de la Sarthe, L. 214.

(5) Archives de la Sarthe, L. 170.

(6) Archives de la Sarthe, L. 77 f° 77, séance du 3 fructidor VI.

Des indiscretions avaient même révélé les nouvelles mesures décidées le 18 août. « Avertie par la rumeur publique », la famille Gaignot avait donc eu le temps de se préparer à la visite des commissaires, de faire filer son fils et leur ami Hersant, de cacher tous les objets suspects, quand le lundi soir 20 août Bergue et Ducy se présentèrent, encadrés d'une importante force militaire dirigée par le chef de brigade Ferrey, le chef d'escadron Clouet et Philippon capitaine de gendarmerie. Fallait-il donc enlever d'assaut une petite Bastille?... Non, mais l'Administration départementale a décidé d'en finir avec cette mystérieuse maison qui à n'en pas douter recèle des réfractaires et des séditeux. Son service d'espionnage lui a indiqué l'existence certaine d'une cache habilement dissimulée où disparaissent toujours en temps opportun ceux qu'elle sait habiter la maison. Bergue et Ducy ont donc reçu la mission difficile de découvrir cette cache et pleins pouvoirs pour utiliser la troupe, quitte à faire garder les appartements pendant plusieurs jours. Il va de l'honneur et peut-être de la carrière des deux commissaires de mener cette fois l'affaire avec énergie et succès ! (1)

A 4 heures l'opération commence : de la chambre basse ou cuisine les soldats montent au premier étage où trois portes donnent sur le palier, puis au deuxième dans la chambre qui face à l'escalier s'éclaire sur la place comme dans celle qui à droite ouvre sur la cour du *Dauphin*, et grimpent au troisième étage composé de deux mansardes et d'un grenier. L'opération touchait à sa fin : tous les appartements avaient été fouillés, tous les murs sondés, tous les meubles ouverts, sans que rien d'anormal ne fût

(1) L. 77, f^o 77 et 80, 170, 175, 302. — Les caches jouent un grand rôle dans les aventures des prêtres réfractaires ou des conspirateurs royalistes. Elles consistent ordinairement dans des armoires à double-fond, des placards qui se renversent, des marches d'escalier qui se lèvent, il y en a derrière les lits et les fourneaux, dans les caves sous les tonneaux, jusque dans les gouttières. Au Mans par exemple, M^{lle} Foissier, place du château, retire Treton secrétaire de Rochecot derrière les tentures d'un lit ; l'abbé Chevalier rue Simonneau se cache aussi derrière son lit ; l'avocat Léon rue de la Paille a fait faire dans son grenier une trappe en torchis ressemblant au reste du plancher par où il descend dans un placard ; un luthier de la rue Simonneau, le sieur Barrayer, cache les chouans Tranquille et Dumas dans son grenier, derrière un tuyau de cheminée. On dit même que Ducy protégeait un abbé Toupin, ex-minime, blotti chez un menuisier de la rue des Fallotiers dans une retraite habilement dissimulée.

apparu. Les commissaires ne cachaient pas leur désappointement et les Gaignot leur assurance quand un cri de joie parti du grenier vint renouveler les émotions de tous. Un soldat avait découvert dans la terrasse du plancher une trappe adroitement dissimulée dans l'endroit le plus obscur et le plus malaisé. A la hâte Bergue monte le lourd escalier de chêne — qui existe encore — et, fier de la découverte qu'il s'attribue, tire la trappe, allume un oribus et par une petite échelle descend dans ce trou noir et sans issue qui forme sous le grenier une pièce minuscule longue environ de deux mètres et large de 65 centimètres.

Voilà donc enfin la fameuse cache dont chuchotait toute la ville, que la police soupçonnait sans pouvoir la découvrir et qui à elle seule mettait en échec depuis des mois les plus adroites recherches. Et le plus précieux, c'est qu'elle n'était pas vide ! A la pâle lumière de leur falot, les commissaires dressent l'inventaire des objets qu'elle dissimulait : trois sabres, deux fusils, une épée et un pistolet, indices de conspiration. Voici deux sacs de toile, l'un renfermant trois soutanes et un bonnet carré, l'autre des brochures séditieuses, « *Réflexions d'un publiciste* » et « *Combats et triomphes de la religion* » ; dans un mouchoir soixante-six lettres, dans trois portefeuilles encore des lettres, et là, une pile de vingt et un cahiers d'actes de baptêmes de mariages et de sépultures. Un sac de nuit contient deux registres, un missel, « une pierre d'ardoise avec des croix gravées aux quatre coins » qui est une pierre sacrée, « un moule à pain à chanter », des cierges, etc. Et cette jolie cassette en bois, que peut-elle contenir ? Vite, forcez la serrure, et voici « une tabatière de fer servant d'un côté à mettre du tabac et de l'autre à mettre au milieu l'Eucharistie et aux quatre coins à mettre au milieu les saintes huiles et le sel pour le baptême, dans lesquelles encoignures il s'est trouvé du sel et des saintes huiles »

Tout cet étalage d'objets cultuels établit qu'un culte clandestin s'exerce encore dans la maison, malgré la loi du 7 vendémiaire IV, et un examen rapide des registres signés prouve que les prêtres Hersant, Gaignot et Coquille ont exercé leur ministère depuis le 19 fructidor, et qu'ils n'ont pu cacher leurs documents sans la complicité des propriétaires de la maison. Les Commissaires ont

donc vite arrêté la conclusion qui les enchante : les soldats vont emmener Pierre Gaignot à la Visitation et sa femme aux Ursulines, comme recéleurs de prêtres réfractaires, ils peuvent même leur joindre comme complice Jean-Marie Mathée dit Rémond.

C'est alors une nouvelle passion qui commence pour cinq mois où ils devront subir visites, interrogatoires, pièges sans cesse tendus à leur loyauté. Le 22 août on les amène à la Couture pour répondre aux questions des Administrateurs stylés par le perfide rapport des commissaires ; le 7 septembre, l'Accusateur public est saisi de leur cas (1) ; le 12, le juge de paix Morillon vient les interroger dans la prison et les renvoie devant le jury qui les presse de questions. Tous les accusent d'« avoir laissé exercer le culte chez eux furtivement et d'avoir habituellement recélé des prêtres réfractaires ou sujet à la déportation ». Sur ces deux chefs d'accusation, les juges cherchent un aveu. Mais les Gaignot qui ont l'expérience de la justice savent qu'il ne faut être ni naïfs ni bavards ; Jacqueline surtout est fine et devine ce qu'il importe de bien affirmer pour mieux dissimuler ce qu'elle nie effrontément. — Mais oui, on a exercé le culte chez eux et bien des fois ; mais avant le 18 fructidor, et jamais depuis, à leur connaissance. Pierre a signé les registres cultuels quand le culte était libre, et souvent s'est plaint que l'abbé Hersant l'établissait comme présent quoiqu'il ne le fût pas. Le mariage célébré dans leur maison le 2 juillet dernier n'est pas une objection valable, car peuvent-ils être responsables de ce qui se passe dans un appartement régulièrement loué ?

Soit pour le culte, — mais pourquoi ont-ils continué à retirer des prêtres insoumis depuis l'aventure de 1795 ? — Une question de parenté, disent-ils, a fait recevoir Hersant et lui céder une chambre garnie complètement indépendante de leurs appartements. Avant le 18 fructidor, Hersant exerçait le culte dans sa chambre, recevait, allait et venait, sans qu'ils aient à s'en préoccuper. Mais il y a célébré pour la dernière fois la messe le 15 août 1797, veille de son départ, et depuis, n'a fait que de courtes apparitions, une ou deux fois chaque semaine, lorsqu'il craignait des fouilles

(1) A ce moment Rémond fut libéré, faute d'inculpation précise et parce que « la détention pourrait nuire à son commerce ». (L. 163, f° 58).

là où il était. Ils ne croient pas qu'il ait célébré chez eux depuis le 18 fructidor, mais seulement qu'il allait à la campagne faire du ministère et le notait sur les registres cachés chez eux.

La cache, la mystérieuse cache qui tournait les têtes, a une histoire bien simple. C'est leur fils Pierre qui l'imagina en 1793 pour mettre à l'abri leurs objets précieux au moment de l'entrée des Vendéens au Mans. Aidé de Bréguignolles, couvreur à la Croix-d'Or, il avait par une cloison combiné ce réduit, cette sorte de placard où l'on pénétrait seulement par le haut. Or les temps sont devenus si troublés qu'il est naturel d'y cacher encore les objets proscrits par la loi.

Mon Dieu ! les Gaignot n'avaient guère besoin de préparer si habilement leur défense, car l'accusation ne tenait pas debout. En effet le rapport des Commissaires ne constate aucun délit, puisqu'on n'a trouvé aucun prêtre, ni vu exercer le culte, et les dépositions des témoins sont toutes favorables. Aussi Lottin, qui faisait fonction de directeur du jury, écrivit le 1^{er} novembre à l'Administration qu'il se devait d'élargir immédiatement les Gaignot ; elle lui répondit « de suivre en cette affaire les principes de justice. »

Quelqu'un allait faire obstacle à la justice. — Le 7 novembre le commissaire près l'Administration correctionnelle proposa — puisqu'on ne pouvait poursuivre les Gaignot comme récéleurs de prêtres — de les poursuivre comme royalistes et conspirateurs. Après le délit de religion, il fallait inventer le délit de politique et échafauder une accusation plus habile, qui cette fois tiendrait grâce au dépôt clandestin d'armes et surtout grâce aux 133 lettres compromettantes. Avec cette correspondance intime et récente qui « roulait en général sur l'espoir et les moyens d'opérer le renversement de la République », il n'était pas difficile d'établir qu'« il existait un plan bien combiné de renverser le gouvernement », et de deviner « sous les pseudonymes de guerre, Carotte, Julie, Paul, Félicité, Manette, etc. », des conspirateurs redoutables qui avaient fait de la maison des Gaignot le centre de leurs intrigues. Une lettre ne parlait-elle pas d'un comte de Breteuil, chef des Comités royalistes, qui récemment était venu au Mans entretenir les personnages influents du parti ? — Les Gaignot ne

pouvaient recevoir ces traîtres et cacher ces documents sans être complices : il fallait donc les punir comme tels.

L'Administration fut ravie du conseil et pour commencer dans cette voie une nouvelle instruction fit casser le 24 juin 1799 le premier mandat d'arrêt, motivé seulement par le délit de culte. Aussitôt elle essaya de soulever l'opinion en publiant chez Monnoyer un choix de 62 lettres (1) ; mais la ville, franchement royaliste, n'avait que faire de ces révélations. Tout le monde connaissait le Comité local établi en 1796 par Rochecot pour faire les élections de l'an V et savait que le chanoine Savare en était l'âme. Autour de lui se réunissaient chaque soir Messieurs de Samson, de Blanchardon, Bastard de Fontenay, Lambert de la Vannerie, etc., et les dames de Sarcé, de Bellefille, surtout la belle et intrigante Céleste Beaussier qui fut un peu l'épouse de M. de Desson et beaucoup l'amie de Rochecot. Les réunions se faisaient un peu partout, quelquefois chez les Gaignot, comme l'indique certaine lettre.

Savarre, au dire de ses ennemis, était un « homme à grandes conceptions, hardi dans ses projets, violent dans leur exécution », certes un fougueux adversaire de la République, qui caché chez la dame Bobet passait son temps à composer des écrits incendiaires. « Assommé par les espions qui faisaient sans cesse le gué à sa porte », il ne pouvait à son gré sortir et intriguer ; il mit donc la main sur Hersant et en fit son reporter. — Il sait le styler : « Ta tâche ne se borne point à m'écrire de croch et d'hanche tous les jours ou au moins de deux jours un : furter et faire furter les cafés, auberges et places publiques, etc. savoir ee qui se passe, tout écrire au fur et à mesure ; on dit telle et telle, etc. C'est là ; c'est ici ; cette chose est certaine, telle autre est douteuse... Entends-tu bien ou je te coupe les oreilles et jusqu'au poil de la barbe, que j'arrache brin à brin... » L'abbé Hersant n'est pas toujours docile, puisqu'il s'attire des boutades de ce genre : « Te mettras-tu enfin au fait de tirer les vers du nez aux gens, tu me fais bien du mal pour t'instruire », ou des sommations inéluctables : « Tu as oublié le rapport sur le petit moi-

(1) *Op cit.* « Extttrait de Lettres... »

neau vis-à-vis la Couture... Veille donc et pense que tu es aussi bien le sujet de 18 (Louis XVIII) que de François (Gonssans). Y es-tu ? »

Etre à la fois sujet de l'évêque et du roi, demeurer royaliste autant que prêtre ou catholique, voilà bien l'état d'âme des manceaux au déclin de la Révolution et il faut s'en souvenir pour interpréter les actes du clergé et des fidèles. Dans le clergé il y a certes les exaltés, les intransigeants comme Chevalier, Savare, d'Herbelin, et quelques-uns finiront par compromettre leur cause, mais les hommes les plus pieux et les plus tempérés haïssent tout autant une République qui les persécute et appellent de leurs vœux sinon de leurs efforts la royauté qui les protégeait. Le vicaire général Duperrier, malgré son robuste bon sens, choisit la politique du pire dans l'espoir qu'une réaction finira par balayer le régime abject en faveur du seul homme qu'il attend, Bonaparte.

..

Décidément la maison des Gaignot était une maison de malheur pour les patriotes manceaux et ses habitués devaient à eux seuls, plus encore que les chefs chouans ou les vulgaires malfaiteurs, faire courir la police et fatiguer les tribunaux. Affolée par les fameuses lettres pleines d'énigmes, l'Administration prodigue mandats d'arrêt et condamnations. Elle fait comparaître le 14 septembre une pauvre septuagénaire, une veuve Martin domiciliée vis-à-vis l'Oratoire, qui explique en tremblant qu'ayant reçu une lettre pour un sieur Paulin ou Pauline elle alla trouver ses amis les Gaignot pour avoir des renseignements sur cet inconnu et elle fut reçue par un abbé Hersant qui lui dit « Pauline, c'est moi ». Elle donna la lettre et ne fit pas d'autre crime (1). Malheur surtout aux prêtres dont la correspondance a quelque peu révélé le rôle prépondérant : on ne sait comment saisir un Duperrier, mais il est facile d'écrire aux autorités de Loir-et-Cher qu'elles aient à surveiller son collègue Leconte, caché à Vendôme (2) et agréable de signaler au Ministre de la Police que cette correspondance

(1) Archives de la Sarthe, L. 300.

(2) Archives de la Sarthe. L. 163, lettre du 8 vendémiaire 7 (29 septembre 1798).

confirme les rapports envoyés sur Pasquier curé de Savigné-l'Évêque. (1) Pour le distraire, que ne lui raconte-t-on aussi les désopilantes aventures de Charles d'Herbelin ?...

Lors de son transfert à Tours, il dut le 22 août faire halte à la prison de Château-du-Loir. Dans l'impossibilité de s'évader car une sentinelle veillait à l'intérieur de la prison, il essaya d'acheter le gardien en lui donnant dix pièces d'or de 24 francs, que lui avait remises son ami Blin du Mans lors du passage à Ecommoy. Hélas ! le concierge était cette fois un incorruptible fonctionnaire qui prit la somme, ferma plus solidement la porte et alla dénoncer le prisonnier au commandant du détachement, qui par prudence se hâta d'arriver à Tours (2).

La Commission militaire présidée par le général Vimeux eut donc à juger le 24 août « Charles François Herbelin prévenu d'émigration ». Ce lui fut aisé, car elle eût vite fait de relever dans les pièces du dossier des inexactitudes et des contradictions qui d'elles-mêmes annulaient toute procédure. L'accusation, d'après les juges, portait à tort que le mot « Herbelin » fût sur la liste générale des émigrés, se trompait sur le vrai district qui renfermait la résidence du prévenu, n'expliquait pas comment le prisonnier avait toujours signé les pièces du procès d'un démocratique « Herbelin », tandis qu'il paraphait d'une particule d'autres actes d'un intérêt majeur. D'ailleurs il ignorait sa prétendue inscription sur la liste des émigrés et offrait de justifier sa résidence continue sur le territoire français. La Commission se refusait à juger puisqu'il y avait doute juridique sur l'identité des personnes et renvoyait le prisonnier à l'Administration Centrale de la Mayenne dont il dépendait comme ex-curé de Melleray (3).

A Laval on se fâcha net, déclarant qu'« on n'acceptait pas le doute » et qu'« on cassait » l'arrêt nullement motivé de la Commission militaire. En effet la liste des émigrés rédigée à Paris le 1 fructidor de l'an II porte bien à la page 20 : « Herbelin la Revellière, ex-curé de Melleray, département de la Mayenne, district de Lassay. » L'homme de bonne foi ne peut s'y méprendre :

(1) Archives de la Sarthe. L. 164 f° 18, lettres du 12 brumaire 7 (2 novembre 1798).

(2) Archives de la Sarthe. L. 250.

(3) Archives de la Sarthe. L. 172.

malgré l'absence des prénoms « Charles François » et de la particule, cet Herbelin inscrit est bien l'Herbelin prisonnier ; tous les deux ont le même surnom « La Revellière » et la même fonction « curé de Melleray ». Pour finir, l'Administration donnait à la Commission une petite leçon de géographie en lui prouvant que Melleray est bien, comme elle l'avait écrit, du district de Lassay.

La conclusion la plus nette du conflit fut la mise en jugement de l'abbé d'Herbelin. Le Commissaire central du Mans applaudit bruyamment à cette décision en exposant le 7 septembre à son confrère de Laval que « le prévenu était un des prêtres les plus dangereux qui aient désolé nos départements. Depuis longtemps caché dans la commune du Mans il y fomentait le fanatisme, il était un des principaux instigateurs des troubles qui ont agité le pays. (1) »

Pour son châtiment, d'Herbelin fut enfermé au château de Laval. Bah ! « jeune, fort, adroit, aimé des dévotes » qui l'aideront, il saura bien en sortir. Et cela ne tardera guère !

Le 4 novembre 1798, « vêtu d'une grande blouse grise à collet rouge et d'un pantalon de drap verdoye », Charles d'Herbelin écoute avec plaisir la pluie abondante qui fait rentrer tout le monde, tandis que prudemment, à l'heure du souper vers 7 heures, il sort de la Tour de l'Horloge, traverse en courant la cour dite du grand Château, escalade le mur par une échelle de corde, descend dans la cour du Petit Château par une échelle de bois, sort librement par la porte ouverte... et gagne quelque maison qui l'attend.

Comme à la Ferté-Bernard, l'évasion s'est faite facilement et sans accroc, grâce, on le devine, à de charitables complicités. Mais, selon l'habitude bien établie, le geôlier proteste de son innocence et les autres employés jurent qu'ils n'ont rien vu ni entendu. Quelqu'un en temps voulu a dû préparer les échelles, sans que le concierge du Petit Château n'ait rien remarqué, et le soldat de faction devant la porte extérieure ne sait pas si la porte était ouverte et si quelqu'un est sorti.

(1) Archives de la Sarthe, L. 173.

Qu'importe ! une fois de plus d'Herbelin est sauvé et en vain, toute la nuit, la police fouille les maisons suspectes (1).

Où donc se cache-t-il ? Bien fin qui le dira. Une piste fut suivie dans la Sarthe. Soupçonnée d'avoir favorisé l'évasion, Antoinette de Carrey de Bellemare est priée de quitter Laval et aussitôt fait viser son passeport pour le canton de Beaumont-le-Vicomte dont dépend sa terre d'Assé-le-Riboul. Dès lors on soupçonne qu'elle va rejoindre son neveu d'Herbelin et le 11 novembre on avertit le Commissaire de Beaumont, mais il paraît bien que les autorités lavalloises avaient été mystifiées, car la demoiselle de Bellemare ne parut point à Assé (2). Selon l'abbé Angot, d'Herbelin alla se cacher dans la paroisse de Melleray (3).

••

Si la Fortune, dame coquette et capricieuse, aidait l'audacieux curé de Melleray, elle abandonnait le plus souvent le pauvre petit abbé Rousseau, sans cesse balloté entre Montbizot où le ramenait le zèle et Le Mans où il fuyait la persécution. Depuis son retour de Rochefort, en mars 1795, il avait évangélisé une partie du canton de Ballon, maintes fois dénoncé au Commissaire. Le 25 mai 1797, par exemple, il venait d'achever la cérémonie de la Première Communion dans la ferme de Montigny en Montbizot, quand il fut appréhendé par le cantonnement de Ballon (4). L'affaire n'eut pas de suite et il fallut la fameuse loi sur les visites domiciliaires pour qu'il fût de nouveau saisi le 2 septembre 1798, au Mans, par Bergue et Ducy, chez un frippier de la Grande Rue, un nommé Rocher qui cachait encore François Pasquier, curé de Savigné-l'Évêque, Joseph Martinet, curé de Ponthouin, et Pierre Dumur, vicaire à Mulsanne (5). L'abbé Rousseau eut beau écrire à « son compatriote et ancien camarade » Baudet-Dubourg,

(1) E. Q. L et E. M. « Trois évasions du château de Laval » (1797-1799). — Laval, imp. Moreau, 1890.

(2) Archives de la Sarthe. L. 221. — Angot (Dict. de la Mayenne IV, p. 462) cite à tort Marie Gabrielle de Carrey, mère de l'abbé.

(3) A. Angot : *op cit*, III, p. 10.

(4) Archives de la Sarthe, L. 207.

(5) Archives de la Sarthe, L. 377 (dossier Rousseau). 130 (lettre du Commissaire au Ministre de la police, 17 fructidor VI, 3 septembre 1798.)

qu' « il avait été plus utile que nuisible aux intérêts du gouvernement en dissuadant plusieurs jeunes gens d'embrasser un parti qui n'a été cause que de malheurs » (1), l'Administration le jugea digne de la déportation (2). Le 12 septembre, il partait donc pour l'île de Ré où il arrivait le 29 avec Dumur et le chanoine Jean Tuffier trouvé dans une cache le 1^{er} septembre (3).

Une autre victime de la mauvaise Fortune fut le curé de La Bazoge, qui mourut sur la paroisse de Chauffour, martyr de son ministère. — L'expérience des élections avait détruit ses dernières illusions, et plutôt que de céder encore sur la question du serment de haine à la royauté, il avait préféré fermer l'église, cesser le culte et abandonner son presbytère. Mais il quitta le moins possible les âmes qui lui avaient été confiées, et s'éloigna seulement assez pour échapper aux recherches tout en évangélisant la contrée. S'il avait mérité lui aussi à certaines heures les reproches et mêmes les sanctions de ses supérieurs, du moins au déclin de la vie un héroïque ministère purifia sa conscience et grandit son âme comme pour le préparer à une mort brutale qui glorifie sa mémoire.

Le 19 septembre 1798, Auguste Tricot, capitaine de la garde nationale de Domfront, quittait ce bourg vers 9 heures avec six hommes et en passant à Lavardin prenait le cantonnement de huit chasseurs. A minuit la troupe était à La Quinte, et vers une heure croisait dans les bois de Martigné « un grand nombre de gens revêtus comme aux jours de fêtes ». Elle ne saurait arrêter tout ce monde, mais au moins les plus faciles, François Leduc et sa femme des Mortrais en Chauffour, Pierre Valliot domestique à La Quinte.

Vers les deux heures du matin, on arrivait aux Maisons-Rouges,

(1) Archives de la Sarthe, L. 170 (lettre du 24 fructidor, 10 septembre). — « Je ne suis pas riche à beaucoup près, disait-il. Depuis quatre ans, je n'ai subsisté en grande partie que du travail de mes mains en faisant des filets de pêcheurs et quelques petits ouvrages dont je vous envoie un échantillon que je vous prie d'accepter : il peut se mettre à un cordon de montre... » — Voir plus haut ce qu'il écrivait à sa cousine Anne Liberge, en octobre 1793.

(2) Archives de la Sarthe, L. 119, f° 27 (séance du 25 fructidor, 11 septembre). — 163, f° 62 (lettre du Commissaire au Ministre de la Police, 27 fructidor, 13 septembre), — 164, f° 95.

(3) D. PIOLIN. L'Eglise du Mans pendant la Révolution, III, p. 543, 549.

hameau de Trangé sur la route du Mans à Laval, et selon son mandat le capitaine faisait aussitôt cerner la maison de Pierre Bellanger, maréchal. C'est alors qu'en prenant son poste derrière la maison, le garde national Pierre Palard surprit au pignon de l'étable deux hommes, dont l'un jetait vite dans un fossé le bâton et le chapeau d'une tierce personne absente, geste maladroit qui rendit les deux individus suspects et les fit arrêter. A l'aurore, selon la loi, la force armée pénétrait dans la maison de Bellanger et trouvait, couché dans la crèche de l'étable, un homme qui déclina son nom de Jacques Bigot, curé de La Bazoge. Le mystère s'éclaira : l'abbé Bigot, un apprenti maréchal François Guitton qui lui servait de sacristain, et le fermier Chevalier rentraient de la Pinardière (1), où ils étaient allés sans doute baptiser un enfant de Jean Nay, juste à l'heure où la troupe arrivait à la maison du maréchal. Vite Bigot dissimule dans une haie « la bourse renfermant trois fioles d'huile », jette à ses compagnons bâton et chapeau, et grimpe dans un grenier à foin d'où par une échelle intérieure il descend dans l'étable.

Depuis quelque temps, la demeure de Pierre Bellanger passait pour servir au culte. Dans le grenier en effet, sous le foin, on trouva tous les objets nécessaires, soutane, vêtements et linges liturgiques, pierre sacrée, registres, pêle-mêle enfermés dans un sac de cuir. C'étaient assez de pièces compromettantes ; Tricot arrêta donc Pierre Bellanger comme recéleur de prêtre réfractaire et sur les neuf heures fit reprendre la route de Chauffour à sa troupe qui encadrait prudemment les prisonniers Bigot, Guitton, Chevalier et les suspects du bois de Martigné. Mais désireux de ne pas s'embarrasser de tant de détenus, il en envoyait six directement à La Quinte et, gardant avec lui Bigot seulement, fouillait la ferme du Grand-Plessis, après quoi tous reprirent la route de La Quinte. A la hauteur de la Vagotière, les Chouans de Cœur d'Acier, embusqués dans les bois de Martigné, firent feu sur le convoi républicain. Bigot aurait profité du désarroi pour se dégager, saisir peut-être le fusil d'un soldat et défendre sa vie, mais devinant le coup les chasseurs le tuèrent net. L'intervention

(1) Probablement la Pitardière actuelle, à gauche de la grande route, sur le chemin des Maisons-Rouges à Fay.

des chouans avait donc été un désastre, qui réjouit d'ailleurs les Républicains (1). Un trou fut creusé sur le bord du bois, où l'on jeta le corps meurtri du prêtre. Le lendemain, 21 septembre, le juge de paix de Lavardin et le maire de Chauffour, Jean Jarossay, faisaient exhumer le cadavre, et l'enterraient dans le cimetière communal où des vieillards d'aujourd'hui se rappellent encore avoir vu sa tombe (2).

*
**

Les visites domiciliaires devaient, pour leur châtement, finir dans le crime. Aux soldats de la République, l'opinion attribua plus d'une fois le meurtre volontaire des prisonniers, dissimulé

(1) Archives de la Sarthe, L. 380 (dossier Bellanger); 169 f° 19 et 176 (lettre du Commissaire central à celui de La Bazoge, 3 prairial VI, 22 mai 1798) : « Il serait important pour la tranquillité de votre canton que le prêtre Bigot pût être arrêté. L'influence funeste qu'il a exercée sur une partie de vos concitoyens et qu'il continue d'exercer s'il y est encore est pour vous un motif puissant de ne rien négliger de ce qui est propre à vous faire découvrir sa retraite... »; 197 (lettre du général Simon au Commissaire central 9 vendémiaire VII, 30 septembre 1798). — Comparer ce récit tiré des documents républicains et officiels avec la relation plus dramatique de Dom Piolin (*L'Eglise du Mans...* IV, p. 59-62), copiée de l'abbé Perrin : *Les Martyrs du Maine* I, p. 158. L'abbé Angot (*Dictionnaire...* I, p. 260) a cité D. Piolin. D'après ces auteurs et une vague tradition, le meurtre de Bigot aurait été prémédité et particulièrement sauvage : plus de vingt coups de baïonnette et un coup de fusil dans l'oreille ! Je ne crois pas à la préméditation, car c'était dans l'ordre de conduire le prêtre, non pas au Mans, mais au juge de paix du canton de Lavardin, et plusieurs documents prouvent la présence de Cœur d'Acier autour des Maisons-Rouges, à ce moment-là. — Par ailleurs, le procès-verbal de l'exhumation faite devant le juge de paix dit : « On y a trouvé un corps mort enveloppé dans un drap de toile commune. L'ayant fait retirer du creux et développer, nous avons aperçu une plaie comme une balle qui lui a passé sur le téton droit et un autre au bas du ventre sur la hanche gauche... » (Extrait du greffe de la justice de paix du canton de Lavardin, copié à la mairie de Chauffour-Notre-Dame, par M. l'abbé Lelong, curé actuel, auquel nous adressons nos remerciements.)

(2) Jacques Bigot, né à Saint-Pierre-sur-Orthe, le 4 novembre 1747, de Jacques Bigot bordager et de Catherine Corbin, qui, le 31 décembre 1770, lui donnent comme titre clérical leur bordage de Lavoiserie à Izé, reçoit au Mans la tonsure le ? , les ordres mineurs le 28 mai 1768, le sous-diaconat le 18 mars 1771, le diaconat le 30 suivant, la prêtrise le ? . — Successivement vicaire pendant cinq ans à Connée et à Sainte-Gemme-le-Robert dont Hersant était curé, à Saint-Jean-sur-Erve en 1785, au Mans à la Couture où il signe pour la première fois le 3 juin 1786 à la prise de possession du nouveau curé Pierre René Huard, qu'il remplace d'ailleurs comme secrétaire du Chapitre, mais pour peu de temps, car il est installé curé de La Bazoge le 15 septembre suivant. (Voir : Arch. de la S. G. 400 f° 47, 402 f° 31 et 49, 407 f° 253. — Registres de l'Evêché et du Chapitre.)

sous le récit d'une tentative d'enlèvement. Elle crut à l'assassinat politique d'un Moirant sur la butte de Maule en Saint-Saturnin, d'un Bigot dans les bois de Martigné, d'un Tilly au château de la Maunière en Saint-Jean-d'Assé. Par représailles, les Royalistes dressèrent donc des listes noires, comme dans ce conciliabule de la rue des Trois-Sonnettes où fut décidé le 21 septembre 1797 le meurtre d'ennemis tels que Cambray, Maguin, Bazin, Rouvain, Ducis et Bergue. La mort du commissaire Maguin et de l'ancien maire de Rouillon François Bouteloup (11 novembre et 1^{er} décembre 1797) venge les brutales perquisitions faites le 6 novembre précédent au château de Rouillon, comme celle de l'espion de Juigné, Pattier, expie le 28 novembre le succès républicain à la Panne d'Auvers-le-Hamon, le 6 octobre. Bergue à son tour devait payer cher son zèle de perquisiteur.

En effet les commissaires Bergue et Ducis avaient fini par exaspérer les catholiques qui ne cessèrent de réclamer leur départ. « Je ne serai parfaitement content de nos administrations que lorsque les deux coquins de commissaires seront renvoyés », écrivait le vicaire-général Duperrier à l'abbé Hersant. L'Administration eut le tort grave de ne pas céder parce que les deux agents servaient trop bien ses rancunes : mais un coup de pistolet fut tiré le 1^{er} janvier 1799, rue des Ursulines, sur Bergue qui rentrait de la Comédie avec sa femme, l'administrateur Marsac et deux amis ; après dix-huit jours de souffrances aiguës, Bergue mourait (1).

L'assassin, disait-on, s'était sauvé par la rue de la Paille, mais restait inconnu. D'emblée, on crut à un attentat royaliste et l'on suivit, en vain d'ailleurs, plusieurs pistes. On arrêta le chef chouan Lambert de la Vannerie, une fille Fourniole ex-religieuse, et d'autres ; puis, saisissant une vague dénonciation, on menaça Alexis Gaignot qui prit peur et imprudemment se sauva à Paris le 13 janvier. L'Administration de la Sarthe y vit l'aveu de sa culpabilité et le fit emprisonner. Après quatre mois de détention, la police parisienne le renvoyait devant la Commission militaire de Tours où son procès passionna l'opinion, comme au Mans.

(1) Archives de la Sarthe, L. 164, 176, 183. — Voir dans le journal « La Chronique de la Sarthe », 28 brumaire VI, 18 novembre 1797, la lettre que firent insérer les deux commissaires avertis des projets royalistes.

L'accusé, en effet, était un brillant officier de 26 ans que défendaient d'avance les témoignages unanimes de ses chefs comme ses glorieuses blessures de guerre. Tel nos lecteurs ont connu le diable d'Alexis qui servait à l'autel le futur abbé Gaignot, tel il restera toute sa vie, gai à s'oublier, franc jusqu'à briser, par dessus tout idolâtre de la discipline, et par surcroît bel homme ami de l'extérieur soigné et des manières polies. A 17 ans, il entre au 16^e Dragons d'Orléans et à 19 s'embarque, le 22 juin 1792, à Mindin sur le « *Pacifique* » pour l'île Saint-Domingue où il va combattre sous les ordres du général Laveau. « Soldat de probité, d'honneur, d'exactitude à ses devoirs », il s'impose vite « comme l'exemple de la troupe ». Il en devient le chef par sa rare bravoure et ses qualités de commandement, que manifeste surtout l'attaque générale de Borgne en Haïti. Ne le vit-on pas avec vingt hommes enlever comme en jouant une forte position vaillamment défendue par 150 Espagnols? Le brevet de lieutenant récompense enfin sa vaillance et un congé bien mérité lui est accordé le 22 septembre 1796 pour se reposer en France.

Il rentre au Mans dans une période difficile, trouve le pays agité par la guerre civile, sa maison suspecte, sa famille compromise. Et lui, qu'est-il devenu? Sous l'uniforme de la République a-t-il gardé la foi et les amours de ses aïeux? Il n'oserait pas l'affirmer. Tandis que ses parents expient dans les prisons leur fidélité au Roi comme à Dieu, Alexis, au témoignage de ses chefs, « se distingue par son exacte soumission aux lois de la République, ne cesse de donner l'exemple du patriotisme le plus pur et son zèle constant pour la cause sublime de la Révolution le rend à tous cher et estimable .. » Rentré au Mans, « il est le premier à blâmer ses parents de leur trop grande confiance », et plutôt que de se compromettre quitte le toit paternel et loue à deux pas une modeste chambre chez une femme Guier. Il achève même la rupture en signant le serment de haine à la royauté et à l'anarchie...

Pourtant est-il bien sincère et toujours conséquent avec lui-même? Car, tandis qu'il flirte audacieusement avec la société la plus avancée du Mans, au point de sembler à Savare un espion du gouvernement, il vit comme un déserteur, n'habite sa garni-

son que par intermittences, et « des armées » envoie en 1797 et 1798 des lettres bien singulières pour un fervent républicain. Hersant entreprend de le convertir et fait avouer à Savare que le pauvre enfant a quitté trop tôt le toit familial, a pris sans contrôle les idées de son milieu et garde à son insu les préjugés de l'armée contre le Roi et contre les émigrés. Mais c'est une nature honnête, fidèle au devoir, et dont il suffira de rectifier quelques principes et d'utiliser les ardeurs guerrières.

Alexis ne se presse pas de donner des gages de sa conversion. Au contraire, après la fâcheuse découverte de la correspondance contre révolutionnaire, il court porter ses excuses au Commissaire central, qui les accepte à peine et juge trop intéressée une fierté qui fut jadis coupable de lettres si compromettantes que l'Administration n'ose pas les insérer dans le Recueil imprimé. Le fougueux officier en ressentit une violente colère contre les deux agents qui avaient osé violer le secret familial et jeter en prison ses parents. De cabaret en cabaret, il promena sa rancune et pour narguer le commissaire Bergue, se mit le soir à suivre ses pas, comme s'il voulait l'empêcher d'écouter aux portes ou surprendre ses projets. Bergue s'inquiétait de ces mystérieuses assiduités, et par une police discrète ses amis filaient à leur tour l'imprudent officier. Après l'attentat, ils chuchotèrent sa culpabilité et « employèrent tous les moyens et toutes les couleurs pour donner à leur dénonciation de la consistance et perdre le citoyen Gaignot ».

En vain le malheureux soldat établit l'emploi de son temps le jour du crime et proteste de sa loyauté; en vain le député Aufray se porte garant de « ses principes républicains incontestables », l'Administration envoie à Paris et à Tours des rapports pleins de fiel.

Il est vrai que l'officier colonial en a vu d'autres ; au procès, il entend se défendre seul, et n'a pas de mal à établir que le jour de l'attentat il est sorti l'un des derniers du spectacle, alors que le crime était déjà commis, et qu'il s'en est revenu avec Braud, l'inspecteur des bois de la marine, et d'autres amis, par la rue de la Barillerie et la place de l'Eperon. Les jours suivants, malgré de méchantes rumeurs, il a continué de sortir en ville, d'aller

aux prisons voir ses parents et de fréquenter le théâtre, prolongeant sans cesse son séjour au Mans dans l'espoir qu'on finirait enfin le procès des Gaignot. Mais las d'attendre, dégouté des secrétaires, impatient de se battre encore, il prend le 13 janvier, à 2 heures du matin, la diligence pour Paris, où il doit réclamer sa solde et reprendre du service. L'accusation s'effondre devant ce langage si simple et si net, et le Tribunal à l'unanimité acquitte en août le prévenu, aux applaudissements du public et de la presse (1).

Ici s'achève, pour la période révolutionnaire, ce que nous savons de l'héroïque famille Gaignot et de leur hospitalière demeure. Le 24 janvier 1799, Pierre Gaignot et Jacqueline Pancheron sortent définitivement de prison (2). Ils ne retrouvent ni Pierre parti avec l'abbé Hersant, ni Alexis engagé de nouveau ; mais le bon sourire de tante Marguerite et l'admiration de leurs filles les attendent, comme des martyrs, au seuil de l'humble maison de la « Pareille » que leur courage, autant que la protection de sainte Scholastique, immortalisera...

Epilogue.

Le lecteur aimera sans doute à savoir ce que sont devenus, après la tourmente, les héros de notre récit.

Le malheur conserve, dit-on, les vaillants. Aussi, pour raconter tout au long à leurs petits enfants leur vie d'aventure et d'héroïsme, Pierre Gaignot et sa femme vécurent le plus longtemps possible, lui jusqu'à 92 ans, elle jusqu'à 94 ans (3).

Jacquine, l'aînée des filles, qui ne devait mourir qu'en 1860, épousa M. Ferdinand Blot, dont la fille se maria à Pierre Thuau et passera à la famille de ce nom la propriété de cette légendaire maison.

(1) Archives de la Sarthe. L. 302 (dossier Gaignot), 131 (Lettre du Commissaire central au Ministre de la guerre (29 pluviôse VII-17 février 1799), 165 (Lettre du même au Ministre de la police, 9 germ. VII-29 mars 1799). — Affiches d'Indre-et-Loire, reproduites par les Affiches du Mans (20 fructidor VII-6 septembre 1799).

(2) Fonds municipal n° 1499, f° 69 (Registre d'écrou des Ursulines).

(3) Pierre Gaignot mourut le 10 janvier 1827, Jacqueline Pancheron le 30 mars 1842.

Agathe contractera mariage avec Frédéric Godefroy, puis avec Joseph-Marie Triger-Duhamel.

Alexis continua la carrière militaire et servit sous les ordres de Bonaparte, de Ney, de Masséna, dans les campagnes du Consulat et de l'Empire. Il se distingua surtout, le 19 août 1812, au combat de Valentina, où il reçut des mains de l'Empereur la Croix de la Légion d'honneur. Rentré dans la Sarthe, il finit ses jours au château des Brûlonnières, près Torcé, le 10 mars 1850.

Son frère suivit la fortune de l'abbé Hersant, et après avoir été vicaire à La Flèche et à Vendôme, mourut le 20 septembre 1836, modeste curé de Villiers (1).

Les amis de la famille Gaignot se dispersèrent...

Charles d'Herbelin, maintenu au Concordat dans son ancienne paroisse de Melleray, démissionna en 1833, quatre ans avant de mourir. Certes, dans nos annales ecclésiastiques, il ne fait point figure de saint, mais il laisse une curieuse impression de bonne humeur et d'incorrigible malice.

L'abbé Jumeau exerce le ministère à Etival-les-Le Mans en 1800, puis à Saint-Vincent-du-Lorouer, où le 7 juillet 1801, il signe la Promesse de fidélité. Bientôt le Préfet se plaint de son « fanatisme » contre les partisans du clergé Constitutionnel, fait enlever le battant de la cloche qu'on s'obstine à sonner, et finalement exige son départ. En mars 1802, Jumeau est nommé desservant de la Chapelle-Saint-Fray, d'où l'évêque est obligé de le retirer peu après. Décidément, si l'abbé Jumeau est un « bon prêtre » d'une vocation éprouvée, il reste pour l'Administration ecclésiastique d'alors une « tête trop légère », qu'elle sacrifie volontiers (2).

De Michel Rousseau nous perdons la trace... Rentré de l'Ile de Ré au début de 1800, il est de nouveau incarcéré à la Maison de Justice le 7 mai et transféré, je ne sais où, le 16 octobre, après quoi aucune statistique ne le mentionne. « Un peu bizarre » et « impropre au gouvernement d'une grande paroisse » ; il dispa-

(1) Communication de M. l'abbé Gallerand, professeur au Petit-Séminaire de Blois, grâce à l'aimable intervention de Monseigneur l'Evêque de Blois.

(2) Archives de la Sarthe. V. 7, 17. — Registres de l'Evêché.

rait sans bruit d'une société trop agitée pour sa tendre piété et sa fragile santé. C'est un saint de vitrail moyennageux (1).

Au contraire, l'abbé Hersant est un homme d'action qui vit de lutte et de mouvement. Devenu l'homme de l'abbé Bernier et du général Hédouville, il avait vers la fin de 1799 quitté Le Mans pour l'Anjou, et s'était donné la mission de pacifier le pays de La Flèche (2). Ayant accepté l'hospitalité très généreuse de Madame de Colasseau, il allait de maison en maison engager les jeunes gens à cesser la chouannerie et à se rallier à Bonaparte. Ses efforts étaient secondés par les curés voisins de Sainte-Colombe, de Saint-Germain et de Villaines, tous d'humeur combattive. A défaut de l'église paroissiale de Saint-Thomas, qui était au pouvoir du prêtre constitutionnel Fayet, l'abbé Hersant exerçait le culte dans la chapelle du Collège, qui devint ainsi le centre de l'opposition ou, comme l'on disait, « de la cabale Valérienne ». L'autorité civile s'en émut et s'imagina d'éloigner Hersant. Mais, fort de l'appui de Bernier, qui lui obtenait de Portalis des « décisions en forme », Hersant ne disparaissait que pour revenir plus décidé et triomphant. Le préfet pense avoir le dernier mot en appliquant rigoureusement les lois cultuelles toujours en vigueur du 11 prairial III et du 7 vendémiaire IV, qui interdisent les oratoires privés, la publicité du culte et la sonnerie des cloches. Il fait fermer la chapelle du Collège en mai 1801 ; arrêter comme exemple le curé de Villaines, l'abbé Gaudin, qui sans ménagement refusait la sépulture aux schismatiques ; surveiller l'abbé Aubert de Verron qui en juin continue de parcourir le pays en compagnie du chouan Gautier dit Valence ; et enfin sommer Hersant de quitter La Flèche.

Hersant obéit, mais rentre aussitôt pour faire le 7 juillet la Promesse de fidélité, qui d'ailleurs ne désarme nullement ses adversaires. De guerre lasse, le 16 novembre, il réclame de Portalis une autorisation expresse pour rester à La Flèche et y exercer le culte. Mais qu'a-t-il besoin d'une autorisation personnelle, qui légalement découle de la Promesse de fidélité ? Ce n'est pas l'avis du Préfet, qui a pour lui le Ministre de la Police et main-

(1) Fonds municipal, 1506.

(2) Archives de la Sarthe, V. 11.

tient rigoureusement son veto. Plus vif que jamais devient donc le conflit entre Hersant, que soutient le Conseiller Portalis, stylé par Bernier, et Auvray qui s'appuie sur le sectarisme de Fouché.

Tandis que l'abbé Hersant gagne Angers pour calmer l'orage, le Préfet envoie le 22 décembre à Portalis une de ces fiches envenimées qui lui sont trop coutumières pour n'être cependant qu'un ramassis de vils cancans. A l'entendre, le prêtre est un intrigant de profession, un ambitieux qui d'abord se fait « le prolétaire des innovations » et brigue l'épiscopat de la Mayenne, mais aigri par son échec se joint aux Vendéens et reste sous le pseudonyme de Carotte ou de Valère l'agent trop habile des insurgés. A La Flèche, « où il est de bon ton d'aller à la messe », il a réussi, sous l'égide du maire, « à se former un parti puissant, fier de l'avoir pour chef », mais dont on doit craindre les excès et les fautes à une heure où il faut de la conciliation et de l'apaisement.

Pendant six mois, Hersant fait le mort, puis revient en juin 1802. Il dit la messe au Collège, y prêche sur les bienfaits du gouvernement et sur la charité qui pardonne les injures, fait un pompeux éloge du Premier Consul et un vibrant appel à l'union. Mais le préfet ne goûte pas le sermon et admoneste maussadement le sous-préfet de sa complaisance, sinon de sa complicité, dans ce retour qu'il n'autorise pas plus qu'autrefois. Qu'on sache bien que « la mesure de haute police qu'il avait prise contre Hersant ne peut être abrogée que par lui ». Au reçu de cette lettre « extrêmement mortifiante », Hardouin Pichardièrre, grimaud, embarrassé, se rend sur les huit heures du matin, ce 17 juin, chez Madame de Colasseau, mais n'obtient rien de l'incorrigible abbé, qui s'en va au collège chanter la grand'messe. Il faut l'énergie du Commissaire qui, par trois fois, vient intimer à Hersant l'ordre formel de quitter la ville le jour même. Hersant s'en va donc coucher à Sainte-Colombe, d'où il part pour Orléans, tandis que ses partisans, outrés de tant d'opposition, préparent à tout prix sa nomination définitive à la cure de La Flèche. S'il faut en croire le clan constitutionnel, la pétition ne serait signée que des dévotes, car « les trois quarts et plus des habitants sont indisposés contre l'abbé et décidés à l'empêcher de rester comme

curé..., disant qu'ils se jetteront contre lui où ils pourront l'attraper. Les femmes ont projeté, s'il veut entrer à Saint-Thomas, de l'attendre avec des pierres plein leurs tabliers... »

Certes, la situation est difficile à La Flèche, comme dans toutes les communes où, sur le conseil de Fouché, l'autorité civile sort de la neutralité en favorisant le clergé constitutionnel au détriment du clergé fidéliste et concordataire. L'Evêque du Mans n'a pas encore pris possession, qu'il est harcelé de pétitions, de rapports et de menaces ; mais il maintient partout le *statu quo*, afin de juger par lui-même et sur place. Hersant reçoit donc, comme plusieurs ecclésiastiques, l'ordre de rentrer à La Flèche, et il en avise, le 23 juin, le sous-préfet qui d'urgence, demande la conduite à suivre. Sottise ou naïveté ? « Je croyais, répond le préfet, que ma dernière lettre était assez significative pour n'avoir pas besoin, à ce sujet, d'autres explications. Il faut employer contre Hersant toutes les mesures de rigueur ; il ne faut pas que l'autorité soit méconnue. » La police se mettra donc encore aux trousses du récalcitrant curé, et le lieutenant de gendarmerie se réjouit de « le prendre au collet ». Hersant proteste qu'il partira, mais qu'on lui donne au moins le temps de faire ses paquets. Il gagne péniblement trente minutes de répit, et à 10 heures et demie du soir, le 2 juillet, il reprend, pour la dernière fois, la voiture de Château-du-Loir.

Or le même jour, Auvray trouvait dans son courrier deux conseils opposés. Fouché approuvait sans réserve les anathèmes du préfet : « Vous ne devez pas permettre, lui écrivait-il, que par une distinction subtile entre la puissance spirituelle et l'autorité civile, Hersant méconnaisse en vous celle du gouvernement. » Portalis, au contraire, insinuait de ne prendre aucune décision inutile et d'attendre l'arrivée imminente de l'Evêque pour régler courtoisement avec lui l'organisation cultuelle du diocèse.

Mgr de Pidoll, arrivé au Mans le 7 juillet 1802, fut aussitôt circonvenu par le préfet, par le vicaire-général Duperrier, et par les deux partis ecclésiastiques. Mais, dans le différend qui divisait La Flèche, il ne voulut céder ni aux injonctions des Fléchois qui réclamaient Fayet, ni aux puissantes recommandations en faveur de Hersant ; il choisit un curé tout à fait étranger aux

cabales, l'estimable abbé Pierre de la Roche, ancien curé de Mézeray revenu de la Corogne, « homme de talent et de la plus grande considération », qui fut installé le 8 août. Pour la paix, l'Evêque du Mans pria son confrère d'Orléans de prendre dans son diocèse son ami et protégé Hersant, qui devint ainsi curé-archiprêtre de la Trinité à Vendôme, où il emmena comme vicaire l'abbé Gaignot.

Alors, Hersant fut plus que jamais l'agent de Bernier et de sa politique concordataire. Aussi l'évêque, pour le récompenser, le nomma chanoine et lui ménagea le 11 décembre 1804, à Paris, une longue audience et les félicitations de Pie VII. Une auréole de gloire encadrait au moins sa mort survenue bientôt, le 27 février 1810, dans la petite maison du faubourg Saint-Lubin, à Vendôme (1).

(1) René DE CHAUVIGNY, *La résistance au Concordat de 1801*, p. 36 et suiv. — J.-B. Hersant né à Courdemanche (Sarthe), de Louis Hersant et de N. Combis, baptisé le 17 avril 1755 par son oncle maternel René Combis, vicaire de la paroisse, en présence de ses deux oncles paternels Ch. Mathieu Hersant, prêtre habitué, et J.-B. Mussault, curé de Courdemanche. Il reçut la tonsure le 18 avril 1772, les ordres mineurs le 6 avril 1776, le sous-diaconat un peu plus tard, le diaconat le 24 mai 1777, la prêtrise le 19 septembre 1778, après une dispense d'âge de 13 mois. En vertu du droit de régale, après la mort de Mgr de Froullay, le Roi l'avait pourvu le 3 octobre 1773 de la chapelle de Bennehart en Chahaignes, vacante par le décès de M. Ezé. Il était principal du collège d'Yvré-l'Evêque, quand il fut nommé curé de Sainte-Gemmes-le-Robert, dont il prit possession le 9 mai 1787. (Archives de la Sarthe. C. 402, f^o 143, 262, 273. — 403, f^o 244, — 404, f^o 90, 313, — 408, f^o 367-370). — Angot : *Dic. de la Mayenne*, III, p. 546, IV, p. 830). Les fiches révolutionnaires donnent de lui ce signalement : Taille 5 pieds 1 pouce, cheveux et sourcils blonds, yeux bleus, front découvert, nez moyen, bouche moyenne, menton et visage un peu couperosés, et son portrait nous a été gardé par deux toiles à peu près semblables qui sont devenues la propriété, l'une de Madame Crochard, Le Mans (boulevard Négrier 16), de la famille Gaignot, et l'autre des Religieuses de la Providence, à La Flèche.

Le Mans, avril 1922.

Abbé Ch. GIRAULT,
Aumônier de l'Asile de Bonnière.

CHRONIQUE

Le lundi 10 avril a eu lieu, à la maison de la reine Bérengère, la première réunion périodique de la Société pour 1922 et l'assemblée générale prévue par les statuts.

Malgré le mauvais temps, une assistance nombreuse et distinguée, dont beaucoup de dames, avait répondu, comme précédemment, à l'invitation du Bureau.

La séance s'est ouverte, conformément à l'ordre du jour, par la réception du portrait du Président, œuvre récente du peintre manceau, Charles Morancé, qui a bien voulu en confier la garde à la Société.

M. Raoul de Linière, vice-président, l'en remercie dans les termes suivants, très applaudis :

MESDAMES, MESSIEURS,

« Le privilège de ma fonction me vaut aujourd'hui l'honneur et le grand plaisir d'adresser des remerciements à notre collègue M. Charles Morancé, le peintre manceau bien connu, au nom de la Société historique et archéologique du Maine, et, permettez-moi de le dire aussi, au nom des nombreux amis de M. Robert Triger.

« Nous le remercions bien profondément d'avoir fixé sur cette toile, d'une façon si magistrale, pour nous d'abord et pour les générations à venir, les traits de notre cher Président.

« L'accueil fait à ce portrait, exposé quelques jours dans le cadre élégant que notre collègue, M. Gaston Leroux, avait préparé, lui a été des plus favorables.

« On s'est plu à lui reconnaître une facture très consciencieuse,

en même temps qu'un coloris fort bien nuancé : la peinture en est fraîche, vivante, vigoureuse.

« Le peintre a su admirablement faire ressortir les traits principaux de son modèle : l'énergie, la bonté, la vie. Le regard est plein d'autorité. C'est un Président qui préside, mais qui préside avec ce rare talent, avec cette courtoisie et cette bonne humeur que nous apprécions en vous, mon cher Président et ami.

« Le modèle était digne de tenter le talent du peintre qui l'a entrepris.

« M. Charles Morancé est un des artistes les plus sympathiques de notre département, qui s'honore depuis un demi-siècle d'avoir donné le jour à tant d'artistes renommés.

« Elève des Beaux-Arts, vous avez eu pour maîtres Bouguereau et Gérôme. Vous êtes, Monsieur (1), de ceux qui sont restés le plus fidèles à leur petite patrie, à la terre de vos ancêtres, rudes tisserands de notre Maine.

« Vous avez sacrifié à l'affection fraternelle et familiale le privilège que vous aviez de ne faire qu'un an de service militaire. Ce trait de votre caractère méritait d'être signalé.

« Revenu à l'Ecole des Beaux-Arts, votre amour de l'indépendance, qui vous éloignait de faire partie d'aucun groupe et de rechercher les distinctions futures, vous faisait goûter déjà la compagnie des chartistes ; et cela contribue encore à vous rapprocher de nous.

« Elève favori de Gerôme, vous n'avez pas travaillé — un peu à tort, peut-être — en vue de la gloire des Salons. Vous avez exercé votre art en dilettante, faisant entre temps des vitraux, de la sculpture, et vous intéressant aux questions qui touchent à l'histoire de l'art.

« Mais si nous admirons, Monsieur, après d'autres portraits (2) de vous, celui que nous recevons aujourd'hui, dans la solennité de cette assemblée, notre admiration s'adresse non moins à l'habileté du pinceau qu'à la pensée qui a présidé ce travail.

« J'ai la conviction que vous l'avez exécuté, tout d'abord pour faire plaisir à M. Robert Triger, pour reconnaître les services rendus par lui à la Société des Amis des Arts, dont il est président.

(1) M. Charles Morancé.

(2) Portraits de M^{me} Levernieux, de M. A. Gentil, du comte de Chasteigner, de M. Lionel-Royer, de M^{me} Valframbert, de M. A. Renard, de Mgr Labouré, etc.

« Mais, en nous confiant ensuite ce tableau, pour qu'il fut exposé dans notre salle d'honneur, vous marquez bien, Monsieur, que vous rendez un hommage particulier à la personnalité de M. Triger, qui appartient à la ville du Mans et au Département tout entier ».

MON CHER PRÉSIDENT,

« Adonné par goût aux études d'histoire et d'archéologie, principalement à celles qui touchent notre Maine, vous avez apporté, depuis quarante ans, une inlassable énergie et votre grand talent à toutes les nobles causes. Je citerai seulement : la conservation des édifices du culte, de nos anciens monuments et de l'enceinte gallo-romaine du Mans, la gloire de Jeanne d'Arc, le mouvement religieux dans la Sarthe comme à Lourdes, l'amitié de la Belgique, le service des blessés pendant la Grande guerre.

« Vous êtes un grand patriote, un grand Français !

« Votre activité, votre dévouement vous ont déjà valu de hautes distinctions. D'autres vous attendent encore, nous le souhaitons. L'œuvre de M. Charles Morancé est un hommage et une forme délicate de la reconnaissance publique.

« Mais nous en bénéficions aujourd'hui, car après avoir exécuté ce portrait, mon cher collègue (1), vous avez pensé que parmi les nombreuses sociétés qui se disputent le patronage de M. Robert Triger, il n'y en avait pas une qui fut plus près du cœur de notre cher Président que la nôtre, et c'est à nous que vous en aviez confié la garde.

« Nous en sommes très honorés et reconnaissants.

« Nous garderons ce portrait pendant le temps qu'il vous plaira de nous le confier, — le plus longtemps possible — en attendant peut-être qu'un cadre plus solennel encore lui soit réservé dans l'avenir.

Pour beaucoup de raisons, Mesdames et Messieurs, nous souhaitons donc de voir exposé ici, de nombreuses années encore, ce beau portrait, de contempler la toile à côté du modèle. Nous le souhaitons pour nous-mêmes, pour notre Société, et surtout pour notre cher Président (2). »

(1) M. Charles Morancé.

(2) A défaut du portrait même — très difficile à bien reproduire — nous donnons ci-contre, à la demande de plusieurs de nos confrères, la photographie de l'esquisse au crayon de M. Morancé, elle aussi très réussie et très artistique.



M. ROBERT TRIGER,
PRÉSIDENT
DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE DU MAINE

Esquisse au crayon par Charles Morancé.
(Cliché exécuté et communiqué par M. l'abbé Braconnot).

A ces remerciements, si délicatement exprimés, M. Adolphe Renard, le sympathique et dévoué président du Comité départemental de l'Union des grandes Associations françaises, ajoute la lecture de quelques vers, spécialement dédiés à M. Charles Morancé :

LE PEINTRE

A l'éminent portraitiste CHARLES MORANCÉ.

Oh ! le peintre qui peut de ses souples pinceaux
Arriver à fixer, en éclatants faisceaux,
Les rayons clairs et doux de la chaude lumière
Epandant sur les jours sa beauté coutumière ;

Oh ! le peintre qui peut, dans le large horizon,
De l'ombre et du rayon maîtriser la chanson
Et la faire chanter, pour les yeux, sur la toile
Comme chante, en la nuit, un cillement d'étoile ;

Oh ! le peintre qui peut, sous l'épaisseur du cil,
Aviver la pensée aux lignes du profil,
Et mettre sur un front un reflet de la flamme
Qu'entretient dans le cœur cette vestale, l'âme ;

Celui-là peut marcher dans les lignes de ceux
Pour qui jaillit fécond l'éclair des vastes cieux,
Ainsi fit Prométhée, en vain, l'effort superbe.
Plus heureux tu détiens, Peintre, le feu du Verbe !

M. Charles Morancé se lève alors et remercie à son tour dans des termes très goûtés et encore très applaudis :

MESSIEURS,

« C'est avec le plus grand plaisir que je vous remets le portrait de M. Robert Triger ; je devrais dire que nous vous remettons le portrait, car pour faire un portrait il faut être deux, et M. Triger a dû se résigner à poser quelques vingt ou vingt-cinq heures.

« Ce ne furent pas pour lui des heures de travail, mais qui ne devine que rien ne peut lui être plus lourd que l'oisiveté.

« D'autre part, je ne vous étonnerai point, Messieurs, en vous disant que ces séances furent pour moi des plus agréables de ma

carrière d'artiste. Et je le prévoyais bien lorsque j'ai proposé à M. Triger de faire son portrait; et j'eus même grand peur un moment d'être frustré par un confrère de ce privilège.

« Oui, Monsieur le Président, c'est bien un privilège de pouvoir ainsi, pendant des heures, jouir de votre érudition, de votre expérience des hommes et des choses du passé, et de votre bienveillance; car je travaille avec assez d'aisance pour écouter, et je crois même que, involontairement, mon pinceau est influencé par l'impression morale que me communique mon modèle.

« Et, que ce portrait demeure maintenant au siège de votre savante Société, Messieurs, c'est là pour moi un comble de faveur. Mon œuvre bénéficiera de la grande considération que vous avez pour votre cher Président et de la pérennité du souvenir que laisseront ses mérites.

« Il me reste à vous remercier de l'accueil que vous me faites parmi vous : j'y suis profondément sensible. Je suis tout heureux de rappeler que de vieux souvenirs me rattachent à votre Société. Mon père en fut membre; et souvent alors, par procuration, je vins à vos réunions et pris part à vos belles excursions.

« Je vous prie donc, Messieurs, d'agréer toute ma gratitude. »

Après tant de témoignages de sympathies, M. Robert Triger ne pouvait garder le silence. Visiblement surpris et ému, il traduit ses sentiments dans une courte improvisation, où il met tout son cœur et où l'on sent quelle précieuse récompense il trouve dans cette manifestation de si nombreuses et si sincères amitiés. Une telle apothéose, beaucoup trop flatteuse, ajoute-t-il, comporte son enseignement philosophique : elle ne peut se comprendre que comme couronnement d'une longue carrière désormais sur son déclin, ce qui ne l'empêchera pas de continuer à travailler, jusqu'à son dernier jour, pour cette ville du Mans et ce pays du Maine qui lui sont si chers.

Il s'empresse ensuite de donner la parole à M. Lapierre, dont la conférence sur *Dante, sa vie et son œuvre*, devait apporter à la séance son principal intérêt et un vif attrait littéraire.

Dans une causerie charmante, pleine d'esprit et en même temps très documentée, le distingué conférencier fait, en effet, revivre sous une forme très impartiale, dans toute la réalité de son milieu historique et politique, l'illustre poète florentin : il

permet ainsi de bien saisir l'œuvre immense de l'immortel auteur de la Divine Comédie et fait heureusement ressortir les leçons qui s'en dégagent encore après six siècles écoulés.

Doublement remarquable par l'étude consciencieuse du sujet et par l'agrément d'une diction excellente, la conférence de M. Lapierre ne le cède point aux précédentes : elle obtient un vif succès et soulève de chaleureux applaudissements.

En se faisant pour remercier M. Lapierre, l'interprète de l'assemblée, M. Robert Triger se félicite tout particulièrement que la Société ait pu contribuer ainsi à mettre davantage en relief un jeune talent, plein de promesses pour l'avenir, et qui, certes, a fait amplement pardonner au Bureau d'être sorti, pour une fois, du cadre ordinaire de l'histoire locale.

A la suite d'un échange d'aperçus aussi nouveaux qu'humoristiques sur l'origine, récemment discutée, de la brouette du diable, qu'on voit sur une des anciennes stalles de la cathédrale du Mans, et dont un des membres présents fait remonter l'usage jusqu'aux... Chinois des temps les plus reculés, la séance se termine par un rapport de M. de Linière sur la situation financière de la Société, et par l'approbation des comptes du trésorier.

Depuis la publication de la dernière livraison, ont été admis comme membres titulaires de la Société : MM. LEBLANC, notaire, rue de l'Etoile, 23, au Mans ; MÉMIN (Marcel), avocat, rue de la Motte, 9, au Mans ; ROY (Commandant) ✱, boulevard Lamartine, 5, au Mans ; COT (Docteur), à Tuffé ; GIRARD (René) ✱, rue Couthardy, 13, au Mans ; M^{me} JEANDEL DE ROZEVILLE, au Mans ; M^{lle} ROMET (Etiennette), rue du 33^e Mobiles, 1, au Mans ; M^{lle} DE CHATEAUROCHER (Berthe), rue des Plantes, 10, au Mans.

La Société a eu malheureusement le vif regret de perdre quatre de ses membres les plus anciens et les plus fidèles : M^{me} la Marquise DE COURCIVAL, M. SÉGUIN, le Commandant baron de l'ESTOILE et M. Andrien ROMET dont la générosité inépuisable laissera au Mans un long souvenir de gratitude.

En outre d'une série d'articles très nouveaux sur les premiers seigneurs de Fresnay et le culte de Saint Léonard, — articles sur lesquels nous reviendrons, — notre confrère M. le chanoine Dition nous révèle, dans le dernier numéro de son *Bulletin paroissial*, l'existence d'une recluse à Fresnay, au xv^e siècle. Cette recluse, ou mieux cette *reclusine*, ainsi que l'appellent les documents contemporains, semble avoir attiré la bienveillance spéciale de l'évêque Adam Chatelain et des paroissiens de Fresnay : il est permis d'y voir une pénitente volontaire, et la découverte mérite assurément d'être notée comme un trait caractéristique des croyances religieuses dans le Maine, à l'époque de Jeanne d'Arc.

M. Jean de la Monneraye, ancien élève de l'Ecole des Chartes, du Service des Travaux historiques de la Ville de Paris, publie en ce moment, dans la *Nouvelle Revue historique de droit français et étranger*, une fort intéressante étude sur « le Régime féodal et les classes rurales dans le Maine au xviii^e siècle ». Très approfondi et très documenté, ce travail sera d'une importance toute particulière pour notre histoire provinciale. Aussi, nous proposons-nous, lorsque la publication sera complète, d'en donner, avec la bienveillante autorisation de l'auteur, une analyse en faisant au moins ressortir les conclusions générales.

A signaler aussi l'excellente monographie historique et archéologique de l'*Église Saint-Jean de Château-Gontier*, l'une des plus anciennes et des plus curieuses de la Mayenne, que vient de publier, avec de nombreuses reproductions, M. René Gauchet. et le premier volume d'un important ouvrage sur l'éminent évêque du Mans, MONSEIGNEUR BOUVIER, publié par M. le chanoine Sifflet. Présenté surtout au point de vue documentaire, avec une sage réserve d'appréciations et une entière impartialité, ce nouvel ouvrage permettra de mieux connaître encore, d'après les faits et les pièces officielles, l'œuvre considérable du vénéré Prélat dont le diocèse du Mans reste justement fier.

R. T.

Remettable L. Benj

REVUE

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DU MAINE

(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE

TOME II. — TROISIÈME LIVRAISON

(LXXVIII^e TOME DE LA COLLECTION)

Juillet, Août, Septembre 1922



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ

MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER

12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1922

7

SOMMAIRE

DE LA

TROISIÈME LIVRAISON DU TOME II

PAGES.

- 1° *Accord entre Adam Chastelain et le Chapitre du Mans*
(1424), par M. Léonce Celier, archiviste aux Archives
nationales 101
- 2° *Extrait des Registres paroissiaux de Saint-Martin de*
Sablé (Fin), publié par M. L. Vielle. 109
- 3° *Notes d'histoire et d'archéologie : Vivoin, Ballon,*
Saint-Mars-sous-Ballon ; Châteaux de Bonnétable et
de Bois-Doublet, par M. Robert Triger. 117
- 4° *Chronique : Excursion historique et archéologique du*
8 juin 1922. 162
-

L. Boyet

ACCORD ENTRE ADAM CHASTELAIN

ET LE

CHAPITRE DU MANS

(24 Juillet - 4 Décembre 1424)

Les Archives Nationales conservent, dans les Fonds du *Parlement de Paris*, série des *Accords* (X^{1c} 128, n^{os} 61-62) l'original en parchemin d'une transaction entre Adam Chastelain, évêque du Mans, et le chapitre de la Cathédrale, en date du 24 juillet 1424, ainsi que la minute sur papier de l'arrêt en forme de *Lettres royaux*, du 4 décembre suivant, homologuant cette transaction. Ces pièces m'ont été signalées par mon confrère, M. P. Sœhnée, qui poursuit l'inventaire analytique de la série des *Accords* (X^{1c}) et à qui j'adresse ici tous mes remerciements.

Adam Chastelain était un prélat ami des procès et chatouilleux sur ses droits ; le chapitre de Saint-Julien n'était pas disposé non plus à laisser entamer les siens : les archives du *Parlement* contiennent plus d'une trace de leurs différends, qui ont presque tous trait à des questions de juridiction (1). Le procès terminé par l'accord de 1424 doit son intérêt aux renseignements qu'il nous fournit sur la construction d'une partie de la cathédrale. Cette affaire a été étudiée en 1894 par M. l'abbé Ledru, dans un article intitulé : *Adam Chastelain, évêque du Mans et le Transept Nord de la Cathédrale (1421-1424)* (2). Il y cite les plaidoiries faites au Parlement de Poitiers, sur lesquelles je donnerai quelques indications, et même la transaction du 24 juillet 1424, qu'il connaît par une

(1) Je signalerai seulement : X^{1a} 1478 fol. 123, X^{1b} 76^c (2 déc. 1398, Bertrand de Broussillon. *Cartul. de l'Evêché du Mans*, n° 863) 77^c (21 fév. 1399, Bertrand de B. n° 864) 89^a (19 juillet 1405, Bertrand de B. n° 874) 91^a (4 fév. 1406, Bertrand de B. n° 877) 96^c (26 oct. 1408) 100^a (8 juillet 1410) 103^b (14 juin 1412) cf. D. Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, t. V, p. 97 seq.

(2) *Province du Maine* t. II p. 82-89. M. Ledru a résumé son article dans *La Cathédrale du Mans* (1900), p. 340.

copie insérée au Cartulaire ou *Livre Rouge* de l'Evêché (1). Je n'entreprendrai pas de refaire cette étude, après un érudit connu pour son exactitude méticuleuse, et je me contente de rappeler son travail, en y renvoyant le lecteur. Il m'a toutefois paru utile, puisque je rencontrais l'original du document le plus important que puisse contenir le *dossier* de cette affaire, d'en mettre le texte sous les yeux de ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'église et de la ville du Mans.

Dès le début de son épiscopat, Adam Chastelain s'était préoccupé des réparations à faire à l'Evêché : nous le voyons s'accorder à ce sujet avec son prédécesseur le 5 février 1400 (2). Toutefois ce n'est qu'au bout de vingt ans que ses bâtisses inquiétèrent les chanoines. Ceux-ci décidèrent, le 23 juin 1422, de lui envoyer une députation pour lui exposer le tort que certaines constructions nouvelles font à l'œuvre de la cathédrale : « Die xxiii
« mensis et anni premissorum (juin 1422) (3), ordinavimus vene-
« rables et circumspectos viros magistros Guillelmum Riquentays
« [et] Johannem de Landissono (4) ad pergendum penes Domi-
« num cenomannensem episcopum, pro (5) exponendo ei, ex parte
« nostra, certa negocia super uno novo edificio constructo circa
« novum opus nostre ecclesie » (6).

Telle est l'origine de l'un des conflits terminés par l'accord que l'on va lire ; les autres litiges se rapportent à des entreprises faites par les gens de l'évêque contre la justice du chapitre : ils se rattachent à un ordre de contestations extrêmement fréquentes pendant tout le moyen âge, et non pas seulement entre juridictions d'église...

Dans les Registres du Parlement de Poitiers l'affaire est mentionnée pour la première fois le 9 novembre 1422 (1), mais, à cette date, elle n'est pas plaidée et la Cour invite seulement les parties à faire collationner « au pays » les *vidimus* ou copies des pièces qu'ils entendent produire.

(1) Bibliothèque du Mans, ms. 247, fol. 240. — (2) Arch. Nat. X 1^{er} 79 ^a. — (3) le texte imprimé dans la *Province du Maine*, loc. cit. p. 84, note, porte, par erreur, 1522. — (4) Il y a un Landisson en Passais (C^{ne} de Céancé, C^{on} Domfront, Orne), c'est pourquoi je préfère la lecture *Landissono* à *Laudissono* que porte le texte imprimé. — (5) texte imprimé : *pio*. — (6) Arch. de la Sarthe, G. 18, p. 63.

(1) Arch. Nat., X 1^{er} 9197, fol 149 v^o. ; cette courte mention a échappé à M.

Les plaidoiries commencent le 7 décembre 1422 (2). Le chapitre demandeur a confié ses intérêts à deux avocats, dont l'un, Jouvenel, s'occupe des faits relatifs à la juridiction, et l'autre, Rabateau, de ceux qui concernent la cathédrale. L'avocat de l'évêque est Le Tur (3), qui répond le 14 décembre (4), Rabateau réplique le 15 décembre et le même jour Le Tur *duplique* (5), puis l'affaire est mise « en conseil ». Il est probable qu'elle ne vint jamais à l'audience, puisqu'on transigea, mais nous n'en pouvons rien savoir, puisque les restes qui nous sont parvenus des archives du Parlement de Poitiers ne comprennent aucun registre de *Conseil* pour les années 1422-1424.

Enfin évêque et chapitre firent la paix, et voici les pièces par lesquelles se manifeste leur accord :

I

TRANSACTION

(*Original parchemin, Arch. Nat., X^{1e} 128, n° 62.*)

Sur les debaz meuz en la Court de Parlement entre venerables et discrettes personnes doyen et chapitre de l'Eglise du Mans en chacune de troys causes demandeurs et complaignans, et Reverend Pere en Dieu Monseigneur l'evesque dudit lieu deffendeur et opposant en chacune d'icelles causes, qui sont l'une pour occasion de certain edifice de nouvel encommencé par ledit Reverend Père, près et contigu de certain portail sur lequel avoit anciennement une chappelle estant en la partie à entrer de l'ostel du dit Reverend père en Dieu en icelle eglise, par lequel edifice iceulx

l'abbé Ledru. — (2) X^{1e} 9197 fol. 155 v°. — (3) Jouvenel, Rabateau, et Le Tur sont précisément les noms d'avocats les plus fréquemment cités dans les registres du Parlement de Poitiers. Voy. à ce sujet Didier Neuville. *Le Parlement royal à Poitiers*, extrait de la *Revue Historique* (1878), p. 40, seq. Jouvenel est peut-être un Jacques Jouvenel, qui fut avocat du Roi, ou l'un des fils du fameux avocat et homme politique Jean Jouvenel des Ursins : tous les deux, Guillaume, le futur chancelier, et Jean, le futur archevêque, ont fait partie du Parlement de Poitiers avec leur père, qui y était président. — Rabateau, avocat du Roi (ce qui n'empêchait pas de plaider pour les particuliers, fut l'hôte de Jeanne d'Arc en 1429 et devint président en 1436. — Le Tur, fils de président, devint conseiller en 1432. Cf. Delachenal, *Hist. des Avocats au Parlement de Paris*, p. 383. Aubert, *Le Parlement de Paris*, t. I p. 386 et *passim*. — (4) X^{1e} 9197, f° 157 r°. — (5) *Ibid.*, fol. 158 v° 158 r°

de chapitre disoient les veues dicelle eglise, mesmement celles qui anciennement estoient en ladicte chapelle estant sur ledit portail qui a esté demoli pour l'euure nouvelle d'icelle eglise, estoient occupées et seroient celles d'icelle chappelle, quant elle seroit reedifiée, mesmement que l'eaue et agout qui cherroit dessus ledit edifice par grans inundacions d'eaues, vendroient cheoir et la gresle quant le cas seroit, contre les vistres de ladicte eglise, et ainsi par ledit edifice il avoit occupé et empeschié certaines veues edifiés et nécessaires en la viz neufve qui est ou pilier cornier dudit nouvel ouvrage et avec ce auoit demoli partie d'un pilier estant du dit portail ancien, et par lequel edifice les ars boutans qu'il convenoit faire pour apoier ledit nouvel œuvre d'icelle eglise, obstant le boys qu'il avoit mis entre lesdis piliers dudit portail ancien, ne pourroient estre faiz ainsi qu'il appartenoit et qu'il est nécessaire et que appointé auoit esté par certain contract et conuencion autrefois faiz entre eux touchant le viel chapitre d'icelle eglise par les diz complaignans baillé pour autres causes audit Reverend pere en Dieu ; l'autre complainte qui estoit pour raison de ce que iceulx de Chapitre disoient que les curez ou chapellains des eglises parrochiaulx subiectes du dit Reverend Père estoient tenuz de mettre à execution les lettres de la court ecclesiastique d'iceulx de chapitre contre les personnes subiectes en estaige, *aut ratione delicti vel quasi, contractus vel quasi* desdiz de chapitre par especial quant en icelles lettres estoit mandé le fere a leur priere *in jure subsidii mediante illo verbo rogando rog[at]*, pareillement que estoient tenuz les chapellains et curez des eglises pariochiaulx subiectes desdiz de chapitre mettre a execution les lettres dudit Reverend Pere ou son official sur les personnes manans en icelles qui seroient ses subiectes quant par ses lettres sembl[abl]ement sont contenuz les moz dessusdiz, ainsi que par certain[es] lettres apostoliques et autrement ilz disoient ce plus applain apparoir et estre contenu, et estre en possession de ainsi en user par temps suffisant et valable et par les derreniers ans, temps et exploiz, jusques à ce que par ledit Reverend Pere le cure de la Trinite de Laval subgiet dudit Reverend Père, fut par lui ou son official contraint de faire gage d'amende pour avoir mis à execution certaines lettres de la court ecclesiastique desdiz de Chapitre contre les heritiers de feu Maistre Jehan Guerin, leurs subgiez, pour raison de certain contract qu'ilz avoient fait avec eux esquelles lettres desdiz de

chapitre estoit contenu et mandé que à leur prière les executast ; l'autre complainte qui estoit pour occasion de ce que iceulx de chapitre disoient contre ledit Reverend Père que, par privilege qu'ilz avoient à cause de la fundacion de ladicte eglise ou autrement, deuement confirmé par court de Romme, mesmement par le consentement des predecesseurs du dit Reverend Pere, à iceulx de chapitre seulz et pour le tout apartenoit et apartient la prinse et detencion, correction et punicion et la court et cognoissance en touz cas par especial, telz que apres sera dit, de tous les chapellains, vicaires, choireaux, enfans de sellete et autres estans du cuer et draps (1) d'icelles eglise et sembl[abl]ement de leurs serviteurs et familiers et de leur subgez et estagers demeurant en leur terrouer et regale de chapitre et du tout estoient exemps du dit Reverend Père, de son official et autres officiers de sa court ecclesiastique, laquelle court ecclesiastique d'iceulx de chapitre estoit ressortissant au saint siege de Romme sans aucun moyen et que de ainsi en user mesmement touteffois et quant que par ledit Reverend Pere par son official, promoteur et apariteurs estoient prins, arrestez ou detenuz aucuns des chapellains vicaires, choireaux, enfans de sellete et autres estans des draps et cuer d'icelle eglise, et leurs familiers et serviteurs, estoient ilz en saisine et possession de le lui faire reparer et amander par toutes voyes deues et raisonnables. Et quant lesdiz subgez et estagers dudit regale de chapitre estoient citez on conuenuz devant ledit Reverend Pere ou son official, d'en avoir le renuoy a leur court et juridicion *in quacumque parte litis* et de ce auoient joy et usé par eulx et leurs predecesseurs par temps suffisant et vallable a par les derreniers ans, temps et exploiz jusques à ce que par un nommé Pierre de Ros et autres apariteurs dudit Reverend Pere fut prins, ou cloistre de ladicte eglise, un nomme Jehan Gaing prestre chapellain de la dicte eglise et mis es prisons dudit Reverend Pere, de sa court ecclesiastique, et pareillement un nomme Jehan Bachellier, clerc, vicaire et des draps d'icelle eglise, et mis es dictes prisons, lesquels exploiz et edifice dont dessus est faicte mencion iceulx de chapitre disoient avoir este faiz par ledit Reverend Pere en les troublant et empes-

(1) « Etre des draps de quelqu'un » signifie « être de sa livrée », lui appartenir cf Du Change v° *Drappus*. Il n'est pas nécessaire de supposer (*Province du Maine*, t. II (1894), p. 85), que Jean Guin, le chapelain cité plus bas, était, au moment de sa capture, *vêtu des draps de la dite eglise*. L'avocat Jouvenel (X¹^a 9197 fo 158 v°) dit qu'il était « vestu de son surpeliz ».

chant en leurs droiz et possessions dessus déclarées à tort et sans cause, indeuement et de nouvel et pour lesquelz ilz s'estoient complains contre lui dedens temps deu, et le dit Reverend Pere en Dieu, en touz les cas faiz et complaints dessus declairées, alleguoit plusieurs faiz et raisons au contraire, contenuz et declarez es proces des dictes causes faiz en la dicte court de Parlement, ausquelz ledit Reverend Pere en Dieu se raporte, et sur ce estoient pendans entre eux lesdiz proces en la Court de Parlement, lesquelles causes ont esté plaidoiés et les parties oyes; icellui R[everend] Pere et lesdiz doyen et chapitre pour le bien de paiz, proces eschiuer et nourrir amour et concorde entre eux, ont confessé que par le conseil de preudes hommes leurs amis, ou cas toutes voies qu'il plaira à la dicte Court de Parlement, sur les diz debaz ilz ont pacifié et accordé en la manière qui s'ensuit : Premièrement sur le premier debat qui est à cause de l'édifice dont dessus est faicte mencion, les diz de chapitre sont d'acord que ledit Reverend Père en Dieu fasse parfaire ledit edifice quant lui plaira par telle condicion que toutes et quantes fois que iceulx de chapitre feront reedifier en la tour dessusdicte chapelle comme autresfois estoit et ars boutans, selon la forme de la composition autresfois eue et faicte à cause du viel chapitre entre les diz Reverend Père en Dieu d'une part et doyen et chapitre du Mans d'autre, ou autre édifice necessere ou prouffitable à la dicte église, icellui Reverend Pere en Dieu vieult et se consent des maintenant que les baillifs desdictes parties, par le conseil de gens cognoissans et ouvriers experts tant en charpenterie comme en maconnerie iurez de la ville du Mans tielz qu'ilz voudroient elire, y veoient et ce qu'ilz trouveront devoir estre demoli ou rescindé dudit edifice de nouvel edifié joingnant dudit portail, quilz le puissent faire demolir ou rescinder en tant et si auant que necessaire sera et conviendra pour ledit edifice, et si les diz baillifs ne pouuoient de ce concorder ensemble dedens troys moys, les diz de chapitre pourront faire faire la dicte demolicion ou rescision par le premier sergent royal sur ce par eux requis, esleuz et appelez par lui, par la forme et manière que dit est, les diz gens, ouvriers experts et jurez de la dicte celle du Mans, sans ce que ledit Reverend Père en Dieu ou ses successeurs par opposition appellacion ou autrement le puisse contredire ou empescher et sans aucune autre cognoissance de cause, ledit Reverend Père en Dieu ou ses successeurs ou leurs vicaires premièrement sommez et requis une

foiz ou deux par lesdiz de chapitre de faire faire la dicte demolicion ou rescision. Item quant au second debat qui est pour l'exequution des lettres nommées Rogaz de la court ecclésiastique desdiz de chapitre, touz les exploiz d'une part et d'autre c'est assauoir le gage d'amende fait par le curé de la Trinité de Laval, la complainte et exécution sur ce faites par les diz de chapitre et l'opposicion faicte par ledit Reverend Père en Dieu et touz les exploiz qui s'en sont ensuiz tant d'une part que d'autre, plus applain contenuz es proces mis par devers la Court de Parlement par lesdites parties, seront nulz et pour non faiz et non aduenuz, et en useront les parties dessus dictes en l'estat et forme qu'ilz ont accoustumé faire ou temps passé et par auant ledit debat et demourront icelles parties comme par auant lesdiz proces. Item quant aux tiers debat qui est pour cause des prinses faictes par lesdiz officiers du dit Reverend Père en Dieu, des personnes de Messire Jehan Gaing et Jehan Bachellier, chapellain et vicaire des draps de ladicte église, la cause et proces pendant en ladicte Court de Parlement s[er]ont continuez en estat sans riens y muer ou innover durant la vie dudit Reverend Père en Dieu et jusques à un moys apres son decès, et que sommacion soit faicte au successeur dudit Reverend Père en Dieu de reprendre ledit proces, et si aucune chose estoit faicte ou innouée cependant, par l'une des parties contre l'autre, celui au prouffit duquel sera fait tel exploit ne s'en pourra aider contre l'autre plus que si onques ne fust aduenu tel exploit ou innouacion. Fait et passé entre lesdictes parties et de leur expres consentement, le lundi XXIII^e jour du moys de juillet mil quatre cens XXIII et est double pour chacune des parties dessusdictes et collacion faicte par venerables et discrettes personnes Maistre Thomas de Laistre, Guillaume Charpentier, Jehan Braindel, Martin Fourmy, presens honorables personnes Maistre Pierre Bonin, lieutenant au Mans, Nicholle Cheurier, maistre escole, et Jehan Bonin, archidiacre de Montfort en l'Eglise du Mans. (*Signé*) CHARPENTIER, FOURMY, BRAINDEL, pour collacions. Et ad confirmation des choses dessusdictes, nous Adam, euesque du Mans, et nous chapitre de l'Eglise dudit lieu, avons apposé noz sceaulx ad ceste presente cedula.

(*Et sur le replis*). Fait et passé du consentement de Maistre Pierre de Cerisay, procureur d'icellui Monseigneur l'evesque et de Maistre Jacques de l'Espine, procureur desdiz doien et chap-

pitre, le IIII^e jour de decembre l'an mil CCCC vingt et quatre (signé) BLOIS.

(*Et au dos*). Concordia inter episcopum cenomanensem ex una parte et decanum et capitulum ecclesie cenomanensis ex altera, die quarta decembris anno domini M^o CCCC^e vicesimo quarto. •

(*Plus bas, et d'une autre encre*). Accord entre Monseigneur l'evesque du Mans d'une part, et Messieurs doyen et chappitre de l'Eglise du Mans d'autre part. (Signé) LESPINE.

II

ARRÊT

(*Minute, papier, XI^e 128, n^o 61*).

Karolus, etc. Universis, etc. Notum facimus quod de licentia et auctoritate nostre parlamenti curie Inter magistros jacobum de Spina procuratorem et nomine procuratorio dilectorum nostrorum decani et capituli ecclesie Cenomanensis ex una parte et petrum de Cerisay procuratorem et nomine procuratorio dilecti et fidelis nostri episcopi Cenomanensis ex parte altera tractatum concordatum et pacificatum extitit, prout et quemadmodum in quibusdam litteris, sigillis predictorum episcopi et capituli, ut prima facie apparebat, sigillatis, per dictos procuratores dictis nominibus unanimiter et concorditer dicte curie traditis continetur, quarum tenor sequitur in hec verba: *Sur les debaz meuz, etc., de Montfort en l'église du Mans*, sic signatum *Charpentier, Brandel* et subscriptis: *Et ad confirmacion des choses dessus dictes, etc.*, Ad quod quidem accordum ac omnia et singula in eo contenta, specificata et declarata tenenda, attendenda, complenda firmiterque et inviolabiliter observanda, prefata Curia nostra partes predictas et earum quamlibet prout eam concernit per arrestum condemnauit et condemnat ac ea ut arrestum dicte curie teneri compleri et execucioni demandari voluit et precepit. In cuius rei testimonium nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum. Datum Pictauis in parlamento nostro, quarta die decembris, anno domini M^o IIII^o XXIII^o et regni nostri tercio.

Léonce CELIER.

EXTRAIT DES REGISTRES PAROISSIAUX

DE

SAINT-MARTIN. DE SABLÉ

(Suite et fin)

François Houdouin, curé de Saint-Martin.

François Houdouin naquit à Sablé le 24 août 1626, du mariage de Denys Houdouin, natif de Saint-Denis-d'Anjou, et de Jeanne Loyseau sœur utérine de M^e François Vyault, curé de Saint-Martin, qui fut son parrain. François Houdouin était le deuxième des enfants qui naquirent de cette union.

Il n'était encore que tonsuré, maître ès-arts en l'Université d'Angers, lorsque son oncle lui résigna sa cure, et sous-diacre à l'époque de sa prise de possession.

« Je, Francoys Houdouin, sous-diacre, maître es-arts en l'Université d'Anjou, ay pris possession de la cure de Saint-Martin de Sablé en vertu de résignation que m'en a faict M^e F. Vyault, prestre, bachelier en droit, mon oncle, lors de curé de la dite cure et chappelain de la chapelle Saint-Jacques, aliàs de la Roche Talbot, en Vyon, le 28 décembre 1651. Lad. résignation reçue par M^e Eustache Dolbeau, licentié en droits, advocat audit Sablé et notaire royal au Maine, expédiée en la cour de Rome le 3^{me} febvrier 1652, et visée sur la provision de Monseigneur du Mans du 19^{me} décembre dudit an, et de commission de M^e Costar, archidiacre de Sablé du 27 dudit mois et an : ladite prise de possession faicte par vénérable et discret M^e Charles Thion, prestre, bachelier en théologie, curé de l'église paroissiale de Notre-Dame dudit Sablé, en présence de tous messieurs les ecclésiastiques des deux paroisses et de messieurs les habitants dudit Saint-Martin, le 27 janvier 1653.

« Et le 20^{me} d'apvril, dimanche de Quasimodo 1653, ay célébré ma première messe en ladite église, à laquelle ont assisté messieurs les curés tant de ceste ville que nos voysins avec un grand nom-

bre d'ecclésiastiques, et plusieurs nobles et honorables bourgeois, qui m'ont fait l'honneur d'assister au festin, bien jusqu'au nombre de cinquante. »

Il continua alors la rédaction du registre commencé par son oncle Francoys Vyault, d'une façon aussi intéressante que ce dernier. J'en continue l'analyse :

16 décembre, 1655. — Honorable femme damoiselle Marie Beurepère, laquelle epouza mon père en secondes nopces, est décédée en travail d'enfant, et après le travail de quatre jours n'ayant pu mettre son fruit au monde, s'estant mis en double, on fut contraint d'avoir recours à l'art du chirurgien, qui lui tira brutalement une fille mornée, et un quart d'heure après la pauvre mère décéda après un long martyre et avoir reçu tous les sacrements.

1655. — Nostre très saint Père le Pape Innocent X est décédé le 7 janvier 1655, auquel a succédé trois mois Alexandre septième.

1656. — Discret M^e Guillaume Ory, sous-diacre, âgé de 82 ans, ancien avocat, et veuf d'honorable Renée Caille, ma tante, est décédé comme subitement dans une métayrie, allant à la Verouillière pour y passer le reste de ses jours, le 26 novembre, et le lendemain ensepulturé en l'église Saint-André de Chasteau-Neuf, en cest an 1656.

1657. — Vénérable et discret M^e Charles Thion (1), doyen de Saint-Lô d'Angers, autrefois curé de Notre-Dame de cette ville, est décédé audit Saint-Lô, le 25 octobre de l'an 1657. Ce fut luy qui fut cause des troubles et impiétés arrivées à la procession du Sacre dans les années 1655 et 1656.

1659. — Illustrissime et Révérendissime Messire Francoys de Servient, évesque de Bayeux, abbé de Saint-Jouin-sur-Marne et du Perray-Neuf, fils de Monseigneur Abel de Servient, marquis de Sablé, est décédé audit Bayeux, le 2 febvrier 1659, pour lequel nous avons fait services solennels en notre eglise de ceste ville, les 12 et 13 dudit mois.

1659. — Le 17 febvrier 1659 hault et puissant seigneur Messire

(1) On ne trouve aucun récit dans les registres de cette époque des troubles et impiétés dont il est ici question ; il semble étonnant et peu charitable de la part du curé Houdouin d'accuser le curé Thion d'en être « cause ». Ce dernier était frère de Pierre Thion, bailli de Sablé.

Abel Servien (1), marquis de Sablé, seigneur de Boisdauphin, comte de la Roche-des-Aubiers, baron de Meudon et Chasteau-neuf et conseiller du Roy en tous ses conseils, commandeur de ses ordres, ministre d'Etat, surintendant des Finances et seneschal d'Anjou, mourut sur les 4 heures du matin dans son chateau de Meudon et en sa soixante et six années, fort regretté de leurs Majestés, pour les recommandables services qu'il a rendu à l'Estat et qu'il était encore capable de rendre. Il commença à faire paraître ses beaux talents dans une grande jeunesse à l'Assemblée des Notables tenue à Rouen en 1616, en qualité de procureur général au Parlement de Grenoble. Il continua de monstrier sa suffisance dans les conseils du Roy en la charge de Maistre des Requestes dans les Intendances en Guyenne, en l'armée d'Italie où il accomoda comme commissaire de Sa Majesté plusieurs différends entre les maisons de Savoye et de Mantoue. Il fut nommé à Lyon en 1630 premier président au Parlement de Bordeaux, dont Sadite Majesté le tira bientôt pour luy donner la charge d'un des quatre secretaires d'Etat vacante par le decès du fils du chancelier (2). En 1631, elle l'envoya ambassadeur extraordinaire en Italie avec pleins pouvoirs pour les traittés de Chérasque, dont il vint à bout heureusement et avantageusement pendant la régence. Il fut aussi avec les mesmes qualités à Munster où il conclud et signa celuy de la paix de l'Empire, et enfin il fut honoré par le Roy de la charge de surintendant des Finances qu'il a exercé six ans, de sorte que l'on peut dire qu'il a passé par tous les beaux emplois de sa profession et avec tout l'honneur et la capacité possibles. Il étoit veuf de haulte et puissante dame de la Roche des Aubiers (3). Le corps de mondit seigneur de Servien a été apporté à Saumur, et la cérémonie de sa sépulture a été faicte par Monseigneur l'Evesque d'Angers à Notre-Dame des Ardilliers, le 3 d'avril 1659.

(1) Abel Servien avait acquis le château et les terres de Sablé du président des Maisons le 14 novembre 1652. Ce fut lui qui demanda et obtint de Louis XIV la création de marchés à bestiaux le lundi à Sablé. Il en fit ériger de nouveau les terres de Sablé et Précigné en marquisat par lettres patentes de 1656.

(2) Ce fut à la mort du secretaire d'Etat au département de la guerre, Beaucier d'Achères, que Servien fut nommé : il avait alors 37 ans.

(3) Augustine Le Roux de la Roche des Aubiers, veuve de Jacques Hurault, comte d'Onzein, marquis de Vibraye, tué au siège d'Arras, fille de Louis Le Roux, sgr de la R. des Aubiers, épousa Abel Servien le 7 janvier 1641, il avait alors 48 ans. De ce mariage naquirent plusieurs enfants.

1659. — Honorable femme Françoise Houdouin, ma tante, veuve d'honorable Loyseau, jadis procureur au Parlement, est décédée le 12 de décembre, et laquelle fut ensépulturée par vénérable et discret M^e Louis Théard, curé de Notre-Dame de ceste ville, en cet an 1659.

1660. — Honorable homme Balthazar Larchier, mary de defuncte et honorable femme Jeanne Caille ma tante, est décédé le 25 d'aoust à Morannes et ensépulturé le lendemain, en l'église Notre-Dame de cette ville, en cet an 1660.

1661. — Le neuviesme de mars de cet an 1661, sur les deux heures du matin, le cardinal Mazarin, premier ministre d'Estat, mourut au chasteau de Vincennes, en sa cinquante-neuviesme année, d'une longue maladie qui n'estoit que l'effet de ses continues applications pour porter la monarchie française au point de la gloire où nous la voyons, mais et particulièrement de ses derniers travaux pour la conclusion de l'ouvrage qui a produit le repos de toute l'Europe. Ainsi l'on peut dire que jamais carrière n'a esté plus dignement achevée que la sienne, puisqu'ayant été obligé de donner ses conseils pour la poursuite de la guerre, qu'il trouva entre les deux couronnes lorsqu'il entra dans le ministère en 1642, il les a esté continués avec tant de bonheur qu'il en a fait un moyen de parvenir à cette paix sûre et honneste que l'on avait si longtemps souhaitée et dans la conclusion de laquelle il a pleinement répondu aux espérances que chacun concevait de sa capacité et de ses bonnes intentions. Ce fut cette haute suffisance qui obligea le cardinal duc de Richelieu a jeter les yeux sur luy pour le proposer au deffunct Roy comme le plus capable d'achever ce qu'il a commencé, et c'est ce qui porte ensuite ce prince de triomphante mémoire à l'appeler à la principale direction de ses affaires, afin de réparer la perte qu'il faisoit de ce grand ministre. Aussi dût-il user de si belles espérances de son intelligence, de son zèle et de sa fidélité, que se voyant près de mourir, il crut ne pouvoir mieux assurer l'espoir de son estat que sur la continuation de ses conseils. Il recommande particulièrement à la Reine son épouse d'en faire le principal appuy de sa régence. Si sa vie a été pleine de merveilles, sa mort ne l'a pas été moins par la pieuse et fière résolution avec

laquelle on peut dire qu'il l'a affrontée, et par les soins qu'après ceux de sa conscience, il a continué de prendre, mesme à l'extrémité, des affaires du Roy, avec la mesme présence d'esprit et le mesme zèle infatigable qu'il avoit montré dans sa santé la plus vigoureuse. Mais en expirant ainsy au lit d'honneur en présence de Leurs Majestés, s'il leur donnait de l'admiration, il leur causoit aussi une douleur très sensible de ne pouvoir sauver celuy qui s'était consommé pour le bien public : et ceste douleur doit être commune à tous les François qui attendoient avec beaucoup de raison que ce grand homme leur ayant faict voir la paix, il en feroit encore naistre pour eux une félicité accomplie. Ce jour et le suivant, son corps fut exposé au mesme lieu, sur un lict de parade très magnifique, et toutes les personnes de marque l'ont été voir, et leurs Majestés estant revenues en ceste ville de Paris, firent l'honneur au comte et à la comtesse de Soissons et aux autres parents de Son Eminence de leur visite, pour leur témoigner la part qu'elles prenaient à la perte qu'ils avaient faicte, et les assurer de leur protection, toute la cour leur ayant aussi faict les compliments sur ce sujet.

1662. — En cette année a régné grande mortalité et famine si grande, que le boisseau de blé seigle a valu, mesure de Sablé, six #, et mesure de Champagne huit #. C'est, je le sais par expérience, en ayant achepté pour plus de cinquante écus. Dieu nous préserve d'une telle année.

1662. — M^e Julien Courtays (1), prêtre sacriste de Saint-Martin, mourut le 30 août 1662, après avoir esté trente-cinq ans prêtre sacriste.

1664. — Charles du Guesclin, escuyer, aagé d'environ 15 ans, est décédé et ensepulturé dans nostre église, par vénérable et discret M^e Louis Théard, le 6 de décembre 1664.

1665. — Le 27 février, M. le curé Houdouin étant malade, ne put faire une sépulture et fut remplacé par son oncle.

1667. — Vénérable et discret M^e Louis Théard (2), prêtre curé

(1) Célèbre par ses fougues et ses refus de chanter les offices sous le curé Vyault.

(2) Louis THÉARD, bachelier en théologie de la Faculté de Paris, avait été d'abord curé de Luçon et syndic du diocèse du Luçon. Il était fils de René Théard, sieur de la Chevalerie en Saint-Denis-d'Anjou, et de Jeanne Gaudin, de la ville de Laval.

de Notre-Dame de l'Isle de Sablé, est décédé le 2 d'avril, et le lendemain dimanche des Rameaux ensepulturé en le cœur de ladite église par nous curé. En cet an 1667, la cure déjà vacante et luy a succédé M^e Jehan Senault.

1668. — Vénérable et discret M^e François Vyault, âgé de 81 ans, bachelier en théologie. Après avoir esté curé quarante et un ans, résigna la cure de Saint-Martin à moy indigne, François Houdouin, son neveu et son très obligé, qui m'a entretenu de toutes choses tant en sa maison presbitaire qu'aux escholes, qui m'a aimé aussi tendrement qu'un père. Il est décédé le 19 d'aoust 1668 et ensepulturé en notre église le lendemain, par M. le curé de Boessay, M^e Etienne Briceau. Il étoit chapelain de la Roche-Talbot à Vion.

1669. — En cest an, est décédé à Sablé un capitaine des gabelles nommé Philibert de Soubise.

1670. — Honorable maistre Roland Gohory, avocat fiscal à ce siège, est décédé le 7 de septembre et le lendemain ensepulturé en nostre église, en cest an 1670. Trois semaines avant sa mort, il s'étoit exposé en un incendie arrivé en l'Isle le 17 d'aoust. Pour donner ses ordres, il fut obligé de se isser des batiments dans la rue par laquelle il sortit et se fracassa et rompit le pied gauche. De laquelle blessure il est mort après avoir souffert en martyr avec une patience admirable.

1670. — Monsieur Du Guesclin, conseiller du Roy en son grand Conseil, aujourd'huy premier du mois de may 1670, dimanche de la Trinité, a donné à nostre église un soleil pour y mettre reposer le Très Saint Sacrement, et pour la fabrice, duquel il a cousté 82 # audit seigneur, sans y comprendre l'ancienne custode pesant 30 # donnée autrefois par feu vénérable et discret M^e Louis Nepveu, autrefois curé de céans, grand oncle de Mademoiselle Renée Nepveu, veuve Gabriel du Guesclin, conseiller du Roy en son Parlement de Bretagne, et mon grand oncle du côté maternel.

Le registre des mariages tenu par M. le curé François Houdouin se termine le 24 septembre 1683. Il n'y est nullement question du procès qui eut lieu en 1673 entre les curés de Nostre-Dame et de Saint-Martin au sujet de la procession de la Fête-Dieu

et du soleil dans lequel on portait le Saint-Sacrement, ainsi que des processions qui avaient lieu les jours de fêtes de la Vierge.

L'affaire fut portée devant M. Levayer, vicaire général de Monseigneur l'Evêque du Mans : la sentence condamnant M. le curé Houdouin fut rendue le 10 mai 1674.

Le curé de Saint-Martin appela comme d'abus de ce jugement, mais fut débouté de son appel par arrêté du Parlement de la Grande chambre du 7 mars 1676, donné sur les conclusions de l'avocat général Talon.

1671. — Honorable Denys Houdouin, mon père, est décédé en la paroisse de Notre-Dame le 30^e d'octobre, et le lendemain ensepulturé en nostre église Saint-Martin par discret M^e Jean Viel curé de Gastines, en cest an 1671.

1673. — Jean Guyon, veuf de Julienne Houdayer, est tombé sur les petits ponts de l'Isle dans la rivière, le 19^e febvrier, d'où estant retiré est mort sans avoir reçu les sacrements. Le lendemain ensepulturé après midy le même jour 20^e, en cest an 1673. *Multum de salute dubito quia ebrius cecidit et vino et aqua mortuus est.*

1675. — Vertueuse dame Renée Nepveu (1), veusve de messire Gabriel Du Guesclin, chevallier, conseiller du Roy en son Parlement de Bretagne, est décédée le 28 d'apvril et le lendemain ensepulturée par M. le curé d'Asnières, en cest an 1675.

1675. — Jacques du Guesclin ecuyer, sieur du Gas, non marié, aâgé de 23 ans, est décédé le 9 janvier et le lendemain ensepulturé en nostre église par le père Prieur de Solesmes. Il est mort pour avoir trop fatigué dans la dernière campagne où il a esté huit jours sans manger ni boire que de l'eau. En cest an 1675.

1677. — Un nommé Pierre Rollot mourut d'un accident qui lui arriva le 6 septembre. Sa charte chargée de grains qui se creva dans le carrefour de Saint-Martin.

1677. — Messire René Du Guesclin (2), chevallier, en son vivant conseiller du Roy au grand conseil, mary de vertueuse

(1) Fille de Rolland Nepveu, bailli de Sablé.

(2) Naquit à Sablé le 1^{er} décembre 1614 — fils de Gabriel et de Renée Nepveu. Sa femme Anne Cousinot était fille de Jacques Cousinot 1^{er} médecin de Louis XIII et de Louis XIV et d'Anne Bouvart, fille de Charles Bouvart 1^{er} médecin des mêmes rois.

dame Anne Cousinot, est décédé le mardy 26 octobre sur les quatre heures et demie après minuit, et le lendemain ensepulturé en nostre eglise, en cest an 1677, aagé de 63 ans.

1678. — Jean Du Guesclin, escuyer, aagé de douze ans ou environ, est décédé et a esté ensepulturé en cest an 1678.

1679. — Le 6 décembre, un domestique de la Tussonnière, nommé Jean Courtays fut assassiné et ensepulturé le 8.

Le dernier acte de décès enregistré par le curé Fr. Houdouin, est daté du 28 may 1683.

Le 25 juillet 1687, mourut Francoys Houdouin. On voit par son acte de décès qu'il ne fut pas enterré dans son église, mais à Nostre-Dame.

✠. 1687. — Le 25 juillet 1687, fut inhumé dans l'église Nostre-Dame de Sablé par M. le curé de ladite église, le corps de vénérable et discret M^e François Houdouin, prêtre curé de l'église Saint-Martin de Sablé, conformément à sa volonté, estant aagé de 62 ans ou environ (1). F. LE PELLETIER.

L. VIELLE.

(1) Il était né le 24 août 1626, il n'avait donc que 61 ans.

ADDITIONS ET RECTIFICATIONS

1^{er} article, page 18, lire *Godebert* au lieu de *Godelier*.

P. 19, lire *Nuillé-sur-Ouette* ; *Perrine Mahot*.

P. 21, lire *rideaux rouges* ; *chevelue* au lieu de *chenelvis* ; *inondation avec grandes pertes* ; *Radegonde Journeil*.

P. 22, lire *pressoir (couvert) de jonc et genêts* ; *Blaise Frippier*.

P. 23, note, lire *Nicolas de la Porée*, sieur du Parc.

2^e Article, p. 61, lire sieur de la *Romerie*.

P. 64, lire *Estienne Briceau*.

NOTES D'HISTOIRE & D'ARCHÉOLOGIE

VIVAIN, BALLON, SAINT-MARS-SOUS-BALLON CHATEAUX DE BONNÉTABLE ET DE BOIS-DOUBLET

(EXCURSION DU 8 JUIN 1922).

VIVAIN

Le bourg de Vivoin est l'un des plus anciens et fut longtemps l'un des plus importants du Maine. Son existence semble au moins remonter à l'époque gallo-romaine, et, en 832, un acte de Louis-le-Pieux qualifie Vivoin *bourg public* (1).

Au XI^e siècle, Vivoin est possédé par les vicomtes de Beaumont qui y bâtissent un château ; l'un d'eux, Raoul, y fonde entre les années 1058 et 1062 un prieuré, et le donne, ainsi que l'église dédiée à saint Hyppolite, à l'abbaye bénédictine de Marmoutier.

Une tradition locale, très accréditée encore au siècle dernier, affirme — non sans fierté — qu'un Pape est venu à Vivoin. Ce serait vraisemblablement le Pape Urbain II, lors de son passage dans le Maine, en 1096, pour prêcher la croisade (2).

Quoiqu'il en soit, le prieuré de Saint-Hyppolite de Vivoin ne tarda pas à s'enrichir de nombreuses donations. Avec le XIII^e siècle, ces dons devinrent même si abondants qu'ils permi-

(1) C'est à la demande d'un bon nombre de nos confrères que nous publions ces notes lues au cours de l'excursion du 8 juin dernier. On y trouvera au moins le résumé de quelques nouvelles observations et la mise au point de certains faits qu'il était intéressant de préciser.

(2) Cette tradition n'est pas seulement rapportée par Pesche et par dom Piolin, d'après la Chronique ms. de Vivoin : d'une obligeante communication de M. le V^e du Motey, il résulte qu'elle est consignée dans une note inédite d'Odolant Desnos, l'érudit historien d'Alençon au XVIII^e siècle, et que M. de la Sicotière, qui l'avait trouvée très vivante encore à Vivoin dans sa jeunesse, était absolument convaincu de son exactitude. L'un des derniers historiens du diocèse de Sées, l'abbé Hommey, n'hésite pas même à affirmer le fait dans son *Histoire générale du diocèse de Sées*, Alençon, 1899.

rent aux moines de commencer — vers 1230 ou 1250 au plus tard, — la reconstruction de leur église, terminée dans son état actuel au commencement du ^{xiv}^e siècle.

A cette date, Vivoin paraît avoir été une petite ville, enceinte de murs et de fossés, avec quatre portes, deux églises et un hôpital ou Maison-Dieu, fondée en 1239. On y trouvait aussi déjà la célèbre confrérie des prêtres du doyenné de Beaumont, dont les statuts remontent à 1306.

Mais, les premiers désastres de la guerre de Cent ans se font sentir cruellement dans la région. Dès 1356, Vivoin est ravagé et pillé par la bande de routiers de l'aventurier Philippe de la Chèze, qui s'est emparée du château de Fresnay. Soixante ans plus tard, l'invasion anglaise de 1417 transforme toute la contrée en un vaste champ de bataille.

Cela vaut au moins à Vivoin, en mai 1432, l'honneur de donner son nom à une petite victoire française qui fit alors un certain bruit dans la France entière, en réconfortant les partisans de la cause nationale. Nous avons jadis raconté en détail les péripéties tragiques de ce combat de Vivoin, survenu pendant l'un des sièges de Saint-Cénery. Bornons-nous à rappeler que notre vaillant capitaine Ambroise de Loré, Jean de Bueil et Pierre de Brézé, à la tête « des meilleures lignées du pays », s'y couvrirent de gloire ; que l'anglais Mathieu Goth, resté fameux sous le nom populaire de *Matago*, y fut blessé et fait prisonnier. A grand peine, le bâtard de Salisbury, rudement poursuivi par les Français, parvint à regagner Saint-Cénery dont il fut contraint de lever le siège dès le lendemain (1).

Une lettre de rémission, accordée en 1450 à un infortuné paysan qui avait tué un de ses parents dans un accès de colère contre sa belle-mère, — fait bien banal — nous permettait, dans le même travail, d'ajouter deux faits nouveaux à l'histoire de Vivoin. Cette lettre de rémission nous apprenait, en effet, que le roi de France Charles VII était passé à Vivoin au milieu du mois d'août 1450, en se rendant de Séez à Château-du-Loir, et que, peu

(1) *Le Château et la Ville de Beaumont-le-Vicomte pendant l'invasion anglaise*, Mamers, 1901.

de temps après son passage, l'église de ce même Vivoin avait été dévalisée.

Malheureusement nous ne savons par qui, et les malandrins, auteurs du mauvais coup, courent encore.

Moins chanceuses seront les quatre pauvres sorcières qui, en 1457, comparaitront au prieuré de Vivoin, devant l'évêque du Mans Martin Berruyer, pour sortilèges et maléfices. Dûment convaincues d'avoir évoqué le diable, elles seront tondues devant les halles de Beaumont, en présence de vingt mille spectateurs, et impitoyablement bannies du diocèse.

Les sorcières, semble-t-il, étaient alors assez nombreuses dans les environs de Vivoin et de Beaumont, témoin cette autre, de la paroisse de Teillé, que, dix ans auparavant, « le diable d'enfer » avait lui-même étranglée au coin d'un bois (1).

Toutefois, elles n'effrayaient pas les rois de France et n'empêchèrent pas Louis XI, à son tour, de passer à Vivoin le 13 septembre 1470, en revenant d'un pèlerinage au Mont-Saint-Michel. Bien mieux, Louis XI qui est alors en veine de dévotion au point de payer les oies et les chats auxquels son chien favori *Muguet* tord le cou sur la route, fait une offrande à l'église de Vivoin, et donne « vingt escus » à l'église de Saint-Martin de Doucelles pour la réfection « d'un pignon qui estait démoly et abattu » (2).

En outre du passage traditionnel du Pape Urbain II, les habitants de Vivoin peuvent donc sûrement s'honorer d'avoir reçu les rois Charles VII et Louis XI.

Par contre, ils furent sans doute moins flattés de certaine visite que leur fit, en 1476, le trésorier des guerres en Normandie, Jean Raguier, logé à Vivoin « avec un grand nombre d'archers et de gens de guerre » pour faire la chasse aux faux sauniers, et punir les villes et bourgs qui ont usé de sel non gabellé » (3).

Toujours est-il qu'avec le règne de Louis XI, le relèvement du

(1) Arch. Nationales, JJ. 179, fol. 64.

(2) P. ADIGARD, *Les Voyages de Louis XI en Normandie et dans le Maine en 1470*, Alençon, 1902.

(3) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, *Comptes de l'Hôtel de Ville du Mans*.

pays s'accroît rapidement, et bientôt une période de renaissance s'ouvre pour le prieuré de Vivoin.

Deux membres de la grande famille de Courthardy, Jacques de Courthardy, archidiacre du Mans, et Jean, archidiacre de Montfort, doyen de Saint-Pierre-la-Cour, en sont successivement prieurs commendataires au début du xvi^e siècle; de 1498 à 1529, ils font reconstruire une partie des bâtiments, entre autres le logis prieural et les cloîtres (1).

Le xvi^e siècle, cependant, n'est pas tout entier une période de prospérité pour le bourg de Vivoin. A plusieurs reprises, il y est marqué par de désastreuses épidémies, et, en 1562 par les déprédations des Huguenots. Les troubles des guerres de religion amènent même le roi Henri III, en 1579, à autoriser les habitants à réparer leurs murailles. Quelques années plus tard, le maréchal de Lavardin, gouverneur du Maine, établit encore le seigneur de Malitourne, le sieur de la Chesnaye, gouverneur « de la ville de Vivoin, l'un des passages les plus fréquentés de la province ».

Au temps de Scarron, enfin, il existe à Vivoin une auberge particulièrement réputée pour la bonne chère qu'on y fait, « l'auberge du *Coq-hardi* », où le *Roman comique* nous montre les comédiens, ses héros, se chamaillant avec des marchands de toile de retour du marché de Beaumont.

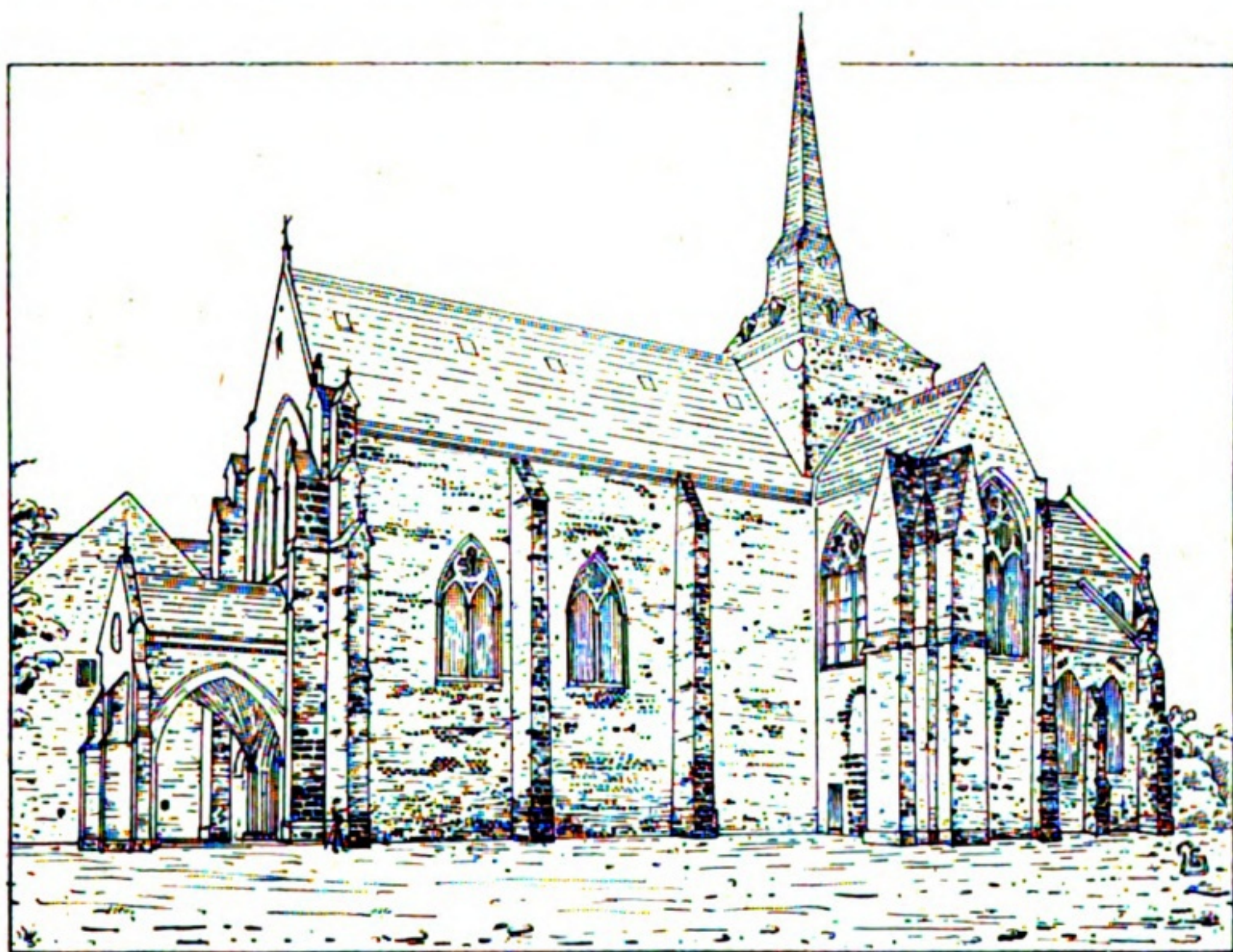
Il y aurait, certes, beaucoup à ajouter à l'histoire anecdotique de Vivoin, et certain repas de la Confrérie, dans lequel les convives devaient « une vache grasse tout entière », achetée 50 sols (en 1463), et six moutons à 46 sols, pourrait suggérer bien des réflexions à la fois mélancoliques et joyeuses.

De peur de comparaisons peu favorables à notre temps « de vie chère », passons sans plus tarder à l'étude archéologique de l'église et des bâtiments du prieuré (2).

(1) V. la note ci-après.

(2) Sur la paroisse, l'église et le prieuré de Vivoin. V. spécialement : PESCHE, *Dictionnaire*; abbé RENAudeau, *Chronique ms. de Vivoin*; Abbé TOURNESAC, *Notes ms. et rapports*; Abbé R. CHARLES, *Guide du touriste*; E. HUCHER, *Monuments funéraires et sigillographiques des Vicomtes de Beaumont*; Abbé L. DENIS, *Confrérie des prêtres du doyenné de Beaumont*; *Cartulaire du prieuré Saint-Hippolyte de Vivoin*, etc.

L'ÉGLISE. — Précédée d'un charmant porche, dans le style du XIII^e-XIV^e siècle, à trois arcades ornées de sculptures de feuillages, la nef, sans bas-côtés, n'est pas voûtée et remonte à l'époque romane, au moins dans les parties basses de ses murs où se retrouve à l'extérieur le petit appareil. Remaniée au XIII^e siècle, elle est éclairée par trois fenêtres en arc brisé. Au-dessus de la croisée du transept, s'élève une tour carrée, antérieure, elle aussi, au remaniement et surmontée d'une flèche en bois.



ÉGLISE DE VIVOIN

(DESSIN DE M. P. CORDONNIER-DÉTRIE)

Dans le croisillon sud se voient encore des baies murées en plein cintre, indices bien nets de l'époque romane, alors que la grande fenêtre de la partie haute, avec ses trois rosaces inscrites dans l'arc du tympan, appartient incontestablement au XIV^e siècle.

Le chœur, tout entier du XIII^e et même de 1250 au plus tard, ainsi qu'il résulte de l'étude de la belle verrière du chevet, est particulièrement remarquable. Il est divisé en trois travées qu'éclairent des fenêtres à deux lancettes élégantes, flanquées de colonnettes, et il se termine par un chevet carré, percé d'une

superbe fenêtre à trois lancettes. Les nervures toriques des hautes voûtes d'ogives reposent sur de triples colonnettes supportées par un encorbellement au-dessous des fenêtres.

De chaque côté du chœur est accolée une chapelle, du commencement du xiv^e siècle.

L'ensemble est, cependant, d'aspect bien homogène, et l'église de Vivoin, intelligemment restaurée de 1868 à 1899 par le service des monuments historiques, sous la direction de MM. E. Hucher, Darcy et Vérité, avec le concours de l'Etat, du Département, de la Commune et de la Fabrique (curés MM. Leblanc et Pioget), mérite d'être comptée au nombre des édifices les plus intéressants des xiii^e et xiv^e siècles que possède le département de la Sarthe.

A l'intérieur, il faut tout spécialement signaler :

1^o Les verrières (xiii^e siècle) de la grande fenêtre du chevet, si complètement étudiées jadis par M. Hucher et si instructives à comparer avec celles de la chapelle de la Sainte Vierge à la Cathédrale du Mans : au milieu, *Vie de notre Seigneur*, ancienne dans toute sa partie supérieure ; à droite, *Messe de Saint-Martin*, deux panneaux seulement anciens ; à gauche, *Légende de Saint Hyppolite*, six panneaux anciens.

2^o Dans le chœur également, de très rares et très curieux restes de carrelage du xiii^e siècle : rosace mosaïque où la terre cuite remplace le marbre ; petits carreaux à tons d'ocre jaune, rouge, bleu, blanc, et à sujets variés, aigles à deux têtes, quadrupèdes fantastiques, fleurs de lys (classés, 1908) ; à comparer avec le non moins curieux carrelage de l'ancienne abbaye de Champagne, décrit en 1898 par M. Julien Chappée.

3^o Contre le mur latéral du sanctuaire, du côté de l'épître, la dalle funéraire gravée au trait (xv^e siècle) d'un ancien prieur en habits sacerdotaux, la tête nue, abrité sous une niche gothique à pinacle orné de crochets (classée, 1908).

4^o A l'entrée de la chapelle septentrionale, une délicieuse statuette en marbre blanc, *la Vierge et l'Enfant*, spécimen caractéristique de la statuaire du xiv^e siècle, qui a été trouvée près de l'ancien réfectoire de la confrérie (1) et qui doit être l'ancienne statue de la Vierge de cette célèbre confrérie (classée 1905).

(1) Reproduite en phototypie dans cette *Revue*, en 1896.

5° La clôture en bois des fonts baptismaux (xvi^e siècle), et deux statues en terre cuite du xvii^e, *la Vierge de douleur* et *Saint-Jean*, classées en 1908.

Depuis 1848, en outre, le musée de peinture du Mans possède quatre intéressants panneaux du xv^e siècle peints sur bois, provenant de Vivoin : *le Martyre de Saint Hyppolite*, *la Vierge*, *Jésus et Saint Benoît* ; *l'Adoration des mages* ; *le Christ en Croix* (n^{os} 20, 21, 23 et 22 du *Catalogue* ; dons de l'abbé Tournesac).

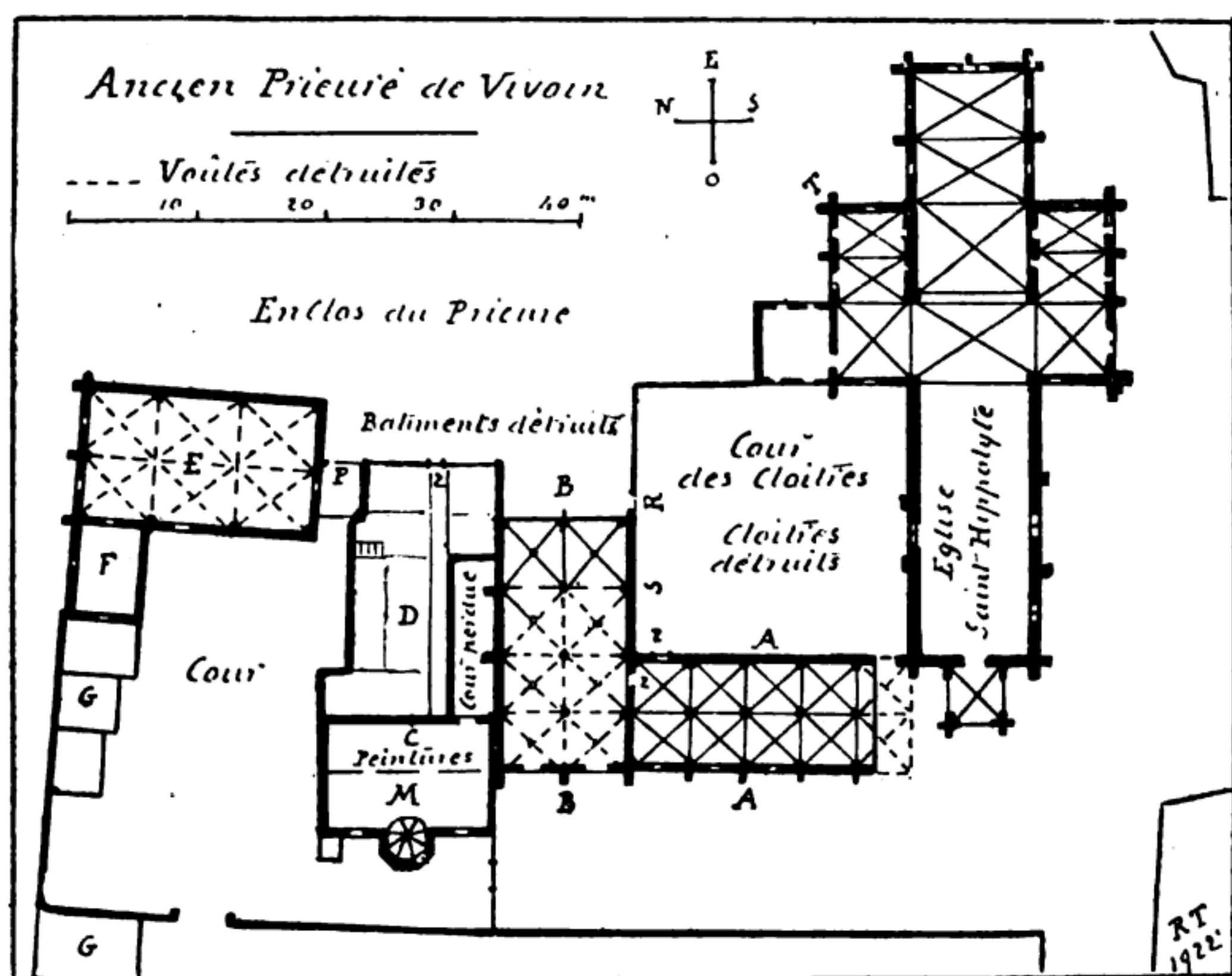
Enfin, à l'extérieur de l'église, adossée (en T) à l'angle de la chapelle septentrionale, se trouve aujourd'hui une statue tombale d'un grand relief, placée autrefois à l'intérieur. Pesche l'a prise pour celle du prieur Marpeaux, mort en 1625, ce qui est impossible d'après le caractère beaucoup plus ancien que M. E. Hucher attribue à ce « gisant ». Ne serait-ce pas le tombeau de Jacques de Courthardy, qui, en 1749, au dire du curé de René, Gilles Négrier de la Crochardière, se voyait dans l'église « avec sa figure gisante » ? (Ms. 351, de la Bibliothèque du Mans.)

LE PRIEURÉ. — Les bâtiments de l'ancien prieuré de Vivoin présentaient un ensemble architectural si important que, pour les reconstituer dans leurs détails, il faudrait des relevés d'architecte très précis et une minutieuse étude. Nous ne pouvons en donner ici qu'un rapide aperçu et en publier, pour la première fois, des croquis.

Les constructions se répartissaient, par le fait, en deux groupes : l'un autour des cloîtres, qui attenaient au mur septentrional de l'église, l'autre autour d'une cour située plus au Nord. Les cloîtres, reconstruits par le prieur Jean de Courthardy, étaient, dit-on, fort beaux. Ils sont depuis longtemps détruits, ainsi que la salle du chapitre qui se serait élevée en prolongement du bâtiment B, à l'angle N.-E. avec les appartements particuliers du prieur au premier étage.

De ces constructions du xvi^e siècle, il ne reste actuellement, en R, que les fragments d'une charmante porte de la Renaissance, surmontée d'une corniche à oves, dont les pilastres sont décorés d'un médaillon à tête finement sculptée et d'arabesques d'un caractère tout italien. Cette porte, de même que les portes r r r,

plus simples, ne peut appartenir qu'aux dernières années du prieur Jean de Courthardy, de 1520 à 1529.



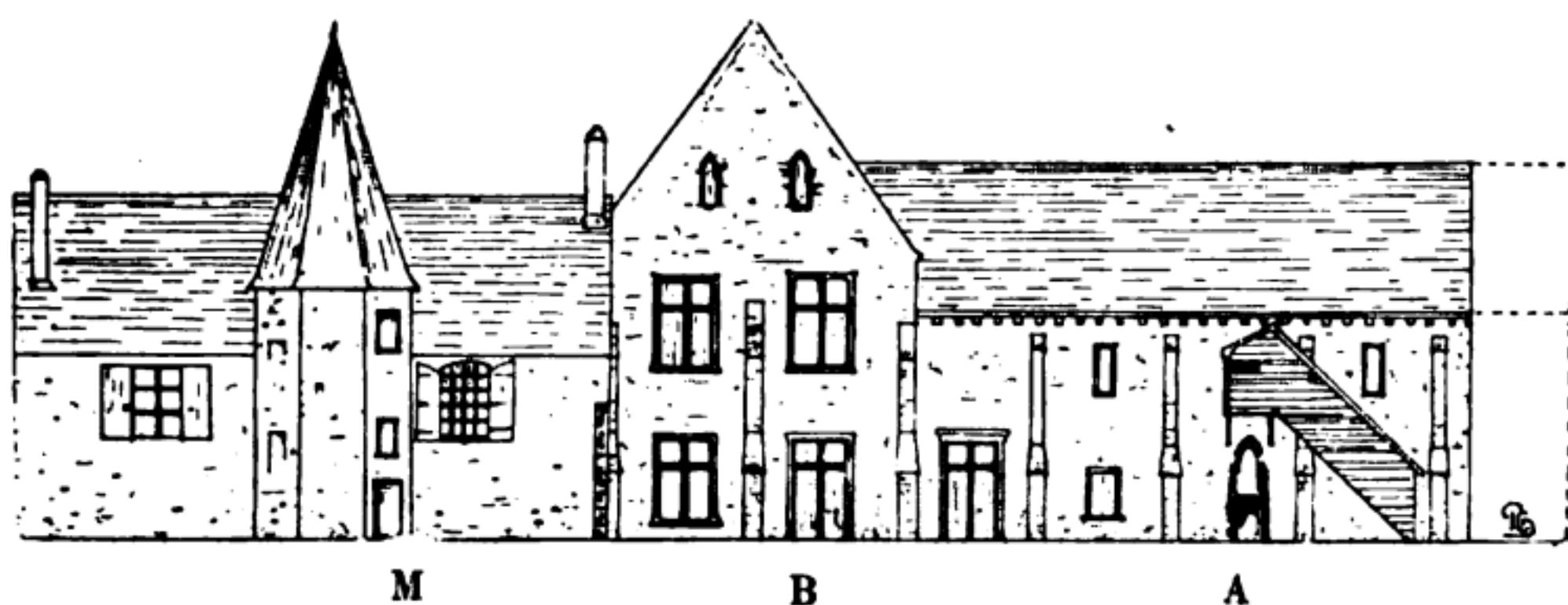
ANCIEN PRIEURÉ DE VIVOIN
(PLAN GÉNÉRAL)

La grande fenêtre à meneaux ouverte sur la cour, au premier étage du bâtiment B (au-dessus de S), est également du xvi^e siècle, tandis que l'étage du bâtiment A n'est éclairé, de ce côté, que par de petites fenêtres carrées.

Avant de quitter la *Cour des Cloîtres*, signalons encore, en S, l'emplacement où a été découvert, en 1907, le curieux sarcophage, de date incertaine, aujourd'hui conservé au musée archéologique du Mans (1).

(1) Ce sarcophage renfermait, dans un cercueil en bois, le squelette intact d'un homme encore jeune, et aux angles extérieurs du cercueil des fragments de petits vases en poterie rouge, avec traces de charbon. Il était enfoui à une profondeur de 0,30 à 0,40 cent. seulement. En nous annonçant et en nous décrivant la découverte, en 1907, M. l'abbé Besnard, doyen de Beaumont, et M. l'abbé Legoué, curé de Maresché, avaient cru y voir la sépulture relativement récente, d'un prieur ; M. le chanoine Ledru, dans son *Répertoire*, y voit lui, un sarcophage carolingien.

Si en sortant de la *Cour des Cloîtres* par le passage ouvert depuis 1858 en côté du porche de l'église, on contourne maintenant la façade occidentale des bâtiments, on se trouve tout d'abord en face du bâtiment A qui contient, au rez-de-chaussée, une vaste salle du XIII^e ou XIV^e siècle, voûtée sur croisées d'ogives, et divisée par quatre colonnes centrales en deux nefs de cinq travées chacune. Malheureusement, les premières travées, du côté de l'église, ont dû être démolies pour dégager l'édifice, et les autres ont été morcelées en étables et écuries. Au-dessus, une salle de mêmes dimensions, nommée le *Jeu de Paume*, servait, croit-on, de salle de récréation pour les moines. Couronnée d'une corniche à modillons sans sculptures, la façade occidentale de ce bâtiment A était appuyée de contreforts dont les arrachements demeurent très visibles : elle est percée, au rez-de-chaussée, de deux ouvertures



ANCIEN PRIEURÉ DE VIVAIN
(Façade Occidentale)

DESSIN DE M. P. CORDONNIER-DÉTRIE.

Renaissance et d'une petite fenêtre en arc brisé ; au premier étage, de deux fenêtres rectangulaires, hautes et étroites.

Le bâtiment B, perpendiculaire au précédent, est, lui aussi, l'un des plus anciens ; son pignon occidental, très élevé et renforcé de contreforts à plusieurs ressauts, offre encore au rez-de-chaussée et à l'étage de grandes fenêtres à meneaux ; à la partie supérieure, deux petites fenêtres en arc brisé. La grande salle du bas, voûtée sur croisées d'ogives, est divisée en deux nefs de quatre travées chacune : primitivement elle se prolongeait davantage vers l'Est, comme l'indique l'examen du pignon oriental, qui

a été refait et garde dans sa maçonnerie deux grandes arcades murées. Par suite du surhaussement du sol, la hauteur sous clefs de voûtes n'est plus que de 4 mètres. Jusqu'à ces dernières années, cette belle salle était intacte et d'aspect imposant.



ANCIEN PRIEURÉ DE VIVOIN
(Salle B)

DESSIN DE M. P. CORDONNIER-DÉTRIE.

Pendant la guerre, malheureusement, les voûtes, trop surchargées de chanvre, se sont effondrées au centre, et deux des colonnes rondes à chapiteaux qui les supportaient, gisent aujourd'hui sur le sol, mutilées. L'examen des parties subsistantes, notamment le profit, légèrement en amande, des nervures toriques permettent d'attribuer encore cette salle aux XIII^e-XIV^e siècles. Au-dessus, d'après la tradition locale, se trouvait la bibliothèque.

Le bâtiment M, en saillie sur l'alignement, est flanqué, en son milieu, d'une tourelle à pans, contenant un escalier de pierre à vis. Son aspect extérieur est bien celui d'un logis de l'extrême fin

du ^{xv}^e siècle. Son sous-sol est divisé en plusieurs parties. En outre d'un petit cachot obscur et profond, on y voit, en C, une sorte de chapelle souterraine, voûtée en berceau, et dont un des murs est décoré de fresques du ^{xv}^e siècle : un saint Sébastien, une sainte Barbe, un autre personnage difficile à identifier, avec un fragment de nom en caractères gothiques, la représentation d'une petite église à la porte de laquelle se tient un moine, etc.



8.6.1922.

ANCIEN PRIEURÉ DE VIVOIN
(Salle B)

DESSIN DE M. P. CORDONNIER-DÉTRIE.

Cette chapelle souterraine s'ouvre sur une étroite cour intérieure, renfermée entre les bâtiments B et D, qui n'a pas d'autre accès et qu'on nomme, pour ce motif, la *Cour perdue*.

Au premier étage, le bâtiment D qui fait suite au « logis » M, est traversé dans sa longueur par un corridor desservant diverses pièces, grandes et petites, qui devaient être habitées par les religieux. La construction est moins soignée, sans autre détail intéressant qu'à l'extrémité du corridor, en r, une porte de style Renaissance, — aujourd'hui transformée en fenêtre, — qui conduisait aux appartements du prieur, détruits postérieurement.

Sur la façade orientale, les bâtiments D et E sont réunis par une sorte de large porche P en arc légèrement brisé, s'ouvrant sur une troisième cour, ou sur l'enclos du prieuré.



ANCIEN PRIEURÉ DE VIVOIN
(Façade Orientale)

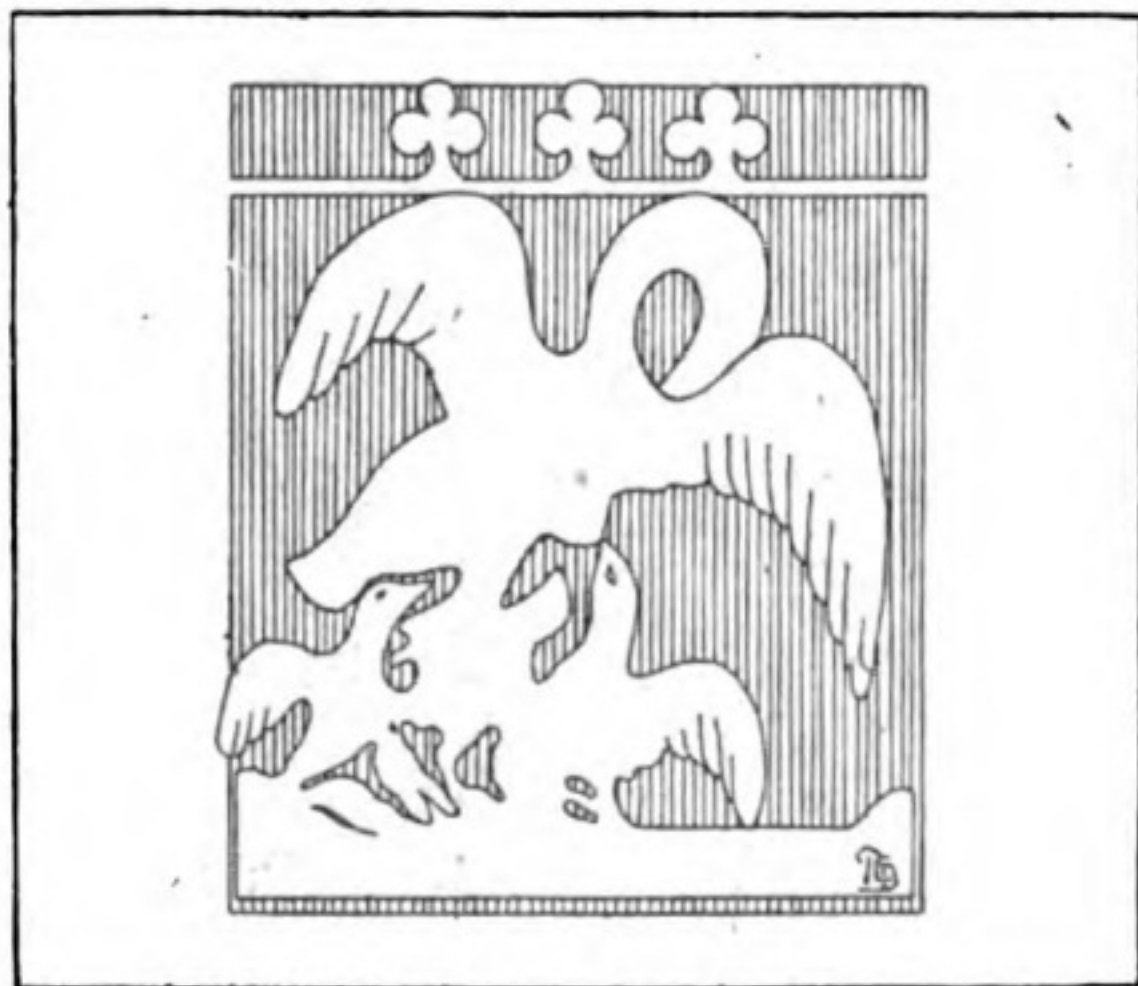
DESSIN DE M. P. CORDONNIER-DÉTRIE.

Le bâtiment E appartient, lui encore, à la construction primitive des XIII^e et XIV^e siècles. Si ses voûtes n'étaient pas détruites, il serait d'un bel aspect. Il ne reste plus, au rez-de-chaussée, que les grands arcs formerets en ogives et les traces intérieures d'une porte en arc brisé ; au premier étage, du côté de la cour, l'amorce d'une grande cheminée, entre une baie en arc brisé et une petite porte rectangulaire donnant accès au bâtiment F ; puis, sur le pignon septentrional, deux grandes baies en plein cintre. C'est dans ce bâtiment E que les seigneurs de Beaumont auraient, croit-on, tenu leurs assises au XIII^e siècle.

Le bâtiment F, enfin, également à deux étages éclairés au Nord par d'étroites meurtrières verticales, eut servi de prisons, d'après la tradition.

Les bâtiments G, servitudes plus ou moins anciennes, n'ont pas d'intérêt.

En résumé, ce qui reste actuellement du prieuré de Vivoin appartient à deux époques bien distinctes : XIII^e-XIV^e siècles ; fin du XV^e-XVI^e siècle. Jusqu'ici, le remaniement de cette dernière époque était exclusivement attribué au prieur Jacques de Courthardy (1498-1506), attribution inadmissible pour certaines parties telles que la jolie porte R, qui révèle une date déjà avancée de la Renaissance. Le fait, désormais bien établi, que Jean de Courthardy a succédé à Jacques, de 1511 au moins à 1529, concilie tout. On peut affirmer, dès lors, que le prieuré de Vivoin a été, en grande partie, reconstruit de 1498 à 1529, par les deux prieurs Jacques et Jean de Courthardy. Les armes de la famille de Courthardy, « d'azur, à deux épées ou poignards d'argent en sautoir, les pointes en bas », ont, d'ailleurs, été signalées depuis longtemps sur une des portes qui conduisait à la *Cour des Cloîtres*.



MOTIF SCULPTÉ AU-DESSUS D'UNE PORTE

(1) C'est avec l'obligeant concours de M. le V^{te} Menjot d'Elbenne et de M. le chanoine Ledru, que nous avons pu établir définitivement que Jacques et Jean de Courthardy avaient été successivement prieurs de Vivoin. Jacques est cité avec ce titre en 1498 (Arch. de la Sarthe, H. 1866), et en 1501 (Chartrier de Maleffre) ; il meurt en 1506. Jean est qualifié prieur de Vivoin en 1511 (Arch. de la Sarthe, G. 85), en 1517-1520 (Arch. de la Confrérie de Vivoin) ; en 1529, l'Abbé de Marmoutier, confère à Fr. Guillaume Vallet le prieuré de Vivoin, vacant par la mort de M. Jehan de Courthardy (Note inédite de M. le chanoine Ledru).

CHATEAU DE BALLON

Au ix^e siècle, Ballon n'était encore qu'une *villa*, citée dans des diplômes carolingiens et dont l'église appartenait au Chapitre du Mans.

D'après le récent ouvrage du vicomte du Motey, *Les origines de la Normandie et du duché d'Alençon*, le château aurait été bâti dès le début de l'époque féodale — avant 1020 — par Guillaume I de Bellême, dit Talvas, pour s'assurer la possession du Sonnois.

Toujours est-il qu'il joue déjà un rôle important à cette date, dans la lutte entre le comte du Maine, Herbert Éveille-Chien, et l'évêque du Mans, Avesgaud, frère de Guillaume de Bellême. Tour à tour, Manceaux et Percherons s'en disputent la possession avec d'autant plus d'acharnement que Ballon est, pour les premiers, une place frontière, base nécessaire de leurs opérations offensives, et que le château est non moins indispensable aux seconds pour garder la riche plaine du Sonnois, qu'il domine (1).

Cette première lutte se termine, vers 1034, par un drame qu'Orderic Vital raconte dans tous ses détails, l'assassinat de Robert I de Bellême, prisonnier au château de Ballon.

Les Manceaux, alors, conservent Ballon paisiblement jusqu'à l'invasion normande de 1064. En cette année, rien ne peut résister au terrible duc de Normandie, Guillaume le Conquérant, et Ballon paraît même lui avoir ouvert ses portes sans résistance.

Bien mieux, un certain Drudus, qualifié seigneur de Ballon, se serait attaché à la fortune de Guillaume le Conquérant, et, après la conquête de l'Angleterre, son fils Hamelin, né au château de Ballon, deviendra, au-delà de la Manche, la souche d'une grande famille anglo-normande (2).

(1) V. DE L'ESTANG, *Ballon au XI^e siècle*, dans la Revue hist. et arch. du Maine I, 1876, p. 537. — R. LATOUCHE, *Hist. du Comté du Maine aux X^e et XI^e siècles*. — V^e DU MOTEY, *Les origines de la Normandie, etc.* — G. FLEURY, *Les fortifications du Sonnois*.

(2) V. DE L'ESTANG, *De la part des habitants du Maine à la conquête de l'Angleterre*, Bull. de la Société d'Agr. Sciences et Arts, 1854-55; E. DUPONT, *Recherches historiques sur les compagnons de Guillaume le Conquérant*; H. ROUND, *Studies in peerage and family history*, Westminster, 1901, p. 181.

Au lendemain de la mort de Guillaume, des révoltes successives font encore tomber le château de Ballon tantôt aux mains des Manceaux, tantôt aux mains des Normands qui finissent par en confier la garde, en 1098, à leur fidèle allié Robert II de Bellême.

Ce Robert II de Bellême est un grand ingénieur militaire. Pendant toute une année, il applique ses remarquables talents à réparer et renforcer les fortifications du château, dont le comte du Maine ne recouvre la possession définitive qu'à la fin de 1099.

Il est impossible aujourd'hui de dire en quoi consistait ce premier château du ^x^e siècle : il s'élevait sans doute, à quelques pas près, sur l'emplacement actuel, indiqué par la configuration topographique du terrain — peut-être sur la motte qui le domine légèrement à l'est. Il est permis, au moins, de présumer que Robert de Bellême sut y combiner habilement les trois modes de fortification alors en usage : la fortification en terre, les constructions en bois et les constructions en pierre.

Comparativement au précédent, le ^{xii}^e siècle fut pour Ballon une époque de calme. Ce n'est, en effet, qu'en 1189, lors de la guerre entre Philippe-Auguste et Henri II Plantagenet, que son nom reparaît dans l'histoire militaire du pays.

Au mois de mai de cette année, avant d'enlever Montfort-le-Rotrou et Le Mans, le roi de France s'empare de Ballon, qu'Henri II vient d'abandonner (1). Dix ans plus tard, en 1199 ou 1200, il s'en empare de nouveau sur Jean sans Terre et fait démanteler la place.

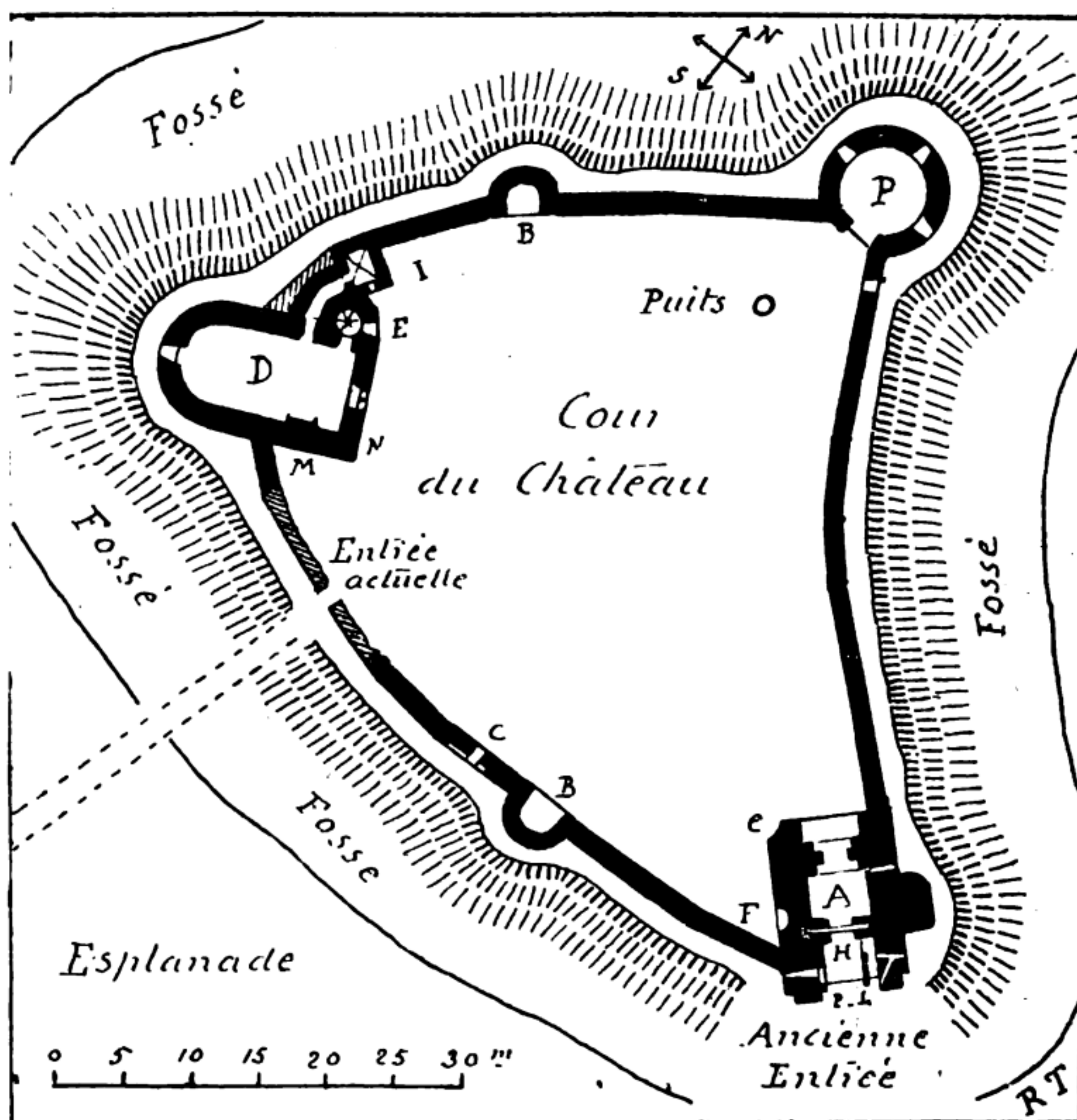
Au ^{xiii}^e siècle, cependant, le château de Ballon est reconstruit, et cette reconstruction achève vraisemblablement de faire disparaître les traces des travaux de Robert de Bellême.

En tout cas, à l'époque de la guerre de Cent-ans, Ballon est redevenu une puissante forteresse.

En 1356, le château a pour capitaine un écuyer nommé Artuis de Chaorces. Était-il du parti français ou du parti anglais ? On ne peut le dire. Nous savons seulement qu'à cette date, le prieur de

(1) V. *l'Hist. de Guillaume Le Maréchal*, publiée par P. MEYER ; A. LEDRU ; *La prise du Mans par Philippe Auguste en 1189*, Pr. du Maine, 1896.

Ballon, Fr. Gervais du Boiscornu était prisonnier des Anglais, et que cinq ans plus tard, vers 1361, Ballon était assiégé et pris par un chevalier anglais nommé Robert Le Mareschal.

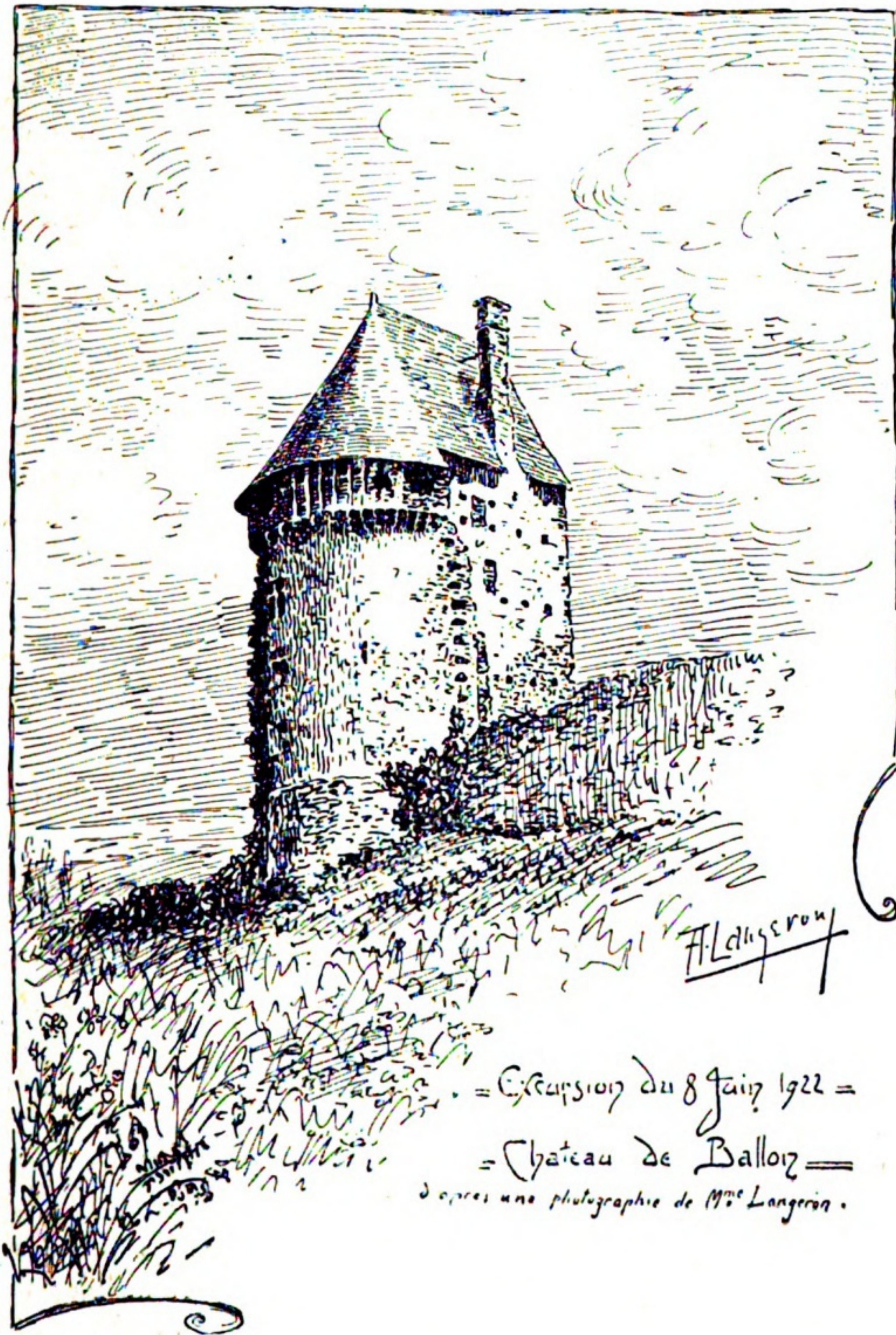


PLAN DU CHATEAU DE BALLON

A. Tour et Pavillon d'entrée. — PL. Emplacement du Pont-Levis. — H. Herse. — e. Escalier détruit. — F. Ancien four. — BB. Tours. — P. Tour de la Poudrière. — Puits de 52 m. 25 de profondeur. — C. Poterne et arc de décharge. — D. Grosse Tour, donjon. — E. Porte d'entrée et tourelle d'escalier. — I. Tourelle [rectangulaire] du chartrier.

La bande de Robert Le Mareschal est un peu moins connue que celle de Philippe de la Chèse, qui, dans le même temps, ravageait si cruellement les environs de Beaumont et de Fresnay. Elle ne se faisait pas faute, néanmoins, de courir le pays, elle aussi, d'y prélever de lourdes réquisitions, de ramasser sur les

chemins d'infortunés passants — même des enfants de 12 ans,



qu'elle ramenait prisonniers à Ballon (1).

(1) A. LEDRU, *Le Maine sous le règne de Jean le Bon*, Pr. du Maine, 1899.

A cette époque aussi, la Châtellenie de Ballon semble avoir appartenu à Hugues de Bauçay, dont la fille, Eustache de Bauçay, épousa Olivier I de Prez, seigneur de Prèz-en-Pail.

En 1388 et 1405, leur fils, Olivier II de Prez, marié à Jeanne d'Usaiges et oncle du vaillant capitaine Ambroise de Loré (1), rend aveu au Comte du Maine pour la Châtellenie de Ballon; puis il meurt sans enfants avant 1412, et après un long procès devant le Parlement, Ballon passe à l'un de ses héritiers, Hardouin VII de Maillé.

Lors de la dernière invasion anglaise dans le Maine, en 1417, le château de Ballon n'a donc pas de seigneur en état de bien le défendre. L'un des premiers du Maine, entre le 22 et le 30 octobre, il tombe au pouvoir du roi Henri VI, dont les troupes s'avancent déjà, à cette date, jusqu'à deux lieues du Mans.

Toutefois, comme Beaumont, Ballon est sans doute repris par les Français au milieu de l'année 1418 (2), car un fragment de la Chronique de Saint-Vincent dit expressément : « Le mercredi pénultième jour de février 1419 (février 1420 n. st.) fut prins Ballon par les Anglais et les Bourguignons ».

Depuis ce moment jusqu'à l'expulsion définitive des Anglais en 1449, on ne retrouve pas une fois le nom de Ballon, ni dans les chroniques du temps, ni dans les nombreux documents que nous avons réunis sur la guerre de Cent-ans, alors que sont mentionnés, avec les noms de leurs capitaines, de petits châteaux voisins, beaucoup moins importants, tels que ceux de Saint-Aignan et de la Guierche. On est amené à en conclure que Ballon avait été, de bonne heure, « désarmé » et ruiné.

En 1469, Jacques de Surgères, chevalier, seigneur de Ballon par sa femme Renée de Maillé, présente, en effet, dans un nouvel aveu « son chastel de Ballon, comme entièrement « désarmé ». Il nous apprend, en outre, que « les halles, le four à ban, de nombreuses maisons de la ville et plusieurs métairies voisines » sont également en ruines. Des halles, du four et de bien des

(1) D'ACHON, *Les Seigneurs de Courceriers*; Marquis DE BEAUCHESNE. *Notes mss. sur la Châtellenie de Ballon*; Arch. nat. P. 345^h.

(2) Ballon, en tout cas, était encore anglais au 3 mai 1418. FR. DUVAL, *Invent. des documents anglais, etc.*, Bull. de la Société hist. de l'Orne, 1906.

maisons « choistes au dit lieu », il ne reste que les emplacements (1).

C'est assez dire combien Ballon avait souffert pendant la dernière période de la guerre de Cent-ans et pourquoi il subsista encore si peu de choses du château de ce temps.

Au début du xvi^e siècle, la terre de Ballon ne fut pas confisquée ainsi qu'on l'avait dit jusqu'ici ; d'après les récentes recherches de l'érudit conservateur honoraire du Musée Carnavalet, M. P. Le Vayer, René de Surgères s'étant ruiné en commençant peut-être la restauration du château, elle fut vendue aux enchères du Châtelet et achetée par l'écuyer bourguignon Jeannot d'Ynurse, marié à Radegonde de Maridort.

Une note trouvée dans les papiers de Dangeau et que M. Le Vayer a fait également connaître dès 1911, attribuée à ce Jeannot d'Ynurse, entre les années 1505 et 1509 le dernier relèvement du château de Ballon, notamment la construction du corps de logis actuellement conservé (2). Le renseignement concorde fort bien avec l'architecture de ce bâtiment : les grandes fenêtres à meneaux et à croisillons de pierre, la porte surmontée des restes d'une « guette » à machicoulis, l'escalier à vis de soixante-deux marches, et les deux tourelles à pans, indiquent suffisamment un manoir du temps de Louis XII.

Après la mort de Jacques, fils de Jeannot d'Ynurse, vers 1566, le château de Ballon échoit à une fille d'un second mariage de Radegonde de Maridort, Nicole Le Roy de Chauvigny, veuve en 1^{res} noces de François Raffin, conseiller en la Cour, sénéchal d'Agenais, et, en 2^{es}, du maréchal de Cossé.

Il passe ensuite successivement, pendant les xvii^e et xviii^e siècles, à Antoinette Raffin, marquise de Lansac, la grande bienfaitrice du pays, aux de Saint-Gelais de Lezignem, aux de Vassé, aux Le Vayer et aux Bouchet de Sourches. Malheureusement, la tour d'entrée est découronnée en 1764, et trente ans plus

(1) Arch. nationales, P. 345⁴, fol. 43.

(2) Sur Jeannot d'Ynurse, V. dans le *Bulletin paroissial de Ballon*, 1911, l'intéressant article sur l'Eglise de Saint-Georges de Ballon, publié sans signature par M. P. Le Vayer, et que nous avons eu le regret de ne retrouver qu'au lendemain de l'excursion du 8 juin, ce qui nous a privé du plaisir de rendre, ce jour-là, à l'auteur ce qui lui était dû.

tard, la comtesse de Sourches en fera abaisser deux autres.

Le jeudi 23 juillet 1789, jour de la fameuse panique du *Jeudi fou*, le château de Ballon est le théâtre d'un des plus affreux drames de la Révolution dans le Maine, l'assassinat de MM. Cureau et de Montesson.

Ce sanglant épisode est, Dieu merci, unique dans l'histoire moderne de Ballon, illustrée depuis la Révolution par le général Coutard, l'un des héros des guerres du Premier Empire, et par le musicien Villeteau, membre de l'Institut.

Quant au château, après avoir été, au XIX^e siècle, la propriété des familles de Maupeou et de Mailly, il avait été vendu à des marchands de biens et allait être démoli, lorsqu'en mai 1914, la municipalité de Ballon a eu l'intelligente et patriotique pensée de le racheter pour en assurer la conservation.

On ne saurait trop féliciter les habitants de Ballon.

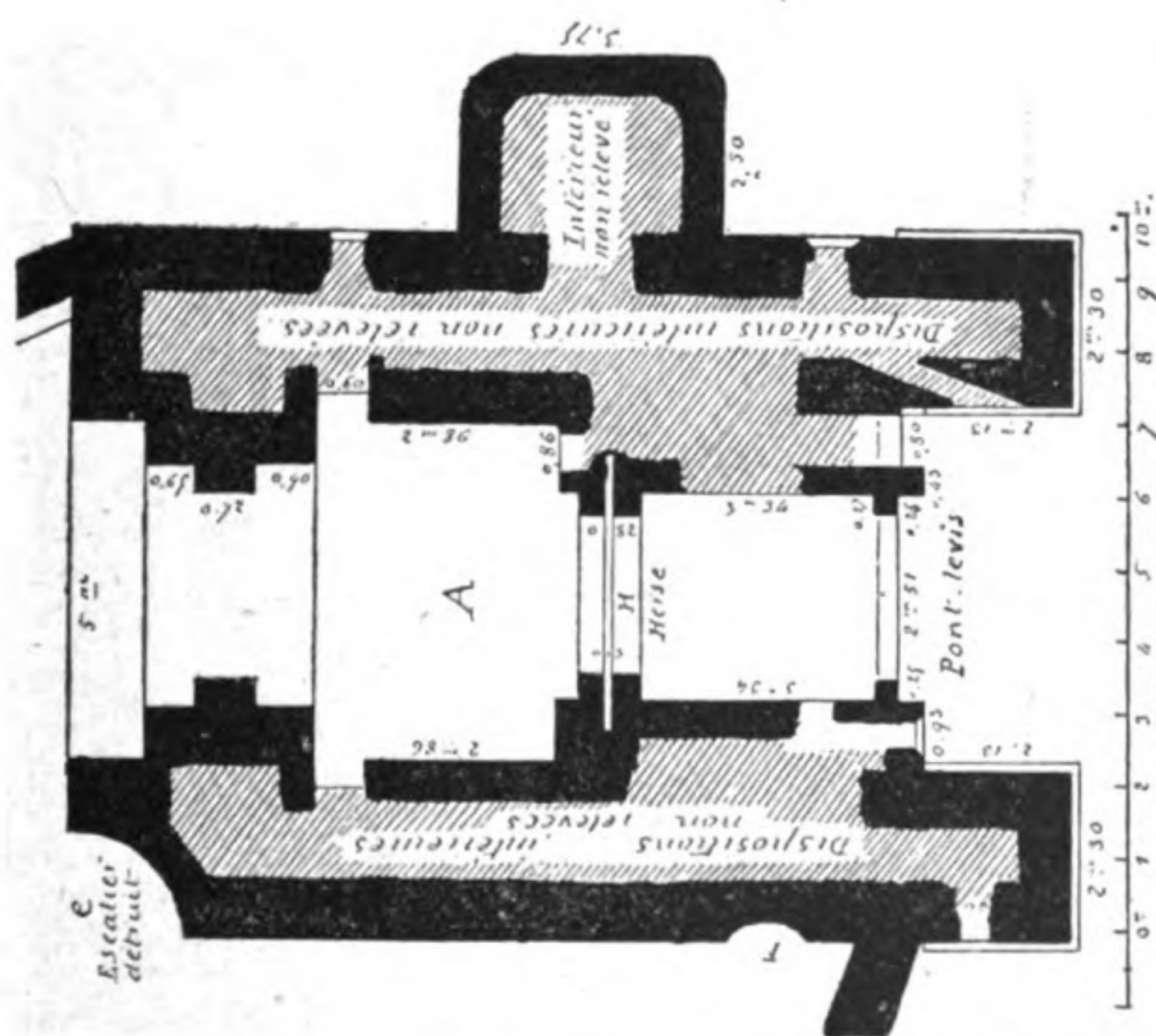
Leur vieux château, jadis célèbre dans l'histoire de la province, conserve, au moins, sa grosse tour ou donjon, « en bel appareil de grès..., de profil très pur et de grande allure » (1), couronnée d'un chemin de ronde crénelé d'où l'on découvre un splendide panorama ; le tracé général de son enceinte et les parties basses du pavillon d'entrée, avec des meurtrières et des dispositions caractéristiques de la fortification du début du XVI^e siècle (2). Il sera toujours la principale attraction de la ville. Il lui attirera toujours de nombreux touristes. Sa disparition eut été désastreuse, non seulement au point de vue historique et pittoresque, mais aussi au point de vue des intérêts matériels.

Par cet intelligent sauvetage, la ville de Ballon a bien mérité, certes, de toutes les Sociétés Savantes, de tous les artistes, et nous souhaitons vivement que, suivant l'heureuse idée de M. Vorin, architecte en chef des Monuments historiques, elle transforme un jour son vieux château en hôtel de ville (3).

(1) J. L'HERMITTE, *Rapport sur les monuments historiques*, 1913.

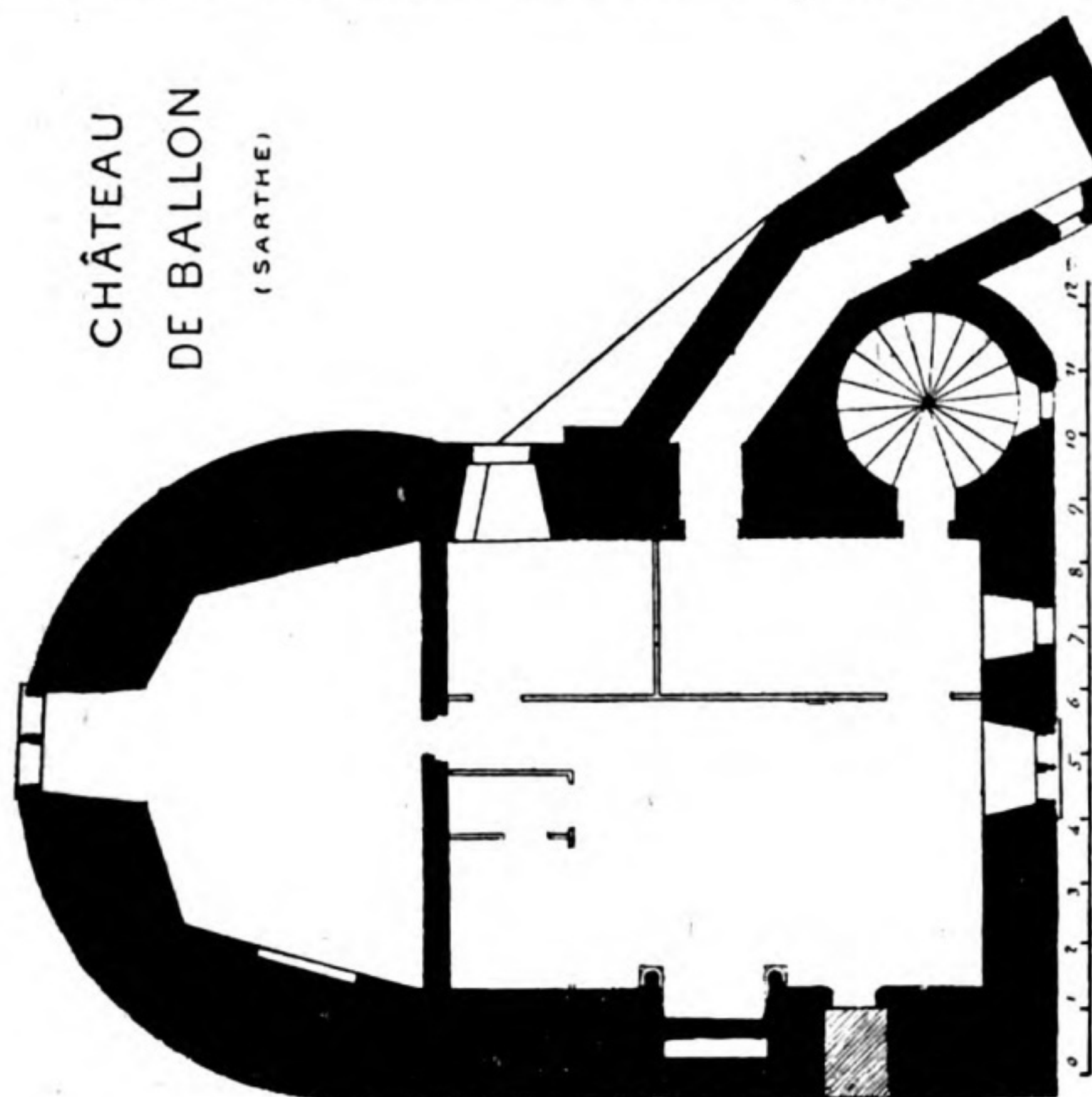
(2) Pour la première fois, grâce à l'obligeance de M. Fouasnon, maire et conseiller général, à d'intéressants relevés de M. Le Vayer et au concours de M. Cordonnier-Détrie et de M. Vorin, nous avons pu établir des plans complets du château de Ballon : nous en donnons ci-contre un croquis d'ensemble.

(3) En outre des articles et ouvrages cités, V. sur Ballon : PESCHE, *Dictionnaire* ; Abbé AUBRY, *Ballon..* (Le Mans, 1853) : *Le Maine et l'Anjou* ; art. de dom Piolin ; abbé LAUDE, *Guide du voyageur à Ballon* (Le Mans, 1898).



Les tracés extérieurs seuls ont été relevés : les parties intérieures non relevées, sont indiquées par des hachures.

ANCIENNE PORTE D'ENTRÉE
DE L'ENCEINTE DU CHÂTEAU
(Relevés de MM. P. Le Vayer
et Robert Triger).



GROSSE TOUR : PREMIER ÉTAGE
(RELEVÉS DE MM. P. LE VAYER ET ROBERT TRIGER)
Vérifiés et rectifiés par M. VORIN,
architecte en chef des Monuments historiques.

CHÂTEAU
DE BALLON
(SARTHE)

MASSACRE DE MM. CUREAU ET DE MONTESSON

A BALLON, LE 23 JUILLET 1789 (1)

Dans la soirée du mercredi 22 juillet 1789, alors qu'à la suite des nouvelles de la prise de la Bastille la province entière est en proie aux plus vives inquiétudes, de mystérieux courriers se répandent tout à coup dans les campagnes, annonçant, sur tous les points à la fois, l'arrivée prochaine d'une armée de brigands qui dévastent les moissons, incendient les châteaux et les fermes, pillent les villages, mettent le pays à feu et à sang. A entendre ces messagers de malheur, Nogent-le-Rotrou et La Ferté-Bernard sont déjà saccagés. Les brigands ont été vus dans la forêt de Bonnétable. Ils avancent avec la rapidité de l'éclair. Dans quelques heures, ils seront aux portes de Mamers, de Ballon, de Fresnay, de Beaumont et du Mans!

Violemment surexcitées depuis quelques jours, les populations ne raisonnent plus. Pendant la nuit, une terreur folle, une panique effroyable s'empare de tous les esprits : « Le tumulte devient affreux... Partout on croit voir les brigands et on perd la tête. On sonne le tocsin. Des femmes s'enfuient dans les bois, emportant leurs enfants et leur argent; d'autres remplissent les églises et demandent à se confesser. Les hommes s'assemblent à la hâte, s'arment de ce qui se présente à leur main et courent sans savoir ni où sont les prétendus ennemis, ni s'ils sont en état de les combattre ».

Plus que les autres parties du Maine, peut-être, la ville de Ballon et ses environs sont profondément ébranlés, dans la soirée du 22 juillet, par cette indescriptible panique. Dès neuf heures, on sonne le tocsin en quelques endroits et des

(1) Extrait de notre livre « *L'Année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine* » lu, le 8 juin dernier, au bord des fossés du château de Ballon, sur l'emplacement même des massacres. L'ouvrage étant aujourd'hui très rare, nos nouveaux confrères ont expressément réclamé la reproduction de ce récit, d'autant plus dramatique qu'il a été reconstitué scrupuleusement d'après un dossier judiciaire que nous avons été le premier à rouvrir après cent ans. R. T.

familles entières prennent la fuite, sur la nouvelle, répandue par un sieur Juchereau de Mamers, que les brigands sont aux portes de cette ville. A minuit, deux hommes, dont l'un se dit domestique du curé de Nouans, arrivent en poste chez le curé de Lucé-sous-Ballon. Ils frappent à coups redoublés au portail du presbytère en criant : « Monsieur, nous sommes écrasés ; faites battre la cloche promptement. Voilà une troupe de brigands composée de quatre à cinq mille hommes qui entrent à Mamers. Ils mettent tout à feu et à sang ». Puis ils repartent en toute hâte pour avertir Ballon et les autres paroisses, après avoir fait promettre au curé de Lucé de donner l'alarme s'il aperçoit l'ennemi le premier. A quatre heures du matin, le pays tout entier est sur pied. Le tocsin sonne à tous les clochers, et à Ballon la terreur est à son comble.

Dès la pointe du jour, le jeudi 23 juillet, plus de vingt paroisses en armes se concentrent sous les murs du vieux château. Les unes sont amenées par des curés et des vicaires ; les autres par des notaires ou des huissiers. Les habitants de Saint-Mars arrivent sous la conduite d'un gentilhomme aimé et respecté de tous, M. de Guibert. On lui décerne aussitôt le commandement général et il se trouve à la tête d'un rassemblement de cinq à six mille hommes. Des postes avancés sont établis sur la route de Mamers. On barricade le pont, on creuse des tranchées.

Mais, cette mise en scène n'est qu'un prétexte. Les brigands ne paraissent pas et d'infâmes meneurs profitent de la surexcitation des paysans pour accomplir un épouvantable projet.

A cinq quarts de lieues de Ballon, à l'entrée du bourg de Nouans, s'élève un vaste château entouré de larges douves avec pont-levis et dont les hautes tours dominant le plat pays. Depuis deux jours, le lieutenant de maire de la ville du Mans, Charles Cureau, fabricant d'étamines devenu écuyer et secrétaire du roi, est venu s'y réfugier avec sa femme. Il se croit d'autant plus en sûreté au château de Nouans qu'il est l'oncle du propriétaire et chargé en son absence d'administrer le domaine.

L'arrivée de M. Cureau, cependant, a produit mauvaise impression. La populace du Mans ne l'aime pas. C'est un anobli et « le plus riche bourgeois de la ville » ; il a fait fortune trop rapidement, il a excité l'envie et la jalousie. Déjà, elle a menacé de sac-

cager son hôtel de la place des Halles et répandu sur son compte des propos perfides. On dit que M. Cureau fait le commerce des grains, qu'il les accapare pour les expédier hors du royaume, qu'il est venu dans le pays acheter les blés sur pied et « affamer le peuple ». Ces accusations sont entièrement fausses, mais elles suffisent pour le rendre odieux et soulever les colères populaires.

Vers sept heures du matin, pendant que les honnêtes gens montent la garde dans les rues de Ballon, une bande d'une cinquantaine de forcenés vient l'arracher violemment de son château, déclarant « qu'il leur faut le sieur Cureau mort ou vif ». Ce n'est qu'à force de prières et sur les instances des domestiques qu'ils consentent à le laisser monter à cheval.

Au haut du tertre de Nouans, à quelques pas du château, la bande rencontre le cabriolet du comte Balthazar-Michel de Montesson, seigneur de Douillet, ancien officier au régiment du roi et gendre de M. Cureau, qui vient rejoindre son beau-père avec sa femme et ses deux enfants. Elle se jette sur la voiture et l'arrête en criant : « En voilà encore un qui va venir avec nous. Il ne sera pas de trop ; il nous commandera ». Très effrayé de voir son beau-père en si mauvaise compagnie et dans l'espoir de lui être utile, M. de Montesson s'empresse d'accepter l'invitation. Il dételle un de ses chevaux, monte dessus sans même prendre le temps de le faire seller et se joint à la bande. M^{me} de Montesson, restée seule avec ses enfants, rentre au château où elle trouve sa mère dans une profonde inquiétude, et le vicaire de Nouans qui s'efforce charitablement de la rassurer.

Pendant ce temps, les têtes s'étaient échauffées à Ballon. Des propos perfides avaient été semés dans la foule, et quelques-uns des défenseurs de la ville commençaient, eux aussi, à réclamer M. Cureau. Deux travailleurs avaient même quitté la tranchée en disant qu'ils allaient à Nouans lui brûler la cervelle.

A huit heures et demie environ, MM. Cureau et de Montesson arrivent au pont de Ballon, entourés de leur escorte qui s'est grossie en chemin de quelques exaltés, encore plus furieux.

Le pont de Ballon, nous l'avons dit, avait été barricadé. La sentinelle, cependant, les laisse passer. A peine dans la ville, MM. Cureau et de Montesson sont assaillis de propos sinistres.

On reproche à leur escorte « de n'avoir pas apporté leurs têtes » ; on dit que ceux qui l'auraient fait auraient eu une récompense. Déjà, des forcenés prennent la bride de leurs chevaux et crient qu'il faut les tuer.

Arrivée à l'auberge du Plat d'Etain, la bande force ses prisonniers à descendre de cheval, et sur leur demande, elle les conduit à pied au château pour les présenter à M. de Guibert. Une foule immense couvre l'esplanade et remplit la cour intérieure. Dès qu'elle aperçoit M. Cureau, elle l'accueille par des huées furieuses et des menaces terribles : « Voilà les affameurs du peuple ! » crie-t-on de tous côtés. « Il faut les tuer. A mort ! A mort ! » M. Cureau demande à se justifier.

On le fait alors monter, avec MM. de Montesson et de Guibert, dans une salle haute du château où les plus furieux les suivent avec de nouveaux cris de mort. A ce moment, un sieur Hardouin, boucher à Ballon, que le hasard a placé aux côtés de M. de Montesson, lui dit à l'oreille en le frappaant sur l'épaule : « Ne craignez point, Monsieur, ils ne vous tueront pas » ; puis il élève la voix pour demander grâce en faisant remarquer à la foule qu'elle ne peut tuer des gens qu'elle ne connaît pas. Cette généreuse tentative est aussitôt appuyée par quelques braves gens, et surtout par un autre boucher, Marin Saillant, de Souigné, qui vient d'entrer dans la chambre par la fenêtre et est parvenu, au prix des plus grands efforts, à pénétrer jusqu'à M. Cureau.

Mais bientôt « un nombre considérable de faux, de fourches et de brocs » se lèvent sur la tête de celui-ci et sur les têtes de ses défenseurs. Le tumulte devient épouvantable. On entraîne M. Cureau dans l'escalier en le tenant au collet. Les honnêtes gens, terrifiés et impuissants, s'échappent au plus vite. M. de Montesson reste seul dans la chambre sous la garde d'une partie de la bande. Il est alors dix heures du matin.

Dès que M. Cureau paraît dans la cour, après avoir été renversé et foulé aux pieds dans l'escalier, d'effroyables clameurs éclatent de tous côtés. Les uns lui reprochent d'être « un mangeur de peuple » et d'avoir dit « qu'il fallait faire paistre le Tiers-Etat ». Les autres proposent « de lui couper les jambes et de le faire souffrir longtemps, parce qu'il a ruiné beaucoup de mar-

chands ». Un journalier de Saint-Mars lui met la pointe de sa fourche sur le visage. Un garçon boucher lui arrache « le peu de cheveux qui lui restent », s'empare de sa perruque et la jette par dessus le mur. Près de la barrière du château, il reçoit à la tête un premier coup de faux qui lui coupe une oreille et le couvre de sang. Presque aussitôt une poussée se produit et le culbute dans les douves avec les ge'ns dont il est entouré. Au premier rang, on remarque un ancien soldat du régiment de Boulonnais, « vêtu d'un uniforme blanc à parements verts »; c'est un nommé Lefebvre, dit Francœur, âgé de 28 à 30 ans, depuis un an tailleur de pierre chez un entrepreneur de Souigné. Plus féroce que tous les autres, ce misérable s'acharne contre la victime qui demande « miséricorde », en criant « Vive le Tiers-Etat! » et en offrant deux cent mille livres pour sauver sa vie. Avec l'aide de François Barbier, bordager au lieu de l'Enfer, à Souigné, lui aussi ancien soldat au régiment de Guyenne, grand homme maigre de 59 ans, à la barbe noire, aux yeux enfoncés, aux joues creuses, il maintient M. Cureau sur le dos, au fond du fossé, et excite à frapper..

Cependant, à la vue de cet horrible spectacle, un mouvement de pitié s'est produit dans la foule. Deux femmes surtout se sont émues et déclarent « qu'on ne peut ainsi laisser périr du monde sans le secourir ». A leur appel, un courageux jeune homme, le sieur Armand Prévot, contrôleur de la régie à Ballon, s'élance au milieu des furieux, son fusil à la main, en criant : « Grâce, grâce, mes amis, ce sont nos semblables ! » Il arrive au bord du fossé. M. Cureau l'aperçoit et lui tend les bras. Les bourreaux s'imaginent que c'est M. de Montesson qui veut sauver son beau-père. Ils se jettent sur lui et le renversent dans la douve. Barbier lui appuie le canon de son fusil contre la poitrine « en proférant les plus exécrables jurements. » Il le prend au collet et lui dit : « Nous allons t'en faire autant ; il faut que je te tue, tu ne sortiras pas de la place où tu es. » Francœur lui lance un coup de sabre qu'un voisin peut heureusement détourner. A grand peine, Prévot parvient à s'échapper, en marchant sur les mains, blessé à l'épaule, les vêtements en lambeaux.

Dès lors, M. Cureau est perdu sans espoir. Les assassins n'ont plus rien à craindre. Ils le retirent du fossé et l'entraînent dans la

direction du grenier à sel. A quinze pas environ de la barrière de la grande cour, ils se jettent de nouveau sur lui et le frappent de vingt-cinq ou trente coups de faux : un jeune homme inconnu lui tire dans le dos un coup de pistolet : cette fois, c'en est fait : la victime tombe pour ne plus se relever. François Pasquier, domestique de ferme à Nouans, lui donne un coup sur le cou « parce qu'il tire encore la langue ». Julien Couasnon, journalier à Lucé et l'un des plus actifs propagateurs de la panique, l'achève d'un coup de faux qui détache à moitié la tête. La première partie du drame est accomplie.

Pendant cette affreuse scène, M. de Montesson était resté, gardé à vue, dans la salle haute du château. Dès que M. Cureau a rendu le dernier soupir, la fureur des assassins se tourne contre son gendre. « Il faut en faire autant à l'autre gueux, crie la foule ivre de sang et de colère ; allons le chercher ! » « François Barbier se charge de la mission. Il monte dans l'appartement où se trouve M. de Montesson. En vain, un brave tisserand de Saint-Mars, Charles Cabaret, lui représente « que M. de Montesson est un bon homme n'ayant jamais fait de mal à personne et qu'il y aurait péché de le faire mourir ». Barbier le fait sortir brutalement en lui disant : « Sors vite, c'est à moi que tu vas avoir à faire : je ne vas pas te faire languir, je t'aurai bientôt brûlé la cervelle » ; puis il amène le pauvre comte dans la grande cour, précédé du tambour de ville de Ballon, qu'il contraint de battre la caisse.

Francœur a jadis servi, paraît-il, sous les ordres de M. de Montesson ; il vient à leur rencontre et saisit au collet son ancien capitaine. « Que me voulez-vous ? lui dit celui-ci se croyant inconnu du misérable. Vous ne me connaissez pas, je n'ai jamais fait de mal à personne ; accordez-moi la vie. — Non, reprend Francœur, tu périras ». Un marchand de Lucé, François Lacroix, témoin de ce dialogue, demande au soldat pourquoi il veut tuer ce Monsieur ? « On dit qu'il a donné plus de 18.000 livres aux pauvres ; il mérite bien de vivre ! » — De quoi te mêles-tu, répond Francœur. Je le connais mieux que toi : il m'a fait souffrir lorsque je servais sous ses ordres. » M. de Montesson lui objecte alors doucement « que s'il l'a puni, c'est qu'il l'avait mérité et que, s'il ne l'eût pas fait, il aurait été puni lui-même. » On arrive au

fossé. « Fais amende honorable, sinon je te décolle, » crie Francœur en levant son sabre. M. de Montesson se sent irrévocablement perdu ; il demande comme grâce suprême de ne pas être massacré à coups de faux comme son beau-père, mais d'être fusillé en soldat. Francœur y consent.

Au milieu de la grande cour, une voix se fait entendre : « Un soldat meurt à genoux », hurle d'un ton aviné François Barbier. M. de Montesson se met à genoux et croise les bras. Au même instant, il reçoit dans le bas-ventre un coup de fusil « qui lui fait grincer des dents ». Il se relève à moitié, porte la main à son front et adresse un dernier reproche à ses bourreaux : « Vous m'aviez promis de ne pas me faire souffrir si longtemps. Achevez votre ouvrage ! » Francœur, alors, se rappelle sa promesse. Il dispose en cercle tous les hommes armés de fusils et commande le feu. M. de Montesson tombe frappé de quarante balles. Comme il remue encore, un misérable l'achève « de cinq ou six coups de broc », puis il ramasse en guise de trophée la poignée de son épée, que les bandits ont eu soin de briser avant l'exécution.

Sur l'ordre des principaux meneurs, un jeune ouvrier des forges d'Antoigné coupe avec une besigue de charpentier les têtes des deux cadavres. On met l'une au bout d'une fourche, l'autre au bout d'un broc, et on les promène en grande pompe dans les rues de la ville, précédées d'un tambour, escortées de quarante à cinquante hommes en armes. Une des têtes tombe dans le ruisseau... le porteur la ramasse avec la pointe de sa fourche...

Tel fut, dans toute son horreur, l'épouvantable drame du « *Jeudi fou* » 23 juillet 1789, à Ballon. C'est un exemple singulièrement suggestif de la folie qui, sous les excitations de quelques misérables, atteint parfois les foules, même des populations jusqu'alors connues, comme celles de Ballon, pour la douceur de leurs mœurs, et qui resteront dans la suite absolument paisibles(1),

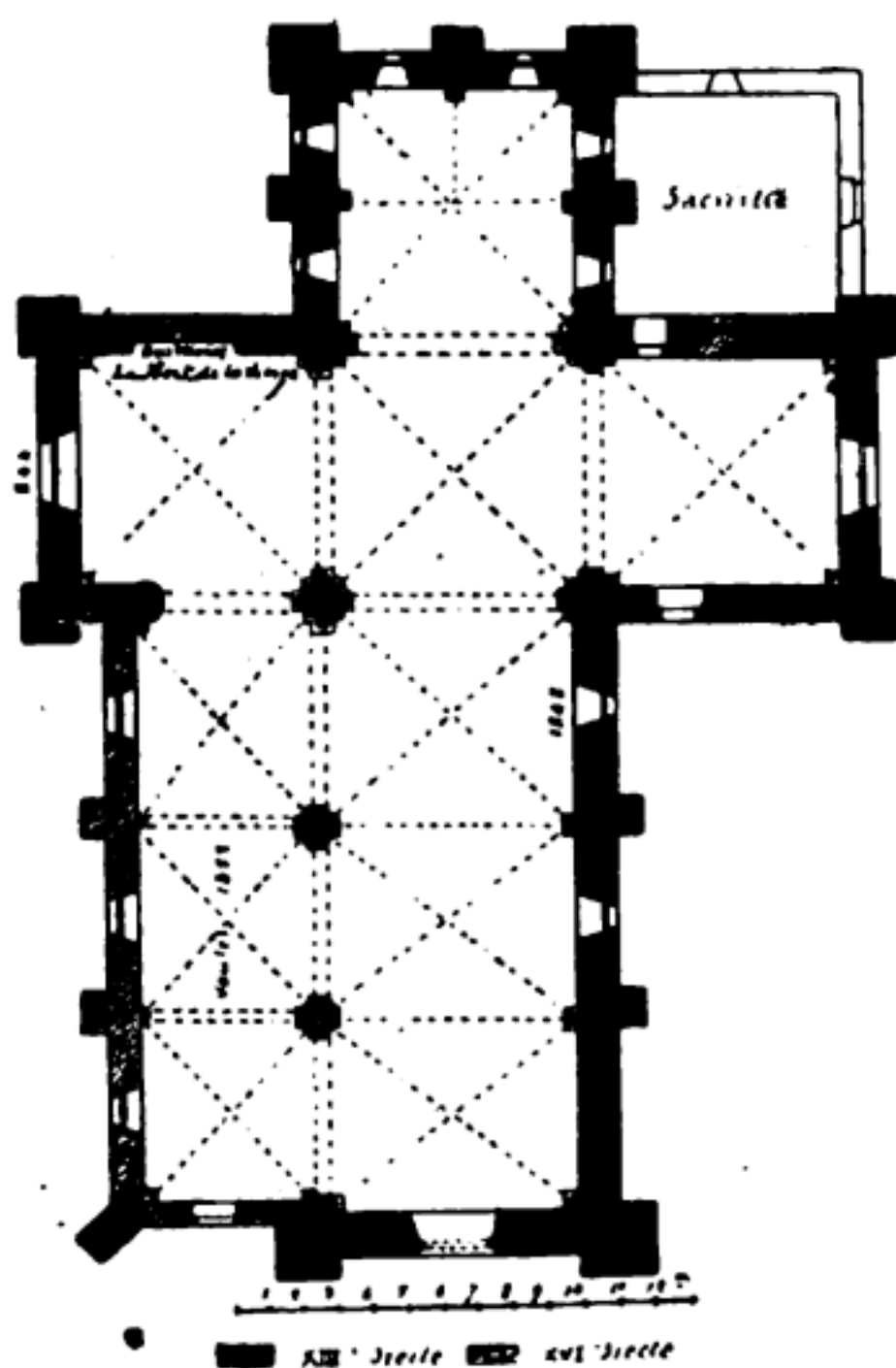
(1) Avant de sombrer dans la tourmente révolutionnaire, l'ancienne société aura encore le temps de juger et de condamner trois des principaux assassins. Le 3 décembre 1789, sur la place des Halles au Mans, François Barbier, le plus coupable de tous, sera roué vif ; Julien Couasnon, pendu et étranglé ; François Pasquier, marqué au fer chaud pour être ensuite conduit « à perpétuité » sur les galères du roi. Malheureusement, l'infâme Francœur, l'ancien soldat du régiment de M. de Montesson, semble avoir échappé au châtiment.

EGLISE DE SAINT-MARS-SOUS-BALLON

Ancienne église d'un prieuré fondé à la fin du ^x^e siècle par Hugues de Chaource et qui dépendait de l'abbaye de la Couture, l'église actuelle de Saint-Mars-sous-Ballon a dû être construite par les Bénédictins au ^{xiii}^e siècle.

En forme de croix latine, elle se compose d'une nef, d'un transept et d'un chœur de cette époque, auxquels est venu s'ajouter un bas-côté reconstruit au moins au ^{xvi}^e siècle.

La façade principale, appuyée de deux larges contreforts à ressauts, est percée d'une belle porte du ^{xiii}^e, à trois voussures en arc-brisé, reposant sur des colonnettes à chapiteaux ornés de crochets.



La nef n'a été voûtée qu'au ^{xv}^e siècle, bien qu'en prévision déjà de ce travail, elle ait été primitivement divisée en trois travées par des colonnes accolées au mur.

La croisée du transept, qui surmonte une grosse tour carrée, est recouverte d'une voûte d'ogives du ^{xiii}^e siècle ; celles des croisillons ne datent que du ^{xv}^e.

Le chœur, de construction fort soignée, est d'un très réel intérêt. Il se termine par un chevet droit, percé de deux

élégantes lancettes en arc brisé : deux autres s'ouvrent dans les murs latéraux. Les voûtes sur croisées d'ogives sont à nervures toriques et à sept compartiments. L'ensemble révèle la meilleure époque de l'architecture ogivale et mérite à l'église de Saint-Mars de compter au nombre des édifices intéressants de la région.

Le bas-côté, dans toute sa partie supérieure, appartient incontestablement au ^{xvi}^e siècle. Ses voûtes sont modernes (1852).

A l'intérieur, deux œuvres, d'un caractère tout différent, attirent l'attention : un groupe en terre cuite du début du ^{xvii}^e siècle, représentant la mort de la Vierge entourée des apôtres ; une très curieuse Vierge en bois, classée comme datant du ^{xiv}^e siècle. Nous serions porté à croire cette statue un peu moins ancienne, car la Vierge, debout, l'Enfant sur le bras gauche, n'accuse aucun mouvement de hanches, et les draperies sont très artistiquement traitées. On ne sait malheureusement rien de son histoire, mais on peut dire qu'elle est d'un intérêt exceptionnel et qu'elle justifierait, seule, une visite à l'église de Saint-Mars-sous-Ballon.

CHATEAU DE BONNÉTABLE

Bonnétable, qui s'appela Malestable jusqu'en 1288, possédait dès le ^{xii}^e siècle un château fort dont l'emplacement primitif demeure incertain (1).

En 1189, il semble que ce château s'élevait, déjà comme aujourd'hui, sur les bords du Tripoulain. Il appartenait alors aux Rotrou, seigneurs de Montfort, et Philippe-Auguste, dit-on, s'en serait emparé en se rendant de La Ferté-Bernard à Ballon.

Quoi qu'il en soit, le château de Bonnétable, devenu la propriété de Guillaume l'Archévêque, sire de Parthenay, marié à une fille de Rotrou V, avait assez d'importance en 1301 pour donner l'hospitalité à la reine Jeanne de Navarre. Quelques années plus tard, un nouveau mariage le faisait passer dans la famille d'Harcourt qui devait le garder jusqu'au commencement du ^{xvi}^e siècle,

Vers 1420, cependant, au début de l'occupation anglaise du Maine, le château de Bonnétable fut momentanément confisqué sur Philippe d'Harcourt par le roi d'Angleterre et donné à l'écuier anglais Richard Halsham.

(1) M. le chanoine Ledru ayant consacré en 1914 au château de Bonnétable l'une de ses monographies des châteaux de la Sarthe, nous ne pouvions mieux faire que de résumer ce récent travail, dans cette notice lue le 8 juin dans la salle des gardes du château de Bonnétable. Nous lui ajoutons, toutefois, un croquis spécial indiquant les transformations successives du château.

Les Français le reprirent au moins avant le 9 novembre 1433 ; mais, comme Ballon, il fut entièrement « désemparé et ruiné » pendant cette dernière période de la guerre de Cent ans.

Jean IV d'Harcourt résolut donc de reconstruire son château, et, au mois de juillet 1472, il en obtint l'autorisation du roi Louis XI.

Le 15 juillet 1476, à Bonnétable même, il passait marché avec un architecte angevin, nommé Mathurin Delandelle, « pour un château de 110 pieds en carré, ayant une grosse tour à chaque angle, de 20 pieds de dedans en dedans, deux autres grosses tours flanquant un porche d'entrée voûté, une chapelle couverte en fine ardoise d'Angers, des murs avec machicoulis de pierre de taille, trente-sept cheminées et quarante croisées ». Mathurin Delandelle demandait pour la construction une somme de 4000 livres et un délai de quatre ans.

Mais, suivant l'usage, il y eut des imprévus. En 1480, il fallait lui accorder un nouveau délai de trois ans, une somme supplémentaire de 450 livres, et le bail du domaine pendant la durée des travaux. Tout ne sera pas même terminé à la mort de Jean d'Harcourt en 1487, et ce ne sera qu'en 1547 que Louis de Coësmes achèvera la chapelle, les cheminées des tours et l'ornementation des chambres.

Malgré les nombreuses transformations postérieures, on a encore sous les yeux cinq des tours et le porche voûté, construits par Mathurin Delandelle conformément au marché du 15 juillet 1476.

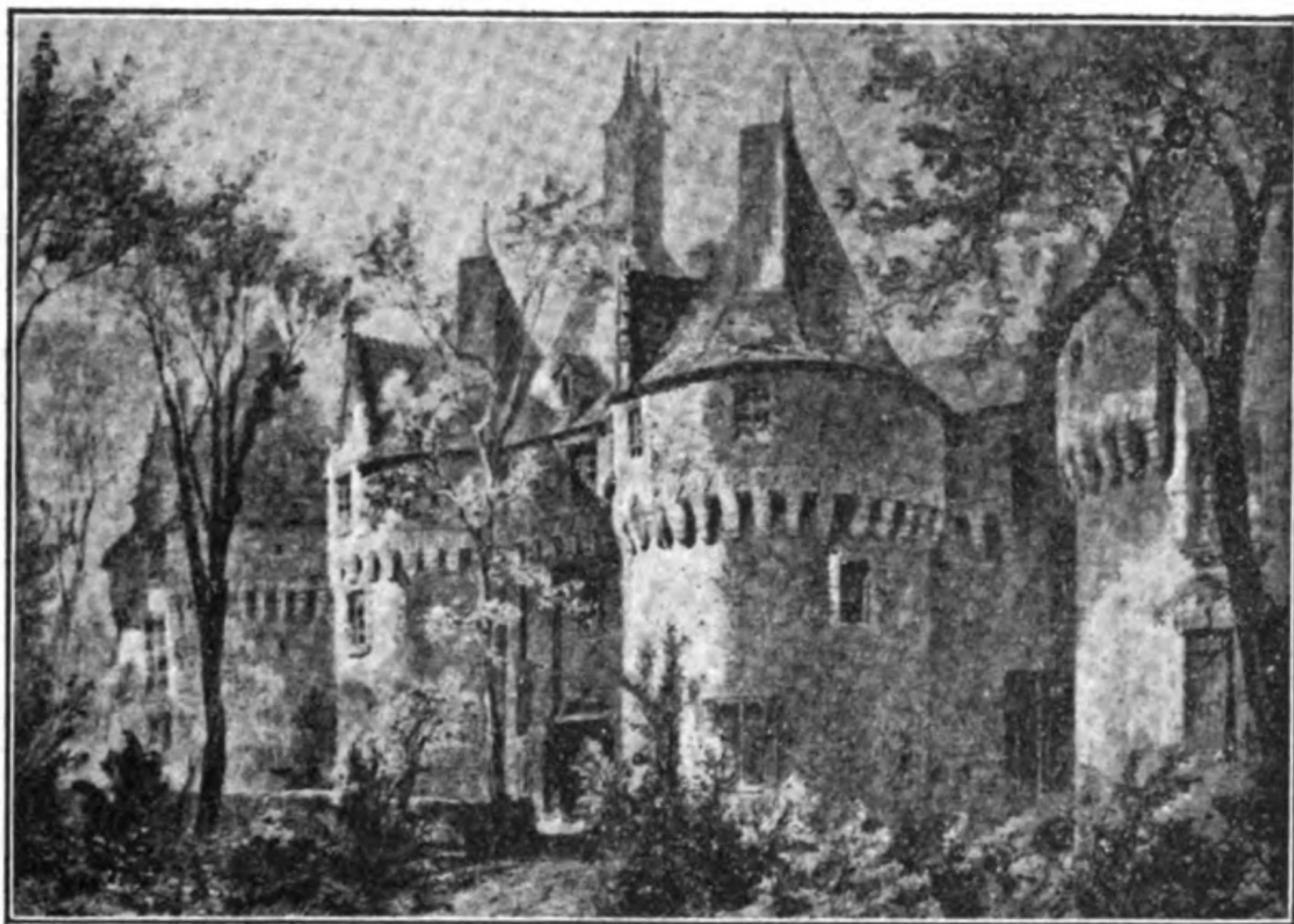
Par un privilège bien rare, le château de Bonnétable n'a jamais été vendu depuis sa construction. Des alliances de famille, seules, le transmettront successivement des d'Harcourt aux de Coësmes, aux de Montafier, à Charles de Bourbon, comte de Soissons, aux ducs de Luynes et de Chevreuse, aux de Montmorency, en 1858 enfin, aux de la Rochefoucauld, ducs de Doudeauville.

Tous ces seigneurs de Bonnétable furent de si hauts personnages et jouèrent un rôle si important qu'il est impossible de résumer ici leur histoire.

Nous devons nous borner à rappeler que le 29 juillet 1620, en se rendant de Normandie en Anjou, le roi Louis XIII, accompa-

gné de son frère et du prince de Condé, vint loger à Bonnétable, chez Anne de Montafier, comtesse de Soissons.

A la suite de cette visite mémorable, la nécessité se fit sans doute sentir d'agrandir le château, car l'année suivante, en 1621, la comtesse de Soissons ajoutait une aile entière au vieux bâti-



LE CHATEAU DE BONNÉTABLE AVANT SA RESTAURATION
D'APRÈS UNE LITHOGRAPHIE DU BARON DE WISMES.

(Le Maine et l'Anjou)

ment de la façade, aile qui relia ce bâtiment à la tour du S.-O. et qui contient aujourd'hui la grande salle à manger et le grand salon.

Cette adjonction, du reste, ne modifiait pas le plan du château, toujours circonscrit dans un carré flanqué de grosses tours aux angles, avec une cour d'honneur au centre.

La Révolution malheureusement lui fut plus funeste. En 1799, le régisseur du duc de Luynes fit démolir la tour N.-O. — la tour

des Prisons — ainsi que les murs d'enceinte des côtés Nord et Ouest. Les ponts-levis et les herses disparurent, les fossés furent comblés et les créneaux des murailles supprimés.

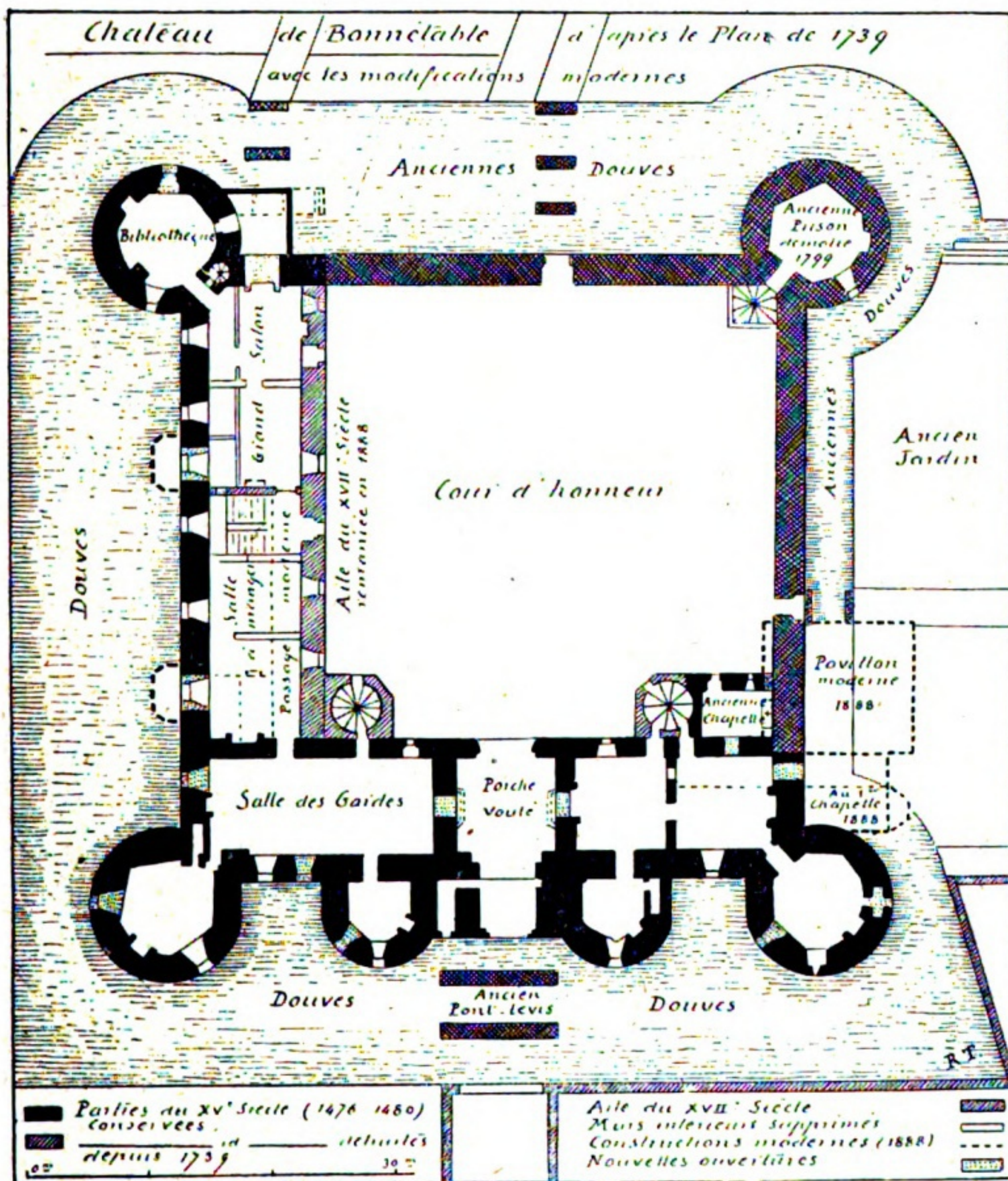
Comme l'a bien dit le chanoine Ledru, l'antique forteresse avait désormais perdu sa parure féodale. Il n'en restait que le bâtiment de la façade avec ses quatre tours, la courtine du Sud contre laquelle s'appuyait l'aile du ^{xvii}^e siècle, et la tour du S.-O.

En 1880, cependant, en cours de manœuvres et par un beau soleil, le château de Bonnétable nous est encore apparu sous un aspect évoquant quelque peu les souvenirs militaires du passé. Le drapeau du régiment y avait été déposé ; des sentinelles en tenue de campagne en gardaient les portes, baïonnette au canon ; la musique jouait dans la cour intérieure ; de nombreux officiers et soldats animaient le tableau, comme jadis les hommes d'armes des d'Harcourt et des de Coësmes.

Ramené par la pensée à l'époque de sa construction, 1476-1547, le vieux château de Bonnétable offrait un spécimen intéressant de ce qu'on peut appeler « les châteaux de transition de la fin du ^{xv}^e siècle et du commencement du ^{xvi}^e siècle » : plan carré comme celui de Villandrant, près Bazas, grosses tours caractéristiques d'un énorme diamètre ; puis ça et là, sur les machicoulis, sur les cheminées, sur les encadrements des dernières ouvertures, une ornementation déjà du style de la Renaissance. On sent que, tout en conservant son caractère défensif du moyen âge, la demeure des seigneurs de Bonnétable tend à plus d'élégance, à plus de confortable.

La splendide reconstruction terminée le 26 août 1888 par M. le duc de Doudeauville, sous la direction de l'architecte Parent, avec le concours d'artistes manceaux tels que MM. Gaullier et Renouard, marque une dernière transformation radicale, mais bien originale dans son genre : la transformation d'un château de la fin du ^{xv}^e siècle en une habitation vraiment princière de la fin du ^{xix}^e. Du vieux château, en effet, elle a conservé les grosses tours, le porche d'entrée, la salle des gardes, et, on peut le dire, l'ornementation des machicoulis et des cheminées, scrupuleusement recopiée ; mais elle a élevé, au nord, un nouveau pavillon, construit une nouvelle chapelle et elle a remanié de fond en

comble, au midi, l'aile du ^{xvii}e siècle, pour y créer de luxueux appartements de réception où se rencontrent aujourd'hui, comme jadis, bien des personnages de sang royal.



PLAN DU CHATEAU DE BONNETABLE
ET DE SES TRANSFORMATIONS SUCCESSIVES

A l'intérieur, il faut signaler particulièrement : dans la salle des gardes, sur le manteau de la cheminée, la fée Mélusine, protectrice du château, sortant de son bain, et sur les poutres les armes

et devises des seigneurs successifs ; dans la salle à manger, ornée de deux superbes tapisseries de Beauvais, et dans le grand salon, les sculptures des cheminées qui, en unissant la salamandre et la fleur de lys à la devise de la famille « *C'est mon plaisir* », rappellent qu'un La Rochefoucauld fut parrain du roi François I ; dans la bibliothèque, qui occupe la tour S.-O, l'inscription « *Maximes, 1678* », en souvenir de François VI de la Rochefoucauld, auteur du célèbre livre des *Maximes*.

Au premier étage, la décoration d'un vestibule d'entrée présente une suite de guerriers bardés de fer avec les noms de tous les la Rochefoucauld morts sur les champs de bataille : un deuxième, à l'entrée de la chapelle, groupe les portraits de tous les membres de la famille entrés dans les ordres, notamment ceux de François-Joseph de la Rochefoucauld, évêque de Beauvais, massacré aux Carmes en 1792, de son frère, l'évêque d'Amiens, mort sur l'échafaud en 1793, et de Dominique, archevêque de Rouen, cardinal, décédé en 1800. La chapelle, entièrement neuve, est d'une grande richesse et décorée de très artistiques verrières.

L'histoire du château de Bonnétable, certes, compte de bien belles pages au cours des siècles, depuis Jean d'Harcourt jusqu'au très regretté député de la Sarthe, Charles-Gabriel-Marie-Sosthène de la Rochefoucauld, qui, non content d'avoir enrichi la région de Bonnétable de ce superbe château, l'a comblée de tant de généreux bienfaits. Et cependant, le propriétaire actuel, M. Armand de la Rochefoucauld, duc de Doudeauville, et son fils Sosthène viennent d'ajouter à cette histoire une page plus glorieuse encore, par leur brillante conduite pendant la grande guerre, par des actes de superbe bravoure, racontés avec une modeste simplicité dans un livre récent « *Au Service de la France, Père et Fils* », qui prouve que les la Rochefoucauld de notre temps manient aussi bien la plume que l'épée.

CHATEAU DE BOIS-DOUBLET

Le château de Bois-Doulet, situé dans la paroisse de Saint-Celerin et appelé primitivement *la Barre*, fut construit en 1625 par Etienne Godefroy, écuyer, originaire de Normandie, qui semble avoir été un dévoué compagnon d'armes du maréchal de Lavardin, et, au temps de la Ligue, un fidèle partisan d'Henri IV (1). Etienne Godefroy avait même conservé au maréchal, son protecteur et son chef, une telle gratitude que, de 1629 à 1634, il fit décorer son nouveau manoir, par un peintre d'Amiens, Adam Lorlieu, dont nous reparlerons plus loin, d'une suite très intéressante de scènes militaires rappelant les principaux épisodes des campagnes de Jean III de Beaumanoir, marquis de Lavardin (2).

Après la mort d'Etienne Godefroy, Bois-Doulet passe à Guillaume Godefroy, chanoine du Mans dès 1649, curé non résidant de Challes, plus tard archidiacre de Montfort et grand vicaire, qui meurt en 1688, après avoir fait refaire malheureusement par un artiste moins habile qu'Adam Lorlieu la décoration d'une des pièces de son château.

Né vers 1618, ancien élève du collège de l'Oratoire du Mans et du collège de La Flèche, ordonné prêtre en 1648, messire Guillaume Godefroy fut, pendant quarante ans, l'un des personnages importants du diocèse. Très en faveur auprès de l'évêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir de Lavardin, en relations avec toute la société élégante de son temps, ami du trop fameux Costar et du Père Bahier, l'une des illustrations littéraires de l'Oratoire, il nous est présenté par ce dernier comme un « grand

(1) En récompense de sa fidélité, Henri IV attribua les revenus d'une des terres importantes du Bas-Maine à Etienne Godefroy, qui, en 1637, habitera encore Bois-Doulet. *Inv. des minutes des notaires du Mans*, I, 308, VI, 251.

(2) Né en 1551, élevé auprès d'Henri de Navarre, converti au catholicisme après la Saint Barthélemy, plus tard gouverneur du Maine, chevalier du Saint-Esprit, créé maréchal de France par Henri IV, ambassadeur extraordinaire en Angleterre (1612), mort en 1614.

savant et un grand poète, dont les siècles futurs ne se lasseront pas d'admirer le docte génie. » Les siècles futurs, toutefois, sont quelque peu embarrassés pour justifier la prédiction, car ils ne connaissent aujourd'hui de Guillaume Godefroy, seigneur de Bois-Doublet, que ces six vers adressés à l'avocat Pierre Trouillart, auteur des *Mémoires des Comtes du Maine* :

Au Palais, tes discours puissans
Rompent les fers des Innocens.
Ta voix n'y trouve plus d'obstacles,
Mais icy, tes nobles efforts
Produisant de plus grands miracles,
Font revivre nos comtes morts.

C'est peu, et on n'en regrette que davantage la perte d'un « très beau » manuscrit, « concernant la mort et le détachement du monde », composé, paraît-il, par ce même Guillaume Godefroy, « dans un style de philosophe chrétien » (1).

Quoi qu'il en soit de son mérite littéraire, Guillaume Godefroy légua la terre de Bois-Doublet à un neveu également prêtre, M^e Jacques Godefroy, à qui il avait déjà résigné son canonicat en 1686 et qu'on retrouve, en 1712, administrateur de l'Hôpital général du Mans.

Le chanoine Jacques Godefroy meurt à son tour, en 1718 (2), laissant Bois-Doublet à son frère Charles Godefroy, écuyer, officier de Monsieur, marié à Gabrielle-Geneviève Lemeunier (3).

Leur fils, Guillaume-Charles-François, épouse le 22 juin 1740, à Saint-Célerin, Anne Launay, de la même paroisse (4), et, quelques années plus tard, vend Bois-Doublet à un M. Touchet.

En 1786, Bois-Doublet est acquis par la famille Lalande, l'une des plus honorables familles du Mans, dont le glorieux souvenir de l'amiral Lalande, célèbre dans la marine française par la création de l'escadre du Levant, fait toujours vivre le nom. Bois-Doublet passe ensuite par alliance à M. et M^{me} Le Boul-Vau-

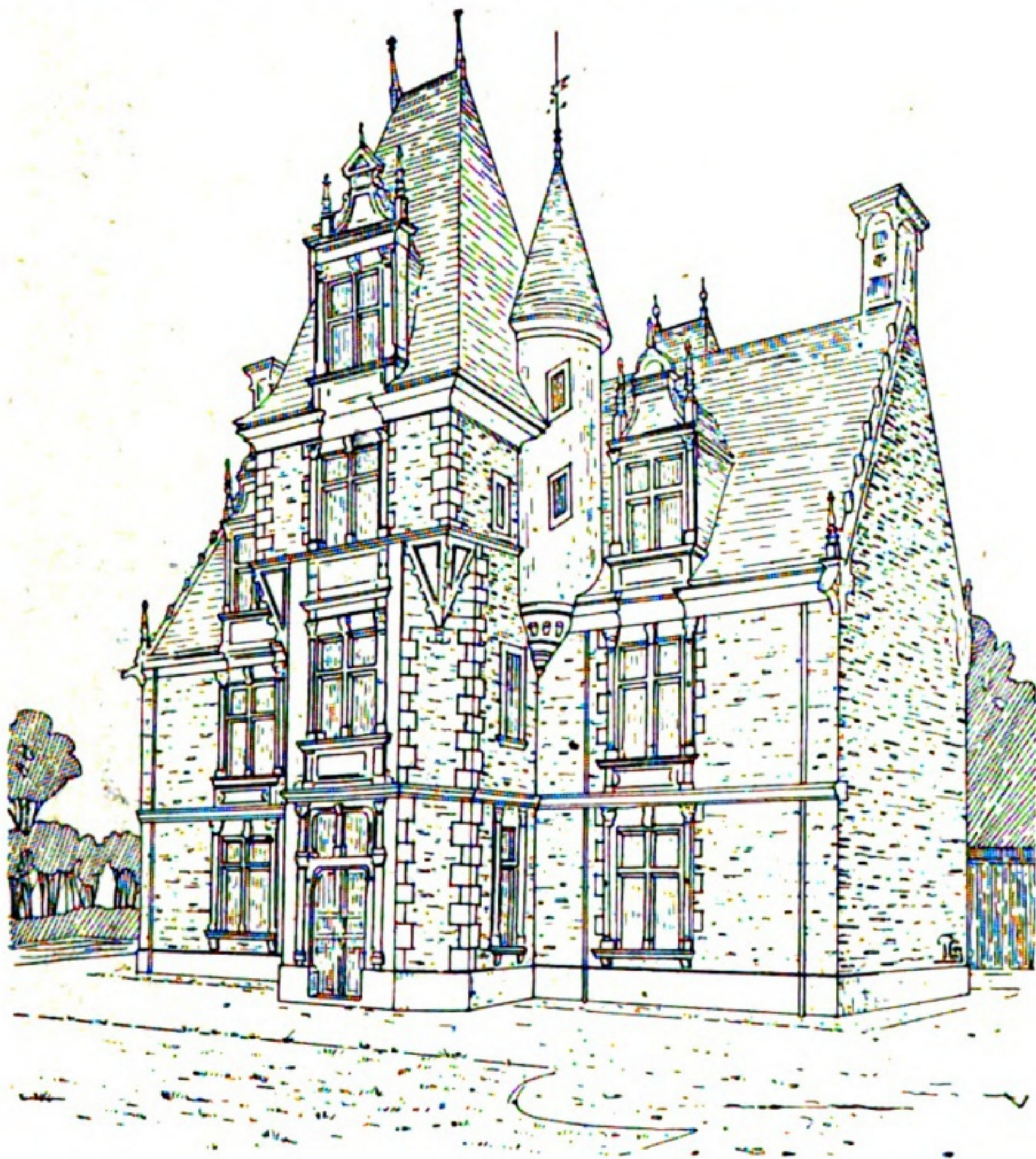
(1) HAURÉAU, *Hist. littéraire du Maine*, éd. in-12, V. 257. — V. en outre notice sur G. Godefroy dans Chambois, *Répertoire hist. du diocèse du Mans*, et le récit de ses obsèques, le 29 juillet 1688, *Reg. de l'Etat Civil de Saint-Célerin*.

(2) CHAMBOIS, *Répertoire* ; le 16 oct. 1718, *Reg. Etat Civil de Saint-Célerin*.

(3) Inhumé le 13 janvier 1740. — *Reg. Etat Civil de Saint-Célerin*.

(4) *Reg. Etat Civil de Saint-Célerin*.

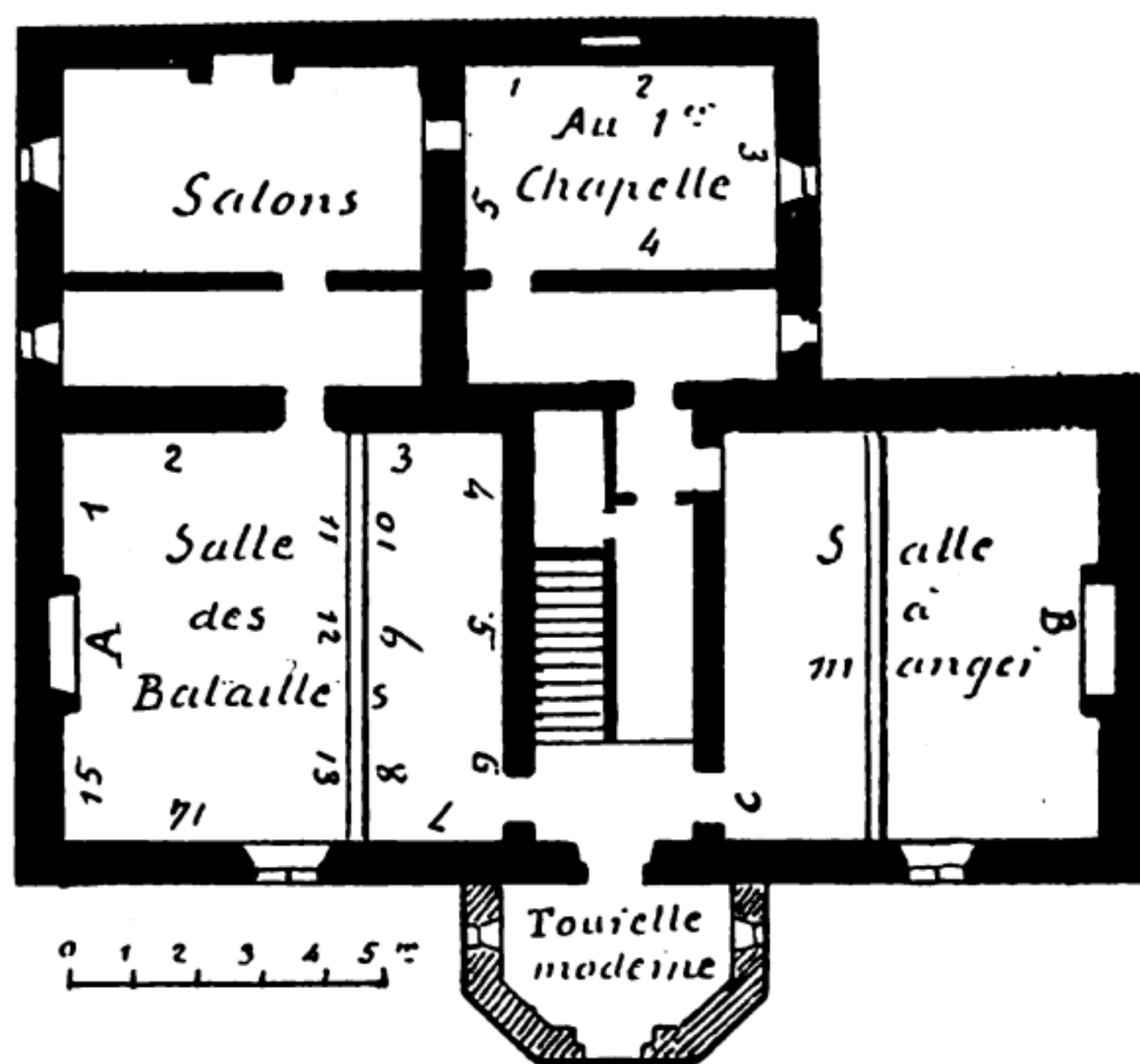
jours. Leur fille, nièce de l'amiral et du général Lalande, du général baron Rousseau et du général Le Boul, épouse M. Alphonse Leret d'Aubigny, député de la Sarthe de 1856 à 1870, mort en 1878 ; elle-même meurt au Mans, le 23 mars 1885, âgée de 72 ans, transmettant Bois-Doublet à son fils, le baron Leret d'Aubigny, marié à M^{lle} Desmaroux de Gaulmin.



CHATEAU DE BOIS-DOUBLET
DESSIN DE M. CORDONNIER-DÉTRIE.

Devenu à la mort de son père, en 1900, propriétaire de Bois-Doublet, M. le baron Lucien Leret d'Aubigny entreprend, dès 1902, la restauration du vieux château, où il a eu l'heureuse chance de retrouver intactes les peintures du xvii^e siècle. Pour cette restauration, exécutée sous sa direction personnelle par

l'architecte Pascal Vérité, il adopte le style de la Renaissance, ajoutant au milieu de la façade, sur d'anciennes fondations, une tourelle scrupuleusement copiée sur celle du charmant manoir du Percher (1510), en Maine-et-Loire. Grâce à cette transformation d'un goût si artistique et si sûr, Bois Doublet est aujourd'hui l'un des plus élégants châteaux de la Sarthe, digne de recevoir, depuis son mariage en 1906, la nouvelle baronne Lucien Leret d'Aubigny, M^{lle} Jeanne de Villeneuve-Esclapon, fille du marquis de Villeneuve-Esclapon et de la princesse Jeanne Bonaparte, arrière-petite-fille de Lucien Bonaparte et arrière-petite-nièce de Napoléon I^{er}.



BOIS-DOUBLET

D'APRÈS LES PLANS DE M. P. VÉRITÉ, COMMUNIQUÉS PAR SON FILS

Sans aucun doute, s'il revenait sur la terre de France, le grand Empereur, si sensible à tous les souvenirs d'histoire militaire; apprécierait lui même, avec quelque intérêt, les curieuses peintures consacrées aux faits d'armes du maréchal de Lavardin. En tout cas, elles méritent toujours au manoir rajeuni de Bois-Doublet l'attention spéciale des artistes et des archéologues.

La principale suite de ces peintures se déroule dans le premier salon à gauche en entrant, appelé la *Salle des Batailles*.

Sur le trumeau de la cheminée, en A, se voit, tout d'abord, un tableau d'un riche coloris, représentant le *Maréchal de Lavardin à cheval*, sur le champ de bataille, dans une attitude victorieuse. Ce tableau est très distinctement signé :

ADAM-LORLIEV. FT. 1629.

Puis, en frise, tout autour de la pièce, et sur les deux faces de la poutre, se succèdent dans des cartouches de forme oblongue, et dans l'ordre indiqué par les numéros du plan ci-joint, quinze petites scènes peintes ton sur ton, genre camaïeu, avec les légendes suivantes et reliées par une décoration sobre, d'un bon style de l'époque :

1. Siège de la ville de Poitiers, 1569.

2. Bataille de Moncontour, 1569.

3. Siège de La Rochelle, 1569.

4. Prise de Saint-Lô, l'an 1573.

5. Ravitaillement de Cambrai, 1578.

6. Déroute d'Angers (en noir).

7. Bataille de Coutras, 1587.

(Sur la face de la poutre, côté de l'entrée).

8. Siège de la ville de La Garnache, 1588.

9. Secours de la ville de Vitry, 1589.

10. Siège de Rochefort, 1593.

(Sur la face de la poutre, côté de la cheminée).

11. Siège de la ville de Rouen, 1591.

12. Siège de la ville de Paris, 1590.

13. Siège de la ville de Chartres, 1591.

(En revenant, sur les murs, à gauche de la cheminée).

14. Siège de la ville de La Fère, 1596.

15. Siège de la ville d'Amiens, 1597.

Toutes ces scènes s'expliquent facilement par les campagnes du maréchal de Lavardin depuis le siège de Poitiers auquel il prit part avec l'armée calviniste en 1569, jusqu'aux guerres de la Ligue. Il est à remarquer que les deux échecs, la déroute d'An-

gers et le siège de Rochefort, sont peints *en noir*, et que chaque ville, figurée en fond de tableau, avec des mouvements de troupes au premier plan, est très reconnaissable par ses monuments, notamment Paris, Rouen et Chartres par leurs cathédrales.

L'œuvre d'Adam Lorlieu se continue au premier étage, sur les murs de l'ancienne chapelle, où se voient en outre de plusieurs motifs de décoration (1, 5, voir le plan) : 2, le portrait d'Etienne Godefroy et de son épouse ; 3, au-dessus de l'emplacement de l'autel, l'Annonciation. Le portrait d'un autre Godefroy, peint sur le panneau 4, a été détruit par les Allemands en 1871. Le plafond, enfin, est orné de peintures sur bois représentant les quatre Evangélistes (1).

A côté de ces peintures d'Adam Lorlieu, la décoration de la salle à manger au rez-de-chaussée, à droite en entrant, refaite au milieu du xvii^e siècle par le chanoine Guillaume Godefroy, paraît bien inférieure. Il faut cependant y signaler : sur le trumeau de la cheminée, en B, un grand portrait de l'évêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir de Lavardin (1648-1671), et en C, au-dessus de la porte, celui de Guillaume Godefroy, chanoine du Mans (1649-1688).

Jusqu'ici, on ignorait absolument les antécédents artistiques d'Adam Lorlieu. Une mention des *Chroniques ms. de Saint-Célerin* indiquant qu'il était originaire d'Amiens, nous pouvons, avec l'obligeant concours de l'érudit archiviste de la Somme, M. Georges Durand, auteur de la magnifique monographie de la cathédrale d'Amiens, donner aujourd'hui quelques détails sur le peintre de Bois-Doublet.

D'après un *Registre des maîtrises* conservé dans les archives de la ville d'Amiens, « Adam Lorlieu, natif de ceste ville, fut reçu, « le 4 février 1625, apprenti peintre sous Nicolas Maronnier, « maistre dudit estat, et fit le serment en tel cas requis et accoustumé.

« Et aura acte ledit Lorlieu, ajoute le document, de ce qu'il y a

(1) Dans un autre temps, nous n'eussions pas manqué de donner dans cette Revue, avec la bienveillante autorisation du baron Leret d'Aubigny, quelques reproductions des peintures d'Adam Lorlieu. Actuellement le chiffre de la dépense, beaucoup trop élevé, ne nous le permet pas.

« vingt deux mois qu'il est demeurant et travaillant dudit estat
« chez ledit Maronnier. »

Le peintre Nicolas Maronnier appartenait lui-même à une famille de peintres amiénois de la fin du xvi^e siècle et du commencement du xvii^e, dont il paraît avoir été le représentant le plus renommé. Il avait été reçu maître peintre en 1586, et en 1641 seulement, son grand âge le força à renoncer à sa qualité « de peintre de la ville d'Amiens ».

Quelque temps après être devenu « ouvrier dudit mestier », Adam Lorlieu, conjointement avec trois maîtres peintres, soutint devant l'échevinage, pour une cause assez obscure, un procès contre le plus illustre alors des artistes d'Amiens, Raoul Maresal (1).

Est-ce à la suite de ce procès, peut-être désagréable pour lui, que Lorlieu fut amené à s'expatrier dans le Maine ? Est-ce au cours des campagnes du maréchal de Lavardin pendant le siège d'Amiens, en 1597, qu'il avait eu occasion de connaître Etienne Godefroy, seigneur de Bois-Doulet ? Nous ne saurions préciser.

On peut dire, au moins, qu'Adam Lorlieu, élève du peintre amiénois Nicolas Maronnier, a été formé dans un atelier picard, et que nous lui devons, à Bois-Doulet, un spécimen intéressant de la peinture décorative de cette Ecole amiénoise des xvi^e-xvii^e siècles, où se mélangeaient manifestement les influences indigènes et les influences flamandes.

Robert TRIGER.

(1) Communications de M. Georges Durand.

NOTE ADDITIONNELLE

LA FAMILLE D'HAMELIN DE BALLON EN ANGLETERRE.

Au moment où nous terminions la note précédente sur le château de Ballon, M. le colonel Vilmot Vaughan, du 22^e R. Lancashire-Fusiliers, avait la grande obligeance de faire venir de Londres, pour nous le communiquer, l'ouvrage de son érudit ami, M. J. H. Round « *Studies in peerage and Family History* », qui consacre une longue dissertation à la famille de Ballon établie en Angleterre au XI^e siècle.

Grâce au précieux concours d'un traducteur non moins obligeant (1), nous pouvons aujourd'hui résumer les dernières conclusions (1901) du savant anglais sur un point de notre histoire locale bien peu connu.

D'après M. Round, Hamelin, né incontestablement au château de Ballon près Le Mans, comme l'établit le *Cartulaire de Saint Vincent*, fut attiré en Angleterre par Guillaume le Roux, ainsi qu'un de ses frères nommé Winebaud, qui se présente en cette qualité, en 1101, à la Cour d'Henri I.

Hamelin de Ballon reçut tout d'abord le domaine d'Abergavenny, près duquel il dota le prieuré de Bergeven, dépendant de l'abbaye Saint-Vincent du Mans ; Winebaud celui de Caerleon, confisqué pour trahison sur Turstin Fitz Rou, et qu'il donnera après 1125, pour le salut de son âme, aux moines de « Montacute » (Lettre du Pape Honorius II à Urbain, évêque de Llandaff).

A l'occasion de la naissance d'Hamelin à Ballon, M. Round cite cette intéressante description du château de Ballon publiée par l'éminent historien anglais Ed. Freeman, dans sa grande histoire de la conquête d'Angleterre :

« La forteresse qui subsiste encore et dont le nom se rencontre à plusieurs reprises dans l'histoire du Roi « Rouge » est, de fait, une place forte très puissante. Environ à douze milles au nord du Mans, une ligne de collines se termine par un éperon à pic qui s'élève au-dessus de la rivière l'Orne cénomaniennne (l'Orne

(1) Le R. P. Jacques Bourgeois, du Collège de Sainte-Croix, que nous prions, comme M. le colonel Vaughan, d'agréer nos bien sincères remerciements.

Sonnoise). La colline forme un faite proéminent, dominant tout le pays environnant, et la vue de la hauteur sur les plaines boisées et les douces campagnes du Maine est vraiment d'une étendue remarquable. Le nouveau comte du Maine qui tint Ballon contre le duc de Normandie pouvait sentir combien isolée se dressait la colline au milieu de ses ennemis.

« Cette colline a été très nettement une place forte depuis les temps les plus reculés. Le col du promontoire est coupé par un fossé qui a servi de barrière à la forteresse des Cénomans avant que César n'y vînt et qui s'attache à l'église : un second fossé entoure le château. »

Hamelin de Ballon, possesseur dans la suite de Grand Cheverel, de Grand Sutton et d'Eaton, au fief de Wiltshire, vivant en 1100, eut trois enfants : William, Mathieu, Emmeline, qui hérita de Ballon et épousa Reginald Fitz Count, S^r de Ballon en 1130 *jure uxoris*, vivant encore en 1145,

Or, ce Reginald Fitz Count était le fils de William de Breteuil et petit-fils d'un des plus célèbres chevaliers normands de la conquête, d'un des plus fidèles amis de Guillaume le Conquérant, William Fitz Osbern, seigneur de Breteuil, sénéchal de Normandie, co-régent d'Angleterre en 1067, comte d'Hereford, seigneur de l'île de Wight.

Reginald Fitz Count et Emmeline de Ballon, à leur tour, eurent deux fils et plusieurs filles, vivant en 1166 et 1175.

Leur petit-fils, John de Ballon, est en 1207-1243, baron de « Much Marcle, Great Cheverel et Great Sutton ».

Puis paraissent, en 1275, deux frères sans doute d'un second John de Ballon : Walter, qui épouse Isolde, fille d'Edmond de Mortimer, et Reginald de Ballon.

Enfin, en 1316 et 1417 encore, la famille est représentée par des John de Ballon, et la filiation au moins des seigneurs de « Much Marcle » a pu être entièrement reconstituée par M. Cooke dans sa continuation de l'*Histoire de l'Hereforshire* par Duncombe (III. 1882).

Ces précisions nouvelles de M. J. H. Round sont d'un vif intérêt pour l'histoire de la famille d'Hamelin de Ballon si discutée jusqu'ici ; nous ne saurions trop remercier M. le colonel Vaughan de nous avoir permis de les faire connaître. R. T.

CHRONIQUE

L'excursion organisée par la Société le 8 juin dernier a obtenu, comme celle de 1921, un grand succès.

Quatre-vingts personnes, dont bon nombre de dames, y ont pris part. La Commission historique et archéologique de la Mayenne, à défaut de son président, M. Laurain, retenu à la dernière heure, a bien voulu s'y faire représenter par l'un de ses membres, M. Batard, et la Société historique et archéologique de l'Orne, par l'un de ses vice-présidents, M. Paul Romet (1).

Joyeusement partis de la place de la République à 8 h. 15 du matin, dans deux grands cars-automobiles, les excursionnistes ont suivi avec une rigoureuse exactitude l'itinéraire fixé : Vivoin, Ballon, Saint-Mars-sous-Ballon, Bonnétale, château de Bois-Doulet.

Après avoir jeté, au passage, un rapide coup d'œil sur le joli paysage de Saint-Marceau, la chapelle Saint-Julien, le pont suspendu, le vieux donjon et la ville de Beaumont, d'aspect si pittoresque par le soleil du matin, ils débarquaient, à 10 h. 1/2 précises, sur la place de Vivoin, où ils étaient très aimablement reçus par le maire, M. Royer, le curé, M. l'abbé Pioget, et l'instituteur-secrétaire de mairie, M. Pavet. Conformément à sa

(1) Ont pris part à l'excursion : M. Batard, de la Commission historique de la Mayenne, M. M^{me} et M^{lle} Beillard, M. et M^{me} F. Beillard, M^{me} Bidon, Abbé Branchu, Abbés P. et L. Calendini, M. Cordonnier, M. et M^{me} Cordonnier-Détrie, M. et M^{lle} de Courdoux, Marquise des Courtils, M^{lle} E. Dagues de la Hellerie, Colonel et M^{lle} Debains, M^{lle} Détrie, M^{me} Fouchard, M. et M^{me} François, M. Gasnos, M^{lle} de Gastines, M^{me} Gazeau, MM. Girard, Guilloreau, Guillotin, Capitaine et M^{me} Guillot, M. et M^{me} Hébert, Abbé de la Croix, M^{me} Lajus, M. et M^{me} Langeron, M^{lle} Latouche, M^{me} Lecomte, M. et M^{me} Le Fauchaux, M. et M^{me} L'Eleu, Abbé Lemercier, M. M^{me} et M^{lle} Leroux, M. et M^{me} G. Leroux, M. P. Le Vayer, MM. et M^{me} de Linière, M. M^{me} et M^{lle} de Lorière, MM. Mémin, Monnoyer, Morançais, M^{lle} Mortagne, Colonel et M^{lle} Neulat, Colonel Nouton, M^{lle} du Plessis, M. et M^{lle} Potel, M. Réveillant, M. et M^{me} Rialland, M. P. Romet, M^{lle} de Saint-Exupéry, M^{me} de Saint-Rémy, M^{me} et M^{lle} de la Tribonnière, M. Robert Triger, M^{me} de Vauguyon, M^{me} Vidurier-Seyert. D'autre part, plusieurs de nos confrères, et, en première ligne notre érudit vice-président, le marquis de Beauchesne, avaient exprimé leurs vifs regrets de ne pouvoir, cette année, se joindre au groupe.

méthode ordinaire, M. Robert Triger donnait aussitôt les explications essentielles sur la belle église et l'ancien prieuré, que tous pouvaient ainsi visiter avec plus d'intérêt et de profit.

Une demi-heure plus tard, il leur présentait de même le château de Ballon, avec l'obligeant concours de M. Fouasnon, maire, conseiller général, et de M. Paul Le Vayer, ancien conservateur du Musée Carnavalet, notre savant confrère. A l'étude archéologique des ruines, il ajoutait la lecture très émouvante, sur l'emplacement même, du dramatique récit qu'il a jadis reconstitué du massacre de MM. Cureau et de Montesson, le 23 juillet 1789. Puis, sur sa proposition, la Société adressait ses plus vives félicitations à la municipalité de Ballon pour l'heureux sauvetage des restes du château, et émettait à l'unanimité deux vœux importants : le vœu du classement, le plus promptement possible, de ces restes si intéressants, et un vœu pour l'établissement, au pied du donjon, d'une table d'orientation permettant aux touristes de mieux admirer encore le superbe panorama.

Un déjeuner, fort bien servi par l'hôtel de la *Tête Noire*, groupe ensuite les excursionnistes dans une vaste salle gracieusement mise à leur disposition par le dévoué curé-doyen, M. l'abbé Calendini. Le maire, M. Fouasnon, M. l'abbé Calendini et M. Paul Le Vayer, veulent bien prendre place à la table d'honneur. Au dessert, M. Robert Triger leur renouvelle les remerciements et les félicitations de la Société : il exprime, en outre, ses amicales sympathies et sa gratitude aux deux Sociétés « sœurs », qui ont bien voulu se faire représenter. M. Batard lui répond en termes très heureux, affirmant une fois de plus les sentiments de bonne confraternité qui unissent depuis bien longtemps la Commission historique de la Mayenne et la Société du Maine.

L'église de Saint-Mars-sous-Ballon est l'une des plus intéressantes de la région ; on ne pouvait passer devant elle sans s'y arrêter un instant. L'excellent curé, M. l'abbé Branchu, qui en est justement fier, revendique le plaisir d'en faire les honneurs. On lui en sait d'autant plus de gré que l'édifice, en plus de sa valeur architecturale, possède une vieille statue de la Vierge, en bois, particulièrement curieuse.

A 2 h. 45, le convoi d'une exactitude vraiment militaire, s'arrête devant la grille du château de Bonnétable.

Encore à Paris, M. le duc de Doudeauville s'est très aimablement excusé de ne pouvoir recevoir lui-même la Société, mais avec la plus parfaite bonne grâce, il a donné toutes les autorisations nécessaires et chargé son régisseur, M Gouin, de le représenter. A l'entrée, dans la grande salle des gardes, M. Robert Triger se fait l'interprète de tous pour adresser à M. le duc et à M^{me} la duchesse de Doudeauville, un respectueux hommage de remerciements. Comme à Ballon, il présente un résumé de l'histoire du château et fait ressortir l'intérêt, pour le pays de Bonnétable, de la princière restauration terminée en 1888 par le si généreux et toujours si regretté député de la Sarthe.

Mieux encore, la visite du château permet d'en apprécier la splendeur. Ce n'est pas sans peine, certes, qu'à 4 h. 1.2, on en arrache les excursionnistes pour les emmener à l'hôtel du *Lion d'Or*, où les attend un goûter digne des temps anciens, avec une charmante et très spirituelle improvisation de leur vice-président, M. Raoul de Linière, à qui est principalement due l'organisation matérielle de l'excursion.

Le château de Bois-Doublet devait marquer la dernière étape et apporter à la journée sa nouveauté sensationnelle..., grâce à la récente restauration artistique du vieux manoir, et surtout à ses très intéressantes peintures du xvii^e siècle.

A Bois-Doublet, M. le baron et M^{me} la baronne Lucien Leret d'Aubigny veulent bien recevoir eux mêmes la Société, et sans souci d'une invasion vraiment trop encombrante, ouvrir leurs portes bien grandes avec la plus gracieuse aménité. L'accueil est d'une cordialité qui rend encore plus attrayante cette artistique demeure où se révèle sous toutes les formes le goût exquis des propriétaires. Le peintre amiénois du xvii^e siècle, Adam Lorlieu, ne pouvait léguer son œuvre à des châtelains mieux désignés pour la mettre bien en relief en lui donnant le cadre élégant qui convient.

Pendant toute la visite, c'est un concert d'unanimes et très sincères félicitations qui, nous l'espérons, auront au moins prouvé à M. le baron et à M^{me} la baronne Lucien Leret d'Aubigny quel inoubliable souvenir la Société historique et archéologique du Maine devait emporter de Bois-Doublet.

L. Boye

REVUE
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DU MAINE

(Revue trimestrielle)

DEUXIÈME SÉRIE

TOME II. — QUATRIÈME LIVRAISON

(LXXVIII^e TOME DE LA COLLECTION)

Octobre, Novembre, Décembre 1922



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER
12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—
1922

SOMMAIRE

DE LA

QUATRIÈME LIVRAISON DU TOME II

	PAGES.
1° <i>L'ancien Hôtel de Tessé, au Mans, et ses Collections artistiques</i> , par M. Robert Triger	165
2° <i>Table des matières du tome II (Deuxième série)</i>	247

EXTRAIT DES PROCÈS-VERBAUX DU BUREAU. M. Robert Triger, président, expose au Bureau que son travail sur *L'ancien Hôtel de Tessé et ses collections artistiques* offrant un intérêt spécial d'actualité à la veille de l'Exposition des Beaux-Arts qui doit avoir lieu prochainement dans cet édifice, il a cru opportun d'en demander la publication intégrale (édition complète) dans la dernière livraison de la Revue de 1922.

Il déclare, en conséquence, prendre à sa charge personnelle les deux feuilles 1/4 d'impression (36 pages) qui dépassent les limites ordinaires de cette livraison et représentent, avec les portraits et les plans, une dépense d'environ 600 francs.

Le Bureau adresse à M. Robert Triger l'expression de tous ses remerciements pour ce généreux concours dont un membre de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts a déjà donné l'exemple. Seul, ce concours des auteurs peut désormais permettre d'accepter de longs travaux et d'en faciliter au moins la publication en leur accordant toute la place compatible avec les ressources.

Le Secrétaire : X. GASNOS.

L. J. Jones



L'ANCIEN HOTEL DE TESSÉ

AU MANS

ET SES COLLECTIONS ARTISTIQUES

I

LE CLOS DE MAUPERTUIS

(XV^e-XVII^e SIÈCLE).

Le « *Clos de Maupertuis* » ; familles Seigneur et Le Prestre. — La « maison neuve » et les vergers de Maupertuis ; familles Mestayer et de Vignolles. — Incendie de la maison de Maupertuis pendant les guerres de la Ligue ; sa reconstruction en 1590. — M^{re} Pompée de Vignolles, ses premières améliorations. — Vente de Maupertuis par ses enfants à Mgr Charles de Beaumanoir, évêque du Mans, 1623.

Bien avant le xv^e siècle, les terrains du futur Hôtel de Tessé, en partie plantés en vignes, sont compris dans un vaste « clos » appelé « *Clos de Maupertuis* », qui relève alors du fief du seigneur de Montfort et qui s'étend, au N.-E. de la cité, entre les jardins du couvent des Cordeliers et le clos de la Croix de Pierre (1).

A la fin du xv^e siècle, deux de ces vignes de Maupertuis appartiennent, en propres, l'une à Simon Seigneur, sieur de la Nyvelière, bourgeois du Mans, l'autre à sa femme Jehanne Le Prestre.

(1) Archives de la Sarthe, H. 1284. — Le Couvent des Cordeliers était situé, on le sait, sur l'emplacement de l'allée dite de Tessé et du square des promenades des Jacobins.

Simon Seigneur descend d'une vieille famille établie au Mans au ^{xiv}^e siècle, que nous avons déjà eu occasion de faire connaître (1). Petit-fils de ce Jacques Seigneur, simple marchand de sel enrichi après la guerre de cent ans et devenu échevin en 1490, Simon Seigneur est lui-même un bourgeois riche et important. Allié à Robert Véron, le constructeur de la maison dite de la Reine Bérengère, il possède l'une des maisons voisines de celle-ci, dans la Cour Poôté, un beau moulin sur la Sarthe, le domaine de Chaîne de Cœur à Saint-Pavace, et après avoir perdu sa femme Jehanne Le Prestre en 1529, il meurt vers 1537, laissant trois enfants, Jacques, Marie et Gatienne.

Aux termes d'un partage du 6 juin 1538, Marie Seigneur, mariée à Antoine Mestayer, sieur de Saint Denis, licencié-ès-lois, plus tard échevin (1546), hérite des vignes de Maupertuis que sa mère possédait en propre, et qui étaient contiguës à celles de son père, attribuées elles à sa sœur Gatienne (2).

Dans ce clos de Maupertuis, provenant de la famille Le Prestre, s'élève, à la date de 1538, une « maison neufve » entourée de vergers. Sans aucun doute, c'est un de ces pavillons de campagne que les riches bourgeois du Mans, trop étouffés dans leurs étroites demeures de ville, commencent à se faire bâtir au milieu d'un jardin, le plus près possible des murs de la cité, pour aller y respirer facilement, et sans danger, l'air vivifiant des champs.

Toujours est-il que les propriétaires du Clos de Maupertuis ne cessent de monter dans l'échelle sociale. La fille d'Antoine Mestayer et de Marie Seigneur le prouve en épousant M^e Jehan de Vignolles, conseiller du Roi, lieutenant particulier de la Sénéchaussée, assesseur civil et criminel au Présidial, l'un des principaux magistrats du Mans, qualifié ainsi, en 1577, propriétaire « de la vigne et jardin de Maupertuis, derrière les Cordeliers » (3).

Jehan de Vignolles apparaît même, à Maupertuis, administrateur actif et avisé, car il obtient des échevins la faveur de prendre dans les conduites d'eau de la ville, pour arroser ses dits jardins

(1) *La maison dite de la Reine Bérengère, au Mans*, 1892, in-8° jés., p. 27 à 40.

(2) Archives de la Sarthe. Fonds municipal : famille Seigneur.

(3) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

de Maupertuis, la grosseur d'un pois d'eau, à la condition de tenir le robinet soigneusement sous clef et de n'en user qu'en cas de nécessité (1).

Mais, Jehan de Vignolles est aussi l'un des chefs les plus ardents du parti calviniste, compromis par de nombreux excès, et sa femme, Marie Mestayer s'est elle-même distinguée, en 1562, par un exploit peu banal. Elle a fait incendier le couvent des Cordeliers, et est venue se poster, l'arquebuse à la main, sur la tour d'en face, dite des Cordeliers, pour tirer au vol les infortunés religieux, au fur et à mesure qu'ils s'échappaient des flammes.

« Quiconque frappe par l'épée, dit l'Écriture, périra par l'épée. » Les de Vignolles en firent, semble-t-il, une nouvelle expérience à leurs dépens : à l'époque de la Ligue, le premier soin des Ligueurs « et rebelles à Sa Majesté » fut « de brûler certaines maisons appartenant audit de Vignolles, en son lieu et jardin de Maupertuis » et de les démolir de fond en comble (2).

Il faut qu'en décembre 1590, un des fils de Jehan de Vignolles et de Marie Mestayer, noble Pompée de Vignolles, comme son père conseiller du Roy, lieutenant particulier en la Sénéchaussée et... huguenot de marque, se préoccupe de les rebâtir.

Pour l'y encourager, la ville lui accorde charitablement les matériaux d'une tourelle qu'avait fait construire un voisin décédé, le sieur Berthelot.

Bien qu'habitant personnellement le bel hôtel du *Louvre*, paroisse du Grand-Saint-Pierre, Pompée de Vignolles témoigne de nouveau, en avril 1592, l'intérêt qu'il conserve à sa propriété de Maupertuis, par un arrangement avec deux autres voisins, Yves Fouqué et Françoise Alotte, sa femme.

Les termes de l'acte ne sont pas ordinaires et le début, au moins, mérite d'être reproduit : « Auxquels Fouqué et Alotte s'adressant, rapporte un notaire à coup sûr très consciencieux, ledit sieur lieutenant aurait tenu ces paroles ou autres de pareil effet et substance : « Mon voisin et vous ma voisine, vous m'avez de grâce permis de bouche, ces jours passés, prendre sur la tur-

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

cye à vous appartenant et qui divise votre vigne d'avec mon présent jardin, autant de terre... qu'il me serait nécessaire pour faire commodément une voulte de fontaine, où Messieurs les maires et eschevins de la ville du Mans m'ont permis faire venir et conduire de l'eau des canaux des fontaines de ladite ville, jusqu'à la grosseur d'un pois... » Suit le détail de l'arrangement pour sa ratification écrite (1).

Ajoutons que ces bons « voisin et voisine » paraissent de bien facile composition : en 1597 ils consentent encore à vendre à Pompée de Vignolles la parcelle qui leur appartient au Clos de Maupertuis et qui relève du fief de la Grande Lancelinière (2).

Ces conventions avantageuses n'empêchent pas noble Pompée de Vignolles de mourir à son heure, et il se produit alors dans sa famille, si chaudement huguenote naguère, un revirement inattendu.

Les trois filles de Pompée de Vignolles et de sa femme Louise Luday, Louise de Vignolles, Françoise, mariée à M^e de Maridort, seigneur de Saint-Ouen-en-Champagne, et Marie, demeurant en la maison seigneuriale de la Plante, à Saint-Mars-de-Locquenay, sont devenues de ferventes catholiques ! En 1619, elles font une donation de 75 sols tournois de rente à ce même couvent des Cordeliers du Mans que leur grand'mère a si lestement brûlé (3), et, le 30 octobre 1623, M. et M^{me} de Maridort vendent les maisons et jardins de Maupertuis, provenant de la succession de leur père, à.... l'Evêque du Mans en personne, messire Charles de Beaumanoir !

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) Archives de la Sarthe, V. 32/1. — Sur le fief de la Grande Lancelinière, à Rouillon : Froger, *Rouillon féodal*, 1896, p. 19.

(3) Archives de la Sarthe, H. 1284, fol. 86 v^o. — Sur Pompée de Vignolles et sa descendance : H. Chardon, *La Ligue au Mans*, 1905.

II

L'HOTEL DE LAVARDIN

(1623-1680)

L'Hôtel de Lavardin ; sa création par Mgr Charles de Beaumanoir. — La famille de Lavardin : Henri II de Beaumanoir et Marguerite-Renée de Rostaing, marquise de Lavardin, l'amie de Madame de Sévigné. — L'Evêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir et son protégé Costar. — Célébrité passagère de Costar, le défenseur de M. de Voiture : ses relations avec Madame de Sévigné. — Derniers jours et mort de Costar à l'Hôtel de Lavardin. — Madeleine de Beaumanoir, comtesse de Tessé. — Henri-Charles de Beaumanoir, propriétaire de l'Hôtel de Lavardin.

Fils de Jean III de Beaumanoir, maréchal de Lavardin, Mgr l'Illustrissime et Révérendissime Evêque, Charles de Beaumanoir, était pourvu de l'évêché du Mans depuis 1601, mais il n'avait pris possession de son siège qu'en 1610, à l'âge de 24 ans. Il avait donc treize ans d'épiscopat effectif et était âgé de 37 ans seulement, lorsque, le 30 octobre 1623, il acheta de M. et M^{me} de Maridort les maisons et jardins de Maupertuis.

Cette acquisition, il importe de le remarquer tout d'abord, était faite par lui à titre exclusivement personnel et privé, comme propriété de famille, sans aucun caractère de bien ecclésiastique. Il est présumable qu'elle était motivée par le désir, très naturel chez un jeune prélat, d'ajouter à son vieil évêché, dont les dehors étaient fort restreints, des terrains vastes et aérés où il put trouver à proximité une agréable promenade.

D'après l'acte de 1623, l'acquisition comprenait exactement : « deux pavillons, maisons et jardins, vergers et vignes, contenant le tout et en un tenant environ trois journaux, coustoiant d'un costé les vignes, jardin et terre de naguère appartenans à M^e Louis Duclos, advocat au siège, acquéreur de feu Nicolas Hubert ;

d'autre costé, les choses héritaux de M^e Gilles Le Roy, aussi avocat au Mans... aboutant d'un bout le chemin tendant des Cordeliers de cette ville au pressoir du Chapitre, et d'autre bout au pré dudit lieu de la Rivière, *alias* la Motte-Bouju, une ruelle et petit ruisseau entre deux, le tout situé au dehors de la paroisse de Saint-Vincent (1). »

Pour la majeure partie, la propriété relevait du fief des Croisettes, appelé aussi à l'origine Maupertuis, dont le chef-lieu était situé aux portes du Mans, dans la paroisse de Saint-Ouen-des-Fossés, et qui était lui-même compris dans la mouvance de la chatellenie de Monnet. Seule, la parcelle acquise par les de Vignolles d'Yves Fouqué et de Françoise Alotte relevait, comme nous l'avons dit, du fief de la Grande Lancelinière, à Rouillon.

Dès l'année suivante, en 1624, Mgr Charles de Beaumanoir commence à agrandir son domaine de Maupertuis. Le 8 mars, il achète de M. Louis Duclos « une maison, jardin, terre et vigne, d'une contenance d'un journal environ, joignant d'un costé les choses de Maridort, d'autre costé aux murs des Cordeliers, aboutant d'un bout la rue qui tend à aller des dits Cordeliers au pressoir du Chapitre, d'autre bout au pré de la Rivière dépendant du lieu de la Motte-Bouju, un ruisseau entre deux », le tout relevant encore du fief des Croisettes. Le 19 avril, « désirant accomoder son jardin et le tenir au carré », il échange avec la veuve de Gilles Le Roy une parcelle de terre contre une parcelle de vigne.

Quatre ans après, les *Registres de l'hôtel de ville* nous montrent Mgr de Beaumanoir activement occupé d'améliorer l'irrigation de ses nouveaux jardins. Il demande l'autorisation d'y faire venir, à ses dépens, les eaux d'Isaac, mais il ne peut les amener sur « la plus haute terrasse », et doit se contenter à les utiliser dans les parties basses.

Au reste, ce ne sont là que des indices, et il paraît certain que Charles de Beaumanoir entreprit déjà des travaux considérables à Maupertuis (2).

1) Archives de la Sarthe, V. 32/1. Le pressoir du Chapitre était situé à la Croix-de-Pierre.

(2) Un portrait de Mgr Charles de Beaumanoir, conservé à la Cathédrale, a été reproduit par M. Chardon, *Scarron inconnu*, I, p. 35.

En 1636, en effet, un an avant sa mort, « ledit sieur Evesque a recogneu toutes lesdites choses avoir changé de face et qu'elles consistent à présent en un grand corps de logis, fait de murs, où il y a caves, salles, chambres, cabinets et autres batimens, avec les cours closes, l'une à l'entrée vers et proche la barrière et murs des Cordeliers ; en un autre batiment fait en partie de voûte ou grotte soubs terre et autres bastimens dessus, un grand jardin bas, une basse terrasse, et une autre terrasse où sont les dessusdits bastimens et les regards des fontaines de la ville (1). »

Dès lors, si les textes contemporains continuent longtemps encore à ne parler que des « jardins de Maupertuis ou de Lavardin », on peut dire qu'il y existe des bâtiments d'habitation assez importants ; qu'en fait, l'*Hôtel de Lavardin* est créé, et créé par Mgr Charles de Beaumanoir, qui ne peut manquer d'en faire admirer les jardins aux « beaux esprits » de son entourage, entre autres à son célèbre protégé et « familier » Scarron.

C'est même « au jardin du révérend évesque du Mans, scitué au faulbourg Saint Vincent » que tombe gravement malade, au mois de novembre 1637, l'un des plus intimes amis du prélat, François II de Faudoas-Averton, comte de Belin, et qu'il y dicte son testament, la veille même de la mort de Charles de Beaumanoir (2). Quelques jours auparavant, celui-ci, très malade lui-même, était venu voir son ami, et ce serait à l'*Hôtel de Lavardin* que se serait déroulée la scène d'adieux aussi touchante qu'édifiante racontée par Dom Piolin (3).

Quoiqu'il en soit, au décès de Charles de Beaumanoir en 1637, la propriété passe à sa famille, alors l'une des plus hautes et des plus puissantes de la province.

Un simple résumé de l'histoire de la Maison de Lavardin entraînerait des développements démesurés, et, d'ailleurs, de nombreuses pages lui ont déjà été consacrées (4). Bornons-nous à

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) A. LEDRU, *La Maison de Faudoas*, I, 303 : II, 365.

(3) *Histoire de l'Eglise du Mans*, VI, 161.

(4) V. entre autres, H. CHARDON, *Nouveaux documents sur les Comédiens de campagne et la Vie de Molière*, 1886, un vol. in-8.

rappeler ici que Mgr Charles de Beaumanoir laissait pour principaux héritiers trois enfants de son frère aîné Henri I de Beaumanoir, marquis de Lavardin, seigneur de Malicorne, qui avait épousé Marguerite de la Baume de Suze, — plus tard Madame de Modène — et qui avait habité jusqu'en 1620 le Grabatoire, au Mans, comme lieutenant-général pour le Roi dans la province du Maine.

En 1637, l'aîné de ces enfants, Henri II de Beaumanoir, marquis de Lavardin, baptisé à Malicorne le 18 mai 1616, n'avait encore que 21 ans. En 1642, après une très courte union avec M^{lle} de Vassé, il épousa Marguerite-Renée de Rostaing, et mourra prématurément le 3 juillet 1644, d'un coup de mousquet reçu au siège de Gravelines.

Maréchal de camp des armées du Roy, brave soldat presque toujours en campagne, Henri II de Beaumanoir n'habita guère, comme on le pense, les bâtiments récemment construits par son oncle sur l'emplacement du vieux Maupertuis. Cependant, il ne les dédaigna pas complètement, car, le 21 décembre 1639, il figure comme parrain à un baptême célébré dans l'église de leur paroisse Saint-Vincent, et en avril 1644, il demande encore au Corps de Ville l'autorisation de prendre de l'eau dans le réservoir d'Isaac « pour lui servir en son jardin, près le forsbourg Saint-Vincent ».

Bien mieux, sa femme, Marguerite de Rostaing, fait ses premières couches dans la « maison » de ce jardin.

« Le mardy 15^e jour du mois de mars 1644, lit-on, en effet, dans les *Registres paroissiaux de Saint-Vincent*, l'enfant de Mgr le marquis de Lavardin et de Madame sa femme, demeurant au jardin de deffunct Monseigneur du Mans, son oncle, fut baptisé par moy, curé dudit Saint-Vincent, en la maison dudit sieur marquis, par permission de Mgr l'Evesque, sans y avoir fait les cérémonies de l'Eglise, appliqué les Saintes Huilles, ny aultres choses. »

La mort imprévue du père retarda sans doute les cérémonies solennelles, complément de ce simple ondolement. Elles ne furent célébrées que le 12 août suivant dans l'église Saint-Vincent, en présence de M^e Louis Henry de Rostaing, chevalier, comte de

Bury et d'Onzain, oncle maternel de l'enfant, parrain, et de Marguerite de la Baume de Suze, épouse (en 2^e nocces) de haut et puissant seigneur M^e Esprit-Rémond, chevalier, seigneur de Modène, ayeule et marraine.

Marguerite-Renée de Rostaing, marquise de Lavardin, passa au moins les premiers mois de son veuvage à ce qu'on commençait à appeler l'*Hôtel du Petit Lavardin*, car un acte du 27 octobre 1644 la cite encore expressément comme demeurant « en son hostel du jardin paroisse Saint-Vincent (1) ». Dans la suite, cependant, elle habitera le plus souvent son château de Malicorne dont elle fera, par de multiples embellissements, « une demeure pleine d'enchantements ».

L'amitié et les lettres de Madame de Sévigné ont rendu célèbre « cette femme d'un si bon et si solide esprit, cette illustre veuve qui, écrira-t-elle, nous avait toutes rassemblées sous son aile ». Au dire même des contemporains, la marquise de Lavardin « n'était pas moins un habile homme qu'une honnête femme ». Très distinguée, très capable, elle aimait les beaux-arts aussi bien que les beaux livres, et par sa sage administration elle ne tardera pas à rétablir une fortune quelque peu compromise.

En 1649, son beau-frère, Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, le second des neveux de Mgr Charles de Beaumanoir, étant monté à son tour sur le siège épiscopal du Mans, il semble que la jouissance, au moins, de l'hôtel et du jardin du Mans devienne commune entre eux.

Mais, la même année, les troubles de la Fronde, chassent un instant de la ville la famille de Lavardin, et pendant quelque temps, rendront moins sûr pour elle le séjour au « Petit-Lavardin ». En mars 1652 notamment, lors du siège du Mans par le duc de Beaufort, qui a laissé de si tristes souvenirs, un combat se livre autour de l'ancien Maupertuis : un infortuné trompette est tué d'un coup d'arquebuse sous les murs mêmes du jardin, et un habitant près de l'église Saint-Vincent (2).

Le calme rétabli par l'énergie d'un des oncles de l'évêque,

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) Vicomte MENJOT D'ELBENNE, *Le Siège du Mans en 1652*. — LE PAIGE, *Dictionnaire*, II, p. 172. — *Mémoires de Maulny*, ms.

Jean-Baptiste de Beaumanoir, baron de Lavardin et d'Antoigné, lieutenant général pour le Roi dans la province, on reprend vite les promenades au jardin de Lavardin. Peu après, en 1657 et 1659, l'hôtel reçoit même de nouveaux habitants : M^e René de Froullay, comte de Tessé, baron d'Ambrières et de Vernie, et sa femme, Madeleine de Beaumanoir (1).

Fille d'Henri I, Madeleine de Beaumanoir était sœur d'Henri II et de l'évêque Philibert-Emmanuel ; comme eux, par conséquent, nièce de Mgr Charles de Beaumanoir. Ce même degré de parenté donnait vraisemblablement à la mère du futur maréchal de Tessé droit à l'hospitalité de l'Hôtel de Lavardin. En tout cas, après la mort de son mari René de Froullay, qui habitait ordinairement le château de Vernie, on l'y trouve de temps à autre.

De 1652 à 1660, toutefois, c'est l'évêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, qui paraît disposer plus directement de la propriété et qui l'utilise au plus grand avantage de sa famille. Grâce à lui, l'Hôtel de Lavardin entre même dans l'histoire littéraire du xvii^e siècle.

Philibert -Emmanuel de Beaumanoir a, en effet, attiré au Mans et logé dans son Palais épiscopal, au nombre de « ses familiers », un ami de jeunesse devenu une célébrité passagère dans le monde des lettres, Pierre Costar.

Bien oublié aujourd'hui, Costar est assurément un type très caractéristique de son époque.

Fils d'un marchand chapelier demeurant à Paris sur le Pont-Neuf, Pierre Costar, né en 1603, a commencé par être étudiant en philosophie et attaché comme homme de lettres à l'évêque d'Angers, M. de Rueil, qui dès 1630, lui donnait un canonicat. Fréquemment à Paris avec son patron, il avait profité de ces séjours dans la capitale et des relations de Monsieur d'Angers pour se faufiler rapidement dans ce qu'on appelait alors le monde des « Beaux esprits ». Ambitieux, intelligent, d'une extrême complaisance ou mieux d'une politesse obséquieuse, plus encore d'un parfait égoïsme, mais aussi doué d'une grande facilité de travail et

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1. — *Registres paroissiaux de Saint-Vincent*.



MGR PHILIBERT-EMMANUEL DE BEAUMANOIR,
ÉVÊQUE DU MANS
1648-1671.

*Portrait peint par Philippe de Champaigne
et gravé en 1651, par R. Nanteuil.*

d'une mémoire extraordinaire, le jeune chanoine était même arrivé de bonne heure à pénétrer dans le fameux salon bleu de l'Hôtel de Rambouillet, à s'y lier particulièrement avec Voiture ! Vers 1640 il était passé du service de l'évêque d'Angers à celui de l'abbé Philibert-Emmanuel de Lavardin, déjà en quête de l'évêché du Mans, et pendant plusieurs années lui avait donné les leçons nécessaires pour mettre cet aspirant-évêque en état de remplir les fonctions épiscopales qu'il ambitionnait si fort...

Mis ainsi en rapports avec la famille de Lavardin, entre autres avec les nobles châtelaines de Malicorne, Costar s'était empressé d'étendre encore ses relations mondaines, de faire la connaissance de M^{me} de Sévigné, de l'abbé de Boisrobert, de Scarron, qui lui fera hommage de son *Roman comique* ; si bien qu'en 1649, lorsque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir eût enfin décroché son évêché, il n'avait pas hésité à nommer son habile compère chanoine du Mans, archidiaque de Sablé ! Au point de vue ecclésiastique, c'était aller un peu vite, car M. Costar était bien juste sous-diaque ; mais c'était un homme « si poli, si savant, si soucieux de joindre l'art de l'ajustement aux grâces de la nature ! » Scarron, du reste, était bien chanoine du Mans depuis 1637, et Boisrobert depuis 1640 !

En dépit de son importance, l'attachement obséquieux de Costar aux Lavardin, lui avait attiré quelques petites avanies de la part des Frondeurs manceaux, fiers d'avoir fait fuir un instant, avec son évêque...

...l'abbé Costard
Devenu soldat sur le tard,
Et qui, depuis peu dans le Maine,
Battait le tambour pour la Reine.

Il avait en conséquence conservé prudemment son domicile à Paris, et au commencement de 1652 seulement, après le triomphe définitif de ses protecteurs, il s'était décidé à venir se fixer au Mans (1).

(1) *Vie de M. Costar*, publiée à la suite des *Historiettes de Tallemant des Réaux*, édit. Monmerqué, 1835, VI, p. 233-338, Bibl. du Mans, Hist. 1964. — H. CHARDON, *Les Comédiens de campagne ; Scarron inconnu*. — CHAMBOIS, *Répertoire hist. et biographique du diocèse du Mans*.

Nécessairement, Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir avait tenu à honneur d'installer à l'Evêché un « familial » aussi savant, aussi fidèle, et il l'y avait installé de la manière la plus confortable, lui donnant, « dans la maison épiscopale, un appartement commode, loin de tout bruit et dans une vue pure et agréable qui était seule capable de le délasser de la fatigue qu'il trouvait dans une étude presque continuelle ». M. Costar, ajoute son biographe, « ayant reçu cet appartement comme un lieu où il jugeait bien qu'il passerait le reste de ses jours, le fit ajuster et embellir de lambris et de peintures qui l'ont rendu jusqu'à présent le plus agréable logement qui soit dans le grand et irrégulier bâtiment dont se compose la maison épiscopale (1).

L'adroit personnage avait fait mieux encore. Il avait trouvé moyen de faire planter sa crémaillère par la marquise de Sévigné en personne, par Madame de Sévigné qu'il avait reçue à son passage au Mans en cette année 1652 ; à laquelle il avait offert un dîner à jamais mémorable, et qui, en reconnaissance, contribuera beaucoup à sa gloire en racontant que, pour la protéger du froid, « M. Costar lui prêta son sac de poil d'ours » (2).

Ce mémorable dîner, ajoutons-le incidemment, ne sera pas une exception. Costar fut toujours un affreux gourmand. Il partageait d'ailleurs ce léger défaut avec tous les Lavardin, y compris les belles et charmantes marquises, ses amies, qui, à Paris ou à Malicorne, ne lui cédaient en rien sur ce point. Les dîners de de l'évêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, lui-même, furent des plus célèbres au siècle de Louis XIV. Il est vrai que la bonne chère que « Costar entretenait par un excellent cuisinier à ses gages, les repas aussi délicats qu'opulents qu'il offrait aux personnes de qualité et de mérite qui, passant par Le Mans, lui faisaient l'honneur de le visiter », furent toujours, pour lui, « l'un de ses principaux artifices », l'un des moyens les plus efficaces de se faire des partisans. Les faiblesses humaines, paraît-il, sont les mêmes dans tous les temps. Non seulement, les poulardes mancelles que Costar, du fond de sa province, continuera à envoyer à Paris, serviront sensiblement à maintenir son amitié

(1) *Vie de M. Costar*, p. 282.

(2) R. GRAFFIN, *Madame de Sévigné au pays du Maine*, 1900, p. 9.

avec Scarron, mais elles ne serviront pas moins à soutenir sa réputation auprès des joyeux convives qui chantaient :

Vive Costar, Vive Le Mans !
Vivent ses gélinoites !

Quoi qu'il en soit, un an après son installation à l'Evêché du Mans, Pierre Costar était arrivé à l'apogée par la publication de sa *Défense des œuvres de M. de Voiture*, qui lui valut une éclatante réputation et enthousiasma tous les habitués de l'Hôtel de Rambouillet, dont Voiture avait été l'enfant gâté par sa souplesse, son esprit et sa verve.

Fiers de la renommée littéraire de leur protégé, Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir et sa belle-sœur, la marquise de Lavardin, ne purent dès lors qu'accepter avec empressement et gratitude l'offre — quelque peu intéressée, — que leur fit Costar de se charger de l'éducation du jeune marquis de Lavardin, Henri-Charles, alors âgé de sept à huit ans.

A certains points de vue, peut-être, le précepteur n'était pas l'idéal. Faute de mieux, il était diacre depuis 1650 et incontestablement très érudit, grâce à sa prodigieuse mémoire; tout au moins très pédant. L'élève avait de l'esprit et avait même fait concevoir des espérances à Mascaron, alors professeur au Collège de l'Oratoire du Mans. « En choisissant parfaitement les choses propres à lui ouvrir l'entendement, en lui exerçant la mémoire », Costar lui fit faire en peu de temps des progrès étonnants et le fit admirer de tous ceux qui l'entendaient. Mgr de Beaumanoir et la marquise de Lavardin en furent si contents qu'ils comblèrent l'heureux précepteur de nouveaux avantages, lui entretenant à leurs frais deux serviteurs et un cheval, lui payant une pension considérable.

La déplorable conduite de son secrétaire Pauquet autorise assurément quelques doutes sur la valeur morale de l'éducation de Costar. Il faut reconnaître, cependant, qu'il sut donner au jeune marquis une haute idée de ses ancêtres, car il écrivait à Mascaron au sujet de la Maison de Lavardin : « Sans vous parler de ses autres héros, vous savez aussi bien que moi que M. le maréchal de Lavardin ne s'est pas élevé moins haut que sa

source, que de sept de ses enfans qui prirent l'épée, la plupart sont morts au service de leur Roy, que son petit-fils a eu la même fortune et la même gloire, et qu'ainsi le successeur qu'il a laissé peut dire, aussi véritablement que le disait autrefois le bonhomme Froissart : « Il y a peu de mes ancêtres qui soient morts en chambre ! » (1).

Or, ces leçons d'honneur et de patriotisme, Costar les donna souvent au jeune marquis de Lavardin sur la terrasse et dans les allées du jardin de Lavardin, but ordinaire de promenade pour le maître et l'élève.

Costar l'aima d'autant plus, ce jardin de Lavardin, que devenu goutteux et infirme, il pouvait s'y faire transporter facilement, qu'il y passa les meilleurs moments de ses derniers jours. C'est même à l'Hôtel de Lavardin qu'il meurt le 13 mai 1660, dans des circonstances dont nous croyons devoir donner le récit, malgré sa longueur, pour le motif qu'il apporte des renseignements nouveaux et précis sur cet hôtel, si peu connu jusqu'ici.

« Aussitôt que les premiers beaux jours parurent, au mois de mars 1660, raconte un contemporain, commensal, lui aussi, de Mgr de Beaumanoir (2), Costar sortit de l'Evêché dans sa chaise et alla jouir de leur douceur dans les allées du jardin de M. le marquis de Lavardin, qui est dans un des faubourgs de cette ville, peu éloigné de l'Evêché. Il ne sortait point toutefois de sa chaise : il s'y faisait porter et même secouer à dessein par ses porteurs, que, moyennant une récompense, il obligeait d'aller un espèce de trot. Il appelait cette dépense *le prix de sa vie*. Comme nous nous trouvions dans le jardin, M. Pauquet et moi, avec le jeune marquis de Lavardin, lorsque les porteurs, pour se reposer, l'avaient mis près du lieu où nous étions, nous nous entretenions avec lui, tantôt sérieusement, tantôt avec enjouement, et cela lui faisait passer avec grand plaisir tout le temps qu'il y était.

(1) *Lettres de Costar*, 1658, 2 vol. in-4°. II. p. 25. — Bibl. du Mans, Belles-Lettres, 2936.

(2) *Vie de M. Costar*. L'auteur de cette vie, dédiée à l'abbé Ménage, d'Angers, n'est pas connu, mais il est certain qu'il était ecclésiastique et du clergé du Mans.

« Les premiers jours du mois d'avril, il fit fort beau : l'air se radoucît extraordinairement, et cela fit penser à M. Costar qu'il devait désormais quitter la demeure de la maison épiscopale, qui est sombre, principalement dans les appartements bas où il s'était logé pendant l'absence de M. l'Evêque, comme étant plus commodes que le sien, situé tout au haut de la maison. Ainsi il se fit meubler le principal appartement de la maison du jardin dont je viens de parler.

« Il n'y avait encore demeuré que pendant trois ou quatre jours, lorsque le dixième de ce même mois d'avril, sur les quatre à cinq heures du matin, il fut violemment attaqué d'un transport au cerveau, qui lui dura une grande heure et lui fit perdre toute connaissance.

« ... M. Pauquet n'eut point de part à l'alarme des autres domestiques, ni au secours qu'ils lui donnèrent. Il ne fut éveillé que lorsque son maître, étant dégagé de ce transport au cerveau, l'envoya quérir par un laquais, à l'extrémité du jardin où il logeait, dans un petit corps de logis que M. Costar s'était fait ajuster sur des écuries pour son appartement, toutes les fois que M. du Mans venait demeurer en ce jardin, ce qui avait donné occasion à celui-là même qui se trouva court de mémoire en son *Benedicite*, de faire sur-le-champ ces deux vers (1) :

« Ce Costar si fameux, cet homme sans égal,
« N'est donc que d'un étage au-dessus d'un cheval !

M. Pauquet, continue l'auteur du récit, vient aussitôt trouver son maître qui s'abandonne à une scène d'attendrissement et propose de lui résigner tous ses bénéfices. Puis, survient dans la cour du logis du jardin, M. Du Chesne, « médecin de grande réputation qu'il s'est acquise par une très grande étude et une très longue expérience dans les choses de son art » ; il déclare impossible de guérir le malade.

Pauquet, un notaire et l'auteur de cette relation lui-même se

(1) M. le chanoine René LAIR, archidiacre de Château-du-Loir, qui dans un des célèbres dîners de Costar, avait demandé à réciter le *Benedicite* pour pouvoir se vanter d'avoir parlé latin avec de si doctes personnages, et était resté court à moitié.

réunissent alors dans une salle voisine de la chambre de Costar, où se trouve, près d'une table, une « chaise de brocatel de Venise », car ledit Costar « était bien aise de se montrer en toutes choses propre, ajusté et opulent ».

Pauquet passe ensuite « dans un cabinet proche où ils se retiraient d'ordinaire pour étudier et pour écrire, et il écrit à Madame la marquise de Lavardin (alors à Paris), qui était leur bonne amie et voulait bien se charger de toutes leurs requêtes auprès de M. du Mans ». Il révèle du coup toute sa fausseté.

Les jours suivants sont assez calmes : le malade se remet même à travailler à la traduction de la *Vie d'Agricola* et l'achève. Mais il est bientôt repris d'un accès de goutte et d'une fluxion qui augmentent son athsme. Un charlatan de Conlie lui ayant procuré encore une amélioration passagère, l'incorrigible jouisseur se reprend à vivre : « Il fait inviter à dîner avec lui quelques amis ; il fait venir dans sa chambre des violons et des chantres, à qui il fait chanter des airs nouveaux : il chante lui-même et fait quelques petits couplets de chanson assez mal rimés. Entré temps, il fait répéter M. de Lavardin, qui est encore son disciple. »

Tout à coup, au bout de quatre ou cinq jours, se déclare un second transport au cerveau. Cette fois, Costar prend peur : il commence à se préparer à la mort avec édification et se confesse au P. Hameau, supérieur de l'Oratoire.

Enfin, à la suite d'une troisième attaque, il reçoit les Sacrements, répondant avec beaucoup de présence d'esprit et de piété au curé de la paroisse, et meurt brusquement le 13 mai 1660, toujours simple diacre, en dépit de ses titres de chanoine et d'archidiacre.

Bien qu'il ait été enterré solennellement le lendemain dans la Cathédrale, et qu'une note d'un registre du Chapitre le dise décédé au Palais épiscopal, il nous semble hors de doute, d'après le récit précédent, que Pierre Costar, l'ami et le défenseur de Voiture, l'admirateur de Balzac, est bien mort à l'Hôtel de Lavardin, où son triste secrétaire Pauquet sera encore logé la veille au soir de la sépulture.

Le fait n'est pas sans intérêt. Si Costar se déconsidéra trop par ses basses flatteries, son manque de jugement et son prétentieux pédantisme ; s'il ne fut qu'un écrivain inférieur, de style trop affecté ; si même il est parfois traité de « comédien et d'égoïste fieffé », il eut une heure de véritable célébrité, et il garde sa petite place dans l'histoire littéraire du Grand Siècle par son érudition indiscutable, ses relations avec l'Hôtel de Rambouillet, et surtout par sa fidèle amitié pour Voiture (1).

Du récit de ses derniers mois se dégagent, en outre, pour nous ces détails précis : 1° que la propriété de l'Hôtel de Lavardin, au Mans, appartenait plus spécialement en 1660 au jeune marquis de Lavardin ; 2° que Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir y avait cependant personnellement un appartement assez confortable pour venir y séjourner de temps à autre ; 3° que les bâtiments se répartissaient déjà en deux groupes : un logis principal, où se trouvait cet appartement et où mourut Costar ; puis à l'autre extrémité du jardin, — ou mieux de la terrasse, — des écuries et des servitudes, surmontées de chambres pour les « familiers ».

L'habitation, dans son ensemble, devait être assez spacieuse, car, en réalité, elle abrite, pendant leurs séjours au Mans, la belle-sœur et la sœur de Mgr de Beaumanoir. La veuve de René de Froullay, Madeleine de Beaumanoir, par exemple, est dite, en 1662, y demeurer de nouveau, ainsi qu'un certain Nicolas Hayrie, sieur de la Chevronnière, l'homme d'affaires et de confiance de la famille de Lavardin-Tessé.

En dehors de séjours passagers au château de Vernie et à Mangé, Nicolas Hayrie, « prieur commendataire du prieuré de Saint-Jean-de-la-Motte », résidera même ordinairement « au jardin de Tessé », en 1680 et 1684 encore ; il y mourra le 15 septembre 1686, léguant à Mademoiselle de Tessé ses globes, ses

(1) Principaux ouvrages de Costar : *Défense des œuvres de M. de Voiture*, Paris, 1653 et 1654, in-4° ; *Apologie de M. Costar*, 1657, in-4° ; *Recueil de Lettres*, 1658-1659, in-4° ; *Recueil des plus beaux endroits de Martial avec un traité de la beauté des ouvrages d'esprit*, Toulouse, 1689, 2 vol. in-12 (ouv. posthume) ; *Mémoire des gens de lettres célèbres des pays étrangers*, dans le tome II des *Mémoires de littérature et d'histoire*, par le P. Desmolets. V. Moreri, *Dictionnaire* : V. Cousin, *Madame de Sablé*, etc.

cartes de géographie et une tapisserie achetée au mois de janvier, à Paris, qui représentait l'*Histoire de la prise de Jérusalem, par Godefroy de Bouillon* » (1).

Cela n'empêche pas qu'en 1667, la marquise de Lavardin, Marguerite-Renée de Rostaing, soit toujours assignée comme dame et propriétaire du lieu de Maupertuis, au nom de son fils, pour faire les obéissances dues au fief des Croisettes (2).

Quatre ans plus tard, ce fils, Henri-Charles de Beaumanoir, marquis de Lavardin, âgé de 27 ans, commence à prendre personnellement la place de ses ancêtres. Au mois d'août 1671, le Corps de Ville du Mans vient solennellement le visiter à son hôtel, et déjà, on sollicite sa protection en faveur de l'entreprise projetée pour rendre la Sarthe navigable (3). Par suite de la mort de son oncle, l'évêque, survenue la même année, c'est à lui, désormais de disposer seul de cet Hôtel de Lavardin dont il n'a jamais cessé, d'ailleurs, d'être le propriétaire légal, et où, si souvent jadis, il a reçu les leçons de Costar.

En 1677, le marquis de Lavardin est de nouveau complimenté par la Municipalité à son hôtel du Mans, mais bientôt il n'y fera plus que des apparitions assez espacées, retenu loin de notre ville par les péripéties d'une carrière brillante et mouvementée.

On peut même dire que cette carrière va entraîner pour l'Hôtel de Lavardin une situation transitoire qui mérite d'être exposée dans un chapitre spécial.

(1) Notes ms. communiquées par M. le marquis de Beauchesne.

(2) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(3) CAUVIN. *Extraits des Registres de l'Hôtel de Ville du Mans*.

III

L'HOTEL DE LAVARDIN-TESSÉ
(1680-1705).

René de Froullay, comte de Tessé, lieutenant-général pour le Roi dans la province du Maine ; sa réception au Mans et ses affectueux rapports avec le Corps de Ville. — Il habite, pendant ses séjours au Mans, l'Hôtel de Lavardin, conjointement avec son cousin le marquis de Lavardin, et demande au Maire et Echevins d'être parrains de son fils, au nom de la Ville. — Baptême solennel, à Saint-Vincent, de René-Mans Froullay de Tessé. — Dernières améliorations du marquis de Lavardin à son hôtel du Mans ; sa mort. — M. le major de Courcival et sa canne. — Acquisition de l'Hôtel de Lavardin par le maréchal de Tessé.

A la fin du mois d'octobre 1680, une grosse nouvelle agitait les Manceaux. Un neveu de leur ancien évêque Philibert de Beaumanoir, René de Froullay, comte de Tessé, qu'ils avaient vu enfant, avec sa mère Madeleine de Beaumanoir, à l'Hôtel de Lavardin, qu'ils y avaient peut-être même vu naître, venait d'être nommé lieutenant-général pour le Roi dans la province du Maine, en remplacement de M. de Bullion, marquis de Fervaques.

Baptisé à Vernie le 15 mai 1648, René de Froullay, comte de Tessé, avait alors trente-deux ans (1), et était déjà un personnage très en vue ; ancien aide de camp du maréchal de Créqui, il s'était distingué particulièrement à la prise de Nimègue, au passage de la Meuse à Stenay, et au siège de Fribourg. Par son père, il descendait d'une vieille famille du Bas-Maine, qui avait pour berceau un manoir de la paroisse de Couesmes, près d'Ambrières, appartenant en 1488 à Jehan de Froullay, capitaine de Domfront (2). Par sa mère, il était arrière petit-fils du maréchal de

(1) Acte de baptême : Archives de la Sarthe. E. 223, *Généalogie et Preuves de la maison de Tessé*. Mais, d'après une lettre citée ci-dessous, il semblerait que le maréchal de Tessé serait né au Mans.

(2) Marquis de BEAUCHESNE, *Les Lettres du Maréchal de Tessé*, dans le *Bulletin historique de la Mayenne*, 2^e série, I (1889), p. 52.

Lavardin et cousin germain d'Henri-Charles de Beaumanoir, propriétaire de l'Hôtel de Lavardin, au Mans. Il avait épousé en 1674, Marie-Françoise Aubert, fille du baron d'Aunay.

Dès le 18 janvier 1681, le nouveau lieutenant-général dans la province du Maine écrivait de Paris aux Maire et Echevins de la Ville du Mans cette très aimable lettre :

Messieurs,

J'ai reçu par un de vos députés des marques obligeantes de votre souvenir et il n'y a rien que je ne face pour mériter la continuation de vostre honnesteté. Monsieur le marquis de Pezé prendra la peine d'être porteur des Patentes dont le Roi m'a honoré. Je vous prie, Messieurs, en attendant que je puisse vous assurer moi-mesme de mes sentimens, de vouloir bien estre persuadés que je m'intéresseray toujours plus fortement que je ne puis le dire à tout ce qui regarde la ville en général et vos personnes en particulier. Je vous demande encore la grâce de m'aymer et de me croire [animé d'une] passion aussi sincère qu'elle est désintéressée. Messieurs, vostre très humble et très affectionné serviteur.

LE COMTE DE TESSÉ.

Comme l'annonçait cette missive (1), les Lettres du Roi furent présentées à l'Hôtel de ville du Mans par M^e Charles de Courtarvel, marquis de Pezé, le 4 février 1681. Elles y furent aussitôt enregistrées et publication en fut faite, à son de trompes et de tambours, dans les carrefours et lieux publics. Pour marque de réjouissance, « il fut enjoint aux habitants de mettre, de 7 à 8 heures du soir, du feu aux fenêtres qui donnaient sur la rue ; l'Evêque et le Chapitre furent conviés à faire sonner les cloches à ladite heure. »

Le 11 février, les échevins Orry et Legendre rendaient compte au Corps de Ville « que, suivant le mandat qu'ils en avaient reçu, ils s'étaient rendus le dimanche précédent au château de Vernie,

(1) Cette lettre et toutes les citations suivantes sont extraites du 29^e *Registre des délibérations de l'Hôtel de Ville du Mans*, Archives de la Sarthe : Fonds municipal, 234.

où le comte de Tessé était arrivé la veille ; qu'ils l'avaient salué le lendemain et que ledit comte leur avait marqué qu'il ne souhaitait pas que les habitans se missent sous les armes, ny qu'il fût fait aucune dépense à cette occasion, ny à son entrée. » Il avait seulement « tesmoigné le désir que ses armes fussent mises et arborées à la porte de son hôtel, en ceste ville, où il arriverait le jour même, sur les 5 à 6 heures du soir. »

De nouvelles mesures furent aussitôt prises pour faire mettre du feu aux fenêtres et sonner les cloches, le soir à 7 heures. Quelques instants après l'arrivée du comte, ajoute le procès-verbal officiel, « le Corps de Ville s'estant assemblé est parti de son hôtel, précédé de ses huissiers revestus de leurs casaques avec leurs espées et poignards, devant lesquels marchaient les portiers de ville avec leurs haliebardes, et s'est rendu à l'hôtel dudit seigneur de Tessé où il l'a complimenté, ainsi que Madame. Le sieur Chauveau, l'un desdits échevins, portant la parole, a présenté les clefs de ville audit seigneur, lequel à l'instant les luy a remises entre les mains, après avoir donné toutes les marques d'affection pour la ville. Ce faict, le Corps de Ville s'est retiré en son hôtel et a esté le sieur Ory, aussi eschevin, député pour présenter audit seigneur le vin de ville, et à Madame une boîte de flambeaux et une corbeille de fruits de cire, et pour faire peindre et apposer les armes dudit seigneur à la porte de son hôtel. »

Conformément à cette délibération, le 20 février, les échevins Ory et Legendre retournent à l'hôtel du comte de Tessé, toujours précédés des huissiers et portiers de ville, auxquels on a joint cette fois des violons, hautbois et tambours. Après avoir complimenté les seigneurs, après leur avoir offert les vingt livres de bougie et la corbeille de fruits de cire garnie de rubans, ils font mettre et arborer les armes du comte de Tessé sur la porte de son hôtel, « ce dont ledit seigneur tesmoigne une entière satisfaction. »

Or, l'hôtel où se déroulent ces imposantes cérémonies, l'hôtel dont la porte est désormais ornée des armes de Froullay-Tessé « *D'argent au sautoir de gueules engrelé de sable* », n'est autre que notre vieil Hôtel de Lavardin.

Fidèle aux traditions hospitalières de la famille, son propriétaire, le marquis de Lavardin, s'est fait un devoir de le mettre à

la disposition de son cousin germain le comte de Tessé pendant ses séjours au Mans. Par là même, l'Hôtel de Lavardin va connaître des jours plus brillants encore que par le passé, mais aussi on peut logiquement l'appeler l'*Hôtel de Lavardin-Tessé*.

Le futur maréchal de Tessé, on le sait, sera réputé « l'homme le plus poli de France ». Dès le 24 février, il fait donc prier l'échevin Ory, par le capitaine de ses gardes, de vouloir bien venir lui parler, et il lui annonce l'intention de rendre le lendemain, sur les huit à neuf heures, à l'Hôtel de ville, la visite qu'il a reçue de la Municipalité.

C'est, on le pense, l'occasion d'une nouvelle et majestueuse cérémonie.

Les échevins Ory et Legendre, tout d'abord, vont prendre le comte de Tessé à son hôtel avec leur escorte ordinaire d'huissiers et de portiers de ville en grand costume. Précédé de ses gardes commandés par leur capitaine, le lieutenant-général pour le Roi se joint au cortège. A la porte du Palais (Hôtel de ville), « il est reçu et complimenté par deux autres des échevins, MM. Chauveau et Jodon, qui le conduisent solennellement dans la grande salle, où un fauteuil lui a été préparé au haut bout de la table. Après de nouveaux compliments, le comte renouvelle toutes ses marques d'affection pour la ville et sa satisfaction de tout ce qui s'est passé à son entrée. Ce fait, il se retire et est reconduit par le Corps de Ville jusqu'à la grande porte du Palais. »

La « badauderie » étant la même de tout temps, il n'est pas téméraire de dire que ces éclatants cortèges attirent une foule de curieux aux portes de l'Hôtel de Lavardin-Tessé, et lui donnent un grand prestige dans l'esprit des Manceaux.

Son nom évoque de bien plus vives sympathies encore, lorsqu'au mois de novembre suivant, le Corps de Ville reçoit du comte de Tessé la lettre suivante, qui devait confirmer et assurer pour plus d'un siècle les affectueuses relations entre la famille de Tessé et la Ville du Mans :

Paris, 15 novembre 1681.

Messieurs,

Vos habitans m'ont vu naître : je dois à votre ville le premier

air que j'ai respiré, et si j'étais assez heureux que dans mes mœurs et dans mes sentimens il y eut quelque chose d'approuvé, ce serait parmi vous et dans vos manières que je l'aurais appris. Ainsi, Messieurs, pour perpétuer dans ma Maison les sentimens que que l'on doit à sa patrie, je ne saurais prendre d'engagemens trop forts. La Providence m'ayant donné un fils, j'ai cru qu'elle le destinait à vous être offert dès sa naissance, et que le nom que je vous prie de lui donner, au nom de la Ville et de la Province, le fera souvenir un jour que, comme le baptême est la première liaison du chrétien avec Dieu, la seconde est celle qu'on prend avec ceux qui nous ont donné ce premier nom. Je vous demande donc, Messieurs, de vouloir bien nommer mon fils comme parrains, et j'ai cru ne pouvoir mieux vous associer une marraine que de jeter les yeux sur ma mère : elle est d'un sang qui vous a toujours été aussi cher que le votre l'était à ses pères. Et pour moi, je n'oublierai jamais avec combien d'attache, de reconnaissance et de fidélité je suis votre très humble et très affectionné serviteur.

LE COMTE DE TESSÉ.

Cette délicate attention du comte de Tessé de choisir pour parrains de son premier né le maire et les échevins du Mans ne pouvait manquer de flatter et toucher profondément les Manceaux.

Dès le 18 novembre, le Conseil général de ville invite les échevins « à faire toute diligence pour témoigner à M. le comte de Tessé toute sa reconnaissance de ses bontés et de l'honneur qu'il fait à la Ville. »

Deux jours plus tard, le mercredi 20, l'échevin Jodon et le procureur de ville Guérin recoivent mission « de se transporter au plus tôt devers Madame la comtesse de Tessé, à sa terre d'Aulnay, province de Normandie (où elle a fait ses couches, chez ses parents, et où l'enfant a été ondoyé le 11 novembre), pour la complimenter tant sur les obligations que le Corps de Ville luy a et à Monseigneur le comte de Tessé son mary, que pour luy tesmoigner la joie publique qu'ont tous les habitans de la ville de la naissance de Monsieur son fils. » Une somme de six-vingt livres est même votée pour les frais de la députation.

De retour le 10 décembre, les deux envoyés rapportent « que le comte et la comtesse de Tessé les ont reçus avec tout l'honneur et la considération possibles : qu'ils leur ont exprimé beaucoup de remerciements pour leur députation et voyage. »

Retardé, semble-t-il, par les exigences de la carrière du père, le baptême solennel n'aura lieu que dix-sept ans plus tard, et cet ajournement privera l'enfant de sa marraine désignée, car Madeleine de Beaumanoir, veuve de René de Froullay, son aïeule, mourra dans les premiers jours de 1683 : le 18 janvier de cette année, le maire et les échevins du Mans se feront au moins un devoir d'assister au grand service célébré à la cathédrale pour le repos de l'âme de leur très respectable « commère. »

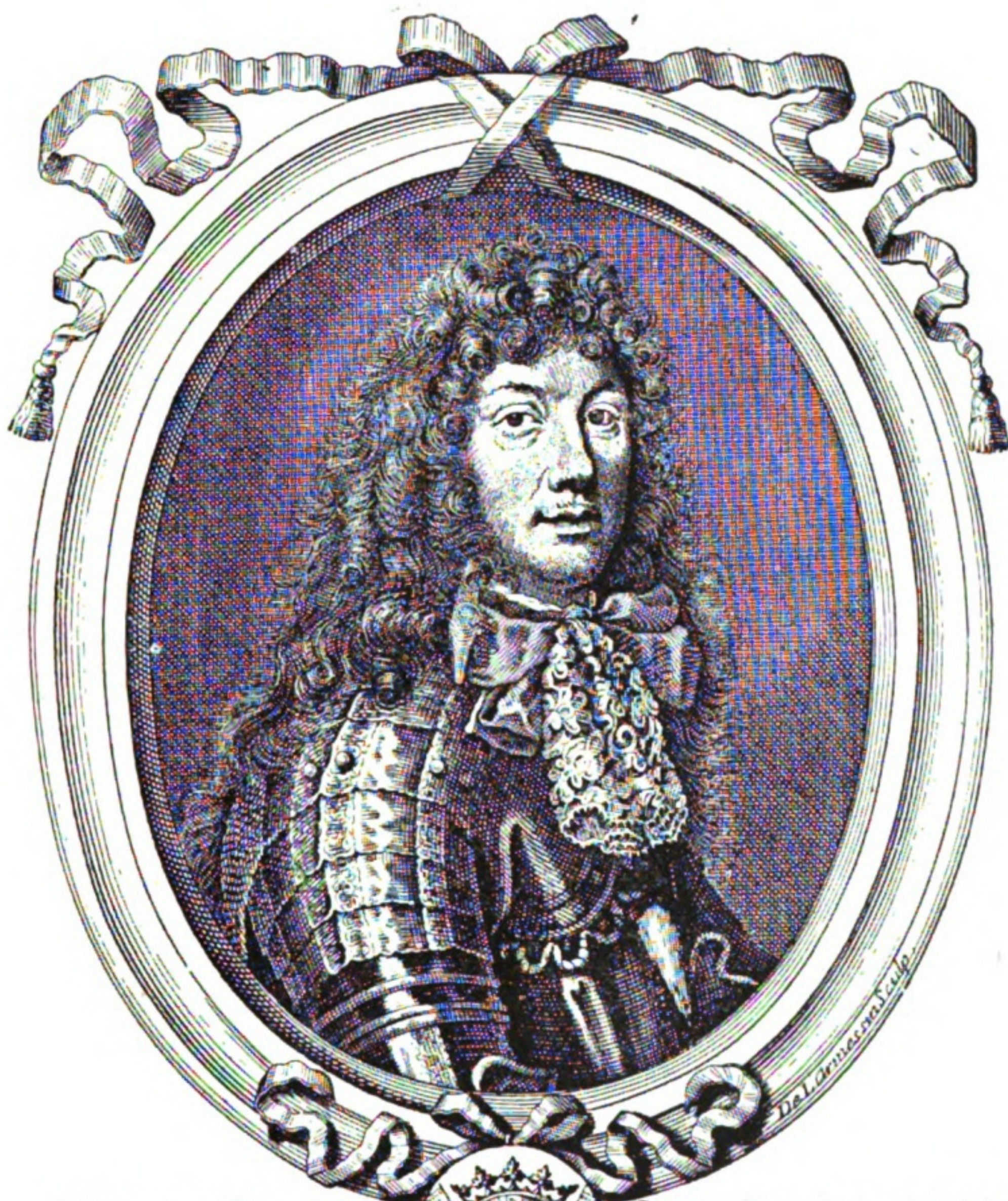
De 1684 à 1698, la présence du comte de Tessé n'est plus signalée au Mans. Devenu colonel général des dragons, maréchal de camp et chevalier du Saint-Esprit, il est trop occupé à convertir les protestants du Midi, à dévaster le Palatinat, à combattre sur la Moselle et en Piémont, à négocier avec la cour de Turin.

En revanche, on voit tour à tour reparaître à l'Hôtel de Lavardin-Tessé son propriétaire, le marquis de Lavardin, et la comtesse de Tessé, que le Corps de Ville s'empresse de venir saluer et complimenter à chacun de leurs séjours.

Henry-Charles de Beaumanoir, marquis de Lavardin, chevalier des Ordres du Roi, lieutenant-général de ses armées, a été ambassadeur à Rome en 1687 et très directement mêlé à la querelle de Louis XIV avec le pape Innocent XI. Rentré en France, il ne vient que passagèrement au Mans en 1690, 1692, 1694 et 1697, année où est au moins signé, le 30 mars, « en l'Hôtel de Tessé, au dehors de la paroisse Saint-Vincent, » le contrat de mariage de Marie de Froullay, l'une des filles du futur maréchal de Tessé, avec Claude de la Varenne (1).

En 1698, Henri de Beaumanoir réside le plus souvent à Paris, en son hôtel de la Place Royale. Cela ne l'empêche pas de s'intéresser toujours à l'hôtel qu'il possède au Mans ; même d'y faire de nouvelles améliorations et d'entretenir des rapports de bonne

(1) P. CALENDINI, *Lettres au Comte de Pontchartrain ; le maréchal de Tessé au Maine*, La Flèche 1904, p. 12.



*HENRY CHARLES
Marq^s de LAVARDIN
Sa Majesté au Gouver-
Ambassadeur Extraordi-*



*Sire De BEAUMANOIR
Lieutenant General pour
nem^t de Bretagne et Son
naire à Rome, pres de Sa
Sainteté Innocent XI^{eme} Il a esté créé par le Roy, Chevalier de Ses Ordres,
pendant le temps de Son Ambassade, à la Promotion du 1^{er} de Janvier, 1689.*

amitié avec ses voisins. Le 16 mars de cette année 1698, par exemple, les Vénérables Prêtres de la Congrégation de l'Oratoire lui concèdent « avec plaisir » certain espace de terre à prendre dans la vigne de leur enclos du Mans, au-devant de son hôtel, pour y faire bâtir et construire une demi-lune, en forme d'anse de panier, de 69 pieds de long sur 10 de profondeur, pour la facilité et commodité de l'entrée des carosses, charrettes et autres choses dans la cour, batimens et dépendances dudit hôtel (1) ».

L'amélioration est d'autant plus opportune que la fin de l'année ramène des jours exceptionnellement brillants à l'Hôtel de Lavardin-Tessé.

Au commencement de décembre, le comte de Tessé, la comtesse, le marquis et le chevalier de Tessé y arrivent en grand apparat pour le baptême, depuis si longtemps différé, de l'enfant né en 1681. Le Corps de Ville va aussitôt leur faire visite et leur offrir cent livres de bougies et « deux douzaines de bouteilles du meilleur vin »

Le baptême, très solennel comme de juste, est célébré le 18 décembre dans l'église de Saint-Vincent, par le vénérable curé de la paroisse Nicolas Rochebouet (2); par suite de la mort en 1683 de Madeleine de Beaumanoir, le Corps de Ville cumule les flatteuses fonctions de parrain et de marraine, et le néophyte ne crie pas, car il a dix-sept ans !

En tout cas, voici le texte même de l'acte de baptême de René-Mans Froullay de Tessé, signé de trente parents ou amis :

« Le dix-huitième jour de novembre mil-six-cent-quatre-vingt-dix-huit, nous, Nicolas Rochebouet, prestre, curé de la paroisse de Saint-Vincent, faubourg de la ville du Mans, soubsigné, avons administré les cérémonies baptismales à René-Mans Froullay de Tessé, fils de haut et puissant seigneur René, sire de Froullay, comte de Tessé, chevalier des Ordres du Roy, colonel général des dragons de France, lieutenant-général des armées de Sa Majesté,

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) Distincte de la grande église abbatiale, l'église paroissiale de Saint-Vincent était située un peu plus loin, à l'extrémité de la rue actuelle de l'abbaye.

gouverneur d'Ypre, lieutenant-général pour le Roy dans sa province du Maine, Laval et le Perche, premier et grand écuyer de M^{me} la duchesse de Bourgogne, et de haute et puissante dame Marie-Françoise-Aubert d'Aunay, son épouse, après avoir vu le certificat du baptême et ondolement fait en la paroisse de Saint-Samson d'Aunay, diocèse de Bayeux, l'onzième jour de novembre mil-six-cent-quatre-vingt-un; Messieurs les Maire et Échevins de la ville du Mans, au nom de la Ville, ont été pareins et mareines. »

Signé : « René-Mans Froullay de Tessé, René de Froullay-Tessé, la comtesse de Tessé, Philbert-Emmanuel de Froullay de Tessé, Alexandre Barjot de Théligny, Pierre de Vassé, M. Dagues, Blanchardon, Renaudin, Desportes, M. Bardou, Chesneau, Maulny, Hoyau, Pommyer, de Baigneux-Courcival, La Goupillière, C. de Laval, Le Vayer, Em. de Froullay de Chiffreville, H. Carrière, Dugast, Depiganiol, Brochel, L. de Clinchamps, Du Rochet, Courteau-Garnier, Guérin le jeune, M. Besnard, curé du Petit-Saint-Georges. »

ROCHEBOUET (1).

Bien que l'histoire n'en dise rien, il est probable que ce baptême de si haute allure fut suivi d'un mémorable dîner à l'Hôtel de Lavardin-Tessé : nous savons au moins qu'il y eut, dans la journée, cessation de travail et son des cloches : le soir, feu aux fenêtres, ou mieux, en style moderne, illuminations. La ville du Mans tout entière s'était mise en liesse pour le baptême de son filleul.

Sur ce, le comte de Tessé repart en campagne, cédant de nouveau la place au Mans à son cousin de Lavardin, avec la charge de l'entretien de l'hôtel dont le marquis est toujours demeuré propriétaire.

Henri-Charles de Beaumanoir, du reste, ne cherche pas à renier cette charge, car, en 1699, il contribue encore à la dépense du pavage neuf fait entre les murs des Cordeliers et ledit hôtel, mais il meurt en 1701, laissant trois filles, Anne-Charlotte, mar-

(1) *Registres paroissiaux de Saint-Vincent*. — *Mémoires de Maulny*, ms. Fonds municipal.

quise de la Châtre, Marie-Anne, Louise-Henriette, et un fils, Emmanuel-Henri.

Le comte de Tessé, cependant, n'oublie point en Italie ses amis du Mans, et le 10 mai 1702, de Mantoue, il adresse même, à leur sujet, à M. de Chamillart une lettre si spirituelle, si amusante, que nous ne résistons pas au plaisir d'en reproduire ici quelques passages :

« Vous vous moquerez de moi, Monsieur, et ce ne sera pas la première fois que je l'ai mérité. Je ne croyais pas que de Mantoue, je dusse jamais vous importuner de ce qui se passe au Mans.

« Cette municipale des bons chapons n'a jamais eu de gouverneur particulier, et nos grands pères, gouverneurs et lieutenants-généraux de la province, avaient seulement la coutume de mettre un gentilhomme à eux, sous le titre de major, qui n'avait d'autorité, de commandement, ni de fonction, que celle de porter une canne, de s'appeler M. le Major, et de briller sous les halles du Mans, aux importantes occasions... quand il s'agissait de faire pendre quelqu'un, ou de faire quelque cérémonie publique. »

Après avoir rappelé qu'à un de ses voyages en province, il avait déjà dû abolir les prétentions excessives du sieur de Courcival, en faveur duquel le nommé des Sablons, garde du roi, s'était défait de sa canne pour une pièce de mille ou douze cents livres ; qu'il avait même dû demander à M. de Louvois et au marquis de Châteauneuf, secrétaire d'Etat de la province, de faire cesser ces prétentions, le comte de Tessé ajoute :

« Voilà, Monsieur, bien du verbiage : je vais essayer de le finir par vous représenter que tous nos pauvres Manceaux, mes *compères*, sont au désespoir ; que M. Le Vayer, lieutenant-général, lequel est un parfait honnête homme, bon citoyen, qui a financé considérablement pour sa charge de maire perpétuel n'a jamais été troublé dans ses fonctions que par cet imaginaire major ; que, dis-je, le sieur Le Vayer n'aurait quasi plus de fonction, et qu'enfin il vaudrait mieux que la Ville donnât mille écus ou quatre mille francs à M. le Major pour le soustraire à son imaginaire emploi qui désole tout le monde. »

M. de Tessé conclut, en demandant que le roi laisse les choses en l'ancien état, que M. de Courcival n'ait d'autre fonction que

celle de porter une canne et de s'appeler M. le Major, et en déclarant qu'un major n'est pas plus nécessaire au Mans, où il n'y a ni château, ni garnison, ni état-major, qu'il n'est nécessaire à Vaugirard » (1).

En dépit de cette assimilation peu flatteuse alors de la ville du Mans à Vaugirard, les Manceaux furent sans doute fiers d'être qualifiés de *compères* par le comte de Tessé; ils lui surent surtout gré de les avoir défendus contre leur terrible major. Aussi, en 1703, dès qu'ils apprennent la promotion de M. Tessé au grade de maréchal de France, s'empressent-ils d'envoyer une députation au château de Vernie pour féliciter la comtesse et lui présenter vingt livres de bougie. Le Corps de Ville renouvelle la démarche, avec non moins d'empressement, auprès du maréchal, devenu « grand d'Espagne » et arrivé en personne à Vernie le 15 juin 1704, lui marquant l'inquiétude où il a été de son indisposition, la joie qu'il a de son heureux retour, « et sollicitant la continuation de sa protection » (2).

Les rapports réciproques d'amitié et de confiance s'affirmaient de plus en plus, on le voit, entre M. de Tessé et la ville du Mans, où la comtesse, pour sa part ne cessait pas de faire de temps à autre quelques séjours. En 1705, un important changement dans la propriété de l'Hôtel de Lavardin va rendre encore ces rapports encore plus intimes.

Dès le mois de juillet 1704, pendant le séjour du maréchal au château de Vernie, l'une de ses lettres à Chamillart révélait une vive préoccupation relativement au marquisat de Lavardin devenu, après la mort récente et prématurée d'Emmanuel-Henri de Beaumanoir, la propriété exclusive de la marquise de la Châtre. Déjà propriétaire du beau château de Malicorne, celle-ci, en effet, ne pouvait garder Lavardin, et aucune de ses deux sœurs n'étant davantage en situation d'en assurer la charge, la terre avait été mise en vente.

Or, le maréchal écrivait au ministre : « Je ne vous cacherai pas que dans le délabrement de cette Maison [de Lavardin] dont ma

(1) Comte de RAMBUTEAU, *Lettres du maréchal de Tessé*, Paris, Lévy, 1888, in-8°, p. 94-97.

(2) *Registres des délibérations de l'Hôtel de Ville*.

mère était l'héritière si feu M. de Lavardin n'avait pas laissé trois grosses filles, je voudrais bien que cette terre ne sortit point de ma famille. » En conséquence, il demandait à Chamillart de lui faire savoir s'il ne songeait pas à faire l'acquisition — afin de ne pas lui faire concurrence — et aussi de garder le secret à leur amie commune M^{me} de Noailles et à M. de Chevreuse, qui étant le premier mobile de la vente, pourraient « lui tenir pour le prix, le pied sur la gorge. » Il ajoutait que M^{me} de la Châtre offrait de lui donner la préférence (1).

Au 1^{er} janvier 1705, l'affaire n'était pas encore conclue, mais le maréchal y songeait toujours, et, au fond de l'Espagne, il écrivait même de Salamanque à la maréchale, duchesse de Noailles : « A l'égard de notre affaire de Lavardin, il n'y a que vous, Madame, s'il y a encore quelque anicroche, qui puissiez y mettre l'emplâtre nécessaire. »

M^{me} de Noailles, vraisemblablement, mit cette emplâtre, car le 1^{er} octobre 1705, M^e Antoine de Lanzy, argentier des écuries de la duchesse de Bourgogne, signait au nom du maréchal, encore en Espagne, le contrat d'acquisition du marquisat de Lavardin et de ses dépendances.

Consentie par M^{me} Anne-Charlotte de Beaumanoir, marquise de la Châtre, héritière bénéficiaire de son frère décédé, la vente du marquisat de Lavardin en entier était faite au maréchal pour la somme de 513.000 livres. Elle comprenait expressément, aux termes de l'acte, « la maison size en la ville du Mans, rue des Cordeliers, appelée le *Petit Lavardin*, avec ses dépendances et appartenances », le tout estimé 10.000 livres, sans compter 3000 livres de « pot-de-vin ». Dans l'ensemble de l'acquisition, en outre, étaient compris : « la seigneurie de Monnet, avec la haute justice qui s'exerce dans l'*Hôtel de Lavardin*, ainsi que le fief et seigneurie des Croisettes, aussi dans la ville du Mans (2).

(1) Comte de RAMBUTEAU, *Lettres du maréchal de Tessé*, p. 186, 187. 228. — G. ESNAULT, *Michel Chamillart*, II, 64.

(2) Archives de la Sarthe, E. 75.

IV

L'HOTEL DE TESSÉ
(1705-1746)

Le maréchal de Tessé propriétaire de l'*Hôtel de Lavardin* devenu *Hôtel de Tessé* : son durable et cordial attachement pour la ville du Mans ; ses souvenirs intimes à l'Hôtel de Tessé, de 1720 à 1724, d'après une correspondance inédite ; sa mort en 1725. — René-Mans I. de Froullay, comte de Tessé, lieutenant-général du Roi dans la province, continue les traditions de son père et fixe son domicile au Mans ; joies et douleurs à l'Hôtel de Tessé, arrivé à sa plus brillante époque. — La Ville du Mans et son filleul ; mort et testament de René-Mans de Froullay, dernière preuve de sa touchante affection pour sa marraine.

Avec l'acquisition du 1^{er} octobre 1705 s'ouvre, en droit comme en fait, une nouvelle période dans l'histoire de l'ancien Hôtel de Lavardin, qui devient désormais *Hôtel de Tessé*.

A défaut du maréchal, toujours en Espagne, la comtesse de Tessé en prend possession dès le 8 du même mois ; le lendemain 9, fidèle aux traditions, le Corps de Ville vient la visiter, la complimenter et lui apporter « une boiste de vingt livres de bougie blanche. » M. et M^{me} de Tessé, cependant, n'entrent en jouissance légale de l'hôtel que le 1^{er} novembre.

Au cours des années suivantes, les *Registres de l'Hôtel de Ville* n'enregistrent la présence du maréchal à son hôtel du Mans qu'aux mois de mars 1707 et 1708. A ces deux dates, les échevins, précédés de leur quatre gardes et de leurs deux huissiers « armés et vêtus à la manière ordinaire », viennent toujours le complimenter solennellement, lui présenter le vin de ville et « trente livres de bougie à Madame ».

Ces politesses sont bien méritées, car le maréchal a toujours continué de porter un vif intérêt aux affaires des Manceaux.

En 1706, alors qu'il était fort occupé à maintenir le duc de Savoie au delà des frontières, il voulait qu'on lui donnât avis de tout ce qui arrivait de considérable dans la province, et il était

sensiblement touché de la mort de l'excellent lieutenant-général Jacques Le Vayer de la Curie, « son bras droit, perte irréparable pour l'église à qui sa piété était si utile, pour la noblesse qu'il maintenait dans les justes droits de son élévation et pour le peuple dont il était l'asile et le protecteur ».

De même, en 1708, pendant qu'il est en mission à Rome, le maréchal s'empresse de prêter son puissant appui aux maire et échevins du Mans pour combattre un projet d'union du couvent des Jacobins à la province de Bretagne. Il saisit surtout l'occasion d'affirmer ses amicales sympathies pour ses voisins et bons amis du Mans, les Pères de l'Oratoire.

Une lettre datée de Rome, le 1^{er} novembre 1708, est particulièrement explicite sur ces sentiments.

« Je vous assure, Messieurs, écrit le maréchal au Corps de Ville, que pour être présentement éloigné du Mans, je n'en ai et n'en aurai pas moins d'attention pour tout ce qui vous regarde, votre satisfaction et vos interest... Au reste, je me sers de l'occasion de la réponse, que je vous fais pour vous dire en même temps que j'ai été informé dans mon dernier voyage que nos voisins et bons amys les Pères de l'Oratoire, qui servent si vaillamment et rendent tant de services à la ville, dont ils élèvent les enfans, avaient formé le dessein d'établir des maîtres de mathématiques. Il me semble que cet établissement ne peut être que bon, et, s'ils ont besoin, comme je crois, de vos suffrages et de votre consentement pour donner audit établissement une forme plus stable que par le passé, vous me ferez un plaisir sensible d'y contribuer. Il me semble qu'en cela l'utilité publique s'y rencontrera. Je vous conjure en général et en particulier d'être bien persuadés de tout mon sincère attachement, et que je suis, Messieurs, absolument tout à vous ».

TESSÉ (1).

Comme jadis son cousin le marquis de Lavardin, le maréchal de Tessé a, en ce moment, d'assez gros démêlés avec le Pape. Son

(1) 32^e *Registre des délibérations de l'Hôtel de Ville du Mans*. — Cosnard, *Histoire du Couvent des Frères Prêcheurs du Mans*, p. 299 à 305.

affectueuse estime pour les Pères de l'Oratoire prouve au moins combien il restait favorable à leur enseignement ; mieux encore quels bons rapports il gardait avec les voisins de son hôtel du Mans.

La ville du Mans remplit donc simplement son devoir en lui faisant écrire par ses représentants, le 9 avril 1709, toute la part qu'elle prend à la mort de Madame la maréchale et en adressant à son fils des compliments de condoléances.

Il semble, d'ailleurs, que cette mort ramène plus fréquemment le maréchal dans le Maine. En 1710, déjà, il reparaît au Mans, et fait, du 25 octobre au 10 décembre, un assez long séjour au château de Vernie, d'où il envoie à la duchesse de Bourgogne le récit d'une première chasse. Le 22 octobre 1711, il arrive au Mans, avec son beau-frère le comte de Breteuil, introducteur des ambassadeurs. Dans la relation de son voyage, celui-ci écrit cette phrase, particulièrement intéressante pour notre sujet : « Nous avons séjourné un jour au Mans, où le maréchal a une maison meublée comme on l'est à Paris, quand on l'est magnifiquement ».

C'est dire que, dès cette époque, l'Hôtel de Tessé, au Mans, est digne de son haut et puissant propriétaire ; qu'on y trouve sans doute déjà une partie de la riche collection de tapisseries et de tableaux que nous y rencontrerons en 1746.

Le maréchal et ses deux compagnons ne séjournent toutefois qu'un jour entier dans cette somptueuse demeure, juste le temps d'y recevoir, suivant l'usage, la visite du Corps de Ville et de faire une sorte de pèlerinage aux lieux illustrés par Scarron, l'un de leurs auteurs favoris. Le 24 octobre, au matin, ils repartent pour le château de Vernie où ils vont assister à des chasses plus mémorables encore que celle de 1710 (1).

Mais, le maréchal paraît prendre l'habitude de venir tous les ans dans le Maine au mois d'octobre. Le 12 octobre 1712, une lettre au marquis de Torcy nous révèle de nouveau sa présence au Mans ; c'est même pendant ce voyage à la campagne qu'il

(1) Comte de RAMBUTEAU, *Lettres du Maréchal de Tessé*. Marquis de BEAUCHESNE, *Les Lettres du maréchal de Tessé*. — P. CALENDINI, *Lettres au Comte de Pontchartrain ; le maréchal de Tessé au Maine*, La Flèche, 1904.

reçoit sa nomination de général des galères, couronnement de sa carrière militaire.

Dès lors, tout en conservant une fidèle amitié à la ville du Mans, le nouveau général des galères, parti pour réorganiser la marine à Marseille, attache moins de prix à son titre de lieutenant-général du Roy dans la province du Maine. En 1713, il s'en démet en faveur de son fils René-Mans Froullay de Tessé, alors âgé de 32 ans. La ville du Mans sonne aussitôt les cloches et met du feu aux fenêtres en l'honneur du jeune lieutenant-général; comme elle l'a fait pour son père, elle envoie une députation d'échevins le complimenter à Vernie et porter à la comtesse de Tessé, en outre des 20 livres de bougie traditionnelles, « un service en gros et un dessert en cire ».

Malgré son âge et ses importantes fonctions, jamais le maréchal de Tessé ne cessera de revenir au Mans.

En 1715, il fait ériger à la cathédrale, au-dessus de la sépulture du Beaumanoir, ses ancêtres, la longue inscription qu'on voit toujours dans le croisillon septentrional du transept, et, le 27 décembre, passe avec Jérôme Poirier, maître charpentier, et Louis le Lorrain, maître maçon, paroisse de Saint-Vincent, un marché en règle pour la construction, dans le parterre de l'Hôtel de Tessé, d'un cabinet ou mieux d'un pavillon neuf à l'extrémité du corps de logis qu'occupe Monseigneur le Maréchal. « L'avant-corps doit être soutenu de deux piliers de pierre de taille blanche, d'architecture, avec piédestaux et chapiteaux; la toiture, à la mansarde, percée de deux fenestres ayant veue, l'une sur le parterre, l'autre sur la terrasse ». Dans le même marché, conclu pour la modeste somme de 600 livres, Poirier et le Lorrain s'engagent à construire, en outre, un entre-sol dans l'appartement de M. Bellot, l'intendant de la maison (1).

En 1716, 1717, 1720, le maréchal reçoit toujours à son hôtel du Mans les visites protocolaires du Corps de Ville.

Au mois de décembre 1720, il doit se trouver encore au Mans, car, le 18 de ce mois, jour de son départ, il fait renforcer son équipage d'un cheval de louage qu'on renvoie le 27 au bureau des

(1) Archives du Cognec.

messageries de Paris et qui doit mettre cinq jours pour revenir au Mans, « par la voie du carosse ». Le prix prévu de location est d'une livre par jour, soit 15 livres et 6 livres en plus pour la dépense du cocher. Ajoutons, comme renseignement suggestif sur les transports du temps, que le retour de ce cheval ne fut pas aussi simple qu'on le pensait. Le pauvre animal fut bel et bien égaré, comme un vulgaire colis... Il ne reparut au Mans que le 13 février 1721, au soir, sans selle, sans bride, sans licol, après une disparition de quarante-huit jours ! (1)

Mais, de 1721 à 1724 surtout, nous pouvons pénétrer la vie privée du maréchal en ce qui concerne Le Mans, grâce à la très obligeante communication de sa correspondance avec ce M. Bellot, inspecteur des haras de la province, qui loge depuis plusieurs années à l'Hôtel de Tessé et y remplit les importantes fonctions d'homme d'affaires, représentant du maréchal (2).

Cette correspondance fait apparaître le maréchal de Tessé dans toute l'intimité et dans toute la simplicité de la vie journalière ; elle nous semble si intéressante que nous n'hésitons pas à en extraire les points les plus curieux.

A cette époque de sa vie, le maréchal habite le plus souvent sa petite maison des Camaldules de Grosbois (Seine-et-Marne), où il s'est retiré dès la fin de 1716 ; de temps à autre, il n'en continue pas moins à faire des apparitions à Versailles, et à manifester le désir de venir « faire un tour en province ».

En tout cas, il tient toujours son hôtel du Mans prêt à le recevoir, ainsi que ses parents et amis. En attendant, il y loge à demeure, en sus de plusieurs gens de service, son intendant Bellot, un certain sieur Bouquet, un jardinier, et... un gros dogue.

Son premier souci est de faire faire soigneusement, au fur et à mesure, toutes les réparations d'entretien ; de peur, il le répète à plusieurs reprises « qu'elles ne tombent en réfections ». Pour cela, il donne pleins pouvoirs à M. Bellot, à la condition d'être tenu au courant.

(1) Archives du Cognier.

(2) Conservée aux archives du Cognier, cette correspondance nous a été signalée par M. le Dr Delaunay, et très gracieusement communiquée par M. J. Chappée. Nous prions MM. Chappée et Delaunay d'agréer nos biens sincères remerciements.

En 1723, son principal travail consiste à faire faire par le menuisier Jean Branlard, de la paroisse Saint-Vincent, la grande porte cochère de l'hôtel. Il la marchande, avec deux autres portes sur les jardins et quelques raccomodages de meubles, pour 300 livres. De Paris, lui-même se préoccupe de la couleur de la peinture. « Je crois que la meilleure, écrit-il à M. Bellot le 16 juillet, est une espèce de couleur d'olive ou de châtaigne, tout comme il vous plaira, mais il ne la faut ny jaune, ny rouge, ny verte ». En fin de compte, ladite porte est peinte couleur d'olive, par François Sallé, « sculpteur et peintre » auteur de plusieurs statues connues.

Vers cette époque aussi, le maréchal a « en tête » un projet de transformation d'appartement au sujet duquel il laisse échapper cette amusante boutade : « Quant au lambris, je vous prie de ne point le faire mettre en couleur et de laisser le bois comme il sera, parce que, tôt ou tard, j'ay en teste de faire regratter tout l'appartement et de le faire mettre tout en blanc. Mais ce n'est pas l'ouvrage de cette année. *Vos peintres du Mans sont trop glorieux et c'est pour cela qu'ils sont gueux*. Au surplus, si pourtant il s'en trouvait quelqu'un qui voulut entreprendre tout l'appartement, le bien regratter sans le défaire, je pourrais le faire regratter et faire venir de Caen du blanc que je fournirais, et mettre le tout à ce qu'on appelle à la cole et sans huile ».

Le maréchal de Tessé a, semble-t-il, plus encore que celui des travaux, le goût des meubles, neufs et vieux, pour ne pas dire le goût parfois du *bric à brac*. Tantôt, il se fait faire au Mans, sur un modèle fourni par lui, une nouvelle douzaine de petits fauteuils de paille, en recommandant « qu'on les fasse bien propres » ; tantôt deux petites chaises basses « qui sont à la mode et que l'on appelle des Bergères ». Il trouve néanmoins trop cher d'en payer une 10 livres, doutant « que quelque modèle de commodité que ce pust estre pour nos Dames du Mans, elles veuillent mettre 10 livres pour estre à leur aise, sans compter les carreaux et garnitures ».

Ses principales correspondantes au Mans, pour les achats d'occasion, sont une honnête marchande de drap écarlate, M^{me} Godard, et surtout une dame Bouquet; il les nomme ses

amies et il les apprécie tant qu'en apprenant la mort de la dernière, il écrit : « J'ay un très grand regret de mon amie M^{me} Bouquet et je ne scay qui me la remplacera. Car j'ai toujours affaire de quelque chose de hasard, comme de fauteuils, vieux tapis de Turquie, et en un mot quelque chose de *friperie* pour des meubles. Je compte que vous me ménagerez sur cela quelque nouvelle connaissance ». La nouvelle connaissance fut facile à trouver; la fille remplaça la mère, et bientôt le maréchal écrira de nouveau : « Je seray très aise de faire connaissance avec la demoiselle Bouquet qui peut me garder tout ce qu'elle aura de vieux ravaudages pour les meubles. »

Les tableaux, on le pense, ne sont pas oubliés; plusieurs fois M. Bellot est invité à réclamer aux Decherches, peintres alors très en vue au Mans, un tableau qui leur a été confié pour y effacer des armoiries. Par contre, en novembre 1723, le maréchal commettra une assez plaisante méprise à l'égard d'un artiste manceau encore plus connu; il prendra pour un inspecteur des Ponts et Chaussées de Tours le peintre Jean-Baptiste Coulom, l'auteur de la suite du *Roman Comique* placée au château de Vernie, qui s'est mêlé de dresser un devis trop médiocre pour un travail public comportant une subvention de l'Intendant. « Je ne devinais pas, dit-il en forme d'excuses, que ce fut le peintre du Mans qui fut devenu architecte! »

Tout ceci, en somme, montre le maréchal de Tessé tel qu'on le connaît depuis longtemps : homme d'esprit, de goût, amateur d'art et de beaux meubles, protecteur-né de tous les travaux publics au Mans. Il va se révéler maintenant sous un aspect beaucoup plus étonnant de la part d'un aussi grand seigneur : homme de ménage modèle, soucieux des moindres aménagements intérieurs.

Le 24 juin 1723, des eaux de Bourbon, il recommande à M. Bellot de faire rebattre les matelas de l'Hôtel de Tessé — même ceux des domestiques — et il lui annonce l'envoi de Paris d'un lit de plume pour mettre dans le cabinet où il a coutume de coucher et replacer dans la grande chambre les deux lits jumeaux. Bien mieux, le 30 juillet, il lui prescrit d'acheter des bouteilles vides, de rechercher de préférence les neuves, et s'il ne peut en trouver au Mans, d'avoir soin au moins de faire bien

laver et échauder les vieilles. Il ajoute, le 22 août, que s'il y avait chez Monseigneur l'Evêque du Mans du vin de Bourgogne qui « fust bon, il serait bien ayse d'en acheter ».

Dès le mois de mai de cette année 1723, il est vrai, le maréchal a projeté de venir au Mans, avant le 15 août ; même d'y amener sa fille de Maulevrier (1) et sa belle-fille la comtesse de Maulevrier. Le 5 juillet, il a exprimé en conséquence son intention d'y envoyer à l'avance Fleury, son tapissier de Paris, avec un supplément de meubles, et il a arrêté les cantonnements : le comte et la comtesse de Maulevrier occuperont la grande chambre aux deux lits jumeaux, sa fille de Maulevrier et sa femme de chambre l'appartement de M. Bellot. Mais, un point le préoccupe avant tout : le lit de sa fille, « qui aime à estre bien couchée et mollement ». Aussi, dès le 11 juillet, il revient à la charge en disant à M. Bellot : « Vous ne scauriez lui faire un plus grand plaisir que de lui donner un bon lit et bien mou.... » Le 16 juillet, il renouvelle une troisième fois la recommandation, en demandant au même M. Bellot « de prendre la peine d'avertir le sieur Bouquet que lorsqu'il arrivera au Mans, il peut prendre ses mesures pour aller loger ailleurs, parce qu'on ne peut pas se passer de la garde robe qu'il occupe. »

A plusieurs reprises, cependant, le voyage au Mans est retardé. Le 2 septembre, le maréchal écrit à son fidèle intendant : Mon fils et ma belle-fille sont partis ce matin et comptent d'estre lundy à Lavardin. Je ne saurais vous dire encore précisément le jour que je partiray. Mais « *j'en ay grande envie.* » Le 9 novembre enfin, il conclut : « L'homme propose et Dieu dispose, Monsieur. Ainsy pour des affaires trop longues à vous conter, je vois bien que je ne pourray faire cet hiver qu'un voyage en poste au Mans pour y voir ma sœur, et par conséquent très peu de séjour ».

Toute cette correspondance, remarquons-le, est empreinte de cette exquise politesse qui distingua toujours le maréchal de Tessé. Il termine, entre autres, l'une de ses lettres à son homme d'affaires par cette formule de grand style : « Faites-moi la grâce de me croire, Monsieur, toujours tout à vous. » Il ne lui donne

(1) Henriette-Marthe de Froullay de Tessé, épouse de Jean-Baptiste Colbert, comte de Maulévrier, colonel du régiment de Navarre.

jamais d'ordre que sous la forme : « Prennes la peine de faire... telle chose. »

De temps à autre, toutefois, une malicieuse saillie vient faire diversion aux affaires de ménage.

On lit par exemple dans une lettre du 6 juin 1722 : « Je pars dans ce moment, Monsieur, pour m'en aller à Bourbon prendre la douche et les eaux. Je ne vous dis rien du retour du Président et de la Présidente Du Parc. Je souhaite au Président toutes sortes de bonheur, mais... *sa femme a le diable au corps !* » Dans une autre du 2 septembre 1723, à la suite de la banqueroute de Law : « Si, comme vous me le mandés, la teste a tourné à bien des gens sur la diminution de la monnaie, je crois que, d'ici à longtemps, ils auront l'occasion d'avoir la teste tournée et de bien des manières. »

Le maréchal, hâtons-nous de l'ajouter, n'en avait pas moins fait tous ses efforts pour défendre les intérêts financiers des habitants du Mans, car il avait écrit précédemment à M. Bellot : « Mandès moy le nom de celuy qui est préposé à la Banque au Mans ; M. Law nous assure qu'il a fait remettre des fonds pour acquitter les billets qui luy seront présentés, et cependant j'apprens que l'on y fait la difficulté de donner les 500 francs (*sic*) que l'on peut avoir chez soy. C'est bien la moindre chose. »

Enfin, malgré son éloignement, il ne reste point insensible aux petits événements mondains du Mans : Dans sa lettre du 20 décembre 1723, après avoir prescrit de faire reparer, à l'Hôtel de Tessé, des balustres renversés par le vent, il dit : « L'on m'a mandé le mariage de M^{lle} de Lorchère avec M. de Lignery. Prennès la peine d'aller luy en faire compliment de ma part et à M. le lieutenant-général, si cela est public ».

A défaut d'un long séjour, le maréchal avait-il pu venir au Mans faire à sa sœur, M^{me} de Chiffreville, la visite annoncée ? Nous n'en trouvons pas trace.

Sa dernière lettre à M. Bellot datée de Versailles, 19 janvier 1724, porte seulement : « Vous pouvez bien croire qu'à la veille d'un aussy grand voyage que celuy que je vais faire, je me trouve dans plusieurs embarras... mais je vous prie de ne rien changer à mon adresse ordinaire de Paris, d'où l'on me fera tenir toutes mes lettres ».

René de Froullay, comte de Tessé, venait, en effet, d'être nommé ambassadeur en Espagne et allait y terminer sa carrière diplomatique dans des conditions tout à la fois pénibles et flatteuses. A son départ, on le sait, il reçut des mains mêmes du Roi et de la Reine d'Espagne l'ordre de la Toison d'Or, mais peu après son retour en France, le 30 mai 1725, il mourait — très chrétiennement — dans sa petite maison des Camaldules, sans avoir pu revoir la ville du Mans.

D'après son acte de baptême, le maréchal de Tessé devait avoir 77 ans ; jusqu'à sa dernière heure, on l'a vu, il avait gardé à notre ville l'attachement dont nous avons cité tant de preuves et dont elle lui témoignera une dernière fois sa gratitude par un grand service à la cathédrale (1).

A la suite de la mort du maréchal de Tessé, son fils, René-Mans, sire de Froullay, chevalier, comte de Tessé, lieutenant-général des armées du Roy, et dans les provinces du Mayne, Perche et Comté de Laval, grand d'Espagne, marquis de Lavardin, premier escuyer de la Reyne, devenait de droit propriétaire de l'Hôtel de Tessé, au Mans.

Depuis plus d'un an déjà, il devait en avoir la jouissance, et c'est vraisemblablement lui, qui, au commencement de l'année 1724, y avait momentanément accueilli, à son arrivée, le nouvel évêque du Mans, Mgr Charles de Froullay, son parent, que le Corps de Ville vint complimenter « au petit Hôtel de Tessé ». En tout cas, dès le 7 décembre 1724, René-Mans de Froullay, comte de Tessé, avait rendu déclaration à M^e Pierre Nepveu, escuyer,

(1) V. dans le comte de Rambuteau, *ouv. cité*, une notice historique sur le maréchal de Tessé, et surtout l'excellent résumé de la carrière militaire du maréchal, publié en 1905 dans la *Revue historique du Maine*, LVII, 31, par M. le Vicomte de Noailles : *Le maréchal de Tessé, d'après une pièce inédite de la Bibliothèque Nationale*. — V. aussi, en outre des recueils de lettres déjà cités : *Mémoires et Lettres du maréchal de Tessé*, publiés par Grimoard, Paris, 1806, 2 vol. in-8°, et Hauréau, *Histoire littéraire du Maine*.

Un singulier hasard nous a fait retrouver, aux Archives du Cognier, le mémoire de la dépense faite par la gouvernante de M. Bellot, à l'Hôtel de Tessé, pendant l'inventaire qui suivit le décès du maréchal. Nous y relevons le menu suivant d'un souper de huit convives : une poularde, 20 sols ; un canard, 20 sols ; un lapereau, 20 sols ; 4 pigeons, 24 sols ; une salade, 10 sols ; en pain 12 sols ; 9 bouteilles de vin, 45 sols. En dessert : une grande corbeille de fruits ; quatre petites corbeilles, savoir une composte de poires, un fromage, une corbeille de coins confits et des mesles, 50 sols. Total : 10 livres, un sol,

seigneur de Rouillon et de la Grande Lancelinière, pour la partie de l'Hôtel de Tessé qui relevait de ce fief. Cette partie comprenait seulement le terrain sur lequel étaient situées les écuries avec des chambres hautes et greniers au-dessus », et les bocages au devant des dites écuries. Le reste des bocages et parterres, ainsi que les bâtiments principaux relevaient toujours du fief des Croisettes (1).

Pendant les dix premières années qui suivent l'entrée en possession de René-Mans de Froullay, il n'y a guère à noter que de nouvelles visites du Corps de Ville, lors de ses passages au Mans, l'invitation à lui faite d'allumer le feu de joie à l'occasion de la naissance du Dauphin, les remerciements qu'on lui adresse pour avoir fait obtenir à la Ville la confirmation du droit de francs-fiefs, et le service célébré à la cathédrale à la mémoire de la comtesse de Tessé, Marie-Elisabeth Bouchu, marquise de l'Essart, décédée en 1733.

Mais, l'année 1736 est marquée par un fait intéressant pour la topographie du Mans.

« Sur l'ordre du Roi, on travaille à élargir le chemin du Mans à Bonnétable jusqu'à Bellême. C'est par cette route que dorénavant, les coches, voitures, postes, courriers, doivent aller du Mans à Paris, au lieu d'aller par Connerré et par Chartres dont la route est difficile, mauvaise, longue et plus coûteuse. La banlieue du Mans à Bonnétable se fait aux dépens des habitants de la ville pour la somme de 35 000 livres, par adjudication devant M. l'Intendant de Tours » (2).

Or, malgré le grand intérêt de l'amélioration de cette banlieue, qui part de ce qu'on appelle alors « *la rue de Lavardin* ou de *l'Hôtel de Tessé* » les habitants du Mans trouvent la dépense d'autant plus lourde qu'ils eussent pu l'éviter, leur dit-on, s'ils eussent été mieux informés. En désespoir de cause, ils s'empressent de solliciter la protection du comte de Tessé et du marquis son fils, pour tâcher d'obtenir une diminution des charges de la ville.

Assurément, MM. de Tessé s'y emploient de leur mieux. Non seulement le travail est particulièrement avantageux pour leur

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) Archives de la Sarthe, Fonds municipal. *Mémoires de Maulny*, ms. I, p. 6.
— *Exl. des Registres de l'Hôtel de Ville.*

hôtel et en facilite l'accès, mais le 5 juin de cette année 1736, René-Mans, comte de Tessé, annonce publiquement une décision qui va donner à cet hôtel une plus grande importance. Par procès-verbal authentique devant M^e de Lorchère, lieutenant-général du Mans, le fils du maréchal de Tessé, alors parvenu à sa 55^e année, déclare expressément « fixer son domicile *irrévocable* en son Hostel de Tessé, au dehors de la paroisse Saint-Vincent ».

Déjà, sans doute, il songe à faire place, à Versailles et à Paris, à ses enfants, qui vont au mois d'octobre suivant, lui procurer une grande joie. Le 9 de ce mois, en effet, sa belle-fille, Marie-Charlotte de Bethune-Charost, mariée l'année précédente à René Marie de Froullay, colonel du régiment de la Reine, lui donne un premier petit fils !

Dès le surlendemain, l'heureux aïeul, suivant l'exemple du maréchal son père, écrit de Vernie au Corps de Ville du Mans pour le prier d'être le parrain du nouveau-né, ondoyé à Paris le jour même de sa naissance, en l'église royale et paroissiale de Saint-Germain-l'Auxerrois.

Nécessairement, le Corps de Ville accepte l'honneur et répond en envoyant au château de Vernie une nouvelle députation.

Après la déclaration du 5 juin, il n'est pas étonnant que de 1736 à 1740, nous trouvions traces de travaux et d'agrandissements successifs à l'Hôtel de Tessé. Tantôt, c'est une pompe que, moyennant une rente annuelle de dix livres pour les pauvres de l'Hôpital général, le comte de Tessé obtient l'autorisation d'établir sur le puits du jardin de la « sœur des capucins », situé en face de la cour des écuries ; tantôt, c'est la ruelle du Mont-Barbet qu'à sa demande la ville fait enfin paver ; tantôt, c'est une convention avec un voisin, M^e Nicolas de Nepveu de la Motte, capitaine au régiment Royal-Comtois, en vue de travaux de consolidation aux dépendances de l'hôtel ; tantôt enfin, l'acquisition, de ce même voisin, d'une bande de terrain contiguë à la basse-cour (1).

De plus, s'il ne réside pas encore au Mans d'une manière continue, le comte de Tessé installe dans une partie de son hôtel sa fille, Anne-Angélique-Renée de Froullay de Tessé, mariée au

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

marquis Gilles de Chavagnac, lieutenant de vaisseau, et le 3 octobre 1737, sur les 11 h. 1/2 du soir, la marquise de Chavagnac met au monde une fille à l'hôtel même de Tessé !

Elisabeth-Marie de Chavagnac fut baptisée le lendemain en l'église de Saint-Vincent, mais, cette fois, la cérémonie dut être assez simple. Ni le parrain, René-Marie de Froullay, frère de la marquise, ni la marraine, la duchesse douairière de Chatillon, n'y assistèrent : ils se firent représenter par de modestes inconnus (1).

De tout temps, dans les familles les deuils succèdent aux joies.

Le 23 août 1742, René-Marie de Froullay, à peine âgé de 36 ans, mourait glorieusement à Pragues, de blessures recues la veille dans une sortie de la garnison (2). Ce fut, inutile de le dire, un coup cruel pour son père qui venait de dépasser la soixantaine, et pour sa jeune femme, Marie-Charlotte de Béthune-Charost, restée veuve avec deux fils, dont l'aîné n'avait que six ans.

Le silence de l'Hôtel de Tessé n'est donc troublé, le 21 octobre de cette année 1742, que par la visite de condoléances du Corps de Ville. Un peu moins tristes, peut-être, sont celles qu'il y renouvelle, le 29 mars 1744, pour porter 20 livres de bougies à Madame de Tessé « grande d'Espagne, qui est arrivée en ville la veille au soir », et, le 5 décembre suivant, « pour offrir le vin de Ville à M. de Tessé, qui était absent depuis six mois ».

A partir de cette date, René-Mans de Froullay, croyons-nous, ne quittera plus guère Le Mans. En 1745, il pourvoit au remplacement de deux de ses gardes, alors commandés par M. Rivière de Chanteloup. Ces gardes aux brillants uniformes, disons-le incidemment, n'ont rien de bien belliqueux : ce sont de modestes artisans ; mais tous sont « de la Religion catholique, apostolique et romaine, et connus pour leur affection au service du Roy ».

Sur ses vieux jours, d'ailleurs, René-Mans de Froullay apparaît profondément religieux : il a, dans son Hôtel de Tessé, une chapelle privée où les Pères Cordeliers viennent souvent célébrer la messe ; dans le chœur de l'église paroissiale de Saint-Vincent,

(1) *Registres paroissiaux de Saint-Vincent.*

(2) Le Paige, dans sa généalogie, appelle ce petit-fils du Maréchal René-Mans, comme son père. Les Preuves de noblesse de la famille (Archives de la Sarthe, E. 223), l'inventaire de 1746, cité ci-après, et la liste des Colonels du régiment de la Reine, portent très nettement René-Marie.

pour lui, sa famille et les gens de sa maison, six stalles en échange desquelles il contribue de 400 livres à la réfection des autres stalles ; il a même, à l'intérieur de l'abbaye, un appartement particulier, où il peut à l'occasion fuir tout bruit du monde.

Le pauvre comte, il est vrai, n'est pas au bout de ses chagrins : le second et dernier de ses fils, le chevalier de Tessé, comme son frère, est glorieusement tué à l'ennemi sous les murs de Plaisance, le 16 juin 1746. La nouvelle de la mort n'est connue au Mans d'une manière certaine que le 1^{er} août. Le Corps de Ville députe aussitôt MM. Cureau et Trotté pour porter ses condoléances à M. de Tessé, alors au château de Vernie.

Quelques jours plus tard, René-Mans de Froullay rentre au Mans, et y meurt en son Hôtel de Tessé, le 22 septembre, sur les quatre heures du soir, à l'âge d'environ 66 ans (1).

René-Mans I, fils du maréchal, aura, en fait, habité Le Mans plus souvent et plus longuement que tous les autres membres de la famille : plus intimement que tous les autres, il aura vécu de la vie de cette ville où il avait si solennellement placé son domicile irrévocable ; jusqu'à sa dernière heure, il fit faire à l'Hôtel de Tessé des travaux dont une partie restera encore à payer après sa mort ; à l'exemple de son père enfin, il conserva toujours, comme nous le verrons par son testament, une profonde affection pour la Ville du Mans, *sa marraine*. A ces titres, quelques détails sur la maladie et la mort de René-Mans de Froullay ne paraîtront peut-être pas encore inopportuns : on y trouvera, au moins, de nouveaux traits de mœurs assez curieux (2).

M. de Tessé avait dû tomber gravement malade le 31 août ou le 1^{er} septembre, car on paie 60 et 72 livres à la sœur Anne Gouard de Vernie, et à une fille nommée Marie Juen, qui l'ont gardé et gouverné pendant 20 et 24 jours, assistées, la nuit, d'un sieur Vannier, dit Bienheureux. Il avait été soigné par deux médecins, MM. Thomas et Champion, et par un chirurgien, M. Villiers : le premier touche 600 livres d'honoraires, le deuxième et le troisième 240 chacun.

Après la mort, le corps fut embaumé par le chirurgien Villiers,

(1) *Registres paroissiaux de Saint-Vincent.*

(2) Détails extraits de l'*Inventaire de 1746*, que nous citerons plus loin.

aidé, moyennant 24 livres, par « quatre particuliers ». Le plombier Boulanger fournit, au prix de 200 livres, un sceau de plomb pour les entrailles et un cercueil aussi de plomb ; le menuisier Moulay, l'un des ouvriers ordinaires de l'Hôtel de Tessé, le cercueil de bois, payé 15 livres seulement.

Le 24 septembre, porte le *Registre paroissial de Saint-Vincent*, « le corps fut conduit par nous, curé sousigné, et par les sousignés dans l'église de Vernie pour y être inhumé, et le 25 ensui-
vant, ont été inhumées les entrailles dans le chœur de cette église, aussi en présence des sousignés : Duval, L. Durand, D. Val-
lienne, N.-J. Mabillean, Duluard, curé.

Le sieur François Le Romain, marchand cirier, avait fourni pour les cérémonies de la sépulture, 24 cierges payés 24 livres, plus un luminaire de 137 livres, 10 sols.

Le transfert du corps avait été effectué dans un chariot que le sieur Baneau avait recouvert, pour 24 livres, d'une tenture de deuil ; qu'avaient traîné six chevaux loués 6 livres, conduits par un cocher et deux postillons, payés 48 livres.

Quant au curé et aux prêtres de Saint-Vincent, ils avaient touché 64 livres pour avoir accompagné le corps à Vernie.

Le testament olographe, daté de Versailles, le 10 janvier 1743 ne dut être ouvert qu'au lendemain de la sépulture. Nous en avons sous les yeux l'original même, d'une grande et majestueuse écriture, encore revêtu de ses cachets de cire aux armes du défunt. Le document, dans cet état exceptionnel de conservation, est réellement impressionnant (1).

En voici quelques extraits et une analyse sommaire :

« *Miserere mei, Deus, secundum magnam misericordiam tuam.*

« Cecy est mon testament que je prie le Seigneur de bénir.

« On m'amènera dans un tombeau pareil à celui de mon père dans la chapelle de Verny, sans ouvrir mon corps.

« Il sera dit une messe tous les jours pendant la vie de mes petits enfans et de mes enfans, outre celles fondées, tant qu'ils vivront, pour moy, ma défunte épouse et mes enfans décédés.

... « Je donne et lègue aux dénommés, sur dix mille escus que

(1) Archives de l'Evêché du Mans, *Ancien Fonds Brière*.

j'ai en or dans une cassette de mon secrétaire du Mans, scavoir : à Poli, mon cuisinier, trois mil livres ; à Bernard, mon valet de chambre, trois mille livres ; à Landri, mon officier, trois mil livres ; à Dubourg, qui gère mes affaires, trois mille livres, lesquelles leur seront distribuées contant, ainsi qu'à mes valets de bras une année de leurs gages...

« Je prie Monsieur de Lorchère et ses successeurs en la charge de lieutenant-général du Mans, de vouloir bien veiller à l'exécution de mon testament, confirmant tous les actes par lesquels j'ai établi mon domicile irrévocable au Mans, dans quelque lieu que je puisse décéder, parce que mon intention a toujours été d'y retourner.

« Dieu ayant retiré à lui le marquis de Tessé, mon fils aîné, mort à Pragues au service du Roy, je fais et nomme son fils aîné mon légataire universel... »

Après avoir réglé minutieusement la question juridique de substitution et légué à titre particulier à sa fille, la marquise de Chavagnac, l'usufruit de la partie de l'hôtel du Mans qu'elle occupe dans la basse-cour, depuis l'orangerie jusqu'à la rue, René-Mans Froullay de Tessé ajoute :

« Je recommande à tous mes enfans et dessendans l'union et la paix, priant Dieu de bénir toutes mes dispositions.

« Je repette que je prie Monsieur de Lorchère, et ses successeurs en la charge du lieutenant-général du Mans, de vouloir bien veiller à ce que le présent testament soit exécuté, *en faveur de mon affection pour la Ville du Mans dont je porte le nom.* »

A ce premier testament sont joints deux codicilles, datés du Mans, les 4 et 15 septembre 1746.

Dans le premier, le comte de Tessé charge de nouveau M. de Lorchère d'être son exécuteur testamentaire, lui demandant, en amitié, de vouloir bien recevoir un diamant de dix mille livres.

Dans le second, il prie M. le comte de Maurepas d'accepter « un tableau à l'ancre de la Chine, de la manœuvre des galères dont son père était général » ; il donne à l'église de Saint-Vincent

les meubles de son appartement dans la maison que les religieux lui ont presté gratis ; en dernier lieu, il prescrit un prélèvement charitable « de cent pistolles sur la caisse des pauvres qu'il a dans chacune de ses maisons. »

Par leurs sentiments de foi profonde, d'affection pour sa famille et de générosité à l'égard des plus modestes serviteurs, ces dispositions testamentaires sont déjà émouvantes. Plus encore, elles le sont, pour les Manceaux même d'aujourd'hui, par l'affirmation si solennelle, si énergique, de l'attachement de René-Mans Froullay de Tessé à la ville du Mans, dont il choisit le maire pour exécuteur testamentaire. Les liens sacrés du baptême n'ont vraiment pas été illusoires : jamais filleul n'aura été plus fidèle à sa marraine.

Au lendemain du décès, la Ville du Mans, au moins, tint à honneur de ne pas se montrer ingrate, et, le 4 octobre 1746, le Corps de Ville fit célébrer, pour le repos de l'âme de son premier filleul et très sincère ami, un grand service funèbre à la Cathédrale.

Les *Registres des délibérations de l'Hôtel de Ville* rendent eux-mêmes compte de la cérémonie dans ce procès-verbal officiel du 4 octobre 1746.

« Le Corps de Ville, précédé de ses huissiers et gardes habillés en la manière accoutumée, s'est transporté en l'Eglise cathédrale et a assisté au service solennel qu'il a fait faire pour le repos de l'âme de feu M. le comte de Tessé, lieutenant-général pour le Roy dans la province.

« M. le grand doyen a officié ; les Compagnies en Corps et Communautés régulières par députés y ont assisté et ont pris leurs places suivant leur rang : le luminaire a été fourny tel qu'il se donne aux messes de première classe.

« Les gardes de M. le comte de Tessé, commandés par M. de Chanteloup, étaient autour de la Représentation ; les gardes de M. le Gouverneur, commandés par Hervé, brigadier, étaient partye à l'entrée du chœur et l'autre partye à la petite porte qui donne sur la sacristie. »

V

LES COLLECTIONS ARTISTIQUES
DE L'HÔTEL DE TESSÉ EN 1746

L'Hôtel de Tessé et ses collections d'après un inventaire de 1746.
— Collections artistiques : tapisseries ; portraits de famille ; tableaux d'histoire ; l'œuvre de Laumosnier, peintre du maréchal de Tessé ; tableaux divers. — Souvenirs de ces collections au château de la Rongère et au Musée du Mans. — Bibliothèque et manuscrits : lettres et papiers du maréchal de Tessé.

L'année 1746, date du décès du fils du maréchal de Tessé, correspond, croyons-nous, à l'époque la plus somptueuse de l'hôtel de Tessé.

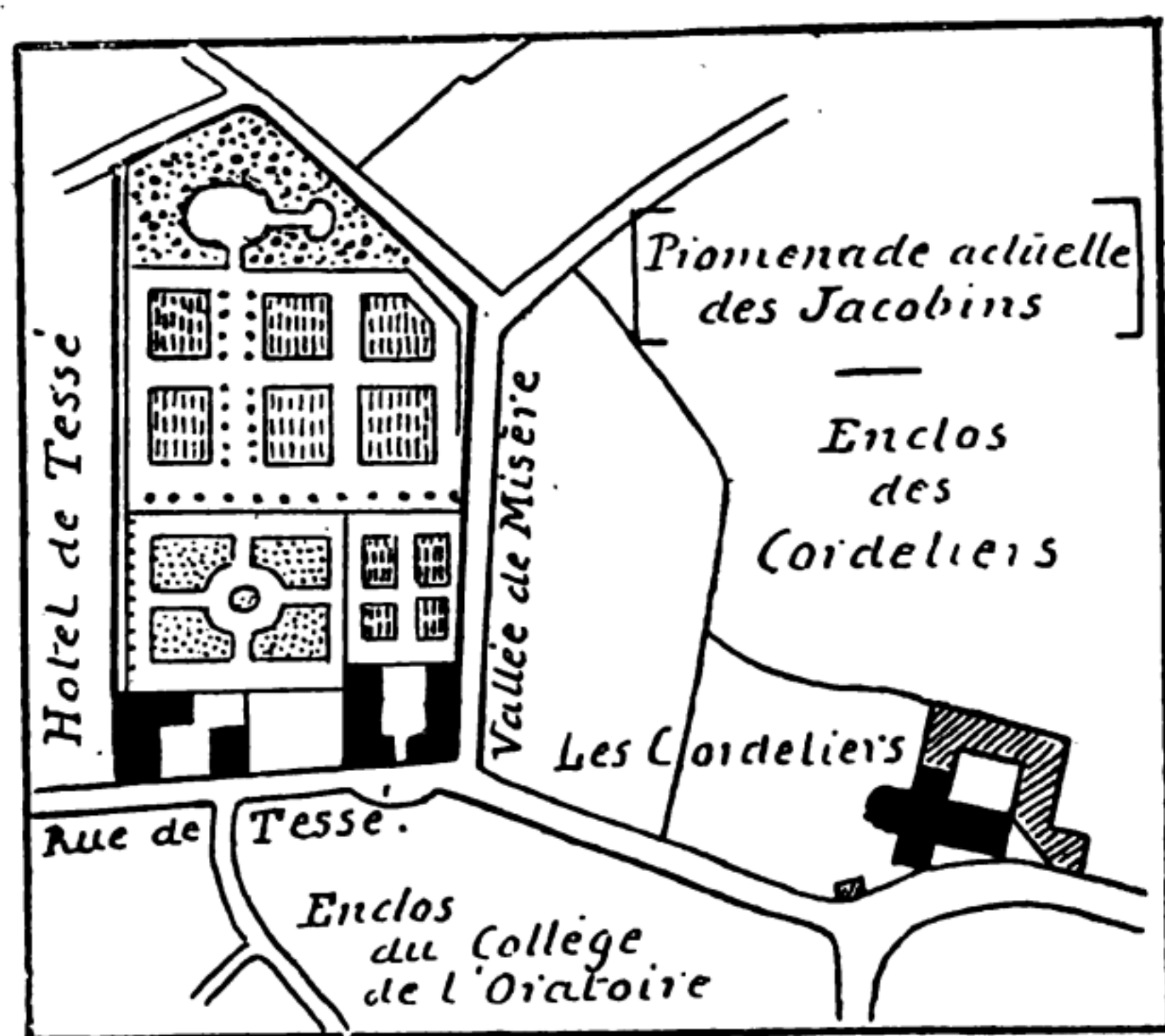
Des travaux importants viennent encore d'y être effectués par Nicolas Mabillean, dit Bourgueil, alors l'un des meilleurs architectes-entrepreneurs du Mans, et il reste dû au seul menuisier Moulay une somme de 1050 livres. En tout cas, un appartement neuf a été construit au-dessus de l'orangerie, et les deux groupes de bâtiments doivent exister déjà tels qu'ils apparaîtront sur les plans de la fin du XVIII^e siècle, car ils sont figurés avec leurs dispositions essentielles sur le plan inédit du Mans de 1748.

D'autre part, un inventaire minutieux, dressé du 28 septembre au 12 novembre 1746, par les notaires Herpin et Chasseray (1), nous révèle suffisamment que l'hôtel renferme déjà un mobilier et des collections artistiques de grande valeur.

Cet inventaire est établi à la requête du sieur Jacques Chaplain, officier de la Reine, logé audit Hôtel de Tessé, procureur de M^{me} Marie-Charlotte de Béthune-Charost, veuve du marquis de Tessé, mère et tutrice du jeune René-Mans II Froullay de Tessé, légataire universel de son grand-père, et de M^e Alexandre

(1) Archives de l'Evêché. *Ancien Fonds Brière*. — Nous ne saurions trop remercier M. le chanoine Sifflet d'avoir bien voulu nous communiquer ce volumineux inventaire que nous avons eu l'heureuse fortune de retrouver dans la collection de notre regretté confrère M. Louis Brière ; le document est d'une importance de premier ordre, ainsi qu'on pourra en juger par les détails contenus dans ce chapitre.

de Samson, seigneur de Lorchère, lieutenant-général en la Sénéchaussée du Mans, exécuteur testamentaire de ce dernier. On y voit, en outre, intervenir comme procureur de la marquise de Chavagnac, « légataire particulière, demeurant ordinairement à l'Hôtel de Tessé », M^e Georges Le Breton, avocat aux sièges Présidial et Sénéchaussée du Mans, bailli du Chapitre. A défaut d'huissiers priseurs, les estimations sont faites par Joseph Dariot et Jacques Chevreul « appréciateurs ordinaires des meubles », demeurant paroisse du Crucifix.



PLAN DE L'HOTEL DE TESSÉ
D'APRÈS LE PLAN INÉDIT DU MANS EN 1748

Certes, il serait téméraire de se porter garant de ces estimations en ce qui concerne les objets d'art, que les honnêtes experts paraissent souvent apprécier d'une façon plus que fantaisiste. Nous leur devons, au moins, une énumération aussi complète que possible des tapisseries, portraits et tableaux, énumération qui va nous permettre de reconstituer avec une précision inespérée « les collections de Tessé. »

L'origine de ces collections — il est juste de le rappeler — ne

remontait pas seulement au maréchal de Tessé. Elle remontait à la famille de Beaumanoir de Lavardin, dont plusieurs membres — entre autres la célèbre marquise, amie de M^{me} de Sévigné — étaient réputés dès le xvii^e siècle grands amateurs d'art.

Mais nous devons laisser de côté le mobilier proprement dit, si artistique qu'il paraisse souvent : son étude nous entraînerait beaucoup trop loin. Il faut nous borner à dire, en termes généraux, qu'on trouvait à profusion, à l'Hôtel de Tessé, tous ces meubles de style si majestueux ou si élégant que nous a légués l'art des xvii^e et xviii^e siècles.

On peut en juger par ces mentions, dans la « Salle du dais », d'un « dais et de trois portières de drap jaune avec des galons de velours en découpures sur les bandes et au milieu de chaque pièce les armes de Tessé, en broderies or et argent relevées en bosse », et, dans la chambre de M^{me} de Chavagnac, d'un lit estimé 1000 livres, qui comprenait « deux bonnes grâces, de grandes pantes et un soubassement de velours cramoisy à découpures d'étoffe et galon d'or, un grand dossier, une impériale, des petites pantes et une courte pointe de satin blanc à découpures de velours. »

Quant à la seule argenterie du buffet de la salle à manger, elle est estimée 16.944 livres, et on avait trouvé dans le secrétaire du défunt une petite réserve de 75.942 livres !

TAPISSERIES. — Les tapisseries, tout d'abord, sont très nombreuses et de genres très différents.

Dans les salles à manger, ce sont tantôt des tapisseries de haute lisse à fleurs et à personnages, de cinq aulnes de tour : tantôt des tentures de poil soufflé sur toile « représentant des singes, avec au haut de chaque panneau les armes de Tessé, dans un cadre doré. »

La chambre du comte de Tessé, elle, est tendue de trois pièces de tapisserie de Bruxelles, également de cinq aulnes de tour sur deux et demie de haut aux armes de la Maison ; le cabinet à côté d'une autre tapisserie de Bruxelles, armoriée, « représentant les *Trophées de la famille* ».

C'est, toutefois, dans le garde-meuble, ou elles sont peut-être

déjà trop reléguées, qu'on rencontre, semble-t-il, les tapisseries les plus anciennes :

« Six pièces de 17 aunes 1/2 de tour, de verdure à petits personnages, représentant les *Métamorphoses d'Ovide* », estimées 350 livres. »

« Six pièces de tapisserie d'Angleterre, de 19 aunes 1/2 de tour, estimées 340 livres. »

« Une autre tenture de tapisserie d'Angleterre à grands personnages... 300 livres.

« Huit pièces aussi de tapisserie d'Angleterre à grands personnages, *Bergers et Bergères*, 360 livres. »

« Quatre pièces de verdure de Flandre à petits personnages, de 11 aunes de tour, 200 livres. »

« Une autre tenture de cinq pièces de tapisserie de Flandre, à grands personnages, 250 livres et six dernières pièces de tapisserie d'Angleterre à grands personnages, 200 livres. »

Dans les appartements de la marquise de Chavagnac, c'est une suite, probablement bien précieuse, de neuf pièces de tapisserie de Flandre, d'une longueur totale de vingt-quatre aunes, sur deux trois quarts de hauteur, représentant *le Triomphe des Romains*, estimée 560 livres; une deuxième suite de huit pièces, de vingt aunes et demie de long, dite *Tapisserie des Couronnes*; une troisième tapisserie de Flandre, en sept pièces, représentant les *Amours de Didon et d'Enée*, estimée 500 livres. »

Enfin, sans parler de plusieurs autres pièces à feuillages, dépareillées, on trouvait jusque dans l'appartement du comte de Tessé, à l'abbaye de Saint-Vincent, « trois pièces de tapisserie d'Angleterre, de dix aunes de tour sur deux tiers de haut, représentant une *Chasse* ».

L'ensemble de ces tapisseries de Bruxelles, de Flandre et d'Angleterre, qui seraient si recherchées aujourd'hui, n'est estimé que 3748 livres, et il est présumable que la plupart, sottement dédaignées, ont été détruites ou morcelées!

Bien d'autres se trouvaient aux châteaux de Vernie et de la Selle, notamment deux grandes tapisseries d'Angleterre représentant l'*Histoire de Gaston de Foix*, une suite « d'*Histoire antique*, l'*Histoire de David et du géant Goliath* », etc.

PORTRAITS. — Les portraits de personnages ou de membres de la famille paraissent moins nombreux à l'Hôtel de Tessé qu'à Vernie : nous en relevons cependant vingt-huit peints à l'huile et cinq en taille douce.

Les portraits de personnages sont : dans la grande salle, ceux de la Reine, de Madame de Bourgogne et d'une autre dame, chacun de 30 pouces de hauteur sur 2 pieds de large, avec cadres dorés ; de *Madame de Polignac « habillée en Dianne »* ; d'une autre *Dame « avec un Cupidon qui lui présente une guirlande de fleurs »*, de 4 pieds de long sur 2 de haut ; les portraits en taille douce du Roi, de la Reine et de Mgr le Dauphin ; dans la chambre du comte de Tessé, les portraits en taille douce de Louis XV et de la Reine ; dans un cabinet à côté, de *Madame la duchesse de Villars, « représentée en gardant les moutons »*.

Parmi les portraits de famille, cinq — non désignés — et celui de la mère du maréchal, Madeleine de Beaumanoir, ornent les murs de la grande salle.

Huit sont placés dans la chambre même de M. de Tessé : deux sur cuivre, *Mgr René de Froullay de Tessé et Marie d'Escoubleau de Sourdis, son épouse* ; un autre en cadre doré rond, représentant Monseigneur de Lavardin, chevalier des Ordres du Roy ; un autre aussi en cadre rond, qui représente en chevalier de l'Ordre du Saint Esprit Mgr de Froullay ; un autre, en bordure carrée, de deux pieds et demi de haut sur deux pieds de large, représentant Mgr René de Froullay, père de mon dit sieur le Comte de Tessé ; un autre, en bordure dorée, de vingt pouces de haut sur quatorze de large, représentant feu *Monseigneur le maréchal de Tessé* ; un autre de quatre pieds de haut sur trois de large, représentant Mgr le commandeur de Tessé ; un autre de vingt-six pouces de haut sur vingt-quatre de large, représentant Mgr le comte de Tessé.

Dans l'appartement neuf au-dessus de l'orangerie, se voient un portrait de Mgr Philibert de Beaumanoir, évêque du Mans, de deux pieds et demi de large sur trois de haut, et un autre portrait rond de M. de Rostaing ; dans un autre appartement, le portrait de M^{me} de Maulevrier ; dans une chambre voisine de celle de la marquise de Chavagnac, « deux tableaux encadrés dans la boisure

qui sont des portraits de la maison de Lavardin » ; dans l'ancienne chambre de M. de Tessé, à l'abbaye de Saint-Vincent, « son portrait dans sa jeunesse ».

Conformément aux usages et aux convenances, aucun des portraits de famille n'est estimé.

Dès maintenant, les mentions et dimensions données par notre inventaire nous permettent d'identifier sûrement au Musée du Mans six des portraits que nous venons d'énumérer :

« *Madame de Polignac habillée en Diane* », inscrite sans nom dans le dernier Catalogue (n° 361).

« *Une dame avec un Cupidon qui lui présente une guirlande de fleurs* », inscrite dans le même Catalogue (n° 362) sous le titre inexact de « Jeune femme recevant à boire des mains d'un amour ».

« Les deux portraits sur cuivre de *Mgr René de Froullay de Tessé et de Marie d'Escoubleau de Sourdis, son épouse*, en costumes romains (n° 282 et 283) attribués à Primaticio (1490-1570, École Bolonaise).

« Le portrait de feu *Mgr le maréchal de Tessé*, de 20 pouces de haut sur 14 de large », qui se trouvait en 1746 dans la chambre de son fils, aujourd'hui n° 213 du Catalogue : « Portrait en pied du maréchal de Tessé en grand costume de cour », par Laumosnier (H. 0,57 ; L. 0,38), présumé jusqu'ici, sans preuve, provenir de Vernie.

« *Madame la duchesse de Villars, représentée en gardant des moutons* » que le Catalogue (n° 363) appelle trop vaguement « Une bergère qui file en gardant son troupeau ».

De plus, le Catalogue de 1870 présentait encore, sous le n° 327, le portrait de Madeleine de Beaumanoir, et il est bien probable qu'au nombre des autres portraits de la Collection de Tessé qu'on croit venus de Vernie ou qui sont laissés de côté par le dernier Catalogue, comme médiocres ou trop détériorés, il s'en trouve plusieurs de l'Hôtel de Tessé (1).

De même, il doit certainement s'en trouver aujourd'hui au

(1) Portraits inscrits au *Catalogue du Musée* comme venus de Vernie ; 359, M^{me} de Montespan ; 370, l'écrivain Voiture ; 371, le maréchal de Villeroy ; 372, Colbert ; 379, Armand de Tessé à 4 ans ; 404, le maréchal de Tessé ; 405, une abbesse de la famille de Tessé.

Château de la Rongère (Mayenne), chez M. le marquis de Chavagnac représentant actuel des comtes de Tessé, parmi les quarante-sept portraits ou tableaux pour la plupart retrouvés à Tessé et remis à la famille en 1838 (1).

TABLEAUX D'HISTOIRE. — Après les portraits, une place toute spéciale est due à deux tableaux de 1 m. 29 sur 0 m. 76, ainsi inventoriés, en 1746, dans la grande salle de l'Hôtel de Tessé :

« Deux tableaux, l'un représentant l'*Entrevue de Louis quatorze avec le Roy d'Espagne en l'isle des Faisans*, et l'autre représentant le *mariage de Louis quatorze avec l'Infante d'Espagne, dans l'église Notre-Dame*, chaque de quatre pieds de long sur deux pieds et demy de hauteur, estimés... 40 livres !

Ces deux tableaux, si maigrement estimés par les experts Joseph Dariot et Jacques Chevreul, ne sont autres actuellement que les numéros 211 et 212 du dernier Catalogue du Musée du Mans, où ils comptent au nombre des tableaux les plus intéressants au point de vue documentaire, et où ils sont présentés sous ces titres plus explicites :

LAUMOSNIER :

211. — *Entrevue de Louis XIV et de Philippe IV, roi d'Espagne, dans l'île des Faisans, en 1660, pour la ratification de la paix et l'accomplissement du mariage de Sa Majesté T. C. avec Marie-Thérèse d'Autriche, infante d'Espagne.*

212. — *Cérémonie du mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse d'Autriche, fille de Philippe IV, roi d'Espagne, en 1660.*

Le premier — il importe de le faire remarquer — est la copie réduite d'un grand tableau du Musée de Versailles (Salon de Mars), dont le carton, destiné à être reproduit en tapisserie, est de

(1) Portraits notés au cours d'une première visite au château de la Rongère ; dans la Bibliothèque, portrait en buste du maréchal de Tessé ; grand portrait en pied du maréchal ; Anne-Angélique de Froullay, marquise de Chavagnac ; Gilles, marquis de Chavagnac ; René-Mans de Froullay, comte de Tessé (1736-1714), pastel ; Adrienne de Noailles, comtesse de Tessé, pastel. Dans le petit Salon : le maréchal de Lavardin, Philibert-Emmanuel de Froullay. Dans l'escalier : Henri de Beaumanoir, marquis de Lavardin, Jean de Beaumanoir, Louis de Froullay, André de Froullay, colonel général de l'infanterie des Vénitiens. Au premier étage : René Mans I de Froullay, comte de Tessé, etc.

Le Brun et Van der Meulen, et qui a été peint par Antoine Mathieu, artiste attaché aux Gobelins.

Le second est également la copie d'un carton de Le Brun et de Van der Meulen, peint par Henri Testelin (Musée de Versailles, Chambre de la Reine).

C'est sans aucun doute, le maréchal de Tessé lui-même qui avait fait faire ces deux copies pour son hôtel du Mans, par le peintre Laumosnier, son peintre attitré de 1690 à 1725.

Jusqu'ici, on ignore l'origine et le lieu de naissance de cet artiste, imitateur hardi, mais quelque peu discutable, de Van der Meulen. On sait seulement que pendant trente-cinq ans, il travailla exclusivement pour le maréchal, et il a laissé, en somme, une œuvre historique d'un réel intérêt.

Aux deux tableaux de l'Hôtel de Tessé s'ajoutent, en effet, au Musée du Mans encore (n° 210) : *Philippe V, roi d'Espagne, conférant la Toison d'or au maréchal de Tessé, ambassadeur de France à la Cour de Madrid* (1725), tableau provenant du château de Vernie où il figurait dans la chambre du comte de Tessé, et (n° 213), le petit portrait en pied du maréchal, signalé ci-dessus à l'hôtel du Mans ; au château de la Rongère : *Le maréchal de Tessé recevant le cordon de l'Ordre du Saint-Esprit et le bâton de maréchal des mains de Louis XIV* (1688 et 1703) ; *Le maréchal de Tessé en mission diplomatique à Rome, présentant une lettre au Pape* ; *Le maréchal de Tessé épousant par procuration l'infante d'Espagne* ; *Le maréchal de Tessé, ambassadeur en Espagne et le roi Louis I* (1724) ; *Le maréchal de Tessé*, en pied, avec le portrait de la maréchale dans l'angle droit du tableau (grandes compositions occupant chacune un panneau).

Ainsi reconstituée, l'œuvre de Laumosnier retrace, on le voit, tous les grands épisodes de la carrière du maréchal de Tessé. Par là même, elle mérite l'attention particulière des Manceaux et le peintre avait bien droit, certes, d'être représenté à l'Hôtel de Tessé.

TABLEAUX DIVERS. — En plus des précédents, nous relevons en 1746, dans l'inventaire de cet hôtel, plus de *deux cents* tableaux ou gravures, qui peuvent se diviser en cinq catégories différentes :

Natures mortes, paysages, marines, tableaux de genre et sujets religieux.

On compte environ vingt-trois « Natures mortes », desserts, gibier, poisson, fruits ; une dizaine de Paysages, et autant de Marines. Nos experts malheureusement ne les décrivent pas.

Parmi les tableaux à sujets variés, de beaucoup les plus nombreux, nous citerons : dans la grande salle à manger, *Héraclite et Démocrite*, un *Arracheur de dents*, un *Repas de gueux...*, un grand tableau représentant des *Trophées de noblesse*, une *Tête d'Enfant*, un *Mathématicien avec son globe*, une *Femme ancienne*, trois *tabagies* et trois *nudités*. Dans une petite salle à manger contiguë, « des *Joueurs*, les cartes à la main ». Dans la grande salle, au milieu des portraits, un petit tableau représentant « Un *amant et sa maîtresse*, entourés de *cupidons* ». Dans la salle de compagnie : *les Quatre Saisons* ; un *Colin Maillard* ; une *Bourgeoise de campagne avec ses enfants* ; *Mars et Vénus servis par des Cupidons* ; le *Vice et la Vertu* ; deux *Grisettes*. Dans la chambre du comte de Tessé : une *Vestale* ; encore les *Quatre-Saisons* ; des *Bergeries* et des *Tabagies* ; un *Arménien* ; un *Joueur de viole*. « Dans un vestibule du premier étage : des enfants dont l'un fait des boules d'air ; des manans ; un *Chevalier errant* ; une figure tenant une corbeille de fruits ». Dans les garde-meubles : deux miniatures représentant un *Fauconnier* et deux hommes à cheval ; un *Enfant au lit* ; une *Mère avec son enfant* ; une *Espagnole*, encore deux *nudités*, et « un tableau représentant une *Histoire de l'ancien Testament* ». Dans la chambre de la marquise de Chavagnac : une *Bergère* ; un autre tableau représentant la *Philosophie*. Dans les chambres voisines : « des *Figures paysannes* ; des *Amourettes* ; une *Bergerie* ; de petits tableaux de fleurs ». Enfin, dans l'appartement du comte de Tessé, à Saint-Vincent : « un *Enfant avec une cage et un oiseau que ledit enfant vient de prendre* », et un tableau représentant une *Tête de mort*.

Les principaux sujets religieux se rencontrent, comme de juste, dans la chapelle, située au premier étage des bâtiments de l'hôtel, les plus rapprochés des Cordeliers. On y voit, entre autres, deux tableaux sur velin, à bordures de cuivre, représentant une *Descente de Croix* et *Sainte Véronique* ; plusieurs petits tableaux

sur cuivre, Notre-Seigneur au Jardin des Oliviers, une Vierge avec l'Enfant, des Pères du désert ; deux tableaux sur toile, à bordures dorées, représentant *Mater Dolorosa* et *l'Ecce Homo* ; un autre grand tableau de 4 pieds 1/2 de long sur 3 de hauteur, représentant *l'Adoration des Mages* ; Hérodiade tenant la tête de Saint Jean dans un bassin ; la Tête de Saint Jean ; Abraham et sa famille. Ça et là, dans d'autres appartements, on voit un second *Ecce Homo* sur cuivre, et une Sainte Apolline ; des tableaux représentant la Vierge, l'Enfant Jésus, Saint Joseph et Sainte Elisabeth ; le Prophète Elisée ; la Naissance de Notre-Seigneur ; Saint Bruno ; la Vierge et l'Enfant (ovale) ; Saint Pierre au chant du coq ; la Vierge, l'Enfant, Saint Joseph et deux anges ; des images sur toile de Saint Jérôme, de Notre-Seigneur au Jardin des Oliviers, de la Madeleine, de Saint François, de Saint Sébastien. Dans la chambre de Madame de Chavagnac, « un cadre représentant *Saint Jérôme* ». Dans les chambres voisines : un tableau ovale représentant *l'Assomption*, le Martyre de Saint Etienne ; un Enfant-Jésus, etc.

Au total, la collection artistique de l'Hôtel de Tessé, en 1746, comprend de 240 à 250 numéros, auxquels il convient d'ajouter, pour mémoire au moins, 64 portraits ou tableaux, — dont plusieurs de grand intérêt, — que nous relevons, à la même date, dans l'inventaire du château de Vernie, sans compter encore les 27 scènes du *Roman Comique*, du peintre manceau Coulom.

Or, la plupart des tableaux de l'Hôtel de Tessé sont entrés, à la Révolution, au Musée du Mans. Le Catalogue du Musée publié en 1826 dit même expressément : que « la majeure partie des tableaux alors exposés dans la grande galerie du Muséum, ont été donnés par M. de Tessé ». Dans un rapport postérieur, du 28 octobre 1828, au Ministre de l'intérieur et au préfet de la Sarthe, l'ingénieur Daudin, conservateur du Muséum, précise encore davantage en écrivant : « Parmi les tableaux appartenant aux émigrés sur lesquels la Révolution avait fait main basse, furent compris ceux de la belle galerie du comte de Tessé, au nombre de près de 200. Le calme ayant enfin succédé à l'orage, M. de Tessé, à son retour, demanda à voir ses tableaux ; charmé

de leur conservation et de leur bonne tenue, il dit alors que, puisqu'on avait su les soigner aussi bien, on devait continuer à les garder. Ce don généreux forme une suite très intéressante. » On peut ajouter qu'il forma le premier noyau du Musée de peinture du Mans.

En dehors, cependant, des portraits de famille, des tableaux de Laumosnier et de la suite du *Roman Comique*, les derniers Catalogues du Musée ne présentent plus que sept tableaux comme provenant sûrement de la Collection de Tessé, d'après un inventaire de 1794.

Pour les trois premiers, aucun doute ne paraît possible : ils sont bien sortis de l'Hôtel de Tessé.

Ce sont l'*Ecce Homo* et la *Mater Dolorosa*, que nous venons de rencontrer dans la chapelle, et le *Saint Jérôme*, dans la chambre de la marquise de Chavagnac. L'*Ecce Homo* (n° 286 du Catalogue de 1905), et la *Mater Dolorosa* (n° 287), sont de l'Ecole Italienne, d'après Guido Reni, né à Bologne en 1575, mort en 1642. *Saint Jérôme en méditation devant une tête de mort* (n° 243), de l'Ecole Flamande, d'après Quintin Matsys, né à Anvers vers 1460.

Le quatrième tableau n'est pas mentionné dans notre inventaire du château de Vernie : il ne peut guère se reconnaître que dans le grand tableau inventorié en 1746 dans la salle à manger de l'Hôtel de Tessé, sous le titre fort vague de : *Trophées de noblesse*. Les Catalogues du Musée l'intitulent, eux, « *Groupe d'armures, vases, instruments de musique* (n° 199), et le décrivent ainsi : « Sur une table, mêlés à de riches draperies, des vases d'or et d'argent, une cuirasse et un plateau d'aiguère ; à terre, appuyés sur un fauteuil de velours rouge à crépines d'or, les pièces d'une armure, un sabre enrichi de pierres précieuses et un bouclier. Sur le fauteuil, un casque et une trompette ». Après avoir été successivement attribué à J. David de Heem, à Corneille Brize, ce grand tableau, de 2 m. 93 de hauteur sur 1 m. 62 de largeur, l'est le plus souvent aujourd'hui, à Willem Kalf, d'Amsterdam 1630-1693 (Ecole Hollandaise). Toutefois, MM. Buon et Héry l'attribuaient, récemment encore, à Mathieu Preti, dit le Calabrese, 1613-1669 (Ecole Italienne). La discussion, d'ailleurs, n'est pas close, car c'est l'une des toiles les plus belles et les plus

remarquées du Musée du Mans, qui, certainement, l'a reçue de la galerie de Tessé (*Inventaire de 1794*).

L'Adoration des Mages, de Franck dit le Vieux, 1544-1616 (Ecole Flamande), inscrite sous le numéro 161, provient, elle, du château de Vernie, où nous la trouvons, en 1746, à côté de la grande salle dans un petit tableau sur cuivre comme celui du Musée du Mans et de mêmes dimensions. De toute façon, on ne peut la confondre avec celle de la chapelle de l'Hôtel de Tessé, beaucoup plus grande.

A Vernie également, nous retrouvons dans le Salon du Pape, *le Philosophe et le Mathématicien*, de l'Ecole de Vanloo, n° 340 du Catalogue du Musée.

Par contre, ni à Vernie, ni à l'Hôtel de Tessé, notre inventaire ne mentionne le *Saint Jean écrivant l'Apocalypse*, attribué tantôt à Valentin, de Coulommiers, 1600-1634, tantôt au Caravage ou à Louis Carrache, et qui a été acheté par le Musée en 1861, de M. de Saint-Rémy, comme provenant de la galerie de Tessé (n° 335). Les inventaires de 1746 ne mentionnent pas davantage le grand tableau du XVIII^e siècle, « *Fête sur la place Navone, à Rome* », inscrit au Musée sous le n° 357, et présumé provenant encore de la famille de Tessé : peut-être l'avait-elle acquis postérieurement ?

A défaut de plus nombreuses identifications, nous pouvons au moins dire que les douze tableaux suivants, mentionnés en 1746 dans l'inventaire de l'Hôtel de Tessé, sont aujourd'hui au Musée :

Un Mathématicien et son globe : n° 388 du Catalogue qui le désigne : Un astronome, d'après Gérard Dow. (Ecole Hollandaise.)

Démocrite, philosophe d'Athènes, et Héraclite, philosophe d'Ephèse, d'après Albert Durer, n°s 397 et 398. (Grande salle à manger de l'Hôtel de Tessé.)

Les Quatre Saisons, n°s 214, 215, 216, 217, attribuées à Filippo Lauri 1623-1694. Ecole Romaine. (Salle de compagnie.)

Un Joueur de Viole, que le n° 327 mentionne : un Joueur de mandoline, attribué à David Téniers le Jeune (1610-1694. Ecole Flamande), provenant de la chambre du comte de Tessé.

N° 393 : *Un Buveur* (Ecole Flamande).

N^o 392 : *Deux Marines*.

L'Assomption (ovale), provenant de l'appartement de la marquise de Chavagnac, inscrite sous le n^o 178 : « *L'Assomption* (ovale), de Simon Guillebaut, du Mans (1643-1708).

D'après le genre des peintures et le style très caractéristique des cadres, M. Monziès, le distingué conservateur actuel du Musée, est tout spécialement porté à croire, en outre, sortis de Tessé les dix numéros suivants du Catalogue :

51. — Deux paysages, attribués à Boudewyns et Bout (Ecole Flamande).

272. — L'amour réveillant un enfant endormi, du Poussin. (1594-1665. Ecole Française.)

200. — Intérieur de cuisine, de Villem Kalf,

201. — Vases et fruits, aussi de Villem Kalf.

364. — Un naturaliste.

383 et 384, petits tableaux sur bois de l'École Flamande, 400, portrait d'homme, et 403, buste de femme ?

Ce serait un total de 35 tableaux reconnus dès maintenant au Musée comme provenant spécialement de l'Hôtel de Tessé.

Puisse l'inventaire que nous venons d'analyser, faciliter de nouvelles identifications.

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES. — Cet aperçu sur les Collections de l'Hôtel de Tessé ne serait pas complet si, en terminant, nous ne consacrons quelques lignes aux livres et manuscrits.

La Bibliothèque était placée dans un corridor desservant les chambres du premier étage.

A vrai dire, elle était beaucoup moins importante que celle du château de Vernie et ne comprenait que 250 volumes environ, évalués 479 livres !

Parmi ces volumes se trouvaient quelques-uns des principaux ouvrages en faveur à l'époque, tels que l'*Histoire ecclésiastique* de M. de Fleury ; l'*Histoire de l'Eglise*, par l'abbé de Choisy ; la *Sainte Bible*, de Le Maître de Sacy ; la *Vie des Saints-Pères* ; les *Méditations sur l'Evangile*, par M. Bossuet ; la *Vie de l'Abbé de Rancé* et la *Règle de la Trappe* ; l'*Histoire de France*, du P. Daniel ; les *Singularités historiques*, de Dom Liron ; les *Œuvres*

de Fontenelle, etc. On y rencontrait aussi quelques *Mémoires*, *Mémoires* du comte de Chavagnac, de M^{lle} de Montpensier, du Cardinal de Retz, de Bassompierre, *Mémoires d'un homme de qualité qui s'est retiré du monde* ; un *Code militaire* et plusieurs paquets de *Cartes de géographie*.

La littérature locale n'y était guère représentée que par les *Œuvres de Scarron* et les *Mémoires des Comtes du Maine*, de Trouillart. L'un des beaux livres paraît « une paire d'*Heures de M. le Cardinal de Noailles* », en maroquin rouge. Dans son appartement de Saint-Vincent, le comte de Tessé possédait, en outre, l'*Histoire littéraire de la France*, en sept volumes, par un Père Bénédictin, estimée 30 livres !

Les papiers et manuscrits étaient renfermés dans le secrétaire du comte de Tessé et furent inventoriés à part, après le mobilier, les 10, 11 et 12 novembre 1746.

En outre de titres de propriété et de nombreux papiers des affaires spéciales au Mans, s'y trouvait « une missive datée de Caen, du 22 juin 1737, laquelle faisait mention de trois canons, pesant environ 3200, qui étaient dans ladite ville de Caen ou aux environs, et dans lesquels ledit seigneur de Tessé avait part ».

Mais les documents de beaucoup les plus intéressants étaient :

« Quatorze pièces, lettres de différents roys, princes et ministres adressées, tant à feu Monseigneur le Maréchal de Tessé qu'à feu mondit seigneur le comte de Tessé, sur différents sujets. »

« Douze pièces, différentes provisions des charges dont les seigneurs de Tessé ont été gratifiés par Sa Majesté. »

« Une liasse de différentes lettres et mémoires sur les négociations dont feu Mgr le Maréchal de Tessé a été chargé dans plusieurs Cours Etrangères. »

Ce n'était là, encore, qu'une bien petite partie des magnifiques archives de la famille de Tessé, et c'est au château de Vernie, sa principale résidence, qu'étaient précieusement conservés :

« Un registre manuscrit des lettres et ordres de Louis XIV et de ses ministres au Maréchal de Tessé pour faire, en qualité de commandant général, les campagnes d'Artois et de Flandre, en l'année 1686. »

« Un Recueil, — en deux volumes in-fol. — des lettres du Maré-

chal au Roy et à ses ministres pendant la campagne de Pignerolles en 1694. »

« Un autre Recueil, — en cinq volumes in-fol. — des lettres et matières concernant les affaires d'Italie depuis la paix avec M. le duc de Savoie en 1687, jusqu'à la sortie de M. le comte de Tessé à Turin. »

« Quatre autres Recueils concernant ce qui s'est passé depuis 1704 jusqu'en 1705, pendant la guerre d'Espagne. »

« Trois autres Recueils in-fol. contenant ce qui s'est passé pendant la même guerre, depuis 1705 jusqu'en 1706. »

« Deux autres Recueils in-fol. de ce qui s'est passé de 1706 à 1708, en Dauphiné, en Provence et pendant la campagne de Toulon, où M. le Maréchal de Tessé commandait. »

« Un autre Recueil in-fol. sur les affaires d'Italie et le voyage fait par M. le Maréchal de Tessé à Rome, l'an 1709. »

« Un autre Recueil sur son voyage à Marseille en 1712 et 1713. »

« Un autre Recueil, en brochure in-fol., des lettres écrites par M. le Maréchal de Tessé à différentes personnes et particulièrement à Madame la Princesse des Ursins, depuis 1710 jusqu'en 1714 (1). »

Une bonne partie de ces magnifiques archives historiques, espérons-le, doit se retrouver dans les dépôts publics de Paris ou dans les collections particulières, et il reste beaucoup de lettres du maréchal à utiliser. Nous serions bien récompensé de notre travail si l'inventaire qu'il nous a été donné de découvrir pouvait inspirer à l'un de nos érudits confrères la pensée de les rechercher et de consacrer enfin un livre à ce maréchal de Tessé qui aura été l'une des illustrations de la province du Maine, en même temps que le plus célèbre propriétaire de l'Hôtel de Tessé au Mans.

(1) Le 7 octobre 1808, le préfet Auvray fera remettre au comte de Tessé « une cassette provenant aussi de Vernie, dans laquelle était renfermée la Bulle du Pape », et qui était conservée au Museum.

VI
L'HOTEL DE TESSÉ
DE 1746 A LA RÉVOLUTION.

René-Mans II de Froullay, comte de Tessé, lieutenant-général pour le Roy dans la province du Maine. — Son entrée solennelle au Mans en 1764, épisode de la vie locale au XVIII^e siècle; brillantes réceptions à l'Hôtel de Tessé; grande fête académique au Collège de l'Oratoire. — Les élections aux Etats généraux : M. de Tessé élu au Mans député de la noblesse; son départ pour les eaux.

En 1746, l'héritier de l'Hôtel de Tessé, René-Mans II de Froullay, est âgé de dix ans, et, comme nous venons de le voir, sous la tutelle de sa mère, M^{me} Anne-Marie Charlotte de Béthune-Charost, veuve du marquis de Tessé. Il n'a pas même encore reçu les cérémonies solennelles du baptême qui ne lui seront suppléés que le 8 janvier 1749 à Paris, en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois — sans grande pompe vraisemblablement, car ses parrains, les maire et échevins de la ville du Mans, se contenteront de se faire représenter par procureurs (1). En 1755 seulement, le jeune homme épousera M^{lle} Adrienne de Noailles, ce qui lui vaudra au moins les félicitations officielles du Corps de Ville.

Si l'Hôtel de Tessé au Mans a continué d'abriter dans un de ses bâtiments la marquise de Chavagnac, on peut dire, en réalité, que pendant près de vingt ans il n'a plus d'histoire.

Mais, à 27 ans, René-Mans, sire de Froullay, comte de Tessé, est déjà brigadier des armées du Roy, premier et grand écuyer de la Reine. Tout en demeurant ordinairement à Paris, rue de l'Université, il figure sous ces titres brillants dans une déclaration du 24 février 1763, au fief de la Grande Lancelinière pour partie de l'Hôtel de Tessé (2).

L'année suivante, c'est bien autre chose : le 9 juillet 1764, le capitaine des gardes du comte de Tessé, M. Rivière de Chante-

(1) Archives de la Sarthe, E. 223 : *Généalogie et preuves de la Maison de Tessé*.

(2) Archives de la Sarthe, V. 32/1. Déclaration malheureusement incomplète en ce qui concerne la description des bâtiments.

loup, accompagné de tous ses gardes, présente solennellement à la Chambre du Conseil du Présidial du Mans les provisions de René-Mans II de Froullay, pourvu dès 1746 de la charge de lieutenant-général du Roy dans la province du Maine.

Quelques jours plus tard, le 28 juillet, le nouveau lieutenant-général fait son entrée solennelle dans la ville du Mans. Le conseiller au Présidial Louis Maulny, l'avocat Le Roy de Louvrinière et le chanoine Nepveu de la Manouillère ont laissé dans leurs *Mémoires* des récits détaillés de cette mémorable cérémonie. Nous reproduisons ci-dessous celui de Maulny, qui est inédit et d'ailleurs le plus complet; on y découvrira la trace d'un premier petit désaccord entre les habitants du Mans et leur municipalité; ce ne sera pas le dernier!

« Le 28 juillet 1764, écrit Maulny, Monsieur le Comte de Tessé arriva sur les dix heures du soir pour faire son entrée au Mans en sa qualité de lieutenant pour le Roy de la province du Maine. Messieurs de l'Hôtel de Ville firent tirer les boîtes dès le soir.

« Le lendemain, à 7 heures du matin, à midi et à 7 heures du soir, ils en firent faire différentes décharges.

« Mgr l'Evêque donna son mandement à tous les Curés et Communautés de la ville pour faire sonner les cloches, le 29 depuis 11 heures jusqu'à midi. Messieurs les officiers de police rendirent leur ordonnance pour obliger les habitants de mettre du feu aux fenêtres depuis 8 heures du soir jusqu'à 10 heures.

« Toutes les Compagnies, tant ecclésiastiques que laïques, même les avocats, consuls et procureurs de l'Election, furent en corps le complimenter, à l'exception de Messieurs du Chapitre de Saint-Julien qui n'y furent que huit en qualité de députés.

« Messieurs de l'Hôtel de Ville, pour éviter aux habitants la dépense qu'une entrée ordinaire occasionne, firent engager M. le Comte à ne pas l'exiger, ce qu'il voulut bien consentir.

« Cela n'empêcha pas que les habitants, sentant le ridicule d'une pareille proposition, s'empressassent, à l'envi les uns des autres, d'aller lui rendre leurs hommages. Ils choisirent, étant sous les armes, leurs curés pour aller à leur teste le complimenter.

« Les officiers municipaux, reconnaissant alors la faute qu'ils

avaient faite, firent ce qu'ils purent pour éviter cette démarche. Ils refusèrent les tambours de ville pour accompagner chaque paroisse. Ils ont eu la peine de voir que leur projet n'a pas empêché les habitants de suivre leur dessin. Le Commissaire des guerres leur fit donner les tambours de la milice dont ils se sont servis.

« M. le comte de Tessé fut fort sensible à l'honneur et au zèle que les habitants lui témoignèrent, et fort mécontent de la conduite des officiers municipaux.

« Pendant huit jours que M. le comte de Tessé séjourna au Mans, il a eu table de vingt-cinq couverts, où les députés du Chapitre, la Noblesse, le Présidial, partie de l'Hôtel de Ville, Messieurs les Curés, les Supérieurs de maisons ont été invités à manger. Tous les écoliers, l'épée à la main, ont aussi été le complimenter.

« Ces fêtes ont été splendides et magnifiques. Au moment de son départ pour Vernie, où M. le Comte est allé passer quelques jours, Messieurs de l'Hôtel de Ville ont fait tirer les boîtes : quatre-vingts jeunes gens, montés à cheval, bien équipés, l'ont accompagné jusqu'à Milesse et sont revenus au Mans, chacun une branche de laurier à la main.

« Tout cela pour braver la conduite de l'Hôtel de Ville qui aurait dû se mettre à la teste d'une pareille cérémonie (1) ».

De son côté, le chanoine Nepveu de la Manouillère ne s'extasie pas moins sur la magnificence du comte de Tessé, « qui a régélé tous les députés, la Noblesse et presque toutes les Compagnies », mais qui était seul à recevoir avec deux officiers du régiment « des Cravates », dont il était colonel (2).

Quant à l'avocat Le Roy de Louvrinière, il nous apprend que le syndic de son Ordre, M. Lambert de la Vannerie, avait fait au comte de Tessé un compliment qui avait été fort goûté et l'avait prié, dans la visite faite à son hôtel « en robes et bonnets », d'accorder, à l'exemple de son bisayeul le maréchal et de son

(1) Archives de la Sarthe, Fonds municipal, 21 : *Mémoires de Maulny*, ms ; I, 173.

(2) G. ESNAULT. *Mémoires de Nepveu de la Manouillère*, I. p. 32.

ayeul, sa protection à la Ville et particulièrement à l'Ordre des avocats (1).

Ajoutons encore qu'au mois d'août, une grande fête académique sera donnée en honneur du comte de Tessé par les Pères de l'Oratoire, de tout temps grands amis de la famille de Tessé. « Le 18 août au matin, le père rhétoricien et ses acteurs viendront lui présenter des thèses à l'Hôtel de Tessé, où il sera de retour de Vernie. Dans l'après-midi, ils reviendront l'y prendre à la tête d'une compagnie de quarante écoliers, l'épée nue à la main. Puis l'exercice commença [au collège, dans la grande salle des actes] par un discours dans lequel le père rhétoricien sût, paraît-il, exprimer avec goût tous les traits, tant de l'esprit que du cœur, qui pouvaient composer l'éloge du comte. Les élèves représentèrent ensuite une tragédie d'Achille, qui lui était dédiée et qui fut suivie d'une chanson et d'un dialogue à sa louange. La fête terminée, M. le comte de Tessé fut reconduit dans le même ordre à son hôtel. Le lundi 20 août, il y eut une seconde représentation, après laquelle se fit la distribution des prix.

Tous ces détails sur la réception au Mans du comte de Tessé en 1764 ne sont pas seulement intéressants au point de vue des mœurs et des coutumes de l'époque. Ils montrent, d'une part, que les Manceaux, fidèles à leurs vieilles traditions d'hospitalité, n'entendaient pas encore lésiner dans leurs réceptions officielles et qu'ils aimaient déjà à fronder quelque peu leur administration municipale; d'autre part, que, grâce à la munificence et à la parfaite courtoisie du nouveau lieutenant-général, l'Hôtel de Tessé avait retrouvé quelques jours exceptionnellement brillants (2).

Ces jours, malheureusement, furent sans lendemain; le comte de Tessé retourna à la Cour, se contentant de loger à son hôtel.

(1) *Journal de G. C. Le Roy de Louvrinière*, extrait publié par l'abbé G. Esnault, dans *Entrées et funérailles au Mans au XVIII^e siècle*.

(2) Ils eussent été, sans doute, encore plus brillants si la comtesse de Tessé avait accompagné son mari au Mans; car, en cette même année 1764, la correspondance de Grimm et de Diderot la cite comme ayant joué, d'une manière ravissante, à l'hôtel de Noailles, à Saint-Germain-en-Laye, le rôle de Sara Sampson dans une tragédie sentimentale et y ayant reçu « les vifs applaudissements de la plus grande compagnie de France ». Paul Gruyer, *L'Hôtel de Noailles dans La Renaissance de l'Art français*, oct. 1922.

du Mans M^e Anthoine François Berthereau, avocat en Parlement, receveur général de ses terres au pays du Maine (1). En 1768, cependant, une dernière amélioration à laquelle, sans doute, M. de Tessé n'est pas étranger, s'effectue aux abords de l'hôtel : « Sur les ordres du Conseil, on commence à élargir l'entrée de la « *rue de Tessé* », du côté des Capucins : on compte continuer cette rue jusqu'aux Jacobins (2) ».

A la Cour, le comte de Tessé, que l'attribution de la survivance de sa charge à M. de Polignac a fortement mécontenté, est noté « homme du monde le plus froid et le plus taciturne, mais aussi l'un des hommes les plus honorables de France ».

Il n'est pas surprenant, dès lors, qu'au mois de mars 1789, la noblesse du Maine s'empresse de choisir ce haut et puissant seigneur, si honorablement connu et filleul de la Ville du Mans, comme l'un des rédacteurs de son *Cahier*; que, dès la réunion des assemblées électorales, « on parle beaucoup de lui pour député ».

Le comte de Tessé est, d'ailleurs, revenu s'installer à son hôtel du Mans pendant ces jours décisifs; il n'est pas téméraire de présumer que, de nouveau, il y reçoit bon nombre de membres de la noblesse, et la mode du temps l'a quelque peu fourvoyé dans la Franc-maçonnerie... Toujours est-il que, le 28 mars, il est élu, par les électeurs de l'ordre de la noblesse, député aux Etats généraux, avec vingt et une voix de majorité (3).

Quelques années plus tard, on retrouvera le comte et la comtesse de Tessé émigrés en Suisse, dans une situation des plus pénibles; mais ils n'étaient pas, paraît-il, sortis de France comme émigrés; ils étaient partis « pour cause de maladie, pour aller prendre les eaux minérales ».

(1) Archives de l'Evêché, ancien Fonds Brière.

(2) *Mémoires de Maulny*, I. p. 202.

(3) R. T. *L'année 1789 au Mans*, p. 16, 148, 149.

VII

L'HOTEL DE TESSÉ
PENDANT LA RÉVOLUTION.

Premiers inventaires et apposition des scellés à l'Hôtel de Tessé (1792) : son gardien et ses chiens. — La Commission des Arts et les ventes des collections artistiques et scientifiques des émigrés. — Le *lit d'ambassade* du maréchal de Tessé. — Les réfugiés « bleus » de la Vendée à l'Hôtel de Tessé (1793-1794). — Projets simultanés d'y établir une manufacture, la Bibliothèque et le Muséum. — Piquante contradiction du représentant du peuple Garnier de Saintes. — Louables efforts de la Commission des Arts pour faire de l'Hôtel de Tessé un centre artistique et scientifique. — Nouveau projet d'en faire une annexe de l'Ecole Centrale et d'y créer un jardin de botanique. — Conflit administratif. — Descriptions et plans de l'ancien Hôtel de Tessé. — Sa restitution à son ancien propriétaire.

Depuis plus d'un siècle, la famille de Tessé — les faits seuls le prouvent — n'avait laissé au Mans que de bons souvenirs, et, si imbus qu'ils fussent des idées nouvelles, les Manceaux de 1791 ne pouvaient entièrement oublier que René-Mans de Froullay était leur filleul, comme l'avait été le fils du maréchal. Il semble donc qu'ils aient assez facilement admis que le comte et la comtesse de Tessé étaient sortis de France « pour aller aux eaux », sans intention formelle d'émigrer.

Quoiqu'il en soit, le séquestre n'est pas encore prononcé et rien n'est encore changé à l'Hôtel de Tessé à la fin de septembre 1792.

Les 29 et 30 septembre, seulement, un premier inventaire est fait à la « Maison de Tessé », et les scellés sont apposés sur les meubles, par le citoyen Hourdel, membre du directoire du District (1). Une proclamation du pouvoir exécutif vient, en effet, de prononcer expressément « que l'absence de l'Empire français

(1) Archives de la Sarthe, Q. 7/59.

pour cause de maladie, ou pour prendre les eaux minérales, ne dispense pas des peines portées contre les émigrés ».

Le citoyen Peuvret, « l'un des commis du département », est alors nommé, sous la surveillance de la régie nationale, administrateur de tous les biens du ci-devant Froullay-Tessé, aux appointements de 1500 livres, logement en plus (1). Peu après, il vient s'installer à l'Hôtel de Tessé, avec deux « chiens de force » — grossiers successeurs du dogue aristocrate du maréchal — pour veiller à la conservation des meubles, estimés 100.000 livres : il y restera onze mois neuf jours, et ses chiens se montreront si voraces en même temps que si fidèles serviteurs de la Nation qu'on accordera pour leur nourriture une indemnité supplémentaire de 600 livres (2).

Mais, la nouvelle de la vente prochaine des biens des émigrés a ému à bon droit la Commission des Sciences et Arts, et le 11 octobre déjà, l'un de ses membres, le citoyen Castin, a écrit au directoire du Département pour lui rappeler « qu'il serait urgent d'excepter de ces ventes tous les objets dont la conservation intéresse les sciences et les arts ». Dès le 13, le directoire lui donne satisfaction par un arrêté exceptant de la vente « tous les livres, cartes, machines, tableaux, médailles, objets antiques », et autorisant les citoyens Castin, Le Dru et Maulny, membres de la Commission des Sciences et Arts, à dresser des Catalogues de ces objets pour les faire transporter dans les dépôts du département (3).

Les 10 et 12 novembre 1792, le citoyen Hourdel revient donc à la Maison de Tessé, et y procède à un examen particulier de tous les tableaux, livres, cartes, médailles, etc., compris dans l'inventaire général du 29 septembre (4). Jusqu'ici, nous avons eu le regret de ne pouvoir retrouver ce récollement des collections artistiques de Tessé, qui compléterait si heureusement notre inventaire de 1746. Espérons qu'un de nos continuateurs sera plus favorisé.

(1) Archives de la Sarthe, Q. 24/18.

(2) Archives de la Sarthe, L. 43.

(3) Archives de la Sarthe, T. 68/2.

(4) Archives de la Sarthe, Q. 7/59.

Bien que nous n'ayons pas à nous occuper du château de Vernie, il nous sera permis, au sujet de ces collections, d'appeler l'attention sur un meuble tout à fait exceptionnel qu'on y rencontrait et qui mérite une mention très spéciale.

Le 2 janvier 1793, le ministre Roland prenait lui-même la peine de faire écrire de Paris à l'administration départementale de la Sarthe pour lui recommander de réserver comme objet d'art et de ne pas envoyer à la Monnaie, ni vendre en adjudication publique, « un lit superbement brodé d'or, provenant des biens de l'émigré Tessé » (1).

Le 17 du même mois, le Département s'empressait de se conformer à la recommandation. Il arrêtait que « le lit de velours fond vert, brodé et relevé en bosses d'or, avec rideaux de soye — lequel lit, vulgairement appelé *lit d'ambassade*, se trouve dans la maison de Vernie — serait distrait de la vente, jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur sa destination ; qu'en attendant, il serait transféré dans le plus bref délai en la ville du Mans, et que le directoire du Département serait informé du jour de son arrivée, afin que le District puisse le faire transporter en lieu sûr » (2).

Or, ce fameux *lit d'ambassade* qui intéresse tant les administrations même révolutionnaires, notre inventaire de 1746 nous le présente bien au château de Vernie, dans la *Chambre de la Reine*, avec toute la considération qui lui est due : « ... Item, un chalit à colonnes de bois de noyer, garny d'une paillasse, deux matelas, une couette, un traversin, une couverture de taffetas d'Angleterre, un couvre-pieds de taffetas couleur de rose, brodé en argent et doublé d'une sarge de soye verte picquée et fourée de coton ; trois soubassements, six rideaux, trois grandes pantes, chantourné, l'impériale et petites pantes, le tout à bandes de velours vert et de broderie or et argent, doublé d'un satin vert et orné d'une petite frange d'or, housse de sarge d'aumalle cramoisie, le dossier aussi de velours vert, le tout estimé... 4000 livres. »

C'est, de tout le mobilier de la famille de Tessé, le meuble

(1) Archives de la Sarthe, L. 190.

(2) Archives de la Sarthe, Q. 34/18.

estimé le plus haut, et certes, en 1746, 4000 livres représentent une somme respectable pour un lit !

Sans aucun doute, ce magnifique *lit d'ambassade* évoquait de grands souvenirs de la carrière du maréchal de Tessé. Conformément à l'arrêté ci-dessus, il dut être amené au Mans avec toutes les précautions prévues. Qu'est-il devenu ? A-t-il été détruit ou volé dans les bouleversements de 1793, lors de l'invasion vendéenne si tragique dans la Sarthe ? A-t-il échoué, à Paris, dans quelque garde-meuble national ? Il serait, à coup sûr, curieux de le savoir.

Sur ce, revenons à l'Hôtel de Tessé. L'année 1793, en grande partie, au moins, n'y est marquée que par une série d'inventaires et de ventes d'intérêt secondaire : linge transféré dans les magasins du District, estimé 1871 # 10 s. (12 mars) ; meubles enlevés pour l'aménagement des casernes de Saint-Vincent, 3500 # (22 mai) ; vente de meubles 86515 # 4 s. (août et septembre) ; envoi à la Convention de quelques dernières pièces d'argenterie (1).

Mais les guerres de Vendée amènent bientôt au Mans une invasion imprévue de réfugiés, patriotes plus ou moins compromis ou ardents, en fuite devant la grande armée catholique et royale. Cette invasion d'hommes, de femmes, d'enfants, malades, épuisés, dénués de tout, est — on a pu en juger par les réfugiés de 1914-1918 — affreusement lamentable. L'administration, débordée, ne sait qu'en faire. En désespoir de cause, elle en loge le plus possible dans la partie de l'Hôtel de Tessé qui donne sur la Vallée de misère (2).

C'est fatalement le commencement des détériorations et des malpropretés. Par bonheur, les tableaux ont dû déjà être enlevés et transférés au grand dépôt de la Couture, et cette transformation en abri pour les réfugiés « bleus » évite au moins à l'Hôtel de Tessé de devenir, comme l'Oratoire et la Mission, l'une de ces effroyables prisons de Vendéens qui ont laissé au Mans de si lugubres souvenirs.

(1) Archives de la Sarthe, Q. 7/59.

(2) Archives de la Sarthe. V. 32/1.

Au reste, le 12 novembre 1793, à la veille même de l'invasion vendéenne, les deux membres les plus dévoués de la Commission des Sciences et Arts, Le Dru et Maulny, avaient déjà adressé aux administrateurs de la Sarthe une demande instante en vue de l'établissement, dans l'église de la Couture, d'une Bibliothèque et d'un Musée, où seraient placés les 80.000 volumes et les 300 tableaux confiés à leurs soins dès la première heure (1). En dépit des événements, la demande n'avait pas été perdue de vue, et le 21 avril 1794 (2 floréal an II) un arrêté du directoire du département créait en principe cette bibliothèque et ce museum (2). Presque aussitôt, quelques administrateurs concevaient l'idée très rationnelle de les établir à la Maison de Tessé plutôt que dans l'église de la Couture.

Cette idée malheureusement se heurte à une fâcheuse concurrence.

Quelques semaines auparavant, en mai 1794, un citoyen Rojou, réfugié de Chollet, avait obtenu le puissant appui de Garnier de Saintes pour être autorisé à louer, au prix de 800 livres, la partie de la Maison de Tessé non occupée par les réfugiés, et à y installer une manufacture de fils et cotons à l'instar de celles de Chollet, qui permettrait, disait-il, d'entretenir cent ouvriers ou ouvrières. Le projet assurément était séduisant et avantageux comme moyen efficace de combattre la misère et d'améliorer une situation économique désastreuse. Garnier de Saintes n'avait donc pas hésité à apostiller la demande de sa propre main : trois jours après, le District l'avait accepté à son tour, et le 6 juin, un bail de 3, 6 ou 9 années était consenti au citoyen Rojou, pour un loyer de 1000 livres, sous la seule réserve de ne prendre possession des bâtiments des réfugiés que dans six mois (3).

Or, il semble qu'en même temps, Garnier de Saintes, distrait comme souvent les hommes politiques, ait aussi approuvé verbalement le projet de l'établissement de la Bibliothèque et du Musée à la Maison de Tessé.

La délibération suivante du Conseil général de la Commune du

(1) Archives de la Sarthe, T. 68/2,

(2) Archives de la Sarthe, L. 44.

(3) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

Mans, en date du 9 messidor an II (27 juin 1794), tend au moins à le faire croire, en exposant les très justes motifs invoqués par la Commission des Arts :

« Sur le rapport fait au Conseil par la Commission des Arts que la maison de l'émigré Tessé est très convenable pour former l'établissement de la Bibliothèque publique et du Museum, et que le jardin dépendant de cette maison est très propre pour en faire un jardin de botanique et d'agriculture ; que ce domaine national est d'autant plus avantageux pour former ces deux établissements qu'il y aura très peu de dépenses à y faire, et que la proximité d'une grande promenade le rendra encore beaucoup plus favorable pour les progrès de la lecture, par la facilité du recueillement...

« Considérant que le citoyen Garnier de Saintes, représentant du peuple, ayant vu le local et approuvé verbalement l'établissement dont il s'agit, il est essentiel d'obtenir par écrit cette approbation, afin que la Commune puisse obtenir plus facilement de la Convention nationale cet édifice pour y former ces deux établissements.

« Arrête, l'agent national entendu, que le représentant du peuple Garnier de Saintes sera prié d'approuver que la Commune du Mans fasse établir la Bibliothèque, le Museum, le Jardin des plantes et de botanique publics du département de la Sarthe dans la maison et jardin ci-devant appartenans à l'émigré Tessé...
signé Menard, maire, Chaplain, secrétaire. »

Le plus piquant, c'est qu'à cet arrêté est jointe, en ces termes express, l'approbation écrite de Garnier de Saintes :

« Nous approuvons provisoirement les dispositions de l'arrêté de la municipalité relatives à l'établissement de la Bibliothèque, du Museum et du Jardin des plantes botanique. Le 9 messidor. Signé : Garnier de Saintes, Tristan, secrétaire » (1).

Comment le trop célèbre représentant du peuple expliqua-t-il sa contradiction ? Comment se tira-t-il d'affaire avec le citoyen Rojou ? Peu lui importa sans doute, il avait donné raison à tout le monde : pour un député, c'est toujours l'essentiel.

(1) Archives de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, Carton VI, E. 2.

Il est plus intéressant de faire remarquer qu'à la Commission des Arts, aïeule directe de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, appartient la première idée de l'installation de la Bibliothèque et du Musée à l'Hôtel de Tessé. En ce qui concerne le Musée, le projet conserve, certes, un grand intérêt d'actualité. De nos jours, il a été maintes fois repris et aujourd'hui encore il a des partisans très nombreux. En tout cas, c'est un hasard peu banal de voir la *Société d'Agriculture Sciences et Arts* transférée maintenant dans l'édifice qui remplace cet ancien Hôtel de Tessé dont ses prédécesseurs de la Commission des Arts voulaient faire déjà un centre artistique et scientifique.

Au mois d'août 1794, la Commission des Arts ne put cependant qu'exprimer sa peine qu'on eut disposé du local pour une manufacture et qu'il ne soit plus possible d'y grouper « toutes les parties analogues les unes aux autres » (1). De gré ou de force, le bail du citoyen Rojou força d'ajourner la solution.

Le projet de donner à Tessé une affectation au moins scientifique, ne put renaître qu'après quatre années, en 1798.

A ce moment, la manufacture du citoyen Rojou étant en complète décadence, on jugeait facile de lui faire résilier son bail, et dès le mois de septembre, un groupe, à la tête duquel se trouve le citoyen Ménard la Groye, député aux Cinq Cents, demande d'installer à Tessé, comme annexes de l'Ecole Centrale établie à l'ancien Collège de l'Oratoire, une bibliothèque, un cabinet d'histoire naturelle et un jardin botanique. Mais un autre groupe, non moins ardent, se prononce en faveur de la Couture.

Non seulement le public, mais les différentes administrations locales, les députés, même les ministres de l'Intérieur et des Finances, se partagent entre les deux opinions, à tel point que la lutte administrative, commencée en septembre 1798, ne sera pas encore terminée à la fin de 1799 (2).

Nous nous garderons d'en détailler les multiples péripéties, d'un intérêt aujourd'hui bien suranné, et qu'on peut résumer d'un

(1) Archives de la Sarthe L. 546, fol. 109. — Le Mans, 2 fructidor an II. *La Commission des Arts près la Commune du Mans aux citoyens administrateurs du district du Mans*. Lettre signée Chesneau.

(2) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

mot, en disant qu'il y avait dans les deux projets du pour et du contre.

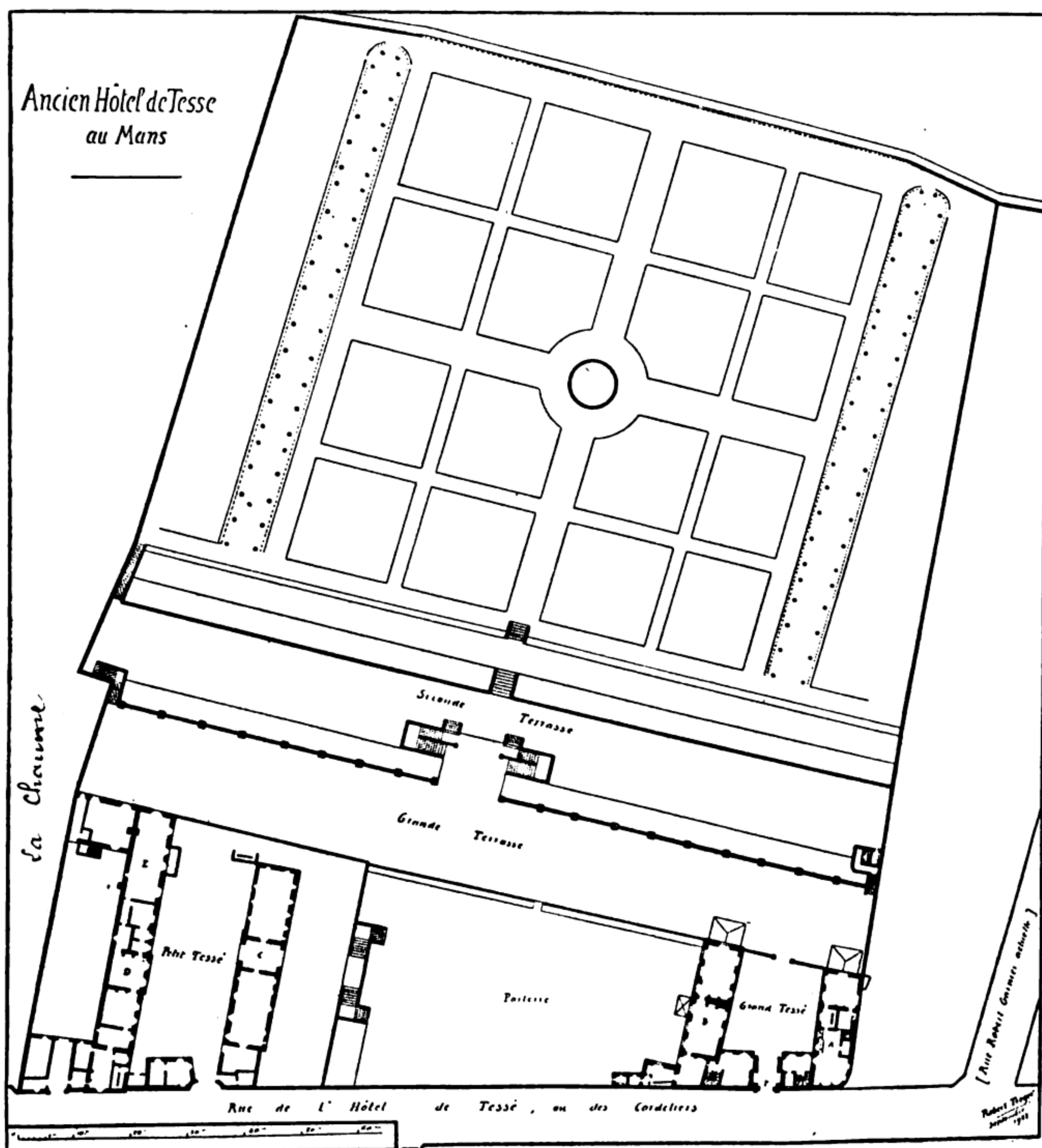
Au conflit, toutefois, nous devons quelques derniers documents importants : une étude détaillée et précise pour l'aménagement de la Bibliothèque ; des plans et des descriptions nous permettant enfin de bien connaître l'ancien Tessé tel qu'il était avant la Révolution, car il est bien certain qu'il n'avait pas été modifié depuis 1789.

L'ancien Hôtel de Tessé, ainsi que nous avons déjà eu occasion de le dire d'une manière générale, comportait deux groupes de bâtiments très distincts, séparés par un assez vaste espace, appelés l'un *le Grand Tessé*, l'autre *le Petit Tessé*.

Le *Grand Tessé* — le plus rapproché de la promenade actuelle des Jacobins — où se trouvaient jadis les principaux salons et appartements de la famille de Tessé, se composait lui-même de deux bâtiments en ailes, et d'une façade sur l'ancienne rue des Cordeliers ou de Tessé, appelée sous la Révolution « rue des Défroqués ». L'aile occidentale, de 21 mètres de longueur sur 7 de largeur, se développait en bordure de l'ancien alignement de la Vallée de Misère, c'est-à-dire à une vingtaine de mètres en arrière de l'alignement actuel de la rue Robert-Garnier ; l'aile orientale, un peu plus longue, avait 27 mètres de longueur ; le corps intermédiaire sur la rue de Tessé avait environ 18 mètres de façade.

Le *Petit Tessé*, situé à l'autre bout du terrain, du côté de la Croix de Pierre, comportait deux grands bâtiments parallèles, perpendiculaires à la rue ; celui de l'Ouest, de 31 mètres de longueur sur 7 environ de largeur, contenait, au rez de-chaussée, des remises et des écuries, au premier étage des appartements tant chauds que froids ; le bâtiment de l'Est, de 49 mètres sur 6, se terminait sur la rue en forme de T, par deux petits retours de 11 mètres environ de longueur ; il était facile d'y reconnaître deux constructions d'époques différentes, contenant encore des appartements chauds et froids, et des serres.

En 1798, le *Grand Tessé*, ancien abri des réfugiés, était loué à une citoyenne Dubuisson ; le *Petit Tessé* était encore occupé par le citoyen Rojou.



D

C

B

A

Petit Tissé

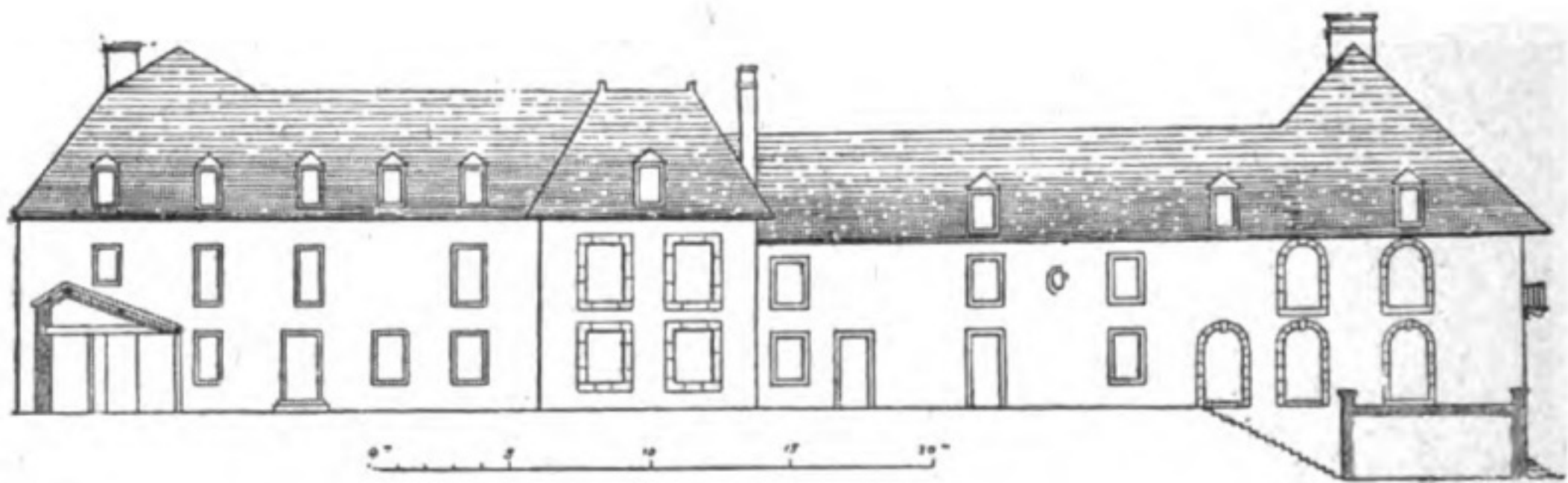
Grand Tissé

PLAN DE L'ANCIEN HÔTEL DE TESSÉ

dressé en 1809, par l'architecte du Département, GUYOT.

(Archives de la Sarthe V. 32/1).

C'est au rez-de-chaussée du *Grand Tessé* qu'on songeait à établir la bibliothèque, mais on ne pensait pas pouvoir y placer plus de 6.000 à 8.000 volumes sur les 130.000 existant dans les dépôts. Comme les ressources faisaient défaut, le projet se contentait de condamner les belles fenêtres sur la grande cour avec des planches, et de garnir les embrasures de branches de houx sec pour défendre les livres contre les rats ! C'était modeste. Les rayonnages, d'ailleurs, devaient être pris à Saint-Vincent et à la Mission (1).



ÉLÉVATION DU BÂTIMENT D DU PETIT TESSÉ

D'APRÈS LES PLANS GUYOT

Le 2 brumaire an VIII (15 novembre 1799) les experts Chapelain-Renaudin et Dugué, nommés par le directeur des Domaines, complètent la description de l'ancien Hôtel de Tessé en écrivant dans un long rapport :

« Avons remarqué que ce bien présente dans son ensemble un quarré long bordant, vers N. O. la rue des Défroqués, ci-devant de Tessé, traverse de la grande route de Paris à Nantes ; vers S. E. le grand pré du lieu de la Motte ; vers Orient, les batimens, issues et terrain du lieu de la Chaume ; vers Occident, l'ancienne vallée connue sous le nom de Vallée de Misère.

« Il est exposé en amphithéâtre au S. E. et la partie supérieure de ce terrain présente deux corps de batiments établis à chacun de ses angles (le *Grand Tessé*, du coté des promenades de la ville ; le *Petit Tessé*, à l'angle opposé), laissant entre eux un très

(1) Archives de la Sarthe, L 131.

vaste parterre, précédé d'une grande terrasse qui occupe toute la longueur dudit terrain...

« Le parterre qui est entre les deux corps de batiments est divisé d'avec la grande terrasse, par une grille de fer composée de 22 travées avec barreaux de 0,03 cent. d'échantillon ; elle est soutenue par de fortes consoles.

« Ces batimens, cours, parterre et terrasse principale occupent un terrain de 65 ares ou 128 perches, à la perche de 22 pieds.

« Le jardin, qui est au bas de la susdite terrasse et au S. E. d'icelle, est comparté de divers carrés en potager avec platte-bande, longé et traversé de plusieurs allées, accompagné de deux promenades collatérales plantées de tilleuls, et laissant en côté quelques parties hors d'œuvre qui régularisent ledit jardin...

« Au milieu du jardin est un bassin abreuvé d'eau par un grain qui provient du puisard des fontaines de la ville.

« Il contient dans sa superficie 157 ares, y compris le volier planté en treilles et en tonnelle sur la première estrade au haut du dit jardin. »

Les sieurs Chapelain-Renaudin et Dugué n'estiment au total la propriété que 24.000 francs, alors que le 13 décembre précédent, l'expert Jollivet l'avait estimée 38.280 livres.

Ils terminent en proposant d'abandonner au futur acquéreur, en échange de la réfection des clôtures, « un petit terrain en val-lon compris entre les murs de l'enclos et la nouvelle rue projetée à l'extrémité des promenades, terrain qui ne peut convenir qu'à la maison de Tessé » (1).

Ces descriptions et expertises, provoquées par l'administration des Domaines, sont précieuses au point de vue historique ; en pratique, elles devaient être bien inutiles.

L'année suivante, le comte de Tessé étant rentré de l'émigration, l'ancien Hôtel de Tessé lui était rendu par ordre du gouvernement, mais la plupart de ses tableaux entraient définitivement au Museum, désormais installé ainsi que la Bibliothèque dans les bâtiments de l'ancienne abbaye de la Couture.

(1) Archives de la Sarthe. V. 32/1. En 1816, ce terrain deviendra la propriété du Séminaire par donation apparente du vicaire général Duperrier.

VIII
L'ANCIEN HOTEL DE TESSÉ
DEPUIS LA RÉVOLUTION

Vente de l'Hôtel de Tessé par le comte et la comtesse de Tessé aux deux départements de la Sarthe et de la Mayenne (1810). — L'ancien Hôtel de Tessé séminaire et caserne (1810-1836). — L'Ecole secondaire Ecclésiastique de Tessé, (1836-1842). — L'Evêché concordataire de 1842-1848; incendie de 1871; reconstruction de 1873-1877. — Désaffectation, 1906. — Acquisition de Tessé par la Ville du Mans. — Motifs historiques et de convenances du relèvement du nom d'Hôtel de Tessé.

Contrairement à ce qu'on aurait pu prévoir, la restitution de l'Hôtel de Tessé à son ancien propriétaire devait entraîner pour le vieil édifice des changements d'affectation fort imprévus, et bientôt une transformation radicale.

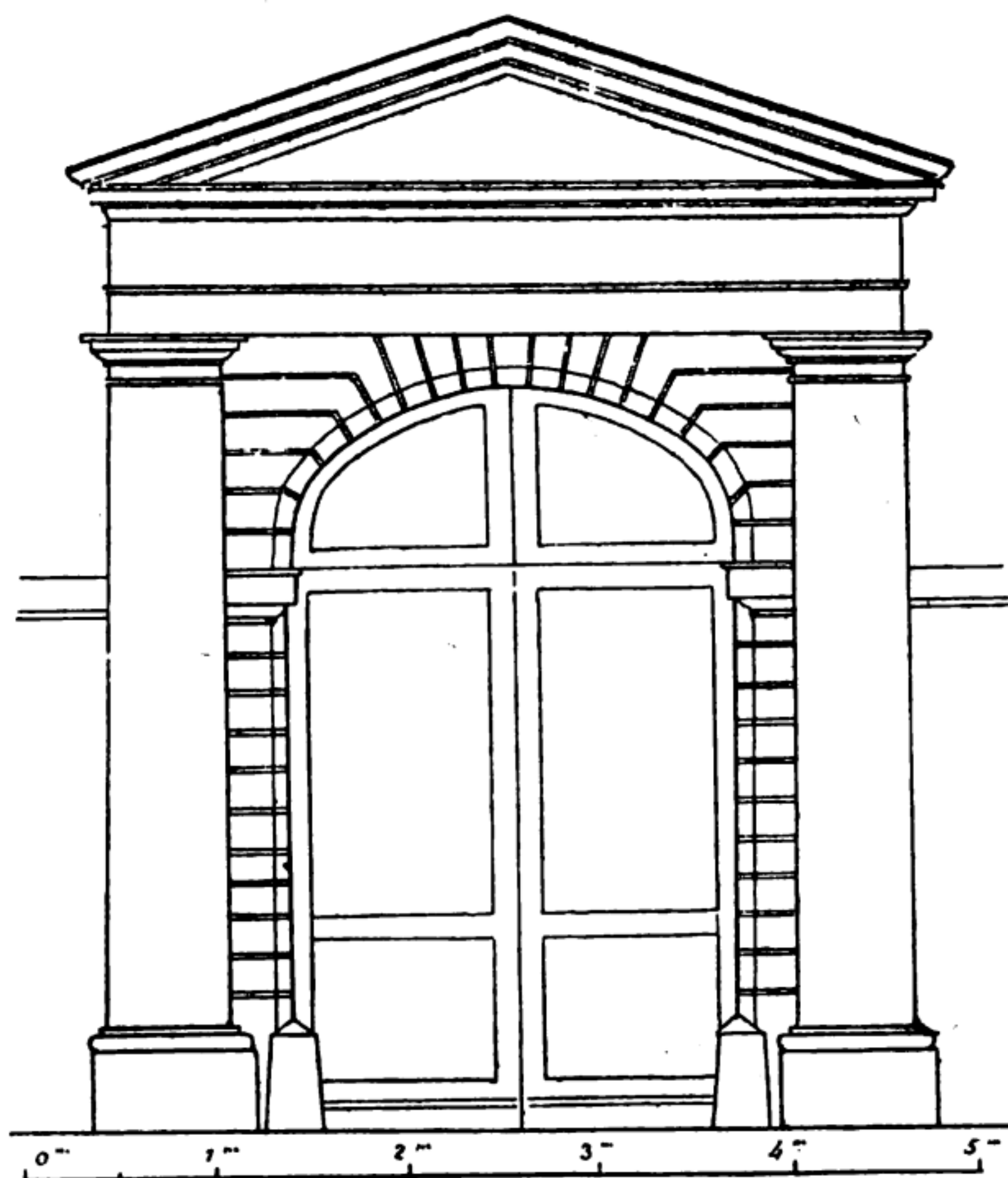
Le comte et la comtesse de Tessé, en effet, n'ont pas d'enfants; ils ont cruellement souffert pendant l'émigration et ne peuvent plus reprendre le train de maison d'avant la révolution. Dès l'année 1806, ils paraissent disposés à vendre leur hôtel du Mans, et le préfet de la Sarthe, le colonel Auvray, très embarrassé pour trouver, en exécution du Concordat, un évêché et un séminaire diocésains, fait étudier des projets tendant à les installer à Tessé.

Ces projets, heureusement, n'aboutiront pas alors, car, s'il faut en juger d'après les plans de 1809, ils étaient conçus dans le goût le plus déplorable de l'époque (1).

Le 6 juillet 1810, cependant, le préfet Auvray, stipulant au nom des deux départements de la Sarthe et de la Mayenne, en vertu d'un décret du 6 février précédent, achetait de M. et M^{me} de Tessé, au prix de 64.000 francs, l'ancien Hôtel de Tessé.

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1. C'est au moins parmi ces plans de 1809, que nous avons retrouvé le plan complet de l'ancien hôtel de Tessé, reproduit dans ce travail. Daté du 1^{er} janvier 1809, il est signé Guyot, architecte du département, et a été visé le 6 février suivant par le préfet Auvray.

L'acte déclarait que la vente était consentie dans l'intention de seconder les vues des habitants de la Sarthe et de la Mayenne pour l'établissement d'un séminaire. Il imposait, en outre, au préfet l'obligation de faire célébrer chaque année une messe et un service solennel pour M. et M^{me} de Tessé (1).



PORTAIL DU PETIT TESSÉ
D'APRÈS LES PLANS GUYOT

Malgré les termes de l'acte, il y eut, dès les premières années, quelques hésitations sur l'affectation de l'immeuble : en février 1815, le préfet de la Sarthe projette d'y établir la maternité (2) et, en 1818, trois compagnies de la légion départementale.

(1) Archives de la Sarthe, V. 32/1.

(2) Docteur DELAUNAY, *L'Obstétrique dans le Maine*, Le Mans, 1911, p. 88.

Ces projets n'eurent pas encore de suite ; Tessé resta destiné à un séminaire, et même après le transfert définitif du Séminaire à l'abbaye de Saint-Vincent, en 1816, les élèves du cours de philosophie demeurèrent à Tessé, où tous les ans, ils assistaient à la messe et au service célébrés en conformité de l'acte de 1810 (1).

Les événements de 1832 amenèrent une première modification.

A ce moment, l'administration départementale de la Sarthe avait à faire face à un double fléau, le choléra et l'insurrection : il lui fallait, au besoin, un hôpital supplémentaire et un local pour loger les troupes de renfort.

De nouveau très embarrassé, le préfet obtint de la patriotique condescendance de l'évêque, Mgr Caron, le prêt de la Maison de Tessé, que les séminaristes évacuèrent en toute hâte pour y être remplacés, à défaut de cholériques, par des soldats.

Cette généreuse concesssion fut assez mal récompensée. L'administration garda Tessé plus qu'il ne convenait, et Mgr Bouvier ne parvint à en reprendre possession que le 26 juin 1836.

Au mois d'octobre suivant, il y créait l'*Ecole secondaire ecclésiastique de Tessé*, qui fut, par le fait, le premier collège libre du Mans et forma, de 1837 à 1842, plusieurs brillants élèves entrés dans les administrations publiques et la magistrature.

Pendant ce temps, le Département, acquéreur primitif, essayait de remettre la main sur Tessé. A la suite de discussions quelque peu mouvementées au Conseil général (sessions de 1836 et 1837), on finit par se mettre d'accord sur le projet de construire à Tessé l'évêché qui manquait toujours aux deux départements de la Sarthe et de la Mayenne formant alors le diocèse du Mans.

Ce dernier projet fut enfin approuvé par ordonnance royale du 21 juillet 1839 ; la construction du nouvel édifice commença pendant les premiers mois de 1842, sur les plans de l'architecte Delarue et les conseils de M. Schmit, maître des requêtes, inspecteur des monuments religieux, qui avait été envoyé en mission au Mans dès le mois de juillet 1840.

C'est, dès lors, au cours de l'année 1842 que disparut, à jamais,

(1) Pour toute la suite de ce chapitre, se reporter à notre brochure « *L'Evêché du Mans, notes et documents* (décembre 1906). Le Mans, Bienaimé, 1907, et à l'ouvrage du chanoine Sifflet : *Les Evêques concordataires du Mans*.

l'ancien Hôtel de Tessé, dont tous les bâtiments furent rasés pour faire place à un édifice entièrement neuf. De ces bâtiments, il ne reste, à notre connaissance, que les plans reproduits ci-dessus.

Retardée par des imprévus, des mécomptes et des difficultés de terrain, la construction marcha fort lentement et coûta fort cher à l'Etat (247.402 francs, plus 26.794 francs payés par l'évêque) (1).

En novembre 1848 seulement, Mgr Bouvier put prendre possession du nouvel évêché, « à peu près terminé ».

L'éminent prélat n'était pourtant pas au bout de ses peines. Dès 1853, des tassements considérables exigèrent des réparations si importantes que le ministère dut envoyer au Mans Viollet-le-Duc en personne, et qu'elles n'étaient pas encore achevées en 1855, à la mort de Mgr Bouvier.

L'évêché concordataire du Mans reste ensuite une quinzaine d'années sans histoire, mais l'invasion allemande de 1871 ramène pour lui une période tragique. Le mercredi 1^{er} février 1871, un incendie, causé involontairement, il faut le dire, par les imprudences des soldats allemands, en détruit les quatre cinquièmes.

Nous ne répéterons pas ici les détails que nous avons donnés ailleurs sur cet épisode dramatique de l'occupation prussienne au Mans. Bornons-nous à rappeler que l'édifice fut reconstruit de 1873 à 1877; qu'il coûta de nouveau fort cher (539.874 francs, dont 7.953 francs payés par Mgr d'Outremont.)

Dans toutes ses parties essentielles, l'édifice actuel reproduit celui de 1848, dont quelques murs furent d'ailleurs conservés: la nouvelle façade est seulement un peu moins ornementée et augmentée d'une aile, contenant une chapelle neuve.

Mgr d'Outremont était rentré en 1877 dans l'évêché ainsi reconstruit: Mgr de Bonfils en est sorti le jeudi 20 décembre 1906.

En résumé, l'Evêché concordataire, qui a remplacé l'ancien Hôtel de Tessé, n'a eu que soixante-quatre années d'existence, de 1842 à 1906. Il a été bâti sur un terrain appartenant aux deux

(1) Mgr Bouvier achètera, en outre, plus tard pour la mense épiscopale la bande de terrain qui fait communiquer le jardin avec la rue de la Motte et dont on a fait, depuis la guerre, un dépôt de matériaux.

départements de la Sarthe et de la Mayenne, et, à deux reprises, la construction a été effectuée, on ne peut le méconnaître, aux frais de l'Etat (1). Par suite, ce n'était pas un bien d'origine ecclésiastique, et mieux vaut encore, dans la situation actuelle, refaire de l'édifice un centre artistique et littéraire que de l'affecter à bien d'autres destinations (2).

Mais alors, il est rationnel d'abandonner désormais la dénomination toute moderne « d'ancien évêché » qui fait naître une confusion topographique avec l'ancien évêché d'avant la Révolution et qui peut donner lieu à des coïncidences pénibles.

Au point de vue historique, il est même beaucoup plus logique de reprendre le nom d'*Hôtel de Tessé*, qui rappelle des souvenirs de deux siècles et que justifie déjà le nom de *Rue de Tessé*.

Ajoutons, en terminant, que ce relèvement du nom d'*Hôtel de Tessé* est indiqué non seulement par les traditions, mais par un sentiment de convenance et de délicatesse.

Deux des intentions du comte et de la comtesse de Tessé, lors de la vente de 1810, ne sont plus respectées : l'édifice n'est plus affecté à un établissement diocésain, et la loi de séparation ne permet plus aux nouveaux propriétaires de faire célébrer la messe et le service annuels.

N'est-il pas juste — nous dirions volontiers n'est-il pas honnête de la part des Manceaux — de compenser, autant qu'il dépend d'eux, l'abandon sur ces deux points des engagements de 1810, par un hommage à cette famille de Tessé qui a tant aimé la ville du Mans et qui lui a fourni les premiers éléments de son musée de peinture ; par un hommage à ces anciens filleuls du maire et des échevins du Mans, dont les noms évoquent toujours de si intéressants souvenirs ?

Robert TRIGER.

(1) Il est juste, cependant, de noter que, la désaffectation fait perdre aux évêques du Mans, en dehors du mobilier, une somme d'environ 35.000 francs et les deux parcelles ajoutées par eux au terrain de 1810.

(2) Redevenu par la *loi de séparation* la propriété du département, l'Evêché concordataire du Mans, après avoir servi d'hôpital militaire pendant toute la guerre, vient, comme on le sait, d'être acheté par la Ville qui y a déjà transféré la Société d'Agriculture, Sciences et Arts.

TABLE DES MATIÈRES

DU DEUXIÈME VOLUME DE LA DEUXIÈME SÉRIE

(TOME LXXVIII DE LA COLLECTION)

	PAGES.
Liste des membres de la Société	3
Extraits des Registres paroissiaux de Saint-Martin de Sablé, publiés par M. L. VIELLE	17, 57, 109
La vie d'héroïsme et d'aventure pendant la Révolution, par M. l'abbé GIRAULT.	27, 65
<i>Chronique</i> : Nouvelles historiques et archéologiques	48
La date de la course d'Ambroise de Loré sur la foire Saint-Michel à Caen, en 1431; Complots français à Argentan et à Sées, par M. Robert TRIGER	49
<i>Chronique</i> : Réunion du 10 avril 1922; réception du portrait du Président, œuvre de M. Charles Morancé, allocutions de MM. de Linière et Morancé, poésie de M. A. Renard, etc. Conférence de M. Lapierre, <i>Dante, sa vie et son œuvre</i> . — Admissions de nouveaux membres et nécrologie. — Une recluse à Fresnay, au x ^v e siècle. — Publications de MM. Jean de la Monneraye, René Gauchet et chanoine Sifflet	94
Accord entre Adam Chastelain et le Chapitre du Mans (1424), par M. Léonce CELIER, archiviste aux Archives Nationales.	101
Notes d'histoire et d'archéologie : Vivoin; Ballon; Saint-Mars- sous-Ballon; Châteaux de Bonnétable et de Bois-Doublet, par M. Robert TRIGER	117
<i>Chronique</i> : Excursion historique et archéologique du 8 juin 1922. L'ancien Hôtel de Tessé, au Mans, et ses collections artistiques, par M. Robert TRIGER	162 165

PLANCHES ET GRAVURES

Portrait de M. Robert Triger, président de la Société, dessin de M. Charles Morancé. (Cliché de M. l'abbé Braconnot)	97
Eglise de Vivoin, dessin de M. Cordonnier-Détric	121
Ancien Prieuré de Vivoin, plan général	124
Façade occidentale.	125

	PAGES.
Voûtes de la grande salle	126, 127
Façade orientale	128
Motif sculpté au-dessus d'une porte	129
(Dessins de M. Cordonnier-Détrie).	
Plans du château de Ballon, par MM. Robert Triger, P. Le Vayer et Vorin	132, 137
Château de Ballon, dessin de M. A. Langeron	133
Plan de l'Eglise de Saint-Mars-sous-Ballon	146
Le château de Bonnétable avant sa restauration.	149
Plan du château de Bonnétable et de ses transformations succes- sives, par M. Robert Triger	151
Château de Bois-Doublet, dessin de M. Cordonnier-Détrie. . . .	155
Plan du château de Bois-Doublet	156
Portrait du Maréchal de Tessé	165
Portrait de Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, évêque du Mans	175
Portrait de Henri-Charles de Beaumanoir, marquis de Lavar- din.	189
L'ancien Hôtel de Tessé, d'après le plan ms. du Mans de 1748 .	212
Plan de l'ancien Hôtel de Tessé.	239
Façade du bâtiment D du Petit-Tessé.	240
Portail du Petit-Tessé.	243

NOMS D'AUTEURS

MM. LÉONCE CELIER	101	MM. MORANCÉ.	97
Ch. GIRAULT	27, 65	Robert TRIGER. 48, 49,	
R. de LINIÈRE	94	100, 117, 162,	165
		L. VIELLE.	17, 57, 109

The Ohio State University



3 2435 05439417 6

THE OHIO STATE UNIVERSITY BOOK DEPOSITORY



D	AISLE	SECT	SHLF	SIDE	POS	ITEM	C
8	03	36	27	8	12	009	3